

COLLECTION D'ÉCONOMIE ET POLITIQUE RÉGIONALE

2. PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ET DE CONVERSION

VII

LA RÉGION D'AMBERG

Tendances et possibilités
de développement économique

Norbert Kloten

Professeur d'économie politique à l'université de Tübingen

En collaboration avec

Klaus Höpfner et Heinz Dautel,
diplômés d'économie politique

ASSOCIATION D'ÉDITEURS
JURIDIQUES ET ÉCONOMIQUES
EUROLIBRI

SERVICES DES PUBLICATIONS
DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES



1. *La conversion industrielle en Europe*

Rapports et communications à la Conférence intergouvernementale sur « la reconversion industrielle des régions touchées par la fermeture des mines », organisée en commun par le Conseil spécial de ministres et la Haute Autorité de la C.E.C.A., du 27 septembre au 1^{er} octobre 1960 à Luxembourg.

(En quatre volumes)

- I. Les politiques nationales de développement régional et de conversion
paru en 1961
- II. Voies et moyens de la conversion industrielle
paru en 1961
- III. Le financement des investissements et les aspects sociaux de la reconversion
paru en 1963
- IV. La conduite sur place des opérations de conversion industrielle
paru en 1963

Auteurs divers :

- V. Le bâtiment industriel dans la politique de développement régional
paru en 1966
- VI. Les organismes d'action régionale
paru en 1966
- VII. Localisation et aménagement de terrains industriels
 - Volume 1: Expériences dans les pays de la Communauté européenne,
en Grande-Bretagne et aux États-Unis
sous presse
 - Volume 2: Complexes industriels planifiés aux États-Unis
paru en 1966
- VIII. Analyse comparative des structures socio-économiques de régions minières et sidérurgiques
en préparation
- IX. Inventaire des opérations de reconversion dans les régions minières et sidérurgiques de la Communauté
en préparation
- X. Le financement de la reconversion industrielle
paru en 1965
- XI. Fabrications nouvelles
paru en 1965

EN VENTE CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ

COLLECTION D'ÉCONOMIE ET POLITIQUE RÉGIONALE

2. PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ET DE CONVERSION

VII

LA RÉGION D'AMBERG

**Tendances et possibilités
de développement économique**

Norbert Kloten

Professeur d'économie politique à l'université de Tübingen

En collaboration avec

Klaus Höpfner et Heinz Dautel,
diplômés d'économie politique

LUXEMBOURG 1966

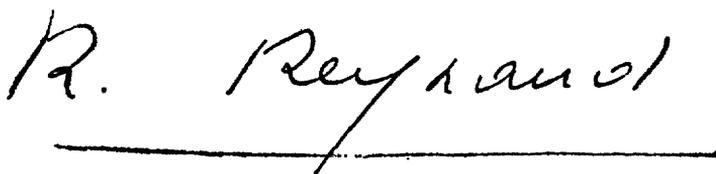
AVANT-PROPOS

Par suite de l'évolution du marché et des transformations techniques qui caractérisent actuellement les secteurs productifs relevant de la C.E.C.A., certaines régions de la Communauté se trouvent menacées d'un déséquilibre économique et social. C'est le cas notamment des régions qui ne possèdent pas une structure industrielle suffisamment diversifiée.

Face à cette situation, la Haute Autorité n'est cependant pas sans moyen d'action, puisque le traité lui a confié la tâche de participer à l'étude des possibilités de reconversion industrielle et de réemploi; il l'autorise également à participer au financement de nouvelles activités.

Eu égard à cette mission, la Haute Autorité a accueilli favorablement les propositions du gouvernement allemand demandant la participation de la Communauté à une étude sur la région d'Amberg, dont l'activité est dominée par les industries des mines et de la sidérurgie.

En présentant les résultats de ces travaux, la Haute Autorité espère fournir à tous les milieux intéressés au développement économique de la région non seulement une documentation complète et détaillée, mais aussi des indications précieuses pour leur action. Elle exprime le vœu qu'un plein succès récompense les efforts menés dans ce but.

A handwritten signature in black ink, reading "R. Reynaud". The signature is written in a cursive style and is positioned above a solid horizontal line.

R. REYNAUD

Membre de la Haute Autorité

PRÉFACE

Le bassin sidérurgique du Haut-Palatinate est intéressant à maints égards en raison de sa situation. L'industrie minière et l'industrie sidérurgique, développées à partir des minerais locaux, ont été pendant des siècles à la base d'une économie saine et florissante dans la région d'Amberg. Aujourd'hui, toutes les conditions favorables d'implantation font défaut aux usines sidérurgiques; c'est surtout sa situation périphérique dans la République fédérale et dans le Marché commun qui pose à l'industrie locale et partant à la région environnante, orientée principalement vers l'agriculture, de difficiles problèmes de politique économique. Ces derniers ont motivé la présente étude qui a été élaborée à la requête de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du ministère de l'économie et des transports de l'État bavarois.

Le présent document, qui est l'œuvre de M. le P^r D^r Norbert Klotten de l'université de Tübingen, fournit un vaste aperçu de la situation actuelle de l'économie dans la région d'Amberg. Il indique aussi certains moyens et certaines possibilités grâce auxquels il peut être possible d'arrêter la stagnation économique de cette région, où les industries minières et sidérurgiques sont traditionnelles. L'objectif de tous les efforts dans le domaine de la politique économique consistera à atténuer les désavantages résultant de l'implantation défavorable de l'industrie de cette région, afin qu'elle puisse développer comme par le passé sa force d'attraction et s'affirmer en tant que centre économique et soutien d'un secteur agricole où prédomine encore la petite exploitation.

*Le ministre d'État bavarois de
l'économie et des transports*

D^r SCHEDL



AVANT-PROPOS

L'étendue de la région est relativement réduite. L'étude de ses interdépendances structurelles a pu être approfondie, grâce à des contacts personnels avec les autorités et les directions d'entreprises, plus qu'elle n'aurait pu l'être par la seule utilisation des statistiques administratives et autres sources habituelles. Par contre, cette exigüité relative rend difficile l'élaboration d'un tableau régional des « input-output » (entrées-sorties) et accroît le danger qui guette toute étude régionale de donner trop d'importance, lors de l'élaboration d'un plan de politique régionale, aux caractéristiques de la région et ceci au détriment des tendances générales de l'évolution à l'échelle du pays.

Dans l'ensemble, les dimensions réduites de la région ont favorisé le travail des auteurs de l'étude mais, en aucun cas, elles n'ont réduit la durée de l'effort⁽¹⁾. Le souci d'entrer dans les détails a demandé une préparation soignée des entretiens, de fréquents voyages dans la région et un courant continu d'informations, ce qui exige que l'on y consacre beaucoup de temps. Les délais prévus n'ont pu être respectés que grâce à la bonne volonté des autorités et directions d'entreprises concernées, qui nous ont soutenu dès le début et, en particulier, dans la phase finale de l'élaboration.

Gardant le souvenir agréable d'une bonne collaboration, je remercie tous ceux qui nous ont apporté leur aide. Mes remerciements vont également à mes deux collaborateurs, MM. Klaus Höpfner et Heinz Dautel, diplômés d'économie politique.

Une enquête telle que cette étude de la région d'Amberg ne peut porter de fruits que si les conceptions du responsable quant au plan de l'enquête et à l'utilisation de toutes les sources d'information sont acceptées et si, en outre, il s'établit entre les collaborateurs un dialogue fructueux et sans heurts sur les interprétations théoriques des faits et les conséquences politiques éventuelles. Ceci n'a rien d'évident.

Tübingen, octobre 1965

NORBERT KLOTEN

(1) La durée de l'étude devait être de 14 mois (1^{er} septembre 1964 — 31 octobre 1965).

INTRODUCTION

La présente étude a pour but l'examen des possibilités de développement d'une région industrielle située à la périphérie du Marché commun et traditionnellement orientée vers l'industrie minière — celle-ci étant assez nettement dominée par deux usines sidérurgiques — et dont « *prima facie* » l'avenir économique et social paraît incertain.

Comme pour toute étude de ce genre, une analyse de la situation (1^{re} partie) suivie de projections (2^e partie) constitue la base indispensable d'un projet de politique régionale dont les problèmes sont traités dans une 3^e partie.

En fonction de cet objectif, l'inventaire se limitera aux caractéristiques qui exercent une influence immédiate sur la structure économique et sociale de la région. Quant aux données géologiques, climatiques, historiques et autres, pour la plupart elles n'ont pas à être prises en considération. De plus, on renoncera à une étude détaillée des données économiques qui sont communes à la plupart des régions à ce niveau de développement :

- équipement en moyennes entreprises et en services administratifs qui pourvoient essentiellement aux besoins locaux, même s'ils emploient un important pourcentage de la population active ;
- répartition des dépenses ordinaires dans les budgets communaux, dues principalement aux frais de personnel et aux charges de la prévoyance publique ;
- problème du maintien de la propreté de l'air, des eaux, enlèvement des ordures (ménagères), etc.

La première partie sera consacrée à l'inventaire, divisé en trois paragraphes :

- le paragraphe A contiendra les principales données géographiques de la région, ainsi que des indications sur la population et sur les possibilités de création d'activités économiques ;
- le paragraphe B exposera, par des comparaisons temporelles, géographiques et sectorielles, la valeur ajoutée de la région et donnera un aperçu des principaux lieux de travail et facteurs locaux. L'accent ne sera pas mis uniquement sur les interdépendances régionales et inter-régionales de la main-d'œuvre (migrations alternantes), des capitaux et des marchandises (courants d'entrées-sorties) ; on montrera, en effet, également que les problèmes de reconversion et d'adaptation ne se limitent pas à la seule industrie sidérurgique régionale (B 3) ;
- le paragraphe C conclura l'analyse de la situation par quelques remarques sur le niveau du développement social.

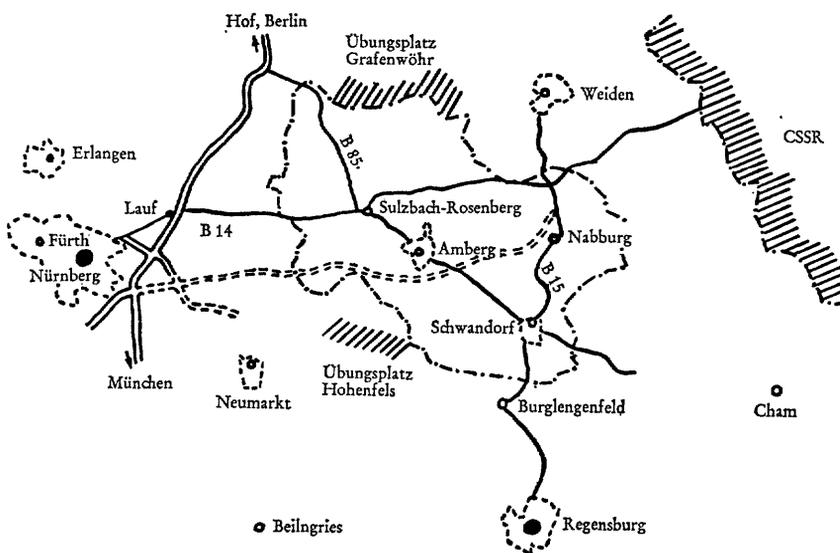
Première partie
ANALYSE DE LA SITUATION

A – Description générale de la région en étude

1. Situation géographique

Le centre sidérurgique bavarois de Amberg/Sulzbach-Rosenberg (1) est limité, à l'ouest, par les parties rurales et peu peuplées de ce que l'on appelle le « Zonenrandgebiet » ou « région en bordure de zone » (2).

Il est limité, à l'est, par les contreforts du bassin industriel de Nuremberg qui compte un million d'habitants environ.



- (1) Siège de la Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte mbH Sulzbach-Rosenberg, désignée dans la suite du texte par « Maxhütte », ainsi que de la Luitpoldhütte Aktiengesellschaft Amberg/Opf., désignée par le nom de « Luitpoldhütte ».
- (2) Bande de 40 km de large, située le long de la frontière avec la Tchécoslovaquie et plus précisément le long de la ligne de démarcation avec la zone d'occupation soviétique en Allemagne.

Quant aux limites nord et sud, elles sont constituées par deux vastes zones d'entraînement des troupes, tandis que, au sud-ouest, la ville de Ratisbonne (126 000 habitants), capitale du district du Haut-Palatinat, étend sa zone d'influence jusqu'à l'arrondissement rural de Burglengenfeld où la Maxhütte possède quelques ateliers.

La région d'Amberg, au sens de la présente étude, comprend : la ville du même nom (sans l'arrondissement), l'arrondissement rural d'Amberg et l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg. Sont exclues les communes situées tout à fait à l'ouest et orientées vers Nuremberg. Par contre, sont comprises les communes situées autour de la ville d'Auerbach (arrondissement rural d'Eschenbach) et quelques communes du Jura Franconien (arrondissement rural de Neumarkt) qui, traditionnellement, sont tournées vers Amberg.

Il faut encore y ajouter :

- à l'est, l'arrondissement rural de Nabburg, sans les communes de la zone d'influence de la ville de Weiden (40 000 habitants) ;
- au sud-est, la ville de Schwandorf avec sa zone d'influence (arrondissement rural de Burglengenfeld) qui constitue avec Amberg/Sulzbach-Rosenberg un second centre régional, nettement moins important cependant.

Les données statistiques officielles ont dû être dépouillées en respectant les frontières des arrondissements. Toutefois, lorsqu'il s'agissait d'enquêtes personnelles, on s'est efforcé de considérer la région telle qu'on vient de la délimiter. Une telle délimitation régionale ne peut cependant être utilisée dans tous les cas ; en outre, elle subit les influences de l'évolution économique et la démarcation ainsi établie devra donc, à l'occasion, être modifiée.

Le tableau ci-dessous permet de se représenter l'étendue de la région et montre en même temps combien la division administrative est microcellulaire.

	Surface (km ²)	Population		Nombre de communes
		1963	1964	
Ville d'Amberg	19,4	42 065	41 779	1
Arr. rural Amberg	779,3	48 911	49 578	62
Arr. rural Nabburg	410,2	30 236	30 884	41
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	339,5	32 729	32 698	31
Région en étude (1)	1 548,4	153 941	154 939	135
Ville de Schwandorf	10,3	16 206	16 149	1
Arr. rural Burglengenfeld	402,7	48 321	48 917	41

(1) La « région en étude », au sens le plus étroit, ne comprend que ces quatre unités administratives. On parlera de « région », de « région d'Amberg » ou de « zone », lorsqu'on inclut dans la présente analyse Schwandorf et les parties relevant de l'arrondissement de Burglengenfeld.

Les quatre arrondissements de la région en étude proprement dite couvrent environ 16 % de la surface du Haut-Palatinat. Leur population représente 17 % environ.

Le paysage de la région, entre la forêt du Haut-Palatinat et la Moyenne-Franconie, est riche en collines et en forêts. En outre, le relief est caractérisé par la Naab qui, par sa vallée, offre — avec la plaine autour de Schwandorf — une voie favorable à la circulation.

La Vils, deuxième parmi les rivières les plus petites de la région, coule, depuis Amberg jusqu'à l'endroit où elle se jette dans la Naab, dans une vallée beaucoup plus resserrée. Bien qu'au Moyen-Age les radeaux de minerai d'Amberg utilisaient cette voie d'eau et que l'ancienne route de Bernstein allait de la Saale au Danube en passant par cette vallée, son étroitesse n'offre pas les mêmes possibilités d'implantation et de circulation que la vallée de la Naab. Ces vallées sont généralement orientées nord-sud, la région s'ouvrant ainsi, naturellement, vers Ratisbonne et le Danube. A l'ouest, la Frankenalb, malgré l'absence de vallée, n'oppose pas d'obstacle à la circulation.

En ce qui concerne sa situation marginale par rapport aux grands marchés nationaux et internationaux, la région diffère peu des « régions en bordure de zone » avoisinantes, à l'est. Quelques indications de distances précisent cette position périphérique :

Amberg—Brême	620 km	Amberg—Sarrebruck	360 km
Amberg—Oberhausen	560 km	Amberg—Stuttgart	250 km

Si l'on ne tient pas compte de Ratisbonne, les arrondissements de la région (sans Nabburg) sont les seuls du Haut-Palatinat à n'être pas inclus dans les grands programmes de Bavière, pas plus que dans les programmes régionaux de la République fédérale (1). En dehors d'une subvention pour frais de transport, l'industrie locale, pourtant largement tributaire de ces transports, a dû surmonter presque sans aide de l'État les problèmes nés de son éloignement des marchés et des voies navigables.

Le canal européen destiné à relier le Rhin au Danube passera à l'ouest de la région, si bien que — selon l'avis des sociétés locales les plus importantes — il en résultera pour celle-ci plus d'inconvénients que d'avantages du fait de la concurrence ainsi accrue (2).

De même l'autoroute Francfort—Munich, ouverte récemment, évite la région d'Amberg. Cependant, ceci n'est que transitoire, une bretelle de l'autoroute partant d'Amberg étant en construction (3). La seule voie de circulation transversale parcourant la région est la « ligne inter-zones » Munich—Hof—Berlin qui longe le Naabtal.

La voie de communication routière la plus importante vers les centres voisins est actuellement la Nationale 14, très encombrée et mal tracée : Amberg—Nuremberg 64 km. Au delà de Nuremberg, en allant vers Stuttgart, la circulation se fait par une route nationale tout aussi lente. La situation n'est pas meilleure en ce qui concerne la circulation nord-sud de la région qui est assurée

(1) Voir 3^e partie.

(2) Voir 2^e partie, 11.

(3) Le projet prévoit un prolongement jusqu'à Pfreimd (Naabtal).

par la Nationale 15 : Weiden—Schwandorf—Ratisbonne. Cette route suit le Naabtal et, tout comme la N 14, traverse de nombreuses agglomérations ; elle est assez étroite et son tracé est particulièrement archaïque.

Quant au transport des marchandises par la N 15, en direction de Ratisbonne—Munich, il est particulièrement lent. Selon les services administratifs, cet état de choses a découragé plusieurs entreprises qui avaient le projet de s'implanter dans la région de Nabburg. La transformation de la N 15 en voie expresse est prévue.

La frontière tchécoslovaque est à 64 km de Sulzbach-Rosenberg par la N 14. Le poste frontière de Waidhaus est le point principal du trafic avec la Tchécoslovaquie et Fürthheim-Walde le seul point de passage du Haut-Palatinat en direction de Pilsen. Ce poste a été traversé, entre janvier et juillet 1964, par 13 833 camions à l'entrée et pour le transit, ce qui représente 60 % du trafic frontalier des poids lourds avec la Tchécoslovaquie mais 0,3 % seulement du trafic avec l'Autriche pour la même période.

Amberg, centre de la région, est approximativement à égale distance, par route, du centre de la zone de concentration de Nuremberg, de Ratisbonne, capitale de district, et de la région de Weiden/Neustadt-Waldnaab, commencement de la zone de fabrication du verre et de la porcelaine du Haut-Palatinat :

Amberg — Ratisbonne	65 km
Amberg — Neustadt-Waldnaab	64 km

2. Situation démographique

21. La population résidante et son évolution de 1939 à 1963

211. Niveau et évolution de la population résidante ⁽¹⁾

On comptait au 31 décembre 1963 à peine 154 000 habitants dans les quatre arrondissements en étude. La région est relativement peu peuplée, comme l'indique le tableau suivant :

Habitants au km ²			
Ville d'Amberg	2168	Ville de Schwandorf	1575
Arr. rural Amberg	63	Arr. rural Burglengenfeld	120
Arr. rural Nabburg	74	Haut-Palatinat	94
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	96	Bavière	140
Région en étude	100	République fédérale	225

Parmi les trois arrondissements ruraux de la région étudiée, seul celui de Sulzbach-Rosenberg atteint la moyenne du Haut-Palatinat. Il faut cependant

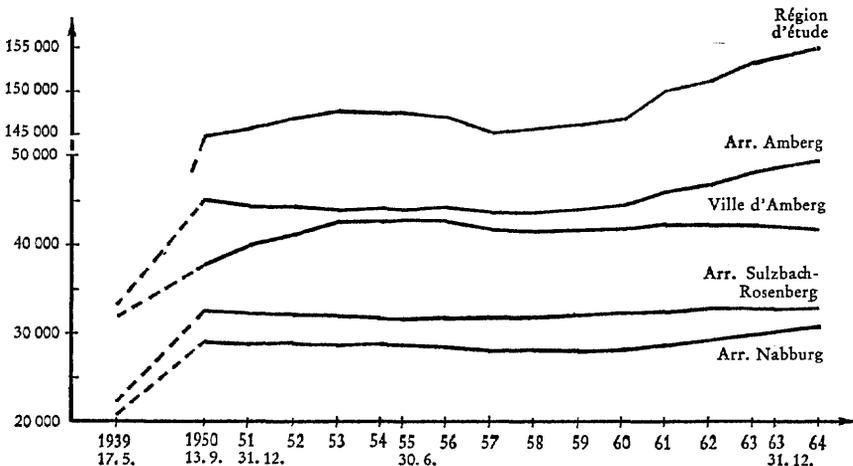
(1) Voir tableau 1 de l'annexe.

tenir compte ici du fait que la ville de Sulzbach-Rosenberg, avec sa forte densité de population (690 habitants au km²), rassemble les deux tiers de la population de l'arrondissement. Pour le reste de cet arrondissement, la densité n'est que de 40 habitants environ au km². Après Ratisbonne (2398), la ville d'Amberg, avec 2168 habitants, a pourtant une forte densité de population ; il n'en demeure pas moins que l'ensemble du Haut-Palatinat ainsi que les arrondissements ruraux en étude viennent loin derrière la moyenne de la Bavière ou de la République fédérale.

Pendant la période de 1939 à 1950, la population a fortement augmenté dans l'ensemble de la République fédérale tout comme en Bavière (+ 30 %), dans le Haut-Palatinat (+ 31 %) et dans la région en étude (+ 34 %), essentiellement du fait de l'afflux de réfugiés.

De 1950 à fin 1957, le chiffre de la population de la Bavière est resté à peu près au même niveau. Dans le Haut-Palatinat au contraire, il a diminué de 3,2 %, ainsi que dans les arrondissements ruraux d'Amberg (- 3,5 %), de Nabburg (- 3,9 %) et de Sulzbach-Rosenberg (- 2,7 %). Seul l'arrondissement rural de Burglengenfeld a enregistré pendant cette période une évolution positive. Ce « creux » dans la courbe démographique a été franchi à la fin de l'année 1957, puisque les chiffres de la population sont donnés à partir de 1958. Le plus fort accroissement a eu lieu pendant la période de 1958 à 1963 dans l'arrondissement rural d'Amberg (+ 12,2 %), alors qu'en 1963 l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg connaissait un nouveau fléchissement (voir A 213).

Évolution démographique 1939—1964



Dans la ville d'Amberg, on constate quelques mouvements particuliers : jusqu'en 1955, la population augmente pour atteindre environ 43 000 habitants, niveau que la ville n'a plus atteint depuis. Depuis cette année-là, excepté les

années 1959 à 1961, la population de la ville a constamment diminué du fait de l'émigration accrue vers les communes-dortoirs situées dans l'arrondissement rural d'Amberg.

Une comparaison de l'accroissement démographique de 1939 à 1963 dans tous les arrondissements ruraux du Haut-Palatinate montre que l'augmentation de la population résidante des arrondissements ruraux d'Amberg, Sulzbach-Rosenberg et Nabburg (+ 47 %) est supérieure à la moyenne de celle des arrondissements ruraux du Haut-Palatinate (+ 31,5 %).

212. Structure d'âge et proportion relative des réfugiés

La base de la pyramide d'âge de la région en étude est favorable. Une comparaison entre les résultats des recensements de 1950 et 1961 concernant la structure d'âge montre que le nombre des moins de 6 ans a plus fortement augmenté dans la région en étude (sauf la ville d'Amberg) qu'il ne l'a fait en moyenne en Bavière ; ceci est dû au large excédent des naissances dans les trois arrondissements ruraux. La dénatalité, après la guerre, a entraîné une diminution du pourcentage des 6 à 15 ans, celui-ci restant cependant, dans l'ensemble de la région en étude, supérieur à celui de la Bavière. Au cours de la même période, le pourcentage des plus de 65 ans a augmenté, mais reste encore inférieur dans l'ensemble de la région étudiée à celui de la Bavière.

Par contre, de 1950 à 1961, le pourcentage des personnes actives, dans l'ensemble, a diminué en Bavière. La ville d'Amberg avec 66,2 % ainsi que la ville de Sulzbach-Rosenberg avec 65,9 % de personnes actives par rapport à la population totale (68,6 % à Schwandorf) atteignent approximativement la moyenne bavaroise en 1961.

	Recensement	Structure d'âge de la population résidante (en %)			
		moins de 6 ans	de 6 à moins de 15 ans	de 15 à 65 ans	65 ans et plus
Région en étude	{ 1950	9,1	17,0	65,8	8,1
	{ 1961	12,0	14,6	63,9	9,5
Haut-Palatinate	{ 1950	9,2	16,9	65,6	8,3
	{ 1961	11,4	14,8	63,8	10,3
Bavière	{ 1950	8,5	15,6	66,8	9,1
	{ 1961	9,8	12,7	66,5	11,0

En 1950, 32 865 réfugiés vivaient dans l'ensemble de la région en étude, constituant ainsi 22,7 % de la population résidante. Ce pourcentage est supérieur à celui du Haut-Palatinate et de la Bavière. En 1961, les proportions se sont modifiées. La ville d'Amberg compte 24,2 % de réfugiés et ce n'est que dans l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg (22,1 %) qu'un pourcentage aussi élevé est également atteint. Dans les arrondissements ruraux d'Amberg et de Nabburg, ce pourcentage descend en dessous de la moyenne de la Bavière (20,4 %). Bien qu'il soit difficile d'établir de véritables comparaisons, on peut dire, à titre

indicatif, que le nombre des réfugiés a diminué, de 1950 à 1961, d'environ 2000 dans la région en étude. Bon nombre de ces réfugiés ont émigré plus loin, dès le début et jusqu'au milieu des années 50. Seules les deux villes d'Amberg et de Sulzbach-Rosenberg et quelques localités où se trouvent des ateliers de la Maxhütte (Maxhütte-Haidhof, Vilshofen, Fronberg) ont montré un certain pouvoir d'attraction, mais cela surtout après 1958, lorsqu'un nombre croissant de réfugiés arriva de la zone d'occupation soviétique d'Allemagne. L'émigration a fait perdre à la région en étude de la main-d'œuvre spécialisée mais aussi des consommateurs qui pouvaient, par leurs besoins, contribuer à stimuler la vie économique de la région.

213. Le mouvement démographique

Sans mouvement migratoire, la région en étude aurait augmenté, de 1950 à 1963, de 21 310 personnes (dont 10 925 hommes) ; en réalité il n'y avait en 1963 que 8900 personnes de plus dans la région. Les excédents des naissances dans les arrondissements ruraux de la région, nous l'avons vu, sont exceptionnellement élevés ; les arrondissements ruraux d'Amberg et de Nabburg viennent en tête de tous les arrondissements bavarois. Par contre, l'excédent des naissances est moyen dans l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg. La ville d'Amberg accuse même un taux nettement inférieur, tout en atteignant presque la moyenne fédérale de 6,6 pour 1000 habitants. Ce chiffre peu élevé est valable pour tous les autres arrondissements urbains (Schwandorf dépasse à peine les 7 ‰).

	Moyenne des excédents de naissance annuels pour 1000 habitants	
	1950—1957	1958—1963
Ville d'Amberg	6,1	6,0
Arr. rural Amberg	12,3	15,7
Arr. rural Nabburg	11,7	15,4
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	7,4	9,6
Région en étude	9,4	11,6
Haut-Palatinat	8,3	9,7

Ce bilan positif des excédents des naissances va de pair, de 1950 à 1963, avec un mouvement migratoire négatif dans une grande partie du Haut-Palatinat. Dans l'ensemble, le Haut-Palatinat a perdu, au cours de cette période et du fait des émigrations, 106 000 habitants (en moyenne 8,6 ‰ de la population résidente par an ; la région en étude 7,4 ‰). Après l'émigration de nombreux réfugiés, on constate cependant une nette tendance à la diminution de ce solde négatif.

Les migrations ne se sont pas faites de façon uniforme dans les différents arrondissements de la région. L'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg

accuse depuis 1950, chaque année, un solde de migrations négatif. L'évolution s'est faite de façon analogue dans l'arrondissement rural de Nabburg jusqu'en 1963. Pour la première fois en 1963, on constate dans cet arrondissement un solde migratoire positif. La ville d'Amberg, dont la population a augmenté de 1950 à 1963 grâce aux gains en migration, connaît des pertes constantes depuis 1954. Une grande partie des émigrants quittant la ville pour les communes-dortoirs situées dans l'arrondissement rural d'Amberg, les fortes pertes en migrations de l'arrondissement rural ont diminué de plus en plus et sont devenus, depuis 1960, des gains en migrations.

Le nombre des migrations a nettement diminué dans la région au cours de la période 1958—1963 par rapport à la période 1950—1957. Alors qu'au cours de ces deux périodes les émigrations, qu'elles soient intérieures ou extérieures, ont prédominé pour l'ensemble de la région, ceci n'est pas valable pour toutes les sous-régions, ainsi que l'indique le tableau suivant :

	Période	Solde total des migrations	Solde des			
			migrations intérieures (1)		migrations extérieures (1)	
			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ville d'Amberg	1950—1957	+ 3 555	+ 725	+ 1 389	+ 973	+ 468
	1958—1963	— 2 048	— 1 300	— 48	— 331	— 369
Arr. rural Amberg	1950—1957	— 6 799	— 1 903	— 2 820	— 1 037	— 1 039
	1958—1963	— 225	+ 72	— 180	— 10	— 107
Arr. rural Nabburg	1950—1957	— 4 248	— 950	— 1 282	— 1 063	— 953
	1958—1963	— 1 084	— 661	— 1 130	+ 322	+ 385
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	1950—1957	— 3 450	— 961	— 1 203	— 692	— 594
	1958—1963	— 946	— 448	— 525	+ 61	— 34
Région en étude	1950—1957	— 10 942	— 3 089	— 3 916	— 1 819	— 2 118
	1958—1963	— 4 303	— 2 337	— 1 883	+ 42	— 125

(1) Dans les statistiques des migrations dans les différents arrondissements, on se contente de distinguer les migrations intérieures (à l'intérieur de la Bavière) et les migrations extérieures (qui franchissent la frontière bavaroise), sans tenir compte des points de départ, destinations et autres particularités.

Une ventilation des émigrations et immigrations selon le sexe montre que de 1950 à 1957 les femmes représentaient 55 % des pertes en migrations de la région en étude, alors que de 1958 à 1963 les hommes étaient plus nombreux à émigrer (53 %). Ce n'est pas le cas uniformément pour toutes les parties de la région, car dans les trois arrondissements ruraux l'émigration féminine prédominait pour les deux périodes.

22. Structure de l'habitat

221. La région urbaine d'Amberg/Sulzbach-Rosenberg

Les deux villes d'Amberg et de Sulzbach-Rosenberg, distantes l'une de l'autre d'environ 12 km, n'ont manifesté jusqu'à présent aucune tendance à la

fusion géographique mais elles peuvent être considérées — comme le fait Boustedt (1) en 1953 — comme « zone noyau » d'une région urbaine.

Autour de la zone-noyau se situe la « zone extérieure », à laquelle nous attribuons onze communes, qui peuvent être considérées, du fait de leurs importants courants de migration régulière vers la zone noyau, comme communes-dortoirs des deux villes. Toutes ces communes-dortoirs, Poppenricht exceptée, font partie de l'arrondissement rural d'Amberg. Son chiffre de population

La région urbaine d'Amberg/Sulzbach-Rosenberg



Zone-noyau :

- 1 Ville d'Amberg
- 2 Ville de Sulzbach-Rosenberg

Zone extérieure :

- 3 Hahnbad
- 4 Kötzersricht
- 5 Traßberg
- 6 Ammersricht
- 7 Poppenricht
- 8 Karmensölden
- 9 Gailoh
- 10 Köfering
- 11 Theuern
- 12 Gärnersdorf
- 13 Raigering

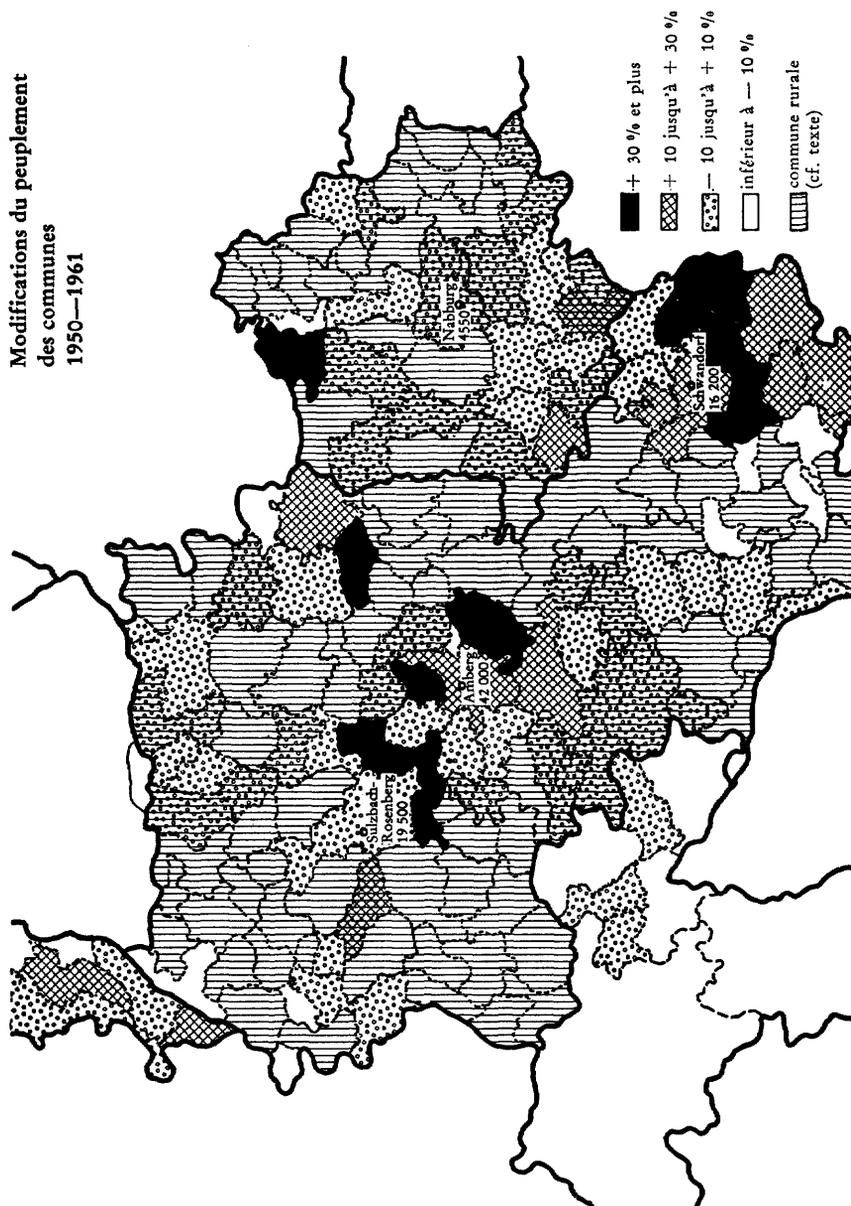
accroît l'importance de la zone urbaine par rapport à l'ensemble de la région étudiée :

	1950	1964
Zone urbaine	68 700	78 400
Région en étude	145 000	155 000
Part relative de la zone urbaine	47 %	50 %

La zone urbaine (503 habitants/km²) a connu au cours de la période 1950 à 1964, avec une augmentation de 14 % contre 7 % pour l'ensemble de la région en étude, un accroissement nettement plus rapide. Les communes de la zone extérieure sont les principales responsables de ce développement de la région urbaine, puisque leurs 17 330 habitants représentent environ 22 % de la population de cette région urbaine. Grâce à un accroissement de 37 % depuis 1950 elles ont augmenté nettement plus vite que les deux villes (cf. carte suivante).

(1) O. Boustedt : « La ville et son environnement », in : *Raum und Wirtschaft*. Rapports de recherche et de session de l'Académie d'étude du territoire et de planification, édité par Kurt Brüning, Bremen-Horn 1953, p. 142 et s.

Modifications du peuplement
des communes
1950—1961



Néanmoins, les deux villes elles-mêmes sont parvenues à augmenter légèrement leur part relative dans la population de la région en passant de 38,7 % à 39,4 %, augmentation attribuable cependant plus aux mouvements démographiques des années 50 qu'au développement actuel. L'évolution est stagnante, en ce moment, à Sulzbach-Rosenberg, tandis qu'Amberg perd des habitants au profit des communes limitrophes.

222. *Classes d'importance des communes 1950-1964*

La structure de l'habitat de la région se caractérise par la prédominance des petites communes : sur 133 communes, 92 comptent moins de 600 habitants (1). En dehors d'Amberg et de Sulzbach-Rosenberg, seule Schwarzenfeld (arrondissement rural Nabburg) atteint la modeste catégorie des 5000 habitants. Les autres communes de quelque importance figurent sur la carte.

De 1950 à 1961, 33 communes ont vu leur population augmenter, tandis que pour 100 autres la population diminuait. Parmi celles-ci, 34 communes ont une diminution inférieure à - 20 % ; Langenbruck exceptée, ces communes, dont la structure est purement agricole, comptaient en 1950 moins de 750 habitants (cf. A 223). Contrairement aux deux autres arrondissements, celui de Nabburg, avec les villes de Nabburg et Pfreimd, comporte certaines localités entrant dans la catégorie des 2000 à 5000 habitants, qui ont également légèrement diminué.

Géographiquement, les communes en accroissement se concentrent sur deux grands centres et deux plus petits (cf. carte ci-contre) :

- les communes-dortoirs des travailleurs, groupées autour de la zone-noyau Amberg/Sulzbach-Rosenberg et qui disposent, sans exception, de très bons moyens de communications ;
- les centres moins importants qui bénéficient également de bonnes communications : la « région du kaolin » Hirschau-Schnaittenbach-Weiher dans l'arrondissement rural d'Amberg, Wernberg et Oberköblitz dans le nord de l'arrondissement de Nabburg (DETAG) (2) ainsi qu'au sud de cet arrondissement Schwarzenfeld et les communes-dortoirs autour de la Buchtal GmbH (3), Dürnsricht et Pretzabruck ;
- un autre grand centre d'accroissement est constitué par les communes situées autour de Schwandorf, qui sont en même temps le siège d'un complexe industriel employant environ 3000 personnes.

223. *Les communes rurales*

Les communes rurales ont été distinguées des communes industrielles, mixtes ou dortoirs, en fonction des critères suivants :

- 1° plus de 50 % des personnes actives occupées dans l'agriculture ou la sylviculture ; ou bien

(1) Voir tableau 2 de l'annexe.

(2) Deutsche Tafelglas AG, usine Wernberg: occupe 1 000 personnes.

(3) Buchtal GmbH, entreprises de céramique: emploient 1 200 personnes.

2° au moins la majeure partie des personnes actives, dans la mesure où les « pérégrins » ne constituent pas plus de 40 % des personnes actives.

D'après cette classification, 90 des 133 communes de la région en étude sont orientées vers l'agriculture (1). Ces communes comptaient au total en 1964 31 010 habitants. La carte précédente montre la répartition géographique, ainsi que l'étroite corrélation existant entre communes agricoles et communes en stagnation.

Exceptée Diendorf, située dans l'arrondissement rural de Nabburg, et comptant à peine plus de 1 000 habitants, toutes les autres communes agricoles avaient moins de 900 habitants en 1964. De nombreuses communes se sont amenuisées jusqu'en 1961, au point de se trouver dans la catégorie d'importance inférieure. En 1950, par exemple, il n'y avait que 10 communes à se trouver au dernier échelon (moins de 200 habitants) ; en 1964, par contre, il y en avait 20.

Entre 1950 et 1961, ces communes ont perdu plus de 5 000 habitants, soit 14 % de leur population. De 1961 à 1964, un léger redressement est intervenu, la population ayant quelque peu augmenté dans son ensemble. Cependant, la population résidente des communes rurales de moins de 200 habitants, qui sont particulièrement nombreuses dans l'arrondissement rural de Nabburg, continue de se réduire.

224. L'évolution à long terme

L'étude de deux cartes, indiquant les tendances (1) et les points principaux (2) du développement démographique en Bavière de 1855 à 1955 (2), permet de constater les deux phénomènes suivants :

Un noyau de communes en régression se situe dans l'Oberpfälzer Wald (Forêt du Haut-Palatinat) entre Cham et Weiden, et s'étend même à l'est de l'arrondissement rural de Nabburg. La plupart des communes de la région, par contre, font partie de la Moyenne-Bavière, délimitée par le Jura de la Souabe-Franconie (Schwäbisch-Fränkischer Jura) dont la caractéristique est la stagnation. Cette répartition géographique s'explique notamment par l'étroite corrélation avec la rentabilité du sol.

Munich, Augsburg et Nuremberg constituent les centres de gravité de l'accroissement démographique ; viennent ensuite les communes en expansion, qui se trouvent toujours en étroite liaison géographique avec des communes industrielles ; à celles-ci s'ajoutent quelques communes situées dans le Naabtal, le long de la ligne de chemin de fer Ratisbonne-Weiden, dont Burglengenfeld (ville), Schwandorf, Schwarzenfeld — avec chacune leur environnement — et Oberköblitz. Partant de la ville d'Amberg, via la ville de Sulzbach-Rosenberg,

(1) Voir tableau 2 de l'annexe.

(2) Compléments à un exposé de O. Boustedt : « Wachsende, stagnierende und schrumpfende Gemeinden », in : *Raumforschung und Raumordnung*, cahier 3/4, 1957, p. 140.

toujours le long de la ligne de chemin de fer, vers Hersbruck, Nuremberg/Fürth, on trouve toute une ceinture de communes en croissance depuis des siècles. Il faut également citer comme petit centre d'accroissement dans la région en étude la zone de Hirschau/Schnaittenbach. Les tendances de l'évolution démographique des 100 dernières années et celles des 10 dernières années sont donc semblables : les communes essentiellement rurales sont stagnantes ou décroissent, alors que les communes industrielles, ou du moins les communes-dortoirs de travailleurs qui en dépendent, s'accroissent à un rythme variable.

3. *Approvisionnement et équipement de la région*

La région ne connaît pratiquement pas de difficulté grave en ce qui concerne les services publics (parmi lesquels il faut inclure une partie de la construction de logements). Les problèmes posés par l'arrivée de réfugiés ou par les conditions géologiques particulières de la région du Jura ont été résolus tout d'abord par la construction de logements, d'écoles, d'installations d'adduction d'eau, etc. Il est évident que de nombreux projets attendent encore leur réalisation et que de nouveaux besoins apparaissent constamment. Il suffit d'évoquer, par exemple, la nécessité d'une formation plus poussée des personnes actives, les conséquences d'une motorisation croissante ou l'augmentation de la consommation d'eau.

Dans le domaine du coût de l'énergie, qui, dans le passé, paralysait l'économie de l'est de la Bavière, les plus grands progrès ont été réalisés récemment dans la région (gaz à longue distance, pétrole) ; dans d'autres domaines (rénovation urbaine, construction de routes ou évacuation des eaux résiduelles) les mesures à prendre dépendent en grande partie du financement (cf. C 4). Reste le secteur de l'éducation, qui, comme domaine culturel, n'a bénéficié jusqu'à présent que de transformations partielles. La formation scolaire à la campagne et la formation professionnelle de la main-d'œuvre ne s'adaptent que lentement aux exigences modernes. Ces deux secteurs, à leur niveau actuel, ralentissent les reconversions indispensables à une amélioration de la qualité des produits à une spécialisation et à une mécanisation accrue de la production de l'industrie régionale.

L'opinion que l'on peut se faire de l'infrastructure de la région dépend naturellement de l'échelle de comparaison. En regard des régions de la zone frontalière de l'est de la Bavière, la région industrielle d'Amberg a atteint un niveau élevé, mais comparée aux grands bassins industriels, on constate évidemment l'absence des nombreux inconvénients des concentrations, mais aussi un développement inférieur à la moyenne, dans le domaine urbain.

31. *Adduction d'énergie et d'eau*

311. *Énergie primaire*

Outre l'énergie hydraulique (1), la région dispose de quelques sources d'énergies constituées par les gisements de lignite situés dans la zone autour de Schwandorf.

(1) Groupe de stations d'accumulation par pompage près de Trausnitz dans la partie est de l'arrondissement rural de Nabburg (133 MW existants).

Production de lignite 1963	En tonnes	En %
1. Bayrische Braunkohlenindustrie AG, Schwandorf (BBI)	5 200 000	92
2. Charbonnages Mathias près de Schwandorf	380 000	6
3. Buchtal GmbH., arr. rural Nabburg + Mine Austria, arr. rural Burglengelfeld	50 000 20 000	2
Bavière (sans le jais) République fédérale	5 650 000 106 659 000	100
<i>Source: Annuaire de l'industrie minière allemande, 1964.</i>		

Les mines à ciel ouvert de la BBI ont fourni, au cours du dernier exercice, plus de 90 % de la production bavaroise, soit environ 5 % du total de la production allemande. Le niveau des coûts, mesuré au rapport déchet-charbon, est favorable, si on le compare à celui du plus gros producteur de la République fédérale, les Rheinische Braunkohlenwerke AG :

	1963	1964
Bay. Braunkohlenindustrie AG	1,2:1	1,4:1
Rhein. Braunkohlenwerke AG	1,8:1	2,2:1

La rentabilité de la production de courant à partir du lignite disponible est encore assurée actuellement, bien que son pouvoir calorifique soit inférieur à 2 000 kcal/kg. La BBI fournit plus de 90 % de sa production à la centrale thermique — 400 MW (DKW) — de la Bayernwerke AG comme charbon pour chaudières. Un peu moins de 10 % vont à la centrale de l'usine d'oxyde d'aluminium des Vereinigte Aluminiumwerke (VAW), qui a été installée juste à côté de la grande centrale des Bayernwerke en raison de la production continue de vapeur.

En avril 1964, une usine de briquettes de la BBI a fermé ses portes. Les réserves de charbon — environ 100 millions de tonnes — sont limitées, de toute façon, à vingt ans au maximum, la consommation actuelle de la centrale étant d'environ 5 millions de tonnes. Si les rapports de coût se détérioraient au cours de ce laps de temps et, plus précisément, si le prix de l'énergie rendait souhaitable une conversion au fuel, il faudrait s'attendre à ce que la fermeture de la centrale thermique de la DKW ait lieu encore plus tôt. Une entreprise de remplacement trouverait sur place, outre la main-d'œuvre (actuellement 36 % d'ouvriers qualifiés et 72 apprentis), le bénéfice d'un vaste terrain d'environ 1 500 ha non compris les terrains d'extraction proprement dits (cf. également 2^e partie, 12).

La rentabilité de la seconde mine de lignite de la zone de Schwandorf, la Mathiaszeche, nettement moins importante puisqu'elle ne produit que 380 000 tonnes par an, semble actuellement devoir se limiter aux deux années à venir, à moins que des travaux ne soient entrepris. Cette mine fournit également la centrale de l'Aluminiumoxydwerk (120 000 tonnes par an) et, actuellement encore, elle livre 90 000 tonnes de lignite à la Luitpoldhütte ; le reste est vendu par petites quantités dispersées.

La mise en service des raffineries d'Ingolstadt et de Neustadt/Danube (distantes d'environ 100 km) a entraîné une « baisse sensible des prix des fuel-oils légers et lourds et des gaz liquides » ⁽¹⁾, baisse qui, dans la région, a favorisé la Maxhütte en temps que consommateur de pétrole. Le lignite, par contre, perd de son importance pour la région ; les centrales de certaines firmes comme la Buchtal, les Hüttenwerke, etc. ont été fermées ou reconverties sans que ces mesures entraînent de détérioration des coûts, selon les indications fournies par les usines elles-mêmes.

312. *Énergie secondaire*

L'entrée de la région dans le réseau de distribution du gaz à longue distance de la Ruhr, réalisée fin 1964, a mis le prix du gaz au même niveau que dans la Ruhr pour les communes et les consommateurs industriels directs. Ce prix se situe à présent entre 7,5 et 8,8 pfennig le m³ ⁽²⁾. Les livraisons de gaz de la cokerie de la Luitpoldhütte sont encore provisoirement nécessaires — tant que la capacité du réseau à longue distance passant par Darmstadt—Mitterteich ne suffit pas et que l'installation de cracking d'essence légère destinée à couvrir les besoins des heures de pointe n'est pas encore construite.

La cokerie de la Luitpoldhütte a été installée en 1956 pour assurer, notamment, l'approvisionnement de l'industrie du verre et des céramiques en gaz à qualité constante. D'une capacité d'environ 75 millions de m³, elle est la plus petite cokerie de la République fédérale et celle ayant le prix de revient le plus élevé, conséquence partielle de l'augmentation du prix de transport du charbon qui a été compensée en partie par le prix de vente relativement plus élevé du gaz. La mise en service du réseau à longue distance de la Ferngas-Nordbayern-GmbH (société dans laquelle la Luitpoldhütte possède 20 % du capital, soit 10 millions de DM, et à laquelle elle a vendu entre temps son réseau de distribution long de 20 km) a permis de baisser le prix du gaz ; malheureusement, à ce prix, la cokerie n'est plus rentable à long terme.

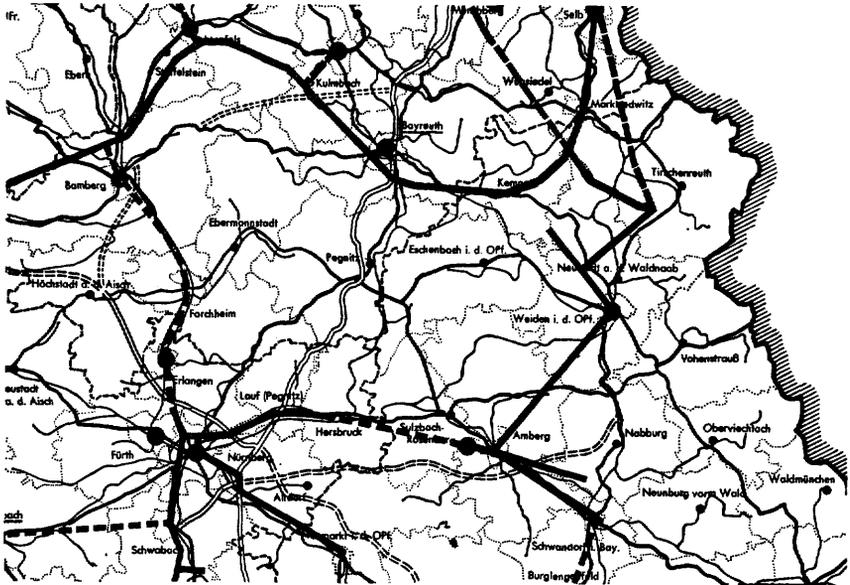
Un projet prévoit de relier le réseau régional de gaz, et plus précisément le réseau de distribution du nord de la Bavière, aux raffineries grâce à des canalisations allant d'Ingolstadt à Ratisbonne et Schwandorf (voir figure p. 24 ⁽³⁾).

(1) Compte rendu annuel 1964 de la IHK Ratisbonne, p. 25.

(2) Les consommateurs industriels, qui se servent du gaz des communes et qui se situent donc en dessous de la limite de consommation de 1 million de m³ par an imposée aux consommateurs directs paient cependant un prix sensiblement plus élevé.

(3) On procède actuellement à des forages dans l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg qui devraient garantir le stockage de 50 millions de m³ de gaz de la Ruhr dans les couches poreuses du sol.

Réseau de distribution du gaz à longue distance
Canalisations existantes et en projet (en pointillé)



Si la situation de la région dans le domaine de l'énergie s'est améliorée en ce qui concerne le pétrole et le gaz, il n'en est pas de même du coût du courant et du charbon. Les frais de transport du charbon représentent toujours environ un tiers du prix de revient. On peut certes remplacer dans une certaine mesure le charbon par le pétrole, cette substitution est cependant étroitement limitée en ce qui concerne les hauts fourneaux précisément.

313. Distribution d'eau et évacuation des eaux résiduelles

De même que pour la distribution du gaz, la région bénéficie d'une situation nettement plus favorable que la région en bordure de zone ⁽¹⁾, et que surtout sa partie sud, en ce qui concerne la distribution d'eau. Les eaux souterraines suffisent actuellement à l'approvisionnement de la région, l'apport d'eau à longue distance n'est pas nécessaire.

La distribution de l'eau dans la région du Jura posait un problème particulier dans l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg. En 1946, sur 205 localités de l'arrondissement, six seulement disposaient d'une distribution suffisante, les autres s'approvisionnant au moyen de citernes d'eau de pluie ou étant ravitaillés,

(1) La distribution d'eau à longue distance du Bayerischer Wald (Forêt bavaroise) est actuellement en cours de réalisation

dans certains cas particuliers, par des camions-citernes. Aujourd'hui, la distribution est pratiquement assurée grâce à 7 nouvelles installations de distribution communautaire de l'eau et à l'assainissement de 3 vieilles installations. L'arrondissement peut être considéré comme complètement approvisionné. Dans les autres arrondissements de la région, la distribution centrale des plus petites communes n'est pas encore réalisée ; cependant, 82 % des habitants de l'arrondissement rural d'Amberg et environ 90 % de celui de Nabburg sont d'ores et déjà approvisionnés par une centrale. Selon l'importance des aides, il faut compter de 8 à 10 ans avant l'achèvement des travaux.

La situation de la région en étude est également assez favorable par rapport à l'ensemble du Haut-Palatinat en ce qui concerne l'évacuation des eaux résiduelles. Il ne faut cependant pas négliger les problèmes des petites communes, dont les localités ne peuvent s'agrandir, en raison des conditions géologiques particulières qu'exige une installation de filtrage. Les petites communes, par exemple, au sud-ouest de l'arrondissement rural d'Amberg sont incapables de s'agrandir ou de contribuer éventuellement à l'aménagement de colonies de vacances, les aides publiques actuelles ne couvrant que 30 à 45 % des frais de construction.

32. Les transports

321. Circulation routière

Aujourd'hui encore, le réseau routier de la région est caractérisé, d'une part, par l'aménagement insuffisant de voies de communication à longue distance (voir A 1) et, d'autre part, par un réseau régional bien développé, exception faite des communications locales rurales. La carte (p. 26) met en relief l'importance de la circulation sur les routes vers Nuremberg et Ratisbonne (1). Par

	Véhicules par 1000 habitants	Dont motos
Ville de Schwandorf	156	14 %
Ville d'Amberg	170	11 %
Arr. urbains du Haut-Palatinat	170 (Bavière 186)	9 %
Arr. rural Burglengenfeld	172	19 %
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	192	16 %
Arr. rural Amberg	212	15 %
Arr. rural Nabburg	219	17 %
Arr. ruraux du Haut-Palatinat	208 (Bavière 215)	15 %

Source: Annuaire statistique des communes allemandes, 1963.

(1) Recensement de la circulation, 1963. Les chiffres indiquent, par 24 heures, le nombre de camions, d'automobiles et le total des véhicules.

contre, certains tronçons de l'autoroute Nuremberg—Bayreuth n'enregistrent que 5 000 véhicules par 24 heures. Sur d'autres parcours, à l'intérieur de la région (par exemple sur la nationale 85 Amberg—Schwandorf ou plus encore Amberg—Sulzbach-Rosenberg), la densité de la circulation est forte mais, selon les données des Ponts et Chaussées du Haut-Palatinat, le réseau routier de la région atteint 50,2 km de routes classées pour 100 km² et se situe ainsi à une moyenne supérieure à celle de la Bavière (43,3).

Les routes nationales, à part quelques exceptions, dont la route n° 2 040, de Nabburg à Amberg, et la route n° 2 238 Neumarkt—Amberg—Weiden, sont protégées contre le gel et sont construites pour supporter de lourdes charges en raison de la circulation de troupes en exercice.

En ce qui concerne la densité du parc automobile, Amberg, en 1963, se situait avec 170 véhicules pour 1 000 habitants dans la moyenne des villes de même importance de la République fédérale, les chiffres augmentant rapidement comme partout ailleurs.

322. *Transports publics*

La région est desservie de façon satisfaisante par les voies ferrées. Seul l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg, que la voie ferrée traverse dans sa partie la plus étroite et qui ne dispose que de quatre gares en dehors de la ville, dépasse largement la moyenne du Land (68 km² par gare au lieu de 32 km²). En fait, le potentiel de personnes et de marchandises susceptibles d'utiliser le chemin de fer et la route dans les moitiés nord et sud de l'arrondissement est pratiquement insignifiant.

Schwandorf constitue un point de jonction de la circulation ferroviaire ⁽¹⁾ ; les chemins de fer fédéraux y possèdent un service d'exploitation et une fabrique de traverses. C'est à Schwandorf que se croisent la ligne inter-zones (3 aller-retour de trains grand-express et 3 aller-retour de rapides) et la ligne principale Nuremberg—Amberg—Schwandorf—Fürth (Tchécoslovaquie) sur laquelle ne circule cependant aucun grand express.

Neukirchen, près de Sulzbach-Rosenberg, est un autre nœud ferroviaire mais beaucoup moins important qui, à l'exception d'une fabrique de laque, n'a pu attirer d'industrie du fait notamment de son éloignement des grandes routes. De Neukirchen part une ligne de chemin de fer d'une certaine importance le long de laquelle sont établies de nombreuses petites entreprises, essentiellement de matériaux de construction, et qui mène à Weiden en longeant le centre d'entraînement des troupes de Grafenwöhr.

Autre caractéristique du Haut-Palatinat : les lignes non reliées au réseau fédéral. Trois d'entre elles ont leur point de départ à Amberg :

(1) Voir le tracé des lignes de chemins de fer sur la carte de la localisation industrielle (cf. carte entre p. 44 et 45).

	Voyageurs	Marchandises
Amberg—Schnaittenbach (centre du kaolin)	2 aller-retour train + bus	kaolin, sable quartzeux, feldspath, pièces en béton (env. 600 000 t par an)
Amberg—Schmidmühlen (centre d'entraînement des troupes)	2 aller-retour train + bus	280 000 t de chaux (environ) par an — Marxhütte —
Amberg—Lauterhofen (direction Neumarkt)	interrompue depuis 1962; transport par bus	pas de renseignements
Nabburg—Schönsee (forêt du Haut-Palatinat)	6 aller-retour	spathfluor (env. 20 000 t par an)

33. Terrains et logements

On estime que l'implantation d'une nouvelle entreprise industrielle requiert de 30 à 200 m² de surface par emploi, selon l'importance du capital de l'entreprise et selon que l'on inclut ou non les surfaces vertes, les parkings, etc.

Parmi les entreprises actuellement installées dans la région en étude, les exploitations à ciel ouvert (kaolin et lignite) sont celles qui nécessitent la plus grande surface de terrain, les autres entreprises ne requérant de grandes surfaces que dans certains cas particuliers.

Dans les localités bénéficiant d'une certaine centralisation, les surfaces disponibles pour l'implantation industrielle sont très réduites. La ville d'Amberg, en ce qui la concerne, dispose encore d'un terrain de 28 ha environ mais Sulzbach-Rosenberg ne dispose que de 5,8 ha qui d'ailleurs n'appartiennent que partiellement à la ville. Ce terrain situé à proximité de la gare n'est desservi par aucune voie ferrée mais il bénéficie des autres moyens de communication ; son prix au mètre carré est d'environ 16 à 17 DM ⁽¹⁾. Le plan d'utilisation de la surface de la ville de Schwandorf prévoit un terrain d'implantation industrielle de 80 ha avec raccordement à la voie ferrée mais son prix est très élevé si on le compare aux prix pratiqués dans la région en bordure de zone.

Il est surprenant de constater — grâce aux statistiques sur les prix des terrains à bâtir ⁽²⁾ — que les terrains situés dans les centres les plus importants de la région ne sont pas plus chers que ceux des villes de même importance de la région en bordure de zone. Au contraire même puisque les prix atteignent quelquefois le double dans les centres situés plus à l'est (l'exemple de Oberviechtach et Hirschau est parlant). Il est également intéressant de noter qu'en moyenne le terrain à bâtir dans les arrondissements ruraux n'est pas plus cher, dans la région, que dans les arrondissements de Roding et Waldmünchen dont la structure n'est cependant pas comparable.

⁽¹⁾ Par comparaison : moyenne des prix du terrain en Bavière, en 1963 : 17,50 DM/m².

⁽²⁾ Voir tableau 3 de l'annexe.

Vente de terrains à bâtir dans les arrondissements ruraux 1961-1963 (1)

	Prix au m ²		Classe de prix en DM/m ²	
	Total	Terrains prêts à la construction	Total	Terrains prêts à la construction
(Région:) (2)				
Amberg	4,83	6,05	moins de 8	(2-8)
Burglengenfeld	3,85	4,89	moins de 8	
Nabburg	3,85	4,82	(2-8)	
(Arrondissements en bordure de zone :)				
Cham	5,70	7,11	moins de 12	
Oberviechtach	5,17	6,54	moins de 8	
Neustadt/Wn.	5,23	5,33	moins de 10	(pas de centre de gravité notable)
Neunburg	4,55	5,13	(2-8)	
Roding	3,41	4,09	moins de 8	
Waldmünchen	3,63	3,63	(2-4)	

Source: voir tableau 3 de l'annexe.

(1) Terrain à bâtir = terrain prêt à la construction plus toutes les autres catégories de terrains à bâtir tels que : terrains en friche, terrains destinés à la circulation, terrains industriels ou surfaces libres.

(2) Sans l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg, où le niveau des prix du terrain est fixé par la ville (voir tableau 3 de l'annexe).

On ne peut déduire des prix indiqués ci-dessus le prix d'un terrain industriel en particulier. Mais, du fait que ni les prix des terrains dans leur ensemble, ni les prix du terrain prêt à la construction n'accusent de grande différence entre l'est et l'ouest, on peut supposer qu'il n'y a pas non plus de grande différence, en moyenne, pour les terrains industriels.

Les travaux de construction en 1962 et en 1963

Arrondissement	Logements neufs 1962 et 1963	Total des logements construits depuis 1949	En % du total des logements
(1)	(2)	(3)	(4)
Ville d'Amberg	719	5 670	46,5
Arr. rural Amberg	809	5 204	45,2
Arr. rural Nabburg	712	3 451	48,5
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	396	4 125	44,5

Source: Rapports du Bayerisches Statistisches Landesamt, F II 2: «Les travaux de construction en Bavière».

Aucune tension sociale ne se manifeste à l'égard de mauvaises conditions de logement dans la région ou à des conditions unilatérales d'accèsion à la propriété.

Comparativement à la Bavière, l'ensemble de la région dispose de moins de bâtiments construits avant 1919 et davantage de logements bâtis après 1949. La situation dans le domaine des constructions édifiées après 1949 est également satisfaisante dans l'ensemble de la région par rapport à la Bavière.

Après la guerre il fallut intégrer dans l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg 11 000 réfugiés, dont 4 000 avaient provisoirement trouvé asile dans des camps. L'effort de construction accompli se reflète particulièrement dans le pourcentage de logements nouveaux de la ville (1961 = 46 %).

Pendant cette période d'intense activité de la construction, la ville d'Amberg réalisait certains projets municipaux. A la périphérie de la ville, la construction d'une cité-modèle de 1 000 logements fut entreprise dont la moitié fut terminée en 1965. En outre, afin de pouvoir prendre les mesures d'assainissement indispensables dans le centre de la ville, la municipalité créa, en 1965, sa propre société de construction de logements. En dépit de la pénurie de terrains à bâtir, la ville dispose encore d'une réserve suffisante grâce à un terrain de 41 ha déjà aménagé pour la construction et à un autre terrain de 95 ha non aménagé encore. Si l'on fait une comparaison avec les villes de Weiden et de Neumarkt, les terrains construits à Amberg sur 35 % de la surface de la ville représentent déjà plus du double des deux autres villes réunies.

De tels projets de constructions municipales n'existent pas à Sulzbach-Rosenberg. Les deux parties de la localité en sont encore à vouloir maintenir chacune une certaine autonomie, ce qui voue à l'échec tout effort de l'administration municipale en vue d'une planification rationnelle.

Dans l'ensemble de la région, le pourcentage de maisons uni-familiales et bi-familiales est supérieur à la moyenne du Land, ce qui s'explique par le caractère rural d'une importante part de la région ainsi que par la politique du logement pratiquée par le gouvernement.

Les firmes les plus importantes, propriétaires de maisons ouvrières relativement nombreuses (2 000 pour la Maxhütte), favorisent de plus en plus la construction privée de maisons et d'appartements par les membres de leur personnel et freinent la construction de maisons ouvrières. Pour reprendre l'exemple de la Maxhütte, cette firme a déjà favorisé l'édification d'environ 1 900 logements particuliers par la cession de terrains à bâtir et l'octroi de prêts à la construction. Habituellement, les usines sidérurgiques construisent des maisons particulières en prévoyant d'en céder la propriété au locataire après cinq ans d'occupation.

Le pourcentage de personnes propriétaires de leur logement est particulièrement élevé à la Bayrische Braunkohlenindustrie (40 %) et chez Buchtal GmbH (environ un tiers), alors que le pourcentage pour la Maxhütte est de 25 % environ (fermes exclues).

34. *Éducation*341. *Écoles publiques*3411. *Enseignement général*

La région possède, avec Amberg et Schwandorf, deux centres scolaires qui disposent de toutes les catégories d'écoles d'enseignement général.

Dans les zones rurales, par contre, la formation des futurs travailleurs dépend encore, malgré quelques embryons de réformes, d'écoles incomplètes ne comportant souvent que deux classes (voir tableau pour Nabburg/Oberviechtach).

Écoles primaires pour l'année scolaire 1963—1964

District scolaire	Écoles	Classes	Élèves	Classes par écoles
Amberg, ville + campagne	65	295	11 000	4,5
Nabburg/Oberviechtach	61	165	6 300	2,7
Sulzbach-Rosenberg	29	115	4 150	4,0
Burglengenfeld	34	166	6 350	4,9

Source: Rapports statistiques B I 1 du Bayerisches Statistisches Landesamt.

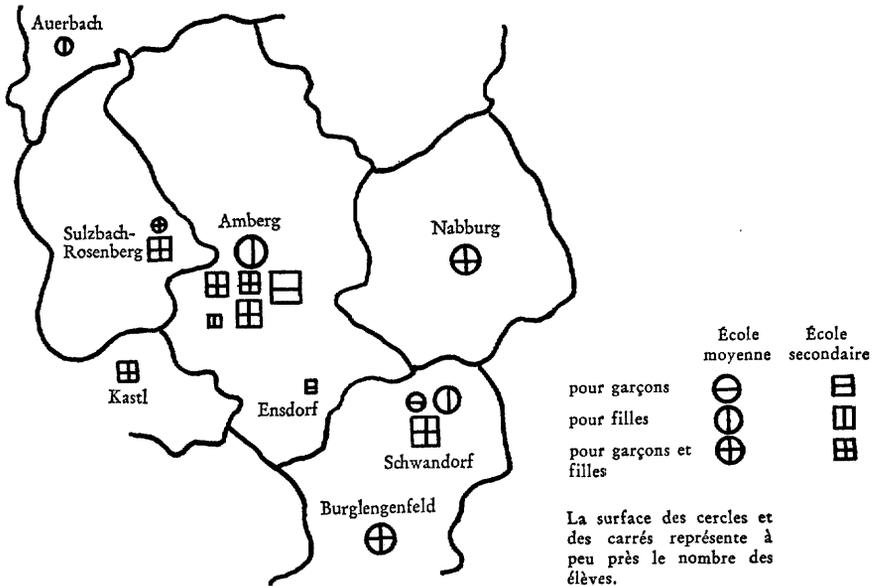
L'importance de l'excédent des naissances influe sur le pourcentage d'écopliers débutants : environ 2 % de la population résidente accèdent chaque année à l'âge de l'obligation scolaire (ce pourcentage est moindre dans la ville d'Amberg). Le nombre d'élèves quittant l'école fournit des indications sur le potentiel d'apprentis. Ils étaient au total 2 562 dans la région, en 1964. Dans chaque district, plus de 1 % de la population résidente quitte chaque année l'école (en Bavière moins de 1 %). Il n'est donc pas étonnant que les grandes entreprises, comme la BASF par exemple, recrutent chaque année de nombreux apprentis des zones industrielles du Haut-Palatinat.

Écoles moyennes (Mittelschulen) pour l'année scolaire 1963—1964

Lieu	Type d'école	Classes	Élèves
Amberg	Filles	12	435
Auerbach	Filles	4	163
Schwandorf	Garçons (en construction)	3	102
Schwandorf	Filles	8	236
Nabburg	Garçons/Filles	11	205 + 135
Burglengenfeld	Garçons/Filles	14	227 + 149
Sulzbach-Rosenberg	Garçons/Filles (en construction)	3	120

Source: Rapports statistiques B I 1 du Bayerisches Statistisches Landesamt

Localisation des écoles moyennes et des écoles secondaires



Écoles secondaires pour l'année scolaire 1963-1964

Lieu	Type d'établissement	Élèves	Pèrgrins
Amberg	Établissement secondaire d'enseignement général (humanistisches Gymnasium)	354	env. 30 %
Amberg	École secondaire supérieure (Oberrealschule)	619	33 %
Amberg	Deutsches Gymnasium	258	62,5 % (1)
Amberg	École secondaire pour filles	432	43 %
Amberg	WOS (classes 7-9)	88	30 %
Ens Dorf	Collège religieux (cl. 1-3)	88	—
Kastl	École secondaire hongroise	280	—
Schwandorf	École secondaire supérieure	583	pas de renseignements
Sulzbach-Rosenberg	École secondaire supérieure	444	20 %

Source: Rapports statistiques B I 1 du Bayerisches Statistisches Landesamt et renseignements des autorités administratives.

(1) Ce pourcentage élevé s'explique par la courte durée de ce type d'enseignement, car les enfants peuvent rester chez eux jusqu'à l'âge de 12 ans et ce n'est qu'à cet âge qu'ils doivent entrer dans un internat ou se rendre chaque jour en ville à l'école.

Avant la guerre et pendant les premières années de l'après-guerre, il n'y eut en Bavière que des écoles moyennes (Mittelschulen) communales ou privées (essentiellement religieuses) pour les filles. Depuis 1949, on a créé également et, de plus en plus, des écoles moyennes d'État. Sept écoles moyennes ont leur siège dans la région en étude (voir figure p. 32). Deux d'entre elles ont été ouvertes récemment, respectivement en 1963/1964 et en 1964/1965, à Schwandorf et à Sulzbach-Rosenberg.

En ce qui concerne les écoles secondaires, un article paru dans la presse indique que la Bavière a le nombre le plus bas de bacheliers avec 63 bacheliers pour 1 000 habitants âgés de 18 à 24 ans, avec la Sarre qui en compte 56 et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie 56 également. Nous ne disposons pas des chiffres correspondants pour la région. L'arrondissement rural de Nabburg n'a pas d'école secondaire alors que la ville d'Amberg est bien nantie de ce point de vue.

3412. Écoles professionnelles à temps plein, à temps partiel et écoles techniques

En dehors des écoles professionnelles obligatoires, il existe assez peu de centres de formation professionnelle adaptée aux besoins de l'industrie, dans la région.

Écoles professionnelles à temps partiel pour l'année scolaire 1963-1964

Lieu	Responsable	Classes	Élèves	Élèves/classes
Amberg	Commune	76	2 486	33
Nabburg	Syndicat (1949)	35	720	21
Schwandorf	Syndicat (1912)	78	2 231	29
Sulzbach-Rosenberg	Arr. rural (1946)	29	760	26
République fédérale				24

Source: Rapports statistiques B I 2 du Bayerisches Statistisches Landesamt.

A Amberg, on compte en moyenne 32,7 élèves par classe. Ce chiffre met Amberg en tête des écoles professionnelles allemandes (moyenne : 24 élèves environ). En ce qui concerne le nombre d'élèves par enseignant principal, au cours de l'année scolaire 1962/1963, la situation était analogue (104 élèves). Bien que ce chiffre ait baissé pour l'année scolaire 1963/1964 (95,6), il reste très défavorable par rapport à la moyenne fédérale qui était de 67,5 élèves pour l'année scolaire 1962/1963 (1).

Le nombre d'élèves a fortement diminué, correspondant à un amenuisement de la population rurale ; c'est pourquoi le nombre moyen d'élèves par classe est

(1) Outre le corps enseignant principal, Amberg disposait de 28 enseignants auxiliaires.

Écoles professionnelles agricoles — à temps partiel — 1963—1964

Arrondissement rural	Nombre d'établissements	Classes	Élèves garçons	Élèves filles
Amberg	4	22	190	360
Burglengenfeld	2	8	64	108
Nabburg	3	12	103	194
Sulzbach-Rosenberg	2	7	75	107

Source: Rapports statistiques B I 2 du Bayerisches Statistisches Landesamt.

inférieur à celui des écoles professionnelles de l'industrie. Les filles y prédominent. A noter aussi l'activité dans la construction d'écoles professionnelles agricoles : celle d'Amberg en 1965, celle de Sulzbach-Rosenberg en 1958, après 1950 celles de Burglengenfeld et de Nabburg.

La seule école professionnelle à temps plein (école de commerce et d'enseignement ménager) de la région est située à Amberg. En 1962 elle avait 440 élèves.

Ce n'est qu'en bordure de la région, à Auerbach (textile), que l'on trouve une école technique industrielle donnant un complément de formation aux personnes exerçant une activité professionnelle et disposant déjà d'une formation de base et de plusieurs années d'expérience pratique. Par contre, on trouve à Amberg, Nabburg et Burglengenfeld des écoles techniques agricoles dont le but est l'approfondissement et l'élargissement des connaissances acquises dans les écoles professionnelles agricoles. La scolarité y est de deux semestres d'hiver avec environ six heures par jour de cours. Citons Nabburg où 28 élèves ont assisté aux cours de ces deux semestres en 1963/1964.

Des écoles professionnelles complémentaires ont été rattachées en 1959/1960 pour la première fois aux écoles professionnelles à temps partiel à titre de « deuxième voie de formation ». Elles offrent aux élèves doués la possibilité d'une formation complémentaire en plus de leur activité professionnelle et des cours qu'ils suivent à temps partiel dans une école professionnelle. L'examen final réussi, les élèves obtiennent un certificat sanctionnant l'enseignement des écoles techniques (Fachschulreife), certificat qui tient lieu de certificat d'études (Mittlere Reife) et leur ouvre les portes des écoles techniques supérieures, en particulier des écoles d'ingénieurs.

Au cours de l'année scolaire 1963/1964, 140 élèves environ fréquentaient les écoles professionnelles complémentaires d'Amberg et de Nabburg récemment construites et 60 élèves environ celle de Schwandorf.

342. *Les établissements d'enseignement supérieur les plus proches*

Les écoles d'ingénieurs les plus proches de la région sont situées dans les villes suivantes :

- Ratisbonne et Nuremberg : école polytechnique (sections principales : bâtiment, génie civil, construction de machines, électronique) ;
- Selbs (district de Haute-Franconie) : école technique supérieure de la porcelaine ;
- Münchberg (district de Haute-Franconie) : école technique supérieure du textile et école d'ingénieurs ;
- Landshut (district de Basse-Bavière) : école de tuilerie de la céramique brute.

Les instituts supérieurs de pédagogie les plus proches sont situés à Ratisbonne et à Nuremberg.

Il existe douze écoles supérieures de sciences en Bavière. L'université la plus proche est située à Erlangen-Nuremberg et l'on trouve à Ratisbonne une école supérieure de philosophie-théologie. En 1964 fut créée à Ratisbonne également une université (Landesuniversität) composée de sept facultés pouvant accueillir près de 6 000 étudiants. Il semble que l'on puisse espérer un effet stimulant de l'installation de cette université sur la vie intellectuelle de la région, Amberg étant la ville la plus proche.

343. *Formation professionnelle et enseignement complémentaire*

Pour faire face au besoin croissant en main-d'œuvre qualifiée qu'exigeait leur conversion vers une production plus spécialisée, les grandes entreprises ont commencé par engager un nombre annuel plus important d'apprentis. Aujourd'hui, les cinq grosses entreprises de la région en étude — au sens étroit du terme — engagent à elles seules 10 % environ des élèves ayant terminé leur scolarité. Des cours de perfectionnement leur sont assurés. Cependant, le manque de formation préliminaire oblige souvent une entreprise comme Maxhütte à faire suivre à son personnel des cours dans les matières scolaires de base.

Graâce à l'institut technique privé Eckert à Ratisbonne et à son annexe d'Amberg, il existe depuis quelques années une institution qui complète la formation dans le domaine technique. Cette école de techniciens (Technikerschule), agréée par l'État, donne aux ouvriers spécialisés une formation complémentaire qui les situe entre l'ouvrier spécialisé qualifié et l'ingénieur. Les cours de cette école — qui concernent les professions de la transformation des métaux, de l'électronique et de la construction — peuvent être suivis soit dans la journée soit le soir.

Actuellement, un cours spécial de sidérurgie pour agents de maîtrise, créé à l'initiative de la Maxhütte, est organisé à Amberg, ainsi qu'un cours de chimie pour agents de maîtrise également. Ce dernier cours assure la formation de cadres moyens, ceux des Vereinigte Aluminiumwerke de Schwandorf en particulier. Quant aux cours de sidérurgie pour agents de maîtrise, ils s'adressent aux cadres qui, dans les usines sidérurgiques, exercent des fonctions de contremaître

(par exemple, en tant que chef de carreau, chef d'équipe, chef du parc à ferraille) mais dont la formation ne repose pas — contrairement aux contremaîtres de l'industrie — sur l'exercice d'une tâche ou d'une profession. Ce cycle d'étude comprend environ 400 heures de cours.

Le tableau ci-après indique la fréquentation de l'école technique d'Amberg telle qu'elle se présentait avant l'organisation des cours de contremaîtres.

Rapport annuel de l'institut technique privé Eckert, annexe d'Amberg
(Situation au 1^{er} juillet 1964)

Classes	Nombre d'élèves	Nombre d'heures hebdomad.	Durée
École de techniciens	12	10	3 ans
— 4 semestres	43	10	3 ans
— 6 semestres (option construction mécanique)	18	10	3 ans
— 6 semestres (option électronique)	42	6	5 mois
Cours préparatoire de contremaître			
Cycle préparatoire au certificat de qualifié			
— Métallurgie	26	4	10 semaines
— Électronique	9	4	10 semaines

Il existe à Amberg une annexe de la Wirtschafts- und Verwaltungsakademie (Académie des sciences économiques et d'administration) qui donne des cours de perfectionnement commercial. Le fait que certains cadres d'entreprises moyennes de la région se prévalent, dans leurs conversations, de leur formation dans cette institution est un indice de l'importance de celle-ci.

Le Haut-Palatinat, pour sa part, dispose de 27 écoles d'enseignement supérieur se ramifiant en 200 établissements. Le plus ancien d'entre eux se trouve à Amberg. La ville d'Amberg, en 1964, a accordé une aide de 3 543 DM, soit environ 0,80 DM par personne, à cette école qui diffuse son programme dans treize localités de l'arrondissement. En Allemagne, les communes de même importance qu'Amberg ont attribué, pour 1962, 0,41 DM par habitant à ces mêmes dépenses. Il faut cependant tenir compte du fait que l'école pourvoit elle-même à une grande partie de ses dépenses en assurant un cours de préparation au brevet d'adjoint-commercial, cours suivi chaque année par 200 candidats environ. Le programme prévoit, outre les cours commerciaux et de langues, des soirées de formation populaire et des groupes de travail de catégories les plus diverses.

35. *Les villes à caractère plus ou moins central*

Un centre qui serait pourvu d'importants services administratifs supra-régionaux fait défaut à la région. L'Administration des mines, qui siège à

Amberg, est la seule dont la compétence s'étende sur l'ensemble du district du Haut-Palatinate (à l'exception de l'arrondissement d'Eschenbach). Pour le reste, seuls le bureau de la main-d'œuvre et quelques autres services établis à Schwandorf concernent des zones situées en dehors de la région.

Pour compenser l'attraction exercée par la zone de Nuremberg ainsi que par celle de Ratisbonne, de nombreuses institutions publiques et privées devraient trouver leur place dans la région. Mais si l'on compare les équipements des zones rurales, par contre, la région dispose d'un potentiel non négligeable de centres en expansion de diverses importances.

La ville d'Amberg est à considérer comme centre de gravité de la région. Son niveau d'équipement la classe parmi les centres de moyenne importance ⁽¹⁾. En tant que « petits centres », Sulzbach-Rosenberg et Schwandorf exercent des fonctions complémentaires avec, pourtant, une certaine indépendance en ce qui concerne Schwandorf qui dispose d'institutions fonctionnant pour la région en bordure de zone.

Outre les principales administrations, tous les tribunaux, jusqu'au tribunal régional et la cour d'assise, ont leur siège à Amberg, de même que les annexes de la chambre de commerce et de l'industrie de Ratisbonne qui remplissent des fonctions pour l'ensemble de la région. Les banques les plus importantes sont représentées, y compris une filiale de la Landeszentralbank. Un hôpital central pour le Haut-Palatinate pourvu de 600 lits pour une population de 120 000 habitants doit compléter l'hôpital existant. Un vaste terrain de 13 ha a été aménagé, doté d'une piscine couverte moderne, d'une patinoire, de courts de tennis et de grands terrains de sport. Rappelons également le programme de construction d'une cité-modèle pour l'amélioration de l'aspect de la ville. La ville fait donc de gros efforts pour augmenter son pouvoir d'attraction.

Dans le domaine culturel, il manque avant tout à Amberg de posséder son propre théâtre. Seules trois villes de la même importance en République fédérale sont dans le même cas : Cobourg, Schleswig et Bad Hersfeld. Pourtant, en 1964, Amberg a subventionné des troupes théâtrales et des orchestres extérieurs pour un montant d'environ 70 000 DM et, de septembre à mai, quatorze représentations ont été données ; mais cela n'a pas semblé suffisant.

En ce qui concerne les contacts sociaux tels que les clubs, etc., et les contacts entre les industries locales, Amberg vient également en tête de la région. Il en est de même pour les possibilités d'achats ⁽²⁾, domaine où Sulzbach-Rosenberg, par exemple, est très en retard sur Amberg.

Quant aux fonctions administratives, dans l'arrondissement rural de Burglengenfeld, les fonctions centrales sont partagées entre les villes de Burglengenfeld et de Schwandorf. Mais c'est Schwandorf qui remplit les fonctions les plus importantes ; en effet, les autorités locales, dont le bureau du travail, le commissariat aux douanes, le bureau des finances, les services administratifs et les

(1) Seule la ville de Ratisbonne, dans le Haut-Palatinate, se situe à un échelon d'importance supérieur.

(2) Un grand magasin est en construction à Amberg et un autre, de moindre importance, en est encore au stade de projet à Sulzbach-Rosenberg

ateliers des chemins de fer, ont compétence pour une zone plus vaste. Enfin, le secteur tertiaire y étant actif, un point de vente de « Quelle » (entreprise de vente par correspondance) s'est bien développé à Schwandorf.

Certaines communes, déjà plus ou moins comprises dans la catégorie des « petits centres » par la planification du district — sans doute en raison de leur faculté d'expansion — jouent manifestement le rôle de centres d'approvisionnement pour les localités environnantes. Il s'agit des villes suivantes : Vilseck, située à la périphérie du centre d'entraînement des troupes de Grafenwöhr ; du centre du kaolin Hirschau/Schnaittenbach ; les communes de Wernberg et de Oberköblitz (DETAG) tournées vers Weiden ; la ville (Kreisstadt) de Nabburg et celle de Pfreimd ainsi que Schwarzenfeld (Buchtal).

Nabburg, petite ville de garnison comme Pfreimd, a de bonnes perspectives de développement grâce à son emplacement favorable dans le Naabtal, à la limite des zones d'exploitations agricole et forestière de l'Oberpfälzer Wald et aussi grâce aux services publics dont elle dispose déjà (sous-préfecture, hôpital de l'arrondissement, etc.). Mais Nabburg devra encore surmonter quelques retards locaux quant à l'acquisition de terrains industriels qui cependant ne manquent pas.

B — Le produit social régional et ses sources

1. *Le produit national brut (PNB) (1)*

11. *Comparaisons de la puissance économique régionale*

On dispose pour les années 1957 et 1961, comme point de repère de la puissance économique d'une région, des valeurs du produit national brut (PNB) par arrondissement, calculées pour l'ensemble de la République fédérale et en utilisant ici les valeurs corrigées. Ces chiffres comprennent les amortissements pour le maintien de la production ainsi que les taxes sur le chiffre d'affaires et sur la consommation. Les amortissements et les impôts indirects, qui atteignent tous deux des niveaux plus élevés dans l'industrie et dans le commerce que dans l'agriculture, favorisent quelque peu les arrondissements industrialisés quand on compare les niveaux de vie à partir de ces chiffres. Dans la région en étude, les amortissements élevés de l'industrie sidérurgique, qui exige des investissements relativement importants, augmentent le produit national brut des arrondissements sans, pour autant, contribuer à la valeur ajoutée distribuable. En outre, le produit social obtenu dans tel arrondissement peut procurer des revenus à d'autres arrondissements (exemple : les pérégrins).

En 1961, le niveau du PNB régional se trouvait à environ 27 % en dessous de la moyenne fédérale et 22 % en dessous de la moyenne bavaroise avec 4 265 DM par personne de la population économique (2).

(1) Voir tableau 4 de l'annexe avec indication des sources.

(2) Par « population économique » on entend : la population résidente, les « navetteurs-émigrants » et assimilés exclus, mais les « navetteurs-immigrants » et assimilés compris.

Régions en 1961	PNB aux prix du marché, en millions de DM	Produit national brut	
		par habitant en DM	par personne de la population économique en DM
Haute-Bavière	16 984	6 170	6 160
Moyenne-Franconie	7 837	5 700	5 550
Souabe	6 964	5 130	5 220
Haute-Franconie	5 389	4 960	5 020
Basse-Franconie	4 961	4 550	4 630
Haut-Palatinat	3 636	4 090	4 180
dont: Région en étude	627	4 184	4 265
Basse-Bavière	3 434	3 570	3 600
Bavière	49 205	5 170	5 190
République fédérale	326 600	5 814	5 840

La puissance économique du Haut-Palatinat (Ratisbonne inclu) ainsi représentée n'atteignait pas tout à fait celle du grand centre voisin, Nuremberg (454 000 habitants — 3 766 millions de DM de produit national brut). Quant à la région en étude, elle atteignait à peine le PNB de Fürth (98 355 habitants — 641 millions de DM de PNB).

De 1957 à 1961, compte tenu d'une hausse annuelle des prix de 2% environ, les taux de croissance réels ont été d'environ 7% dans la région. Et pourtant l'écart entre la région et la Bavière ou la République fédérale s'est encore accru.

Accroissement nominal du PNB — 1957—1961

République fédérale	+ 45 %
Bavière	+ 47 %
Haut-Palatinat	+ 45 %
Région en étude	+ 36 %

Cette situation s'explique par les faibles taux d'accroissement de certains arrondissements (Nabburg et Sulzbach-Rosenberg) et de certains secteurs économiques, en particulier celui de l'industrie manufacturière dans ces arrondissements.

12. *Les sources du produit national brut par ville et par arrondissement de la région*

Les sources du produit national brut de la région se sont concentrées sur la « zone-noyau » et, en particulier, sur la ville d'Amberg (rappelons cependant que le PNB d'Amberg se situe encore à 10% environ au-dessous de la moyenne bavaroise par unité de la population économique).

Amberg et Sulzbach-Rosenberg contribuent ensemble pour plus de la moitié du PNB de la région (voir tableau 4 de l'annexe). Au sein de leur secteur, les entreprises de la zone-noyau et les commerces sont prépondérants. La ville d'Amberg, à elle seule, apporte 60 % de la valeur ajoutée du commerce et 58 % de la valeur ajoutée du secteur public, ce qui confirme l'importance — relative d'ailleurs — d'Amberg. Les professions libérales y sont également concentrées (52 % du PNB correspondant), ainsi que le bâtiment (60 %).

Amberg avec son industrie manufacturière sert de stimulant à l'expansion de la région. L'arrondissement rural d'Amberg, pour sa part, s'est bien développé. Ainsi, l'industrie manufacturière de la ville et de l'arrondissement rural contribuaient pour 35 % à l'expansion de la région entre 1957 et 1961.

Par contre, dans l'arrondissement de Nabburg, le développement économique restait stagnant et l'accroissement des années 1957 à 1961 à Sulzbach-Rosenberg n'atteignait que la moitié de celui de Burglengenfeld par exemple, ville dont l'industrie est très diversifiée (voir tableau suivant) et où l'expansion de la Maxhütte s'est accélérée dès 1961. De même, l'accroissement à Sulzbach-Rosenberg n'atteignait que la moitié de celui des arrondissements industrialisés de la région en bordure de zone (1).

Accroissement du PNB — 1957—1961 — au sein de la région

Sous-région	PNB en mill. DM	Croiss. en %	Secteur de grande croissance	
			Accroissement relatif en %	+ grande croissance absolue, en millions de DM
Ville d'Amberg	1957 174 1961 258	47,7	Ind. prod. biens cons. 49,3	Ind. prod. biens cons. 49
Arr. rural Amberg	1957 81 1961 130		Commerce et transp. 79,8	Ind. biens consom. 22
Arr. rural Nabburg	1957 93 1961 105	13,1	Autres services 62,1	Autres services 7
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	1957 113 1961 135		Autres services 46,2	Ind. biens consom. 9
Région étudiée	1957 461 1961 627	36,0	Commerce et transp. 52,1	Commerce et transp. 81
Schwandorf	1957 68 1961 95		38,8	Commerce et transp. 73,0
Arr. rural Burglengenfeld	1957 150 1961 212	41,7		Commerce et transp. 58,8

(1) Tirschenreuth + 40,3 %. Neustadt a.d.Wn. + 40,4 % (pour des valeurs de base peu différentes).

Pour les taux de croissance du secteur tertiaire, il faut tenir compte principalement du fait que les valeurs de base se situent assez bas et qu'un faible accroissement donne des taux de croissance dès lors élevés, à Nabburg et Schwandorf, pourtant certaines parties du secteur tertiaire ont atteint un accroissement supérieur à celui du secteur de production (voir paragraphe suivant).

13. *La contribution de chaque secteur économique au PNB à l'intérieur de la région* (voir tableau 4 de l'annexe)

En 1961, dans plus d'un tiers de l'ensemble des arrondissements bavarois prédominaient les activités productives (énergie, industrie extractive, industrie manufacturière, bâtiment et génie civil) qui contribuaient pour plus de 50 % au PNB de l'arrondissement. A l'exception de l'arrondissement rural d'Amberg, tous les arrondissements de la région faisaient partie de cette catégorie.

Contribution des activités productives au PNB (en %)

	1961	1957
Arr. rural Burglengenfeld	74,2	72,1
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg ⁽¹⁾	60,2	63,9
Arr. rural Nabburg	58,7	64,8
Ville d'Amberg	57,5	56,9
Région en étude	54,8	57,0
Ville de Schwandorf	50,2	56,8
Bavière	50,0	48,2
Arr. rural Amberg	41,0	38,6

(1) En ce qui concerne la ville de Sulzbach-Rosenberg seule, la contribution peut être évaluée à environ 74 %.

Cependant, l'agriculture (y compris la sylviculture) a, elle aussi, une part supérieure à la moyenne à la valeur ajoutée, ce qui indique le caractère rural de cette région industrielle. Dans l'arrondissement rural d'Amberg, en 1961, l'agriculture contribuait encore pour 30 % au PNB (Allemagne fédérale = 5,5 %). En outre, se rattachent au sud-ouest de la région deux des onze arrondissements de l'Allemagne fédérale dans lesquels, en 1961, l'agriculture était le secteur économique le plus fort.

Le reste de l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg (sans la ville) étant déterminé essentiellement par l'agriculture ouverte, dont le taux d'expansion de 10 % par an est supérieur à celui du reste de l'économie de l'arrondissement, on constate ici une contribution croissante de l'agriculture au PNB (de 12,8 % en 1957 à 15,3 % en 1961). Par contre, on observe une stagnation des activités manufacturières (+ 10 %) au cours de cette même période à Sulzbach-Rosenberg. La situation n'est manifestement pas meilleure pour le commerce, puisque sa valeur ajoutée a diminué de 17 % (voir tableau 4 de l'annexe). Dans la région,

Contributions de l'industrie agricole et forestière au PNB (en %)

	1961	1957
Arr. rural Amberg	30,1	33,5
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	15,3	12,8
Arr. rural Nabburg	15,1	15,2
Région en étude	12,5	12,4
Bavière	9,1	11,4
Arr. rural Burglengenfeld	7,1	10,1

seules l'industrie manufacturière de Nabburg (8 % de moins qu'en 1957) et l'agriculture de Burglengenfeld (− 0,5 %) accusent une régression absolue.

La régression du secteur de l'industrie de transformation à Nabburg (− 3,8 millions) a été largement compensée par l'expansion du secteur des services (+ 7 millions). A Nabburg, la contribution de ce dernier secteur s'est en effet accrue de 26,2 %. Cependant, du fait de la prédominance de l'agriculture et de l'industrie déjà signalée, la contribution du secteur des services est inférieure au pourcentage bavarois dans tous les arrondissements de la région.

Contribution du secteur des services au PNB (en %)

	1961	1957
Ville de Schwandorf ⁽¹⁾	49,2	42,7
Ville d'Amberg	41,5	42,5
Bavière	40,9	40,4
Région en étude	32,7	30,6
Arr. rural Burglengenfeld	30,1	31,2
Arr. rural Amberg	28,9	27,8
Arr. rural Nabburg	26,2	20,1
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	24,5	23,2

(1) Cette forte contribution est due, d'une part, à l'importance de nombreux services publics et privés (entre autres les chemins de fer dans le secteur du transport), d'autre part, au fait que les entreprises industrielles les plus grandes sont situées en dehors de la zone urbaine, si bien que la « contribution » de l'industrie est anormalement faible.

*2. Les lieux de travail**21. Concentrations régionales et sectorales*

Il paraît intéressant, si l'on veut étudier les causes du retard relatif de la région (mesuré au produit social par habitant en tenant compte du niveau d'industrialisation) de se baser, non sur les facteurs de production, mais sur

les entreprises. Mais, comme nous l'avons dit dans l'introduction, il faut également analyser les différents groupes économiques.

En 1961, la région en étude comptait environ 16 000 personnes occupées dans l'agriculture, 21 000 dans l'industrie et 29 000 dans les entreprises artisanales et les services publics et privés (1).

Dans les arrondissements urbains et ruraux de la région, à l'exception de Schwandorf, l'agriculture et certaines branches de l'industrie sont les secteurs qui emploient le plus de main-d'œuvre, suivis souvent de près par le bâtiment. Des 50 000 emplois occupés dans 6 000 établissements non agricoles, 40 % environ sont des emplois industriels, pourcentage qui correspond à celui relevé dans le centre industriel de Nuremberg.

En dehors des zones rurales, l'activité économique se concentre essentiellement sur deux sous-régions :

- La région comprenant les villes d'Amberg et de Sulzbach-Rosenberg, y compris le centre du kaolin Hirschau/Schnaittenbach. Au cours de l'année 1961, 36 000 à 37 000 personnes étaient occupées dans cette région dans l'industrie, le commerce et les services publics, parmi lesquelles 23 350 à Amberg et 8 900 à Sulzbach-Rosenberg. On constate donc que près de deux tiers du total des salariés non agricoles de la région (sans compter Schwandorf ni Burglengenfeld) étaient employés dans la zone-noyau.
- Le Naabtal, de Wernberg/Oberköblitz au sud jusqu'à la région de Schwandorf. Au cours de l'année 1961, 18 000 personnes environ y occupaient un emploi non agricole. Dans l'arrondissement de Nabburg, 6 000 à 7 000 salariés travaillaient dans la sous-région industrielle et commerciale de « Naabtal », y compris le secteur de spath fluor est et ouest ainsi que le siège de la Buchtal GmbH.

Si l'on considère séparément les diverses branches économiques, la région en étude ne souffre plus, dans son ensemble, du manque de diversification structurelle, sauf dans certaines sous-régions. Les usines de la Maxhütte situées dans l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg y occupent 43 % des salariés. La ville elle-même, ainsi que l'indiquent les chiffres déjà cités, est encore plus nettement dominée par la Maxhütte. La Luitpoldhütte, par contre, n'occupe pas une telle importance à Amberg bien qu'elle soit dans cette ville le plus gros employeur de main-d'œuvre masculine. Si l'on compare les usines sidérurgiques avec la seule industrie régionale et non plus avec l'ensemble des établissements

(1) Les statistiques de la République fédérale distinguent le concept d'établissement (travailleurs recensés sur leur lieu de travail) du concept des salariés (recensés à leur domicile). La différence entre les salariés d'un lieu donné (recensés par établissement) et les salariés habitant ce lieu de travail est identique au solde des mouvements de migration alternante. Pour tout ce qui concerne les questions de localisation, le concept des établissements apparaît plus adéquat, même dans le cas de deux enquêtes importantes telles que le recensement des établissements non agricoles (1961) et le recensement des entreprises agricoles (1960) où l'on ne peut établir de comparaison sur le plan de la main-d'œuvre. Une représentation des salariés (voir tableau 5 de l'annexe) ne peut donc donner qu'un aperçu général. Les données du texte sont extraites des résultats du recensement de 1961 des établissements non agricoles : « Les établissements et leurs salariés », cahier 241 des suppléments aux Statistiques de Bavière (Public. du Bayerisches Statistisches Landesamt).

non agricoles, ces proportions sous l'angle purement quantitatif ⁽¹⁾ sont encore plus accusées, sans que l'on puisse pour autant parler, en général, de mono-structure.

Parmi les 8 800 salariés de la Maxhütte en 1964, dans les trois ateliers de Sulzbach-Rosenberg, 4 300 travaillaient à Sulzbach-Rosenberg et 2 200 à Amberg, soit au total 6 500 salariés.

Voici, en pourcentage, la part de chacune des entreprises dans l'ensemble des emplois :

— Part de la Maxhütte dans l'ensemble des emplois de l'industrie de l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg	77 %
— Part de la Luitpoldhütte dans l'ensemble des emplois ⁽²⁾ de l'industrie de la ville d'Amberg	33 %
— Part des deux usines dans l'ensemble des emplois industriels de la région en étude	30 %

Ce pourcentage a diminué en regard de ce qu'il était, la Maxhütte ayant réduit l'année dernière, respectivement de 140 et de 110, le nombre de ses salariés des mines et de l'usine de Sulzbach-Rosenberg. Quant à la Luitpoldhütte, la réduction des salariés est encore plus importante : 900 hommes de moins en dix ans, dont 300 licenciés en raison de la fermeture des mines.

22. Les entreprises industrielles

221. Niveau et évolution des emplois de l'industrie dans la région

(voir carte ci-contre de l'implantation industrielle et tableau 6 de l'annexe)

L'évaluation de la valeur ajoutée indique bien que la région en étude est déterminée par l'industrie.

On ne constate pratiquement pas, jusqu'à présent, de renforcement relatif du secteur tertiaire au détriment du secteur de production proprement dit. Le faible recul absolu des emplois dans l'industrie en 1963, qui s'est produit parallèlement à l'évolution en République fédérale (— 1,03 %) ne s'est pas reproduit en 1964. Le taux d'accroissement moyen des dernières années est ainsi d'environ 2 %, représentant approximativement 400 emplois.

La colonne indiquant l'évolution d'Amberg accuse deux ruptures : 1958—1959 et 1962—1963. Dans le tableau (p. 45) concernant l'évolution de la densité industrielle, les autres villes du Haut-Palatinat (sans leur arrondissement) sont citées à titre de comparaison.

En 1959, les salariés de la Luitpoldhütte, entreprise située à la limite de la ville, ont été répartis statistiquement sur la ville et l'arrondissement rural, alors qu'ils étaient attribués jusqu'à présent à la seule ville sans son arrondissement.

(1) Pour les « qualités » des établissements, voir C 1 et C 2.

(2) Il y a lieu de tenir compte du fait que la Luitpoldhütte, en tant qu'établissement situé sur plusieurs communes, n'est pas complètement rattachée à la ville d'Amberg et, en conséquence, que le pourcentage est plus faible, soit 27 %.

ENTREPRISES INDUSTRIELLES

La surface des cercles est proportionnelle aux effectifs des différentes entreprises

-  Entreprises minières
-  Sidérurgie, métallurgie
-  Électrotechnique, mécanique de précision, optique
-  Scieries et traitement du bois
-  Travail du bois
-  Verre
-  Porcelaine, céramique
-  Fabrication et transformation du papier
-  Imprimeries
-  Industrie textile, habillement
-  Industrie chimique, traitement de matières plastiques, du caoutchouc et d'asbeste
-  Carrières
-  Alimentation, laiteries
-  Brasseries
-  Centrales électriques
-  District administratif du Haut-Palatinat
-  Limites d'arrondissements
-  Terrains militaires
-  Voies ferrées
-  Fleuves

Les salariés dans l'industrie : Évolution 1950—1958 et 1958—1964

	Août 1950	Août 1958	Différence 1950—1958	Août 1964	Différence 1958—1964
Ville d'Amberg	5 250	7 750	+ 48 %	6 300 (1)	— 18 %
Arr. rural Amberg	1 950	2 300	+ 20 %	5 150	+ 123 %
Total	7 200	10 050	+ 40 %	11 450	+ 14 %
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	3 500	5 050	+ 44 %	5 600	+ 11 %
Arr. rural Nabburg	2 100	3 300	+ 60 %	3 800	+ 15 %
Région en étude	12 800	18 400	+ 44 %	20 850	+ 13 %
Ville de Schwandorf	1 000	1 200	+ 16 %	1 100	+ 25 %
Arr. rural Burglengendorf	5 350	7 050	+ 32 %	8 850	+ 25 %
Total	6 350	8 250	+ 30 %	9 900	+ 21 %
Haut-Palatinat	52 600	79 350	+ 51 %	99 700	+ 26 %

Source: Annuaire des statistiques industrielles.
(1) Statistiquement les limites de l'implantation de la Luitpoldhütte ont été modifiées depuis 1958.

Évolution de la densité industrielle 1955—1964 (30 septembre)
(Salariés industriels pour 1 000 habitants)

Arrondissements urbains	1955	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<i>Amberg</i>	162	182	151	155	175	172	144	152
Neumarkt	160	161	156	162	197	200	196	208
Ratisbonne	101	99	110	124	133	142	140	156
<i>Schwandorf</i>	44	70	75	66	66	66	67	68
Weiden	79	87	91	98	95	96	96	101

Par contre, en 1963, le recul était réel : l'industrie d'Amberg employait 1 250 personnes de moins qu'en 1962 et environ 1 000 d'entre elles appartenaient à l'industrie électronique. Les chiffres les plus récents indiquent une légère reprise ; le niveau de 1950/1960 est à nouveau atteint. Dans l'ensemble, Amberg a perdu sa place prédominante dans la densité industrielle au profit de Neumarkt, ville située dans le Jura franconien et presque entièrement reconstruite après la guerre. Les chiffres concernant Schwandorf et Weiden indiquent une stagnation ; ceci ne reflète pourtant pas la situation économique des deux centres. Les entreprises les plus importantes — BBI, Aluminiumwerke et la centrale d'énergie vapeur — sont situées à l'extérieur du territoire de la ville mais, du point de vue fiscal, elles font partie des entreprises établies sur plusieurs communes, si bien que la ville les impose sur les patentes.

Parmi les arrondissements ruraux du Haut-Palatinat, les premières places dans les densités industrielles reviennent à Burglengenfeld et à Sulzbach-Rosenberg (1) :

Évolution de la densité industrielle 1955–1964 (30 septembre)

Arrondissements ruraux	1955	1958	1959	1962	1963	1964
Amberg	56	53	90	110	103	105
Burglengenfeld	164	159	159	183	182	168
Nabburg	106	117	112	122	113	128
Sulzbach-Rosenberg	148	163	170	177	174	172

Les arrondissements bien industrialisés plafonnent depuis quelques années à un niveau cependant élevé, ne prenant ainsi qu'un retard relatif en comparaison du développement bavarois dont seul l'arrondissement d'Amberg poursuit son accroissement, partant du niveau extrêmement bas qu'il avait en 1950 :

Indice des densités industrielles en 1950 et 1963

	Arrondissements ruraux Bavière		Ensemble des arrondissements République fédérale	
	1950	1963	1950	1963
Amberg	110	111	45	72
Burglengenfeld	312	197	128	127
Nabburg	168	122	69	79
Sulzbach-Rosenberg	260	189	107	122
Bavière	100	100	41	64
République fédérale			100	100

La part relative à la région dans le nombre des salariés de l'industrie du Haut-Palatinat diminue également :

	1950	1958	1964
Région en étude	24 %	23 %	21 %
+ Schwandorf/Burglengenfeld	30 %	34 %	31 %

222. Les types d'entreprises

Il est évident que la région doit être rangée dans la catégorie des régions rurales industrialisées mais, contrairement à la plupart d'entre elles — le Wur-

(1) Pour apprécier ces chiffres à leur juste valeur, il faut ajouter que l'arrondissement en tête, Burglengenfeld, est encore en dessous de la moyenne du Bade-Wurtemberg.

temberg par exemple — c'est la grosse entreprise qui y prédomine, celle-ci n'étant pas issue de l'agrandissement d'une entreprise artisanale. Une partie des grosses entreprises sont des succursales, d'autres appartiennent à un trust. Les pouvoirs publics sont propriétaires, par holding, non seulement de la Luitpoldhütte mais aussi du complexe industriel de la zone de Schwandorf, y compris les associations pour l'exploitation du spath fluor au bord du Naabtal.

2221. Les grosses entreprises

Cinq grosses entreprises emploient, dans les quatre arrondissements de la région étudiée, 11 900 personnes, soit 56 % des salariés de l'industrie. D'autre part, deux entreprises seulement entrent dans la catégorie des 500 à 1 000 salariés ; elles emploient à elles deux 1 200 personnes, soit 6 % des salariés de l'industrie. Les 38 % restant sont répartis dans 135 entreprises industrielles.

Entreprises (usines)	Salariés (1964)		Lieu
	Total	Hommes	
Maxhütte (région en étude seule)	4 300	4 000	Sulzbach-Rosenberg
Siemens-Schuckert AG (usine d'appareillage)	3 200	1 450	Amberg
Luitpoldhütte	2 200	2 000	Amberg
Buchtal	1 200	1 000	Schwarzenfeld (arr. Nabburg)
DETAG, usine de Wernberg	1 000	400	Oberköblitz (arr. Nabburg)
	11 900	8 850	

La Maxhütte appartient à 100 % au groupe Flick qui détient des participations dans les entreprises suivantes : Buderus, Metallhütte Lübeck, Daimler-Benz AG, Auto-Union GmbH, Krauss-Maffai. Quant à la Maxhütte, elle détient elle-même la majorité des actions dans la Südwestfalen AG, un des trois grands producteurs allemands d'acier spécial. La Salzgitter AG, propriété de la République fédérale, possède dans la Luitpoldhütte la majorité qualifiée avec 75,25 % du capital de 40 millions d'action, le reste appartenant au Land de Bavière. Quant au Roheisen- und Gußverbraucher Hüttenwerk Salzgitter, la Borsig AG, la Salzgitter Stahlbau GmbH et la DIW Berlin qui absorbaient encore en 1963 40 à 50 % des ventes de fonte sur le marché intérieur, elles appartiennent également à la Salzgitter AG.

Le Gerätewerk Amberg, avec sa succursale de Cham ouverte en 1963, fait partie du groupe Siemens-Schuckert AG. Leurs usines situées à Ratisbonne et à Amberg comptent parmi les plus grosses usines de petit et moyen appareillage électrique de la République fédérale.

La Buchtal GmbH appartient par l'intermédiaire des Anna-Werke de Cobourg et la Deutsche Steinzeug- und Kunststoffwarenfabrik Mannheim au groupe Cremer de Cologne. Dans leur programme, les industries de la céramique du bâtiment, du grès et des tuyaux de matière plastique ralentissent la production de matériel réfractaire.

Enfin, le Sicherheitsglas-Werk Wernberg appartient depuis 1949 à la Deutsche Tafelglas AG de Fürth. La production de cette usine s'étend entre autres sur le verre sécurit pour automobiles et sur les verres isolants à double épaisseur.

Seule l'usine Siemens a été créée après la guerre (1951). Parmi les autres entreprises citées, la Maxhütte (1853) est la plus ancienne et la Buchtal GmbH la plus récente.

Les entreprises traditionnelles utilisent les matières premières de la région, en particulier du Haut-Palatinat, et font partie — selon leur degré de transformation — soit de l'industrie des matières premières soit de celle des biens de production. Les usines de transformation des matières premières sont particulièrement sensibles aux coûts de transport et dépendent donc, pour une grande part, de la proximité des matières premières et des débouchés. Pourtant, bien que la Maxhütte et la Buchtal GmbH soient situées à proximité immédiate des matières premières (respectivement minerais et argile), elles recourent à d'importants approvisionnements extérieurs. Depuis 1964, qui a marqué l'arrêt de l'extraction de minerai, la Luitpoldhütte ne possède plus de matières premières propres. Enfin, le Glaswerk Wernberg s'approvisionne en verre à l'usine DETAG de Weiden, située à 25 km de ses usines (pour la situation géographique, voir B 3).

Les trois entreprises situées à environ 6 km de Schwandorf et occupant près de 3 000 personnes sont partiellement liées entre elles (voir également A 311).

	<u>Salariés (1964)</u>
Bayerische Braunkohlen-Industrie AG (BBI) (industrie du lignite de Bavière)	1 580
Vereinigte Aluminiumwerke AG (VAW), Nabwerk	700
Dampfkraftwerk Schwandorf der Bayernwerk AG (centrale thermique)	env. 700

La BBI fut créée en 1906 et prise entièrement en charge par la suite par la Bayernwerk AG (60 % Bayern, 40 % VIAG) qui installa, grâce aux ressources en charbon ainsi acquises, la centrale thermique de Schwandorf (400 MW).

Quant à l'usine « Nabwerk » de la VAW, presque à 100 % filiale de la VIAG et propriété de la République fédérale, elle fabrique, à partir de bauxite importée, de l'oxyde d'aluminium comme avant-produit de la fabrication d'aluminium. Cette usine, en collaboration avec l'usine de Lünen/Westphalie, fournit les ateliers de métallurgie de la VAW qui assuraient, en 1964, 77 % de la production fédérale d'aluminium :

Nabwerk	120 000 t	} production annuelle VAW oxyde d'aluminium
Usine de Lünen	150 000 t	

On constate ici une certaine interdépendance avec une autre filiale de la VIAG, les « Vereinigte Flußspatwerke », tant du point de vue du personnel que de celui des marchandises. Les besoins des usines d'armements dans les années 30 sont à l'origine de l'installation d'une usine d'oxyde d'aluminium dans un endroit aussi peu propice (25 % de frais de transport) ainsi que de la relance des extractions de spath fluor.

2222. Les moyennes et les petites entreprises (voir carte)

Les quatre arrondissements de la région disposent de deux entreprises entrant dans la catégorie des 500 à 1 000 salariés : la Société « Amberger Kaolinwerke », à Hirschau, avec 700 salariés et la Société « Amberger Flaschenhütte » avec 500 salariés, installée à Amberg. La « Flaschenhütte » (fabrique de bouteilles) est une filiale de la Gerresheimer Glashüttenwerke AG (94 %), à laquelle participe le plus gros producteur de verre des U.S.A., la « Owens-Illinois Glass Co. ». Sous l'influence de ce groupe, la vieille usine s'est modernisée au cours des dernières années et la situation financière semble aujourd'hui favorable. L'usine assure environ 80 % de la production fédérale allemande de bouteilles vertes et brunes.

Les « Amberger Kaolinwerke » dirigent à Hirschau, dans l'arrondissement rural d'Amberg, une série de petites et de moyennes entreprises consacrées à l'industrie extractive et toutes situées sur leurs propres gisements de matière première. Ces entreprises, à l'exception de deux autres producteurs de kaolin (les Frères Dorfer, à Hirschau, qui emploient 370 salariés et E. Kick à Schnaittenbach avec 380 salariés), travaillent pour l'industrie du bâtiment ou fournissent les chemins de fer ou les postes en matériau de construction.

Ces entreprises appartiennent, le plus souvent, à une famille. Entre les « Amberger Kaolinwerke », le plus gros producteur allemand de kaolin, et le plus gros fournisseur de spath fluor d'Europe, il n'existe apparemment pas d'association. A l'exception d'une usine de béton et d'un producteur de quartz spécial, ces entreprises sont, pour la plupart, nées avant la guerre et leur avenir immédiat semble assuré, sauf pour quelques tuileries.

La structure industrielle de l'arrondissement rural, exclusivement orientée vers les sables de la région, a été quelque peu assouplie après la guerre. En 1945, la Société Kerb-Konus, qui occupe 260 salariés et se consacre à la transformation des métaux, a transféré son siège de Dresden vers la région, où elle s'est installée à Schnaittenbach. D'autre part, au cours des dernières années, Grundig a installé à Hirschau une petite succursale électrotechnique qui occupe environ 200 salariés.

Par contre, le long de la voie ferrée Weiden-Neukirchen, au nord de l'arrondissement rural d'Amberg, en dehors de l'industrie des matériaux de construction « Terranova », « Porphyr », etc., et du centre d'entraînement des troupes, il n'y a d'autres employeurs que quelques entreprises de préparation industrielle

et de transformation du bois et une petite usine de moindre importance « Siemens-Trafowerk » occupant 80 salariés.

Au sud de l'arrondissement rural, plus précisément à la limite de la ville d'Amberg, la situation est analogue puisqu'on n'y trouve ici et là que quelques entreprises employant de 50 à 100 salariés : une fabrique de ciment, une fabrique de chaux de la Maxhütte et une grosse scierie.

Dans l'arrondissement de Nabburg, à Schwandorf, et dans l'arrondissement rural de Burglengenfeld, les entreprises exploitant une matière première dominant également. Outre le lignite, la prépondérance revient aux gisements d'argile et de spath fluor. En 1963, il existait encore cinq entreprises de spath fluor occupant 450 salariés et représentant environ 60 % de la production de la République fédérale en matière de spath fluor. La plus grosse de ces entreprises, la « Vereinigte Flußspatwerke GmbH » installée à Stulln et occupant 340 salariés, dépend de la VAW. Les entreprises moins importantes sont également des filiales, de Krupp notamment.

En ce qui concerne les exploitations de carrières d'argile et les fabricants de grès et de chamotte, en dehors de la Buchtal qui dispose de ses propres carrières, les entreprises les plus importantes parviennent à occuper près de 100 salariés. Quant à l'avenir de ces entreprises, il dépend entièrement de la qualité du matériau de base. Les carrières d'argile spécial du bassin de Klardorfer trouvent des débouchés intéressants pour leurs produits alors que les argiles non purifiés, comme il s'en trouve beaucoup notamment lors de l'extraction du lignite, sont d'une vente très difficile du fait de la crise des tuileries.

En Bavière, les producteurs de grès bénéficient parfois des besoins en matériau pour canalisation tout en s'orientant essentiellement vers les produits céramiques du bâtiment. La fabrication de matériel réfractaire est fortement limitée par le manque de débouchés dans la région proche. Dans la partie sud de la région, il n'est d'autre entreprise d'une certaine importance qu'une succursale de la « Kahla Porzellanfabrik Schönwald » et une fabrique de traverses de chemin de fer employant, à Schwandorf, 400 salariés environ. A Fronberg, localité avoisinante, on trouve une fonderie de la Maxhütte qui occupe 350 personnes et, à Schmidmühlen enfin, une usine textile utilisant 200 personnes. Si l'on considère encore les entreprises moyennes à Amberg et à Sulzbach-Rosenberg, on constate combien l'industrie textile est peu représentée (une filiale employant 200 personnes à Sulzbach-Rosenberg et quelques petites succursales à Amberg, dont une succursale de Triumph qui occupe actuellement 70 ouvrières.

Les moyennes entreprises dans les villes d'Amberg et de Sulzbach-Rosenberg sont énumérées ci-après :

<i>A Amberg</i>	Nombre de salariés	Production
Gebr. Baumann	320	articles métalliques
Kristall-Glaswerk (succursale de Rosenthal)	400	verre

Gebr. Schubert	260	armoires frigorifiques
DEPRAG, turbo-compresseur	250	outillage pour air comprimé
Romen KG	110	membranes (parties de com- presseur en matière synthé- tique)
— A Sulzbach-Rosenberg		
Dynamit-Nobel AG (succursale)	190	balles de fusil à air comprimé
Bayern Bekleidungswerke GmbH	200	vêtements

En dehors des deux fabriques de colorants (gisement de minerai colorant) et d'une petite usine d'appareils et fournitures électriques, il n'y a pour ainsi dire pas d'industrie dans le reste de l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg. Dans l'ensemble, on constate que la plupart des petites et moyennes entreprises industrielles situées à l'extérieur de la « zone-noyau » des deux villes principales sont orientées vers les matières premières tout comme les grosses entreprises.

23. Le secteur tertiaire (1)

Le nombre de salariés du secteur tertiaire de la région, comparé à celui de l'ensemble des personnes actives, était, en 1961, inférieur à la moyenne du Haut-Palatinat et partiellement en dessous même de celui de la région limitrophe (voir aussi les faibles contributions au produit social régional, point B 13) :

	Villes	Arrondissements ruraux	Comparaison par région
Amberg	45 %	Amberg 17 %	Sous-région 25 %
Schwandorf	50 %	Burglengenfeld 21 %	ROG Cham (2) 21 %
Sulzbach- Rosenberg	24 %	Nabburg 18 %	ROG Weiden (2) 28 %
Nabburg	48 %	Sulzbach- Rosenberg 19 %	Haut-Palatinat 29 % Bavière 34 %

A Sulzbach-Rosenberg, ville de 20 000 habitants, ce pourcentage était particulièrement faible en 1961. Complètement dominée par la Maxhütte, la ville se voit contrainte de faire appel, partiellement au moins, aux services d'Amberg qui occupe ainsi une position centrale dans le secteur des services régionaux

(1) Sont inclus dans ce secteur les services privés et publics dans leur sens le plus large.

(2) Voir : « Vorstudien zu einem Ostbayern-Gutachten » de la « Gesellschaft für regionale Strukturentwicklung e. V., Frankfurt a. Main » (1965) (Études préliminaires à une enquête sur l'est de la Bavière, par la Société pour le développement des structures régionales).

(60 % de la valeur ajoutée du commerce, 52 % pour les professions libérales, etc.).

Si l'on classe les salariés par secteurs économiques on s'aperçoit que ceux des secteurs consacrés presque exclusivement aux besoins locaux (Services et Bâtiment) ne jouent que des rôles secondaires dans la région (exception faite du Bâtiment) ; ils diffèrent en cela de la moyenne relevée en Bavière. Ceci est également un indice du retard relatif du secteur tertiaire de la région qui s'explique notamment par la structure de l'habitat : 61 des 133 communes comptent moins de 400 habitants. Quant au nombre des localités plus importantes il est très réduit. En outre, le bas niveau des salaires des périodes précédentes n'a manifestement pas stimulé l'installation de services locaux. D'autre part, les transferts de pouvoir d'achat d'une région à l'autre via le commerce en gros, le commerce par correspondance, le tourisme, etc., n'ont qu'une faible incidence.

La position relativement faible du secteur tertiaire dans la région s'exprime de même dans les taux, inférieurs à la moyenne, des chiffres d'affaires du commerce en gros et au détail par personne imposable et par habitant.

Chiffres d'affaires — année 1962

Région (1)	Commerce de détail			Commerce en gros		
	par contribuable (en 1000 DM) (2)	par habitant (en DM) (3)	Rang (4)	par contribuable (en 1000 DM) (5)	par habitant (en DM) (6)	Rang (7)
Villes, sans arrondissement:						
— Amberg	358,1	2 686	2	764,1	1 941	4
— Neumarkt	257,3	2 330	3	922,7	2 355	3
— Ratisbonne	314,1	2 154	4	1 081,2	3 145	1
— Schwandorf	200,3	2 022	5	590,9	1 094	5
— Weiden	746,1	6 246	1	922,2	2 486	2
Bavière: villes seules	320,6	2 740		1 422,6	4 722	—
Arrondissements ruraux:						
— Amberg	89,8	512	17	575,4	587	8
— Burglengenfeld	111,9	748	5	306,0	278	17
— Nabburg	102,2	715	6	390,1	492	12
— Sulzbach-Rosenberg	165,4	1 051	2	298,2	310	16
Bavière: arrondissement rural	123,0	946	—	484,6	889	—

Source : Rapport annuel de l'IHK, Ratisbonne, 1963, p. 40. — Les chiffres inscrits dans la colonne intitulée « Rang » correspondent aux positions occupées par chaque ville ou chaque arrondissement rural parmi les cinq villes ou les 19 arrondissements ruraux du Haut-Palatinat, place déterminée par le chiffre d'affaires par habitant.

Le chiffre d'affaires du commerce de détail par contribuable et par habitant est nettement plus élevé dans les villes que dans les arrondissements ruraux. C'est ainsi que 60 % environ du chiffre d'affaires du Haut-Palatinate proviennent des cinq villes sans arrondissements. Mais la comparaison entre villes n'est pas possible car, pour Weiden, le chiffre d'affaires d'une grosse maison de vente par correspondance est inclu.

La part de la ville d'Amberg — soit 10 % du chiffre d'affaires du Haut-Palatinate — peut s'expliquer par l'apport de pouvoir d'achat provenant surtout de l'arrondissement rural d'Amberg. Quant au niveau relativement élevé du chiffre d'affaires moyen par contribuable, à Sulzbach-Rosenberg, il est dû à la présence d'une coopérative de consommation pourvue de nombreuses filiales.

Comparé à la moyenne bavaroise, le chiffre du commerce en gros est encore plus bas que celui du commerce au détail. D'après la Chambre du commerce et de l'industrie, il s'agirait là d'une conséquence de la situation périphérique de cette région économique.

Le tourisme ne contribue que pour une faible part à l'augmentation du revenu régional. Il existe pourtant quelques attraits naturels tels que les contreforts de la Fränkische Schweiz et de l'Oberpfälzer Wald, mais les installations touristiques répondant aux exigences modernes font défaut, en particulier les hôtels et les piscines de plein air. Jusqu'à présent, peu de communes ont un équipement suffisant pour recevoir les vacanciers ; les seules sont : Königstein, dans l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg, connue comme « colonie berlinoise » et qui reçoit 40 000 passages annuels, Mendorferbuch, dans l'arrondissement rural d'Amberg (colonies de vacances familiales) et quelques localités de la région de Nabburg qui font ensemble une campagne publicitaire touristique. Citons encore comme but d'excursion : Hirschau où l'on fait du ski d'été et quelques vallées de l'ouest de l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg faciles à atteindre depuis Nuremberg.

Dans les villes, les nuits d'hôtel concernent le plus souvent des personnes en transit : Amberg 60 000 nuits, Sulzbach-Rosenberg 12 000 nuits.

Si l'on considère que le secteur des services détermine particulièrement le pouvoir d'attraction d'une région et si l'on estime d'autre part que les entreprises de services choisissent leur implantation en fonction de la possibilité d'attraction du pouvoir d'achat, de courageuses initiatives seront nécessaires pour briser ce cercle vicieux.

24. *L'économie agricole et forestière*

241. *Les données naturelles et économiques de la région*

Outre l'industrie, l'agriculture joue un rôle prépondérant dans la région, ainsi que l'indique le calcul de la valeur ajoutée.

Le Haut-Palatinate, de même que le reste du nord-est de la Bavière, est situé loin des marchés et, du fait de sa situation limitrophe, se trouve défavorisé par de lourdes charges de fret lors des transports vers les centres de consom-

tion. Cette situation défavorable du marché s'accroîtra encore avec la progression du Marché commun, car les régions agricoles allemandes situées à la limite extrême de la C.E.E. perdront des débouchés sur les grands marchés de la région Rhin-Ruhr au profit des producteurs des autres pays membres situés plus près de ce centre.

Les conditions d'écoulement des produits agricoles sont en outre nettement moins favorables dans le Haut-Palatinat qu'en République fédérale⁽¹⁾ ; en effet, étant donné la faible densité de population en Bavière, il n'y a de marché important pour les produits alimentaires que dans les zones de concentration démographique autour de Nuremberg et de Munich ; d'autre part, en comparaison des autres régions, la Bavière est mal desservie du point de vue des transports.

Géologiquement, la région appartient dans sa partie ouest à la Frankenalb, dans sa partie est au « Vorderer Oberpfälzer Wald ». Les deux parties sont reliées par un bassin. D'importantes superficies de la région étudiée sont donc situées sur un territoire défavorisé par la nature, formé de sols légers et pauvres. Sur le plateau de l'Alb s'ajoute une extrême sécheresse qui lui a valu le nom de « Steinpfalz » (Palatinat pierreux).

Le climat chaud et sec de la vallée du Danube atteint pourtant les parties de la région situées à basse altitude, en pénétrant par le Naabtal et le Vilstal, mais il ne parvient pas jusqu'aux contreforts montagneux. Sur la Frankenalb, les précipitations atteignent 800 à 950 mm par an, alors que la zone située dans son « ombre » est relativement peu arrosée : environ 650 mm. La détérioration assez notable du climat d'ouest en est et l'action conjuguée de la nature du sol, du relief et du climat déterminent non seulement les conditions de l'implantation éventuelle des diverses sortes de culture, mais décident également du rendement ; il est donc compréhensible que dans l'ensemble le rendement à l'hectare soit peu élevé, le rendement moyen du sol se situant autour de 30-35⁽²⁾.

	Rendement maximum	Moyenne	Minimum
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	980	670	—
Arr. rural Amberg	1 200	720	450
Arr. rural Nabburg	1 100	620	330

Indiquons, à titre de comparaison, les rendements à l'hectare dans les communes du « Hinterer Bayerischer Wald » et du « Vorderer Oberpfälzer Wald » dont fait partie l'arrondissement rural de Nabburg :

- (1) La moyenne fédérale est de 4,3 habitants par ha de surface agricole (S. A.) alors qu'en Bavière elle est de 2,6 seulement. Pour la région en étude, dans l'arrondissement rural Burglengenfeld (y compris Schwandorf 4,0) et l'arrondissement rural d'Amberg (ville comprise), les valeurs sont supérieures puisqu'elles atteignent respectivement 3,1 et 2,9 ; toutefois elles sont inférieures à la moyenne bavaroise dans l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg (2,3) et dans l'arrondissement rural Nabburg (1,5). Elles restent cependant plus élevées que dans les arrondissements forestiers dont l'arrondissement rural d'Oberviechtach, qui n'atteint que 1,1.
- (2) Mesuré à l'échelle des rendements divisée en 100 parties, échelle de l'évaluation fiscale du sol, avec pour minimum les sols mauvais et pour maximum les sols moyens.

	Moins de 500 DM	De 501—800 DM	
Hinterer Bayerischer Wald	36,6 0/0	47,9 0/0	des communes
Vorderer Oberpfälzer Wald	1,7 0/0	83,5 0/0	

Bien que les facteurs naturels soient manifestement très défavorables à l'agriculture, et que l'obtention de rendements moyens exige un travail beaucoup plus important et une plus large utilisation d'engrais (1), les agriculteurs restent très attachés à leurs terres, celles-ci ayant été gagnées sur la forêt par les générations précédentes.

Le partage, jadis obligatoire, des exploitations agricoles lors des successions, qui multipliait encore le morcellement des terres, est supprimé. Aujourd'hui, le problème se pose ailleurs : il s'agit de savoir si les fils de fermiers accepteront de continuer l'exploitation. Les cultivateurs âgés favorisent d'ailleurs l'émigration des jeunes paysans, dans la mesure où ils ne leur cèdent l'exploitation qu'à un âge avancé, souvent à plus de 65 ans. Le recensement agricole de 1960 révèle le degré de morcellement des terres :

	Parcelles par exploitation	Ha de S.A. par parcelle
Arr. rural Amberg	8,9	1,06
Arr. rural Burglengenfeld	7,5	1,21
Arr. rural Nabburg	9,4	1,02
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	9,6	0,81
Haut-Palatinat	8,0	1,12
Bavière	9,3	0,92

Seul l'arrondissement rural de Burglengenfeld bénéficie de conditions meilleures que celles relevées en moyenne dans le Haut-Palatinat. L'utilisation des machines agricoles n'est rationnelle que sur de grandes surfaces : or, le plus sou-

(1) Aucune zone ne présentant le même type de culture, on ne peut comparer la consommation d'engrais : on a donc juxtaposé les quantités utilisées au cours de l'exercice 1963—1964 dans la région en étude à celles des arrondissements les plus pauvres (arrondissements forestiers) et de l'arrondissement le plus riche : Ratisbonne (culture de betteraves sucrières) :

	Kg par ha de S.A.		
	Azote	Phosphate	Potasse pure
Arr. rural Amberg	36,1	71,6	82,4
Arr. rural Nabburg	32,5	57,8	71,5
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	36,2	61,4	68,8
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg (48/49)	(17,2)	(16,4)	(26,0)
Arr. de Waldmünchen, Vohenstrauß, Tirschenreuth, Kemmath, Oberviechtach	22,4	38,1	51,3
Arr. rural Ratisbonne	56,3	71,3	100,4
Haut-Palatinat	39,5	57,0	76,7

Dans le Haut-Palatinat on utilise moins d'engrais azotés par ha de surface agricole qu'en Bavière, mais plus de phosphate et de potasse pure, la consommation de ces deux derniers produits ayant même dépassé, pour la première fois, au cours de l'exercice 1963—1964 les taux par ha très élevés de la Basse-Bavière.

vent, les petites exploitations ont encore subdivisé leurs terres en une multitude de parcelles. Il paraît donc indispensable de renforcer les mesures de remembrement agricole, en particulier dans l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg, où il n'a été réalisé que dans une seule commune et est en préparation dans deux autres.

Dans l'arrondissement de Nabburg et dans celui d'Amberg où, selon les données des services agricoles, 11 communes sur 63 n'ont pas besoin d'être remembrées, le détail du remembrement agricole est le suivant :

	Remembré	En projet	Proposé
Arr. rural Amberg	7 675 ha	2 268 ha	5 010 ha
Arr. rural Nabburg	4 746 ha	2 702 ha	5 318 ha

64 % de l'ensemble de la surface agricole de l'arrondissement de Nabburg sont concernés. Le seul arrondissement rural où aucun remembrement n'ait encore été effectué, dans le Haut-Palatinat, est celui d'Oberviechtach contigu à celui de Nabburg, à l'est.

Jusqu'à fin 1964, selon les services de l'agriculture, aucun arrondissement n'a obtenu d'agrandissement sensible des exploitations, les terres n'étant vendues que si le produit de la vente peut être immédiatement investi sous une autre forme — achat ou construction d'une maison d'habitation, par exemple. En outre, les baux écrits et à long terme sont peu fréquents.

Entre temps, l'action des autorités de Bavière en faveur du remembrement a commencé à porter ses fruits. Dès la fin du mois d'octobre 1964, une déclaration officielle promettait des avantages financiers aux petites exploitations qui, par la vente ou par le bail à long terme de leurs terres, contribueraient à l'agrandissement d'autres exploitations agricoles. Ces directives rendues publiques en août 1965 suscitaient, avant la fin de la même année, 23 propositions dans les arrondissements d'Amberg, de Burglengenfeld, de Nabburg et Sulzbach-Rosenberg. Ce chiffre, qui émane du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la sylviculture de Bavière, correspond à la moyenne du Haut-Palatinat, cette moyenne ayant même été dépassée par les deux arrondissements de Burglengenfeld et de Nabburg.

Les résultats d'autres mesures de restructuration prises jusqu'à la fin de 1964 se traduisirent par le remembrement de 32 exploitations de l'arrondissement rural d'Amberg, l'assainissement de 11 fermes vétustes et un début d'assainissement de deux villages ; de même dans l'arrondissement rural de Nabburg où 42 exploitations furent remembrées et 48 fermes vétustes assainies.

242. Superficies d'exploitation et conditions de propriété

Les bois des arrondissements d'Amberg et de Burglengenfeld couvrent respectivement 56 et 49 % de la superficie d'exploitation (= total de la surface agricole et forestière) et occupent donc un espace plus important que l'agriculture (1).

(1) Cf. tableau 7 de l'annexe.

Si l'on compare avec la Bavière, l'importance des superficies boisées dans tous les arrondissements de la région est plus grande ; elle s'explique par les mauvaises conditions naturelles qui ne permettent pas de cultures plus élaborées. Tout comme dans l'ensemble de la République fédérale, on constate dans ces arrondissements une prépondérance croissante de l'exploitation forestière sur des terres marginales qui ne peuvent être cultivées mécaniquement.

La diminution constante de la demande et du prix du bois au cours des dernières années laisse peu d'espoir en une amélioration durable de sa rentabilité, bien que les conifères (qui n'avaient pas tellement baissé de prix) atteignent à présent un niveau élevé ⁽¹⁾ (60 DM contre 35 DM environ, le mètre cube, pour les bois feuillus). Cependant, une grande partie du bois de la région ne peut être utilisé que comme bois de chauffage et son prix descend alors jusqu'à 30 et même 20 DM par m³.

Les pouvoirs publics possèdent 26 % des 941 exploitations forestières de la région et 56 % de la superficie boisée, exceptionnellement vaste, des arrondissements d'Amberg et de Burglengelfeld alors que leur part dans la surface agricole est insignifiante (moins de 1 %).

La superficie moyenne des exploitations forestières est très variable selon qu'il s'agit de la propriété des personnes juridiques ou de particuliers.

	Propriété de personnes juridiques (ha)	Propriété particulière (ha)
Arr. rural Amberg	259,5	7,0
Arr. rural Burglengelfeld	139,2	9,3
Arr. rural Nabburg	41,8	7,0
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	39,3	3,4
Haut-Palatinat	167,0	11,4
Bavière	144,4	9,7

Les surfaces des exploitations forestières privées paraissent trop réduites lorsqu'on sait que seules les surfaces boisées de plus de 10 ha par exploitation permettent une utilisation annuelle rentable (vente de bois d'œuvre). Ceci est particulièrement valable pour la forêt agricole proprement dite, qui constitue un appoint pour les exploitations défavorisées dans leur production agricole. Dans toute la région, cette forêt agricole atteint en moyenne moins de 6 ha par exploitation. La répartition détaillée de la surface boisée selon les différents types d'exploitations ne nous est connue que pour les exploitations de l'arrondissement de Nabburg :

(1) Les pins et les mélèzes prédominent dans la région : ils couvrent 83 % du total des superficies boisées.

	Nombre d'exploitations	S.A. par exploitation (ha)	Surface forestière par exploitation (ha)
Exploitations sans forêt	469	3,1	—
Exploitations avec prédominance de S.A.	1 614	11,5	7,1
Exploitations avec prédominance des forêts	66	1,2	26,2
Exploitations sans S.A.	117	—	10,4

243. *Comparaison de la structure des exploitations agricoles en 1949 et en 1960*

2431. *Les exploitations et leur rang d'importance*

Le nombre des exploitations agricoles de la région a diminué, entre 1949 et 1960, de 12,6 % correspondant à 8 912 seulement.

Modification du nombre des exploitations par rapport à 1949 (1949 = 100)

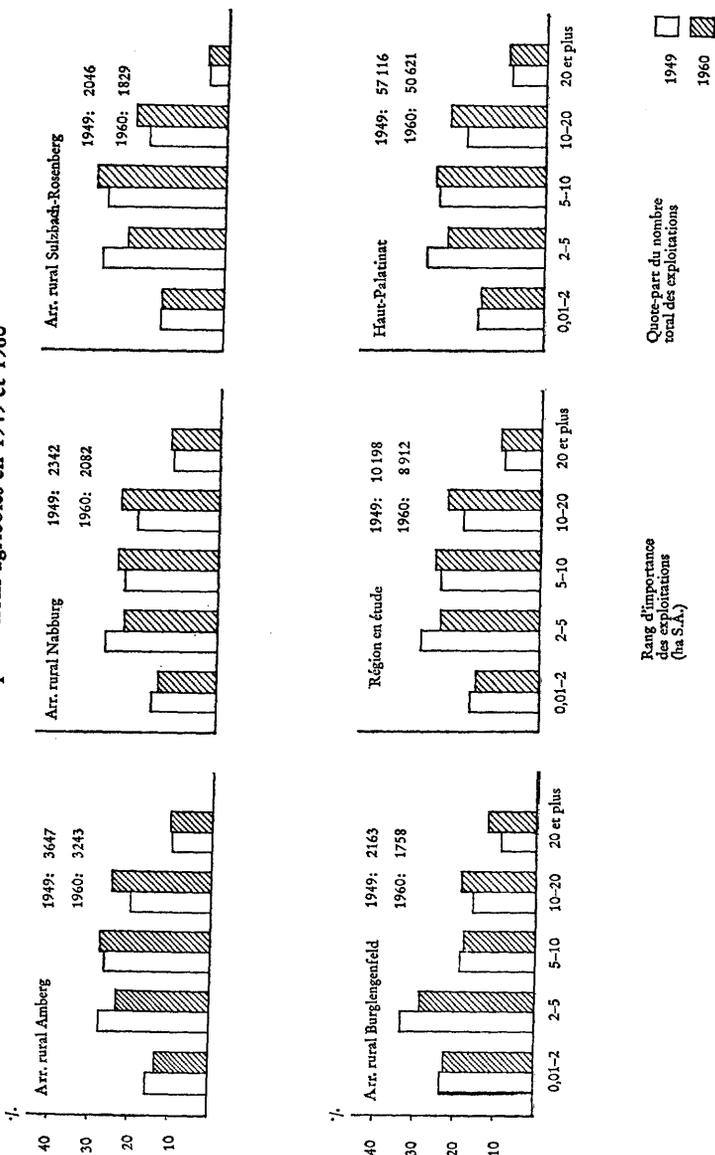
	Total	0,01—2	2—5	5—10	10—20	Plus de 20 ha S.A.
Arr. rural Amberg	88,9	76,7	74,8	93,1	110,5	92,2
Arr. rural Burglengenfeld	81,3	78,6	70,0	77,1	97,0	112,8
Arr. rural Nabburg	88,9	79,3	74,4	95,2	106,9	93,4
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	89,4	88,7	71,0	97,2	105,6	94,9
Haut-Palatinat	88,6	84,5	73,5	92,2	107,4	94,3
Bavière	89,6	85,9	75,2	91,1	109,6	98,3
République fédérale	85,5	82,8	70,7	85,5	112,3	108,9

Ce tableau fait apparaître la répartition des exploitations dans les différentes catégories aux deux dates indiquées. L'arrondissement de Burglengenfeld mis à part, on constate, dans les différents arrondissements, une certaine similitude d'évolution : les exploitations de la catégorie des moins de 10 ha S.A. ont diminué dans des proportions variables ; la tendance à l'augmentation des exploitations se suffisant à elles-mêmes (+ de 10 ha S.A.) n'est intervenue que lentement. Il semble donc que les arrondissements d'Amberg, de Nabburg et de Sulzbach-Rosenberg n'aient pas encore dépassé le stade de la rationalisation ; en ce qui concerne l'arrondissement de Burglengenfeld (où le secteur agricole a relativement moins d'importance) on peut se demander s'il a déjà atteint l'étape du remembrement.

2432. *Utilisation du sol, rendement et débouchés*

Une ventilation des communes par genre d'utilisation du sol fait apparaître dans la région une prédominance des cultures de céréales de plantes sarclées et

Surfaces des exploitations agricoles en 1949 et 1960



la part insignifiante des herbages. De 1949 à 1960, la S.A. de la région a diminué dans les mêmes proportions qu'en Bavière, soit de 4 % (jusqu'à 80 552 ha). La diminution s'est faite presque exclusivement aux dépens des herbages, la surface des cultures (63 % de la S.A.) ayant même partiellement augmenté dans la région. Le tableau 7 de l'annexe indique les diverses cultures pratiquées en 1960. La part des céréales, en particulier du blé, a augmenté de 19 % depuis 1949 ; par contre les cultures de plantes sarclées et fourragères ont diminué.

Pourcentages des divers céréales par rapport à l'ensemble des surfaces cultivées

	Seigle	Blé	Orge d'été	Avoine
Arr. rural Amberg	39,5	17,9	26,4	13,4
Arr. rural Burglengenfeld	27,9	29,6	29,1	9,6
Arr. rural Nabburg	57,8	14,1	12,2	13,5
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	23,7	17,4	30,4	16,7
Haut-Palatinat	33,4	22,1	23,3	16,3
Bavière	19,0	32,7	26,5	14,4

Sur le plan du rendement, les arrondissements de Nabburg et d'Amberg (premiers producteurs de seigle du Haut Palatinat) viennent en tête pour le seigle et parviennent à produire d'importants excédents contrairement à ce qui se passe pour le blé. En 1964, avec environ 30 quintaux/ha le rendement du blé était inférieur de 5 quintaux/ha à la moyenne bavaroise. La récolte de blé trouve ses débouchés dans la région.

La culture d'orge d'été a été fortement étendue dans la région, répondant ainsi à la demande accrue en orge de brasserie ; cette culture est en outre stimulée par les engrais phosphatés livrés par la Maxhütte. A l'occasion de la foire de l'orge de brasserie du Jura qui a lieu chaque année dans la ville de Sulzbach-Rosenberg, l'arrondissement de cette ville a pu faire valoir sa position de chef de file, aussi bien en ce qui concerne la qualité de cette culture spéciale que le rendement à l'hectare. D'après les indications de la Sulzbacher Malzfabrik, 70 % des 0,24 million de quintaux d'orge produits dans la région arrivent sur le marché, dont, en 1964, 77 000 quintaux furent absorbés par la Malzfabrik.

Les ventes de malt de brasserie se font dans les régions suivantes :

Région en étude	21 %	Allemagne de l'Ouest	34 %
Zone de Nuremberg	12 %	Allemagne du Nord	14 %
Reste de la Bavière	19 %		

Les difficultés rencontrées pour trouver des débouchés au malt de brasserie dans les deux régions citées en dernier se sont encore accrues depuis 1962 du

fait de la baisse des tarifs de fret pour les orges de brasserie ; en effet, les brasseries de l'ouest et du nord de l'Allemagne utilisent les orges de l'est de la Bavière. En outre, le Marché commun a provoqué l'entrée de quantités croissantes d'orges de brasserie qui affluent vers l'Allemagne de l'Ouest venant, en particulier, de France à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués en République fédérale.

La plus grande part des cultures de plantes sarclées est consacrée à la pomme de terre dont l'expansion exceptionnelle se fait au détriment de la betterave (60,6 % dans l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg et 77 % dans l'arrondissement de Nabburg pour une moyenne de 68 % dans le Haut-Palatinat). La région produit un excédent de pommes de terre qui provient surtout de la partie sud et sud-est de l'arrondissement de Nabburg. Les expéditions se font jusque dans la région du Rhin. Cependant, une partie seulement de cette production est destinée à la consommation courante : 62 % des pommes de terre récoltées dans le Haut-Palatinat servent au fourrage (ce pourcentage est le plus élevé constaté en dehors de la Basse-Bavière).

2433. Élevage et marché du bétail

Entre 1950 et 1961, le cheptel bovin de la région n'a pas suivi la progression de la Bavière. Par contre, le nombre de porcs fut plus important :

	Bovins		Porcins	
	Total	1950 = 100	Total	1950 = 100
Arr. rural Amberg	27 806	105,7	30 652	142,5
Arr. rural Burglengenfeld	12 433	98,4	13 209	122,0
Arr. rural Nabburg	17 424	102,5	14 653	120,3
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	14 015	111,4	16 609	149,2
Haut-Palatinat		106,3		135,8
Bavière		116,9		142,1

Le nombre de bovins par éleveur de gros bétail dans la région est inférieur à celui de Bavière (respectivement 9,5 et 11). L'importance de l'élevage est appréciée selon le rapport existant entre surfaces agricoles et têtes de bétail.

En 1961, dans tous les arrondissements de la région, les exploitations agricoles pratiquaient davantage l'élevage des porcins que celui des bovins. Ceci s'explique par le fait que les porcins exigent moins de travail, élément important dans une région industrialisée.

L'arrondissement de Nabburg conserve 40 % de ses bêtes de boucherie pour sa propre consommation ; les excédents sont envoyés sur les marchés de Nuremberg, Bayreuth et Weiden et, dans une moindre mesure, vers Amberg.

	Bovins par 100 ha surface agricole		Porcins sur 100 ha surface agricole	
	1949	1961	1949	1961
Arr. rural Amberg	83	91	68	100
Arr. rural Burglengenfeld	75	78	64	83
Arr. rural Nabburg	82	87	58	73
Arr. rural Sulzbach- Rosenberg	85	99	76	118
Haut-Palatinat	82	91	58	82
Bavière	89	108	64	94

En effet, la Südfleisch GmbH, coopérative établie par les paysans dans cette ville en janvier 1965, achète chaque semaine 100 cochons (objectif : 500) et se fournit essentiellement dans les arrondissements d'Amberg et de Parsberg. La partie ouest de l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg mène ses bêtes de boucherie sur les marchés de Hersbruck et Nuremberg.

Quant à la production de lait par vache (3 530 kg), l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg atteignait, en 1961, le niveau le plus élevé de tous les arrondissements du Haut-Palatinat et dépassait la moyenne bavaroise.

On peut donc conclure qu'il est possible d'obtenir, en dépit de mauvaises conditions naturelles, des résultats supérieurs à la moyenne des régions avoisinantes en mettant en œuvre des techniques et une organisation améliorées, une meilleure sélection dans les élevages, etc., et ceci est valable non seulement pour l'élevage dans les régions citées mais également, nous l'avons vu, pour les différentes cultures de la région, notamment l'orge de brasserie et les pommes de terre.

244. La main-d'œuvre

La *main-d'œuvre occupée en permanence* (1) a diminué de 41 % (soit 3,7 % par an) et est tombée de 32 358 en 1949 à 19 098. Cette régression est plus forte que celle enregistrée dans le Haut-Palatinat et en Bavière ; elle est due, en grande partie, à la diminution constatée dans l'arrondissement de Burglengenfeld. Les chiffres de la main-d'œuvre occupée en permanence (2) par exploitation accusent une régression proportionnée :

(1) L'utilisation de définitions différentes lors des recensements agricoles de 1949 et 1960 s'appliquant aux divers groupes de main-d'œuvre nous obligent à considérer à la fois les notions de « main-d'œuvre familiale occupée en permanence » (1949) et de « main-d'œuvre entièrement occupée » (1960) et les notions de « main-d'œuvre non occupée en permanence » (1949) et de « main-d'œuvre à temps partiel » (1960).

(2) Le terme de main-d'œuvre ne désigne pas ici les personnes au sens du « Rapport vert » dans lequel seules les personnes entre 16 et 65 ans sont considérées comme main-d'œuvre à temps complet.

	Main-d'œuvre en permanence					
	Hommes		Femmes		Par exploitation	
	1960	1949 = 100	1960	1949 = 100	1949	1960
Arr. rural Amberg	2 695	54,3	4 435	65,2	3,2	2,2
Arr. rural Burglengenfeld	1 268	46,7	2 135	55,4	3,1	1,9
Arr. rural Nabburg	1 833	56,7	2 814	65,5	3,2	2,2
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	1 464	53,5	2 454	65,2	3,2	2,1
Haut-Palatinat	44 270	56,0	65 730	64,0	3,2	2,1

La main-d'œuvre agricole reste trop nombreuse, d'où une moindre productivité et une part anormalement faible à la valeur ajoutée.

Le pourcentage de main-d'œuvre féminine dans l'ensemble de la main-d'œuvre occupée en permanence est passé, entre 1949 et 1960, de 56 % à 60 % dans le Haut-Palatinat, de 58 % à 62 % dans la région. Ce pourcentage est plus élevé dans les communes non agricoles car les propriétaires d'exploitations et les membres de leur famille occupent avant tout un emploi dans l'industrie et ne constituent pour l'agriculture qu'une main-d'œuvre occupée à temps partiel.

La *main-d'œuvre familiale partiellement occupée* apporte sa contribution aux périodes de gros travaux. Au contraire de la main-d'œuvre occupée en permanence, elle a constamment augmenté depuis 1949.

	Main-d'œuvre familiale partiellement occupée					
	Hommes			Femmes		
	1960	1949 = 100	Pourcentage dans la main-d'œuvre familiale masculine occupée en permanence	1960	1949 = 100	Pourcentage dans la main-d'œuvre familiale féminine occupée en permanence
Arr. rural Amberg	1 917	145,4	71,1 %	792	154,8	17,8 %
Arr. rural Burglengenfeld	1 253	126,4	98,8 %	580	143,9	27,1 %
Arr. rural Nabburg	1 205	158,7	65,7 %	587	171,6	20,8 %
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	1 095	206,2	74,7 %	516	281,9	21,0 %
Haut-Palatinat	26 179	157,7	59,1 %	13 615	166,1	20,7 %

La proportion de main-d'œuvre partiellement occupée en regard de la main-d'œuvre occupée en permanence devrait avoir encore augmenté entre temps ; et ceci concerne particulièrement la main-d'œuvre masculine, pour deux raisons :

- 1) Les personnes étrangères à la famille occupées en permanence, qui constituaient encore, en 1949, 15 % de la main-d'œuvre occupée en permanence, ne sont plus aujourd'hui qu'un nombre insignifiant ;
- 2) Une partie de la main-d'œuvre familiale masculine encore entièrement occupée en 1960 devrait avoir pris entre temps un emploi dans l'industrie et n'être plus que partiellement occupée par l'agriculture.

Parmi les 5 352 exploitations agricoles de la région, dirigées par leur propriétaire occupé à temps complet, 18,8 % sont sous direction féminine. Ce pourcentage est beaucoup plus élevé que la moyenne bavaroise (16,2 %) et que celle du Haut-Palatinat (16,9 %). Mais le plus souvent les grandes exploitations sont dirigées par leurs propriétaires masculins.

La répartition des âges de ces travailleurs renvoie notamment au problème des nouvelles générations et, corrélativement, aux possibilités de libération de main-d'œuvre agricole. En 1960, parmi les 7 260 travailleurs masculins permanents, 47,8 % avaient plus de 45 ans, et parmi les 11 838 travailleurs féminins permanents 52,5 % avait déjà dépassé 45 ans :

Age	Pourcentage de la main-d'œuvre masculine main-d'œuvre féminine dans les différents groupes d'âges	
14—25	18,4 %	15,6 %
25—45	33,8 %	31,9 %
45—65	37,8 %	43,2 %
plus de 65 ans	10,0 %	9,3 %

La main-d'œuvre masculine partiellement occupée dans l'industrie, âgée de 18 à 65 ans, est utilisée essentiellement dans les petites exploitations : plus les exploitations sont grandes, plus le pourcentage de la main-d'œuvre occupée dans ces exploitations augmente en ce qui concerne la permanence de la main-d'œuvre masculine et féminine âgée de moins de 45 ans ; mais en ce qui concerne la main-d'œuvre masculine partiellement occupée, ce pourcentage n'augmente que pour les groupes d'âges en dessous de 18 et au-dessus de 65 ans.

245. La mécanisation

L'équipement en machines paraît trop important, comparé au nombre de petites exploitations : dès 1960, on comptait dans la région 5 783 tracteurs pour 5 300 exploitations seulement de plus de 5 ha de surface agricole (exploitable). Alors qu'en 1949 on constatait encore un net retard technique par rapport à la Bavière, en 1960, les trois arrondissements disposaient d'un nombre de tracteurs plus important que celui du Haut-Palatinat.

Il serait économiquement plus valable de multiplier le nombre des « coopératives de machines » qui permettent l'acquisition de machines par plusieurs exploitations réunies, mais qui exigent en même temps de plus grandes

	Total des tracteurs appartenant à une exploitation			Ha de surface agricole (utilisable) par tracteur		
	1949	1953	1960	1949	1953	1960
Arr. rural Amberg	108	605	2 148	292,4	52,2	14,2
Arr. rural Burglengelfeld	94	271	1 017	178,8	62,0	15,7
Arr. rural Nabburg	79	424	1 421	264,1	49,2	14,0
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	24	204	1 197	614,2	72,3	11,8
Haut-Palatinat	1 615	7 533	29 983	294,9	63,2	15,1
Bavière	23 811	91 288	289 974	162,5	42,4	12,8

surfaces contiguës. Dans l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg, la première « coopérative de machines » a été constituée en 1965 ; par contre, dans l'arrondissement d'Amberg, dès 1964, on comptait au total six « coopératives » de 79 membres et à Nabburg 10 « coopératives de machines » totalisant 150 membres. C'est dans cet arrondissement que fut réalisé, en collaboration avec une autre localité de l'arrondissement d'Amberg, la première création d'une « coopérative ». Les « coopératives », nées d'un noyau de solidarité, entraînent à la fois une diminution du coût et une amélioration de l'équipement mécanique, et favorisent une réflexion et une action communautaire ; ces coopératives satisfont en même temps une certaine politique de la propriété puisqu'elles contribuent à la conservation de la propriété dans la « petite agriculture » ; les terres des petits paysans sont entièrement entretenues par les « coopératives de machines », contre rémunération, pendant que les propriétaires peuvent exercer un emploi dans l'industrie.

3. Structure et interdépendances locales

31. La modification des facteurs locaux

Si le sol de la région défavorise nettement l'agriculture, il renferme cependant de riches gisements de minéraux ⁽¹⁾, dont l'abondance est unique en Bavière. Autres caractéristiques locales : le nombre relativement élevé de manœuvres ou d'ouvriers qualifiés sans spécialisation depuis la guerre, l'éloignement des marchés et les difficultés de communications.

Toutes les grandes et moyennes entreprises fondées avant la guerre dans les arrondissements ruraux — à l'exception de celles de l'industrie manufacturière dans la ville d'Amberg doivent leur création aux conditions géologiques particulières. Le pouvoir urbanisant de l'industrie minière, qui constitue habituellement un noyau de cristallisation pour l'implantation d'autres industries, ne s'est pas confirmé ici, puisque aucune industrie de transformation n'a suivi ; mais

(1) Minerai de fer pour la fabrication de fer et de colorants, fer de plomberie (n'est plus extrait actuellement), spath fluor, schwerspath, feldspath, kaolin, quartz, sable à pegmatite, tone ; et parmi d'autres richesses du sous-sol, le lignite.

les entreprises de l'industrie minière assurent elles-mêmes, de plus en plus, la transformation de leurs matières premières. Le fait qu'une grande agglomération industrielle ne se soit pas créée peut s'expliquer en partie par l'absence d'une voie d'accès bon marché au charbon (voie fluviale) et par l'éloignement des marchés mais aussi par la faible densité de population liée à la mentalité des habitants (voir, par contraste, l'évolution des régions industrielles du Wurtemberg).

Les gisements de minerai ont déclenché très tôt le développement économique d'une région entourée de districts voués à l'exploitation agricole et forestière. Au Moyen Age, le Haut-Palatinat était le principal producteur de fer d'Europe. La qualité des couches de minerai, dont la teneur en Fe allait de 30 % à 50 %, les forêts, qui fournissaient le charbon de bois nécessaire aux opérations de fusion, et les cours d'eau rapides, qui assuraient la production d'énergie pour les forges, voilà quels étaient les facteurs locaux décisifs. Les localités d'Amberg et de Sulzbach-Rosenberg purent profiter de la période de prospérité des forges pour obtenir certains privilèges et devenir le siège de la célèbre « Union des forges » (Hämmervereinigung), dont l'action a sans doute stimulé de façon décisive l'exploitation des conditions naturelles favorables. Par la suite, l'industrie sidérurgique a, certes, beaucoup perdu de son importance du fait des ravages de la guerre de Trente ans, mais son développement reprit au milieu du siècle dernier, lors de la construction des premiers hauts fourneaux de la région. La Maxhütte fut créée en 1853 à Haidhof, dans l'arrondissement de Burglengenfeld, création d'ailleurs liée à la construction d'une voie ferrée en Bavière. L'acquisition des gisements de Sulzbach et Auerbach était destinée à assurer l'approvisionnement en minerai. La production de fonte se fit à partir de 1864 à Rosenberg, où devait être transférée, plus tard, l'administration de l'entreprise.

La création de la Luitpoldhütte eut lieu plus tard, en 1883. Mais, en automne 1964, la Luitpoldhütte dut cesser définitivement de s'approvisionner à son propre gisement d'Amberg.

Extraction de minerai (en 1000 tonnes)

	1961—1962	1962—1963	1963—1964
Mine « Am Erzberg », Amberg (LH)	87	69	fermée
Mine de Sulzbach-Rosenberg (MH)	505	476	430
Mine d'Auerbach (MH)	249	359	438
Bavière		904	
République fédérale		1 303	
		12 900	11 500

Les chiffres pour la Bavière comprennent la mine de Pegnitz, au nord-ouest d'Auerbach, qui appartient au Salzgitter-Konzern et qui vend son minerai en Autriche. La Bavière assure ainsi environ 10 % de la production fédérale de

minerai, celle-ci étant concentrée essentiellement en Basse-Saxe (pour deux tiers environ), depuis les fermetures dans le Siegerland.

La teneur en Fe du minerai de Pegnitz est légèrement supérieure à la moyenne allemande (26—27 %), mais elle reste très inférieure à celle des gisements de la Maxhütte, ceux-ci étant l'exception en Allemagne (1).

	Types de minerai	Teneur en Fe
Sulzbach-Rosenberg	Minerai brun (formation de craie)	environ 45 %
Auerbach	Minerai blanc mélangé de minerai brun	33—45 %
(Pegnitz)	Minerai Dogger (du jurassique moyen)	29 %

La qualité des extractions d'Auerbach de la Maxhütte n'a cessé de s'améliorer ; depuis 1962, 1963, la qualité de celles de Sulzbach est même dépassée.

Mine :	Valeur du minerai :	1961/1962	1963/1964
Sulzbach		32,7	33,8
Auerbach		31,9	35,6

Les réserves étant plus importantes à Auerbach qu'à Sulzbach, l'extraction a été transférée, au cours des dernières années, dans des proportions non négligeables à Auerbach, distante de 67 km par train. Ainsi les hauts fourneaux utilisent-ils chacun pour moitié le minerai d'Auerbach, pour moitié celui de Sulzbach.

D'importantes mesures de rationalisation de l'industrie minière ont amélioré la situation de la Maxhütte quant au coût de l'extraction du minerai, par unité de Fe. Selon l'administration de Salzgitter, il n'y aurait plus aucun avantage à posséder sa propre source de minerai mais ceci n'est pas valable pour les mines de la Maxhütte dont le minerai est de qualité inégalement supérieure. Les compressions de main-d'œuvre reflètent l'aboutissement des efforts de rationalisation dans la mesure où 50 % environ des dépenses de l'industrie minière sont des dépenses de personnel.

Le fait que le minerai parvienne non traité dans les hauts fourneaux de la Maxhütte est dû indirectement à son emplacement. Il en résulte, malgré la qualité du minerai produit par cette usine, une augmentation relative du coût de la production de fonte (cf. 2^e partie, 3211).

(1) Il faut distinguer le minerai de fer de la Maxhütte du reste du minerai de fer allemand, qui se trouve actuellement en crise. En 1964, les usines de la Ruhr n'utilisaient plus dans leur convertisseur Thomas que 3,6 % de minerai allemand (1963 = 5,9 %). Le minerai allemand représentait en 1964 10 % (1963 = 13,6 %) du total du minerai utilisé par l'ensemble des usines de la République fédérale pour la fabrication de fonte. Par la suite, 20 mines allemandes sur 51 ont été fermées entre 1961 et 1964 (depuis 1960 jusqu'au milieu de 1965 au total 30 mines) :

	Mines	Extraction en 1000 de tonnes	Personnel
1—1—1961	51	18 866	17 775
1—1—1964	31	12 895	10 761

La Maxhütte, qui ne vend pas de minerai à l'extérieur, a encore augmenté au contraire sa production de plusieurs pour-cent par an.

Salariés dans les mines de la Maxhütte au 30 septembre

Année	Nombre de salariés	Production par exercice
1962	1 162	754 000 t
1963	1 094	835 000 t
1964	947	868 000 t

La Luitpoldhütte a complètement cessé ses extractions de minerai en juillet 1964 ; dès 1962/1963, un tiers de sa production annuelle avait dû être stocké car la fabrication de fonte à partir de ce minerai très phosphoreux avait constamment diminué.

En 1963/1964, les prix de revient n'ont pas été modifiés par la fermeture de la mine de fer, pour les convertisseurs (fonderie-fonte), ce qui n'a rien d'étonnant puisque la fermeture n'est intervenue que vers la fin de l'exercice. On peut supposer que la conversion de la production vers la fonte-hématite, conversion exigée par le marché, rendra peu sensible l'arrêt de la production de minerai par la société elle-même puisque la fonte-hématite utilise, de toutes façons, un minerai pauvre en phosphore et que le prix du minerai importé a baissé (encore faut-il, naturellement, que cette baisse soit durable). Ce qui ne veut pas dire que les frais de transport pour l'acheminement des matières premières et combustibles seraient moins élevés (cf. B 34). Du point de vue des débouchés, les frais de transport ne peuvent manifestement pas être évités, même si la Luitpoldhütte, dont la production est relativement réduite, vend sa fonte essentiellement à l'est de la ligne Amberg-Nuremberg-Munich et même si, entre temps, le secteur des matières premières est réduit dans des proportions telles qu'il représente moins de la limite des 50% du chiffre d'affaires (produits de cokeries inclus).

De nombreux producteurs de fonte destinée aux fonderies enregistrent actuellement des déficits. La Luitpoldhütte, en 1964, a approché le niveau moyen du déficit par tonne.

Sur le plan des prix du charbon, l'emplacement défavorable des deux usines se fait toujours sentir. Les dépenses pourraient être réduites si l'on parvenait à maintenir la consommation de coke par tonne de fret en dessous de la moyenne de la concurrence. La Luitpoldhütte y était parvenue pendant une certaine période si bien que ses frais de combustible égalaient pratiquement ceux des autres usines sidérurgiques. Mais depuis, la situation de cette société s'est détériorée par rapport à elles ; le handicap de sa situation géographique sur le plan des dépenses se fait à nouveau sentir ; en effet, les autres usines sidérurgiques ont réduit leur consommation de coke jusqu'à s'aligner sur celle de la Luitpoldhütte et même à atteindre un niveau inférieur au sien (1).

(1) L'augmentation de la production d'alliages ferreux a entraîné une consommation accrue de coke mais les alliages se vendent plus cher.

En ce qui concerne la Maxhütte, cette société a obtenu de bons résultats dans l'économie de coke en recourant à un système d'injection de fuel. De plus, elle n'a pas à supporter la charge d'une cokerie relativement onéreuse comme celle de la Luitpoldhütte (cf. A 312), puisqu'elle fait venir son coke par trains entiers à des prix de transport avantageux (cf. également B 34).

Le lignite de la région, jadis utilisé dans les usines comme combustible, mélangé avec le charbon tchèque, n'est plus d'actualité ; la Luitpoldhütte n'en emploie plus qu'une petite quantité (87 000 t) ; le fuel l'a remplacé.

Outre le fer, les gisements de sable kaolinique ⁽¹⁾ et quartzeux de l'arrondissement rural d'Amberg ont une importance qui dépasse la région. De nombreuses entreprises moyennes doivent leur existence à ces gisements de même qu'à d'autres carrières d'argile, de sable et de chaux.

Contribution de la région à la production de la République fédérale en 1963

Production de kaolin brut	plus de 90 %
Feldspath	env. 60 %
Quartz et sable quartzeux	env. 15—20 %

Les gisements proviennent de la décomposition du feldspath, et, directement, de gneiss et de granit. Les carrières des trois grands producteurs de kaolin de la région recèlent des pourcentages différents de kaolin, de feldspath et de sable quartzeux. Les Amberger Kaolinwerke, par exemple, extraient 10 % de kaolin, 10 % de feldspath et environ 75 % de sable quartzeux ⁽²⁾. Pour les deux autres, le pourcentage de feldspath dans le matériau extrait est plus réduit. Le sable quartzeux supporte mieux les hautes températures et convient davantage dans l'industrie du verre, de la céramique, dans les fonderies, etc. Le sable quartzeux non purifié des Amberger Kaolinwerke — dans la mesure où sa préparation n'est pas coûteuse — ne peut être utilisé comme sable de construction que partiellement. Mais, là encore, les frais de transport vers des centres de consommation éloignés sont trop élevés pour que l'opération soit rentable, si bien que le sable est mis en tas et sert de montagne pour le ski d'été. Des mines plus petites se sont spécialisées avec succès dans la production de sable quartzeux spécial ; la première exploitation des gisements remonte à peu près à l'année 1830. Puis la région a souffert longtemps de la concurrence des kaolins de qualité en provenance de Tchécoslovaquie. Pendant la suspension des importations (aujourd'hui environ 18 000 tonnes par an) les entreprises se sont bien développées malgré l'arrêt simultané des livraisons à l'industrie du papier de la Saxe et à l'industrie céramique de Thuringe, de l'autre côté de la frontière, en zone Est.

La région a indéniablement bénéficié de la construction de la ligne de chemin de fer Amberg-Schnaittenbach et, plus particulièrement, après 1901 de la construction de celle qui relie Neukirchen à Weiden car ses produits sont

(1) Kaolin = argile presque pure, grasse, siliceuse.

(2) Les carrières américaines recèlent 80—90 % de kaolin.

destinés dans leur majeure partie à des marchés éloignés. L'industrie de l'enduit de parement s'y installa, à proximité de gisements de minerai colorant et de carrières de sable quartzeux.

Étant donné l'importance des carrières d'argile en Rhénanie-Palatinat et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, celles de la région ne confèrent pas à celle-ci de rôle particulier bien que les quantités — sinon les qualités — ne soient pas à dédaigner.

Contribution de la région à la production de la République fédérale en 1963

Argile

env. 5 à 7 %

En 1937, dans le cadre d'une économie tournée vers l'armement, on avait projeté et, finalement, installé dans la région une industrie de matériel réfractaire fabriqué à partir des argiles régionaux ; cependant, du point de vue des débouchés, l'emplacement de cette industrie se révéla peu favorable puisque aucune autre usine sidérurgique ne vint s'installer sur la Frankenalb. Les livraisons à la Maxhütte, à la Luitpoldhütte et vers Linz (VOEST) ne suffirent pas à employer à plein la Buchtal GmbH et il était hors de question de transporter vers la Ruhr un matériau aussi lourd. C'est ainsi que naquit au fil des années, à partir de la fabrique de réfractaire, une entreprise consacrée à la céramique de construction et de tubes de grès. Mais, désormais, la qualité de la matière première produite par la société n'est plus suffisante : outre sa propre production de 90 000 tonnes, 50 000 tonnes d'argile sont actuellement importées de l'ouest de l'Allemagne. Pour améliorer les débouchés, il a donc fallu faire face à des difficultés nouvelles d'approvisionnement. On estime que si la production actuelle se maintient les gisements de la société dureront encore 50 ans.

La régression dans la fabrication de grès et de chamotte se reflète dans l'évolution du nombre de salariés de la « Tonwarenfabrik » de Schwandorf, devenue aujourd'hui une filiale : ils étaient 1 700 en 1928, en 1964 ils n'étaient plus que 118. Cette régression est également l'aboutissement des mesures de rationalisation.

Parmi les autres entreprises de l'industrie des matières premières, viennent enfin les mines de spath fluor dont la situation est très différenciée :

Contribution de la région à la production de la République fédérale en 1963

Spath fluor

env. 60 %

Le spath fluor⁽¹⁾ est utilisé notamment dans la fabrication de l'acide fluorhydrique — on trouve à Stulln une des deux fabriques d'acide fluorhydrique allemandes — qui devient ainsi l'élément de base de la chimie du fluor pour la fabrication d'aluminium ; il sert également de produit du fluor dans l'in-

(1) Le spath fluor (CaF₂) est le corps principal d'une série de composés du fluor. Les consommateurs les plus importants sont :

- l'industrie chimique,
- l'industrie du fer et de l'acier,
- l'industrie du verre, de l'émail et de la céramique et, dans une moindre mesure,
- l'industrie du ciment et des produits abrasifs.

dustrie sidérurgique et de l'émail. La matière première est extraite en carrières souterraines (jusqu'à 300 m).

Le plus grand producteur, les VFG, cherche actuellement à élargir les assises de son entreprise en s'adjoignant de nouveaux secteurs de production (béton à gaz) ; il pratique depuis un certain temps une politique de « stockage », en raison de l'instabilité du marché mondial et de son dépendance à l'égard d'un gros consommateur (VAW). La situation semble différente pour les mines moins importantes qui n'occupent souvent que 30 à 40 salariés. Sept mines travaillaient encore en 1963 ; l'une d'entre elles vient de fermer. Le « Wölsendorfer Flußspatrevier », à l'est de la Naab, est actuellement le plus menacé de fermeture.

En résumé, voici ce que l'on peut dire des matières premières en tant que paramètre régional : en premier lieu, les entreprises traditionnelles importantes de la région, pour des raisons techniques et de marché, ne peuvent plus s'axer uniquement vers les matières premières qu'elles produisent. En second lieu, certaines entreprises régionales exploitant la matière première doivent leur situation avant tout à des buts militaires et à des projets économiques périmés. Pour ces deux catégories d'entreprises, les facteurs qui les déterminaient autrefois ont aujourd'hui perdu de leur signification, si l'on considère les débouchés. La nécessité d'adapter au mieux les programmes de production aux exigences du marché et l'obligation d'acquérir des matières premières et des produits demi-finis d'importation font perdre à l'emplacement choisi son caractère favorable. Cette détérioration s'accroîtra d'autant plus qu'il faudra importer des matières premières lourdes et chères à transporter (minerai, bauxite, argile) et qu'il faudra envoyer vers l'ouest des produits finis dont les quantités seront augmentées en raison de la dégressivité des coûts. Il est donc important, pour l'instant encore, que toutes les entreprises traditionnelles (à l'exception de la Luitpoldhütte) puissent s'appuyer, sinon exclusivement, du moins en partie, sur leurs propres gisements de matières premières qui leur reviennent moins chers.

Certaines firmes de l'industrie manufacturière telles que Siemens, Kahla (porcelaine), Rosenthal, Grundig, Bulag (textile), Dynamit Nobel, Triumph Interdress, la Société Kerb-Konus, entre autres, ont bénéficié, lors de leur implantation dans la région après la guerre, de l'avantage que présentaient et que présentent encore (1) les effectifs de main-d'œuvre. Pourtant, les « vieilles » entreprises, dont la rationalisation était urgente, réduisent fortement leur personnel. En ce qui concerne le marché du travail, ces entreprises ne sont avantagées que dans la mesure où leur personnel est attaché de façon exceptionnellement étroite à l'usine, et cela souvent depuis des générations.

Outre les deux catégories évoquées ci-dessus : les entreprises traditionnelles d'une certaine importance et celles installées après-guerre, il existe un autre groupe de petites et moyennes entreprises de l'industrie de transformation créées également après la guerre. L'industrie du verre et de la céramique exceptée, toutes les entreprises interrogées choisiraient à l'avenir un autre emplacement — ainsi que l'a montré une enquête menée personnellement —, d'abord

(1) En ce qui concerne la structure et l'évolution de la main-d'œuvre comme facteur local, voir notamment le point C.

pour des raisons de débouchés, en second lieu à cause de l'approvisionnement en matières premières, somme toute pour des raisons de frais de transport. Par comparaison avec la période d'avant-guerre, le contact étroit avec les marchés a sans aucun doute pris de l'importance, alors que s'accroissait l'éloignement des marchés pour la région, notamment du fait de l'intégration dans le Marché commun (cf. point B 33).

32. *Les interdépendances de la région*

L'étude des interdépendances des facteurs de production à l'intérieur de la région et par-delà ses frontières ne peut se faire qu'à partir des données disponibles sur la main-d'œuvre (cf. exposé des mouvements de migration alternante, point C 2).

Aucune statistique ne renseigne sur l'origine des capitaux. Dans ce domaine, on dispose de peu d'indices : en ce qui concerne les entreprises de famille dont le siège principal se trouve dans la région, on peut supposer, en général, un financement des besoins en capitaux par auto-financement ou par crédits bancaires. L'équipement en institutions bancaires semble ne pas poser de problèmes.

L'importance des entreprises indépendantes est cependant relativement faible dans la région, ainsi que nous l'avons déjà évoqué. Parmi les grosses entreprises, la Luitpoldhütte s'est vue contrainte pendant des années à recourir aux aides à long terme du groupe Salzgitter. Les deux augmentations de capital, actuellement de 15 à 40 millions de DM, proviennent du Freistaat Bayern (25 %) et de Salzgitter. Aucun dividende n'ayant été payé, on peut parler d'un apport de capital net. Entre temps, la société elle-même a pu financer ses investissements. En moyenne des années 1957-1960, les investissements n'étaient couverts qu'à 50 % environ par les amortissements ; depuis 1960, ils le sont à plus de 100 %. Dans ses plans, l'administration prévoit un auto-financement du programme de reconversion (cf. 2^e partie, point 3212).

Même sans apport de capital, la Maxhütte enregistre, à partir de ses seules participations, un apport régulier de capital de plus de 6 millions de DM par an. Au cours des années précédentes, les sommes prélevées sur les recettes étaient affectées à la réserve ; ce n'est qu'en 1963, 1964, pour la première fois, qu'un bénéfice fut enregistré (cf. 2^e partie, point 3211).

Pour les autres firmes d'une certaine importance, qui furent en partie reconstruites après la guerre, comme Siemens, ou modernisées ou restructurées (DETAG, Buchtal, Amberger Flaschenhütte), il est très probable qu'il y eut également dans le passé un apport de capital net de la maison-mère, apport qui devrait cependant avoir cessé à présent.

L'analyse des courants de marchandises à l'intérieur de la région et par dessus ses frontières dépend, d'une part, des dimensions et de la structure économique de la région, d'autre part, des documents disponibles.

1. Les dimensions de la région sont trop réduites pour permettre l'établissement d'un tableau ordinaire des input-output : les courants intra-régionaux

entre les secteurs n'apparaissent pratiquement pas : « Export » et « Import » prédominant. Pour parvenir à représenter malgré tout les courants d'échanges des marchandises, on a remplacé sur le tableau, dans la colonne des entrées, les secteurs par les marchandises. On rendait visible ainsi les divers courants à l'intérieur d'un secteur et même à l'intérieur d'une entreprise. C'est ainsi que les livraisons de minerai des mines de la Maxhütte, par exemple, apparaissent comme entrées du secteur sidérurgique ; elles réapparaissent ensuite sous forme de courants d'acier brut et de demi-produits, lorsqu'elles entrent dans d'autres usines (de la même société dans le cas présent). Si l'on utilisait le schéma normal des secteurs, les deux courants en temps que « courants intérieurs » n'apparaîtraient pas. Par définition, cette ébauche de représentation ne peut rendre compte que du secteur de production.

2. Les livraisons du secteur de production (régional) au consommateur final (régional) n'interviennent pratiquement pas, c'est-à-dire les biens de consommation sont essentiellement importés, c'est pourquoi on a renoncé à représenter la consommation finale (régionale) et relevé uniquement l'« Export », afin de pouvoir comparer les chiffres des groupes de production.

3. Dans le secteur de production lui-même (sans le bâtiment), on s'est contenté de relever uniquement les secteurs dominants (sans le bois, les textiles, les produits alimentaires), ceux-ci constituant, au total, plus de 90 % du chiffre d'affaires.

4. Les chiffres que nous avons relevés, en menant nous-mêmes notre enquête, ont donné les résultats suivants : (pour 1963/1964) Maxhütte : 1962/1963) (chiffres en % du chiffre d'affaires du secteur concerné) :

Industrie sidérurgique	100 %
Extraction et transformation des produits du secteur « Mines et Carrières »	env. 85 %
Industrie chimique	env. 95 %
Première transformation des métaux	env. 85 %
Électro-technique	env. 90 %
Verre et céramique	env. 40 %

Les données manquantes ont été estimées approximativement.

5. Les courants sont considérés d'après leur valeur (en DM). La valeur située en haut indique l'importance du courant régional (le point de départ se trouve dans la région), la valeur située en bas indique un courant interrégional (point de départ en dehors de la région).

6. La moitié supérieure du tableau décrit les principaux achats de matières premières des divers secteurs de la région. L'approvisionnement dans les propres gisements de la région a été inclus afin de l'opposer aux arrivages de l'extérieur.

La moitié inférieure montre la direction que prennent les ventes des principales marchandises de la région et en même temps les achats de demi-produits et de produits finis régionaux et interrégionaux.

L'étude du tableau fait ressortir la forte position des entreprises du charbon et de l'acier dans l'« Export » régional ; ces entreprises n'utilisent pourtant que

dans une faible mesure les livraisons d'entreprises-tiers de la région et ne trouvent pas non plus de débouchés importants dans l'industrie de transformation de la région. Les deux usines sidérurgiques représentent le groupe industriel le plus important, non seulement de la région (mesuré à la production industrielle) mais également du Haut-Palatinat, malgré la présence d'une grosse industrie électronique.

Avec une production de

Fonte (Thomas)	519 000 tonnes	Maxhütte (1963/1964)
Acier brut	722 000 tonnes	
Produits laminés	690 000 tonnes	

et une contribution de 2,1 % à la production allemande d'acier brut, la Maxhütte est également la plus importante usine sidérurgique de l'Allemagne du Sud.

Le chiffre d'affaires atteignait 454 millions de DM (cf. détails 2^e partie, 3211).

Production de la Luitpoldhütte (1963/1964):

Fonte (hématite, fonte de moulage, y compris Fe Mn)	env. 131 000 tonnes (Vente : 114 000 tonnes)
Articles en fonte tubes et moulages marchands)	env. 62 000 tonnes

Le chiffre d'affaires atteignait 88 millions de DM (cf. 2^e partie, 3212).

La Luitpoldhütte n'assurait à cette époque que 0,6 % de la production allemande de fonte, mais pour certains types de fonte sa participation était plus grande (hématite : environ 6 %, fonte de moulage : environ 5 %, fonte Spiegel : environ 25–30 %, ferromanganèse : 10–15 %).

En 1963/1964, les approvisionnements régionaux de la Luitpoldhütte atteignaient 4,06 millions de DM ou 7,5 % du total des achats, dont 1,6 million étaient consacrés aux commandes d'investissements (voir détails plus bas). Pendant l'année 1963, la Maxhütte a dépensé 1,78 million en investissements dans la région (y compris les salaires des firmes de construction), auquel s'ajoutent 6,48 millions d'achats de matières premières à des firmes-tiers.

Parmi les autres produits que la Luitpoldhütte achète à la région, notons essentiellement le lignite (87 000 tonnes = 1,55 million de DM) :

Achats dans la région	Valeur (en 1000 DM)	Pourcentage dans le total des achats de chaque produit
Matières premières	659	2,7
Charbon	1 555	8,2
Demi-produits et produits finis	803	13,8
Biens d'investissement	600	18,4
Autres achats	447	21,0
Total des achats dans la région	4 064	7,5

La Maxhütte n'achète plus de lignite depuis sa reconversion au fuel. Les matières premières — dans la mesure où elles concernent la région — proviennent essentiellement de ses propres entreprises ⁽¹⁾ de même que les approvisionnements en produits finis et demi-finis des différentes usines (131 millions de DM). La fabrique de tubes de Rosenberg et l'usine de Haidhof sont approvisionnées par les hauts fourneaux ainsi que l'usine d'acier Thomas de Rosenberg. Par ailleurs, une partie de la production d'acier Martin de Haidhof est transformée à Rosenberg.

La Luitpoldhütte livre 15 000 t de fonte (environ 4 millions de DM) essentiellement aux fonderies de la Maxhütte de Haidhof et Fronberg. Les deux usines achètent des produits réfractaires à la Buchtal GmbH, mais ces commandes ne représentent qu'un faible pourcentage des ventes de la société.

Les sommes consacrées par les deux usines sidérurgiques à la construction de logements s'accroissent chaque année de 1,5 million de DM. Signalons en outre les sommes versées aux entreprises de transport privées (bus et poids lourds). Le montant n'en est pas connu ; notons cependant que le transport de marchandises des deux sociétés se fait essentiellement par chemin de fer (excepté les tubes).

En 1963/1964, les ventes régionales de la Luitpoldhütte représentaient 9 % du chiffre d'affaires ; pour la Maxhütte, en 1962/1966, elles représentaient 0,4 % :

	Valeur (1 000 DM)	
Luitpoldhütte fonte	4 030	(Maxhütte)
gaz	2 350	(Ville d'Amberg, Buchtal, fabrique de bouteilles)
moulages	1 860	(Amb. Kaolinwerke entre autres)
	8 230	
Maxhütte	1 800	(Siemens, VAW, entre autres)

Les deux usines sidérurgiques vendent peu dans la région et 40 % de ces ventes régionales sont des livraisons de la Luitpoldhütte à la Maxhütte.

Le versement de salaires et de traitements par ces deux sociétés influence fortement l'économie régionale (en ce qui concerne les salaires cf. C 3) :

	Salaires et traitements 1963/1964
Luitpoldhütte	18 millions de DM
Maxhütte (sans Haidhof)	env. 46 millions de DM
Total	64 millions de DM
Part dans le revenu de la région (évaluée pour 1964)	10-12 %

(1) Minerais d'Auerbach et Sulzbach ; la valeur indiquée dans le tableau (24,75 millions) a été estimée approximativement. Chaux de Vilshofen (2,9 millions de DM).

Livraisons (en 1000 DM) de :	vers:	Secteurs régionaux	
		— à base de matières	
		FER et acier	Mines et carrières
Matières premières et combustibles			
Charbon, coke	— 54 342	— x	
Lignite	1 555 3 210	1 200 —	
Fuel	— 5 611	— x	
Minerai (région)	(24 750) —	— —	
Autres minerais et porteurs de Fe	(11 070)	— —	
Minéraux	48 908	(25 798 4 865	
Produits finis et semi-finis			
Gaz		1 573 —	
Fonte et moulages	4 030 —	60 o	
Acier brut, demi-fini, laminés	(131 466) 20 200	366 x	
Production de l'industrie « mines et carrières »		comprise dans	
Production de l'industrie chimique	— —	— 1 000	
Production de l'industrie de transformation des métaux	— —	— x	
Production de l'industrie électrotechnique	o x	— x	
Verre et céramique	— —	— —	
Autres biens	800 25 200	5 440 14 084	
Biens d'investissements	3 300 16 100	x x	

— = pas de courant d'échange
 x = courant dont les chiffres ne sont pas connus
 o = courant de moins de 200 000 DM

() = courant entre usines de la même entreprise
 { = courant en partie entre usines de la même entreprise

premières —	Secteurs régionaux			Autres régions
	— de transformation —			
Industrie chimique	Transformation des métaux	Électro-technique	Verre et céramique	
—				
—				
2 900				
—				
—	x			
—				
—				
1 200				
9 000				
—	x	—	500	
—	—	—	—	
o	o	—	—	80 000
—	—	—	—	
o	o	400	—	388 000
2 700	x	x	—	
les « minéraux »	—	—	4 450	111 215
—	—	—	6 200	
200	—	—	—	53 000
6 500	x	—	—	
—	—	—	—	31 550
—	x	x	x	
—	—	—	—	env. 158 000
x	x	x	—	
—	—	—	—	env. 57 000
—	—	x	env. 6 000	
—	400	100	—	
4 500	12 320	48 000	env. 5 500	
x	x	2 500	x	
x	x	5 500	x	

A propos de cette influence sur l'économie de la région, il faut tenir compte de l'effet multiplicateur de la distribution du revenu ; on peut estimer normalement ce multiplicateur à 1,8.

Les impôts versés aux communes concernent en majeure partie la région :

	Impôts communaux 1964
Luitpoldhütte	584 000 DM
Maxhütte (y compris les rappels)	4 447 000 DM
Total	5 031 000 DM

Les communes bénéficient, en outre, d'autres avantages apportés par les sociétés : la distribution du courant électrique par la Luitpoldhütte à deux localités voisines, par exemple, ou la distribution de l'eau à trois autres localités ou encore l'aide financière de la Maxhütte à des installations publiques de toutes catégories.

En poursuivant l'étude du tableau des input-output on remarque que le second secteur régional par ordre d'importance, l'industrie électrotechnique, fait peu d'échanges avec la région en ce qui concerne les marchandises. Du fait de l'absence d'un service de vente propre à la plus grosse entreprise de ce secteur, la filiale Siemens, le chiffre d'affaires de cette industrie a du être estimé approximativement. Il n'en est pas de même pour le secteur classé troisième dans l'ordre d'importance et représenté par les nombreuses entreprises qui font partie de l'industrie des « mines et carrières ». Ce secteur est à la fois plein d'interdépendances internes et fournisseur des deux sociétés, du secteur verre et céramique et même des Vereinigte Flußspatwerke (sable pour la fabrication de béton à gaz). Au contraire, l'industrie de transformation des métaux, dont l'éventail des matériaux utilisés est assez réduit et qui présente surtout des exigences spécifiques, n'est ni dépendante exclusivement de l'industrie sidérurgique régionale, ni en tête de l'« Export » régional.

33. *La situation du marché*

Dans un tableau simplifié des input-output (entrées-sorties), la répartition des courants d'échanges ne peut être établie qu'imparfaitement. Cependant, il y a lieu de faire à nouveau la constatation suivante : l'industrie locale trouve peu de débouchés dans la région, que ce soit dans les contrées environnantes du Haut-Palatinat et de la Basse-Bavière, peu peuplées, ou dans les régions correspondantes de la Moyenne et Haute-Franconie. Seuls font exception les fournisseurs de l'industrie du verre, de la porcelaine et de la céramique et les producteurs de matériaux de construction. La Luitpoldhütte compte parmi ces exceptions dans la mesure où elle fournit des tubes pour la fabrication de conduites d'eau.

Il n'y a pas de zone principale de débouchés pour la région. Pour les deux sociétés sidérurgiques, la zone peut être délimitée à la Bavière et à certaines parties du Bade-Wurtemberg ; pour des usines comme Siemens (instruments de contrôle pour l'industrie des biens d'investissements) et comme DETAG

(verre pour les chemins de fer, pour automobiles et pour le bâtiment), l'ensemble du territoire fédéral fait office de zone de débouché ; il en est de même pour la Buchtal GmbH et la Amberger Flaschenhütte, tandis que la fabrique d'oxyde d'aluminium livre sa production de 120 000 tonnes par an presque exclusivement à une usine d'aluminium du groupe à Töging/Inn. Le volume des exportations de la région représente en moyenne moins de 10 % de la production. Seules les usines Siemens, Buchtal (céramique de construction), les producteurs de kaolin et la Luitpoldhütte avec la fonte (commandes hongroises) atteignent des pourcentages d'exportations supérieurs à la moyenne. Pour les autres produits de la région, les frais de transport seraient trop élevés si l'on voulait les envoyer vers les pays de l'ouest.

La délimitation de la frontière de l'est nuit surtout aux deux sociétés sidérurgiques. La Maxhütte a perdu non seulement le groupe d'usines d'Unterwellenborn en Thuringe, mais également le marché du bassin industriel de Saxe-Thuringe, qui, d'après les indications de la société, absorbaient 45,5 % des ventes de toutes les usines de la Maxhütte en 1938. Le niveau des ventes de cette époque est atteint et même dépassé par les usines qui sont restées dans le Haut-Palatinat. Il a donc fallu créer des marchés de substitution dans l'ouest, mais ces marchés ont amené de gros inconvénients à la société : une concurrence nettement accrue, des distances de transport sensiblement allongées (le fret vers Berlin est, lui aussi, devenu plus cher du fait de la perte de Unterwellenborn) et des ventes au taux de parité. La société n'a pu s'introduire sur les nouveaux marchés qu'en réduisant ses prix.

La division de l'Allemagne a fait perdre à la Luitpoldhütte, d'après ses propres indications, 30 % des ventes de fonte, tubes et produits moulés. Le « commerce avec l'Est » se limite à la Hongrie. Les actuelles commandes de moulages à façon (ferromanganèse) ne sont peut-être pas durables, mais une évolution favorable de la politique du commerce avec l'Est pourrait sensiblement améliorer les effets de l'emplacement de la Luitpoldhütte et, bien sûr, de la Maxhütte, celle-ci bénéficiant déjà de certains contacts avec l'Est.

Pour les producteurs de kaolin, la frontière de l'est semble plutôt avoir amélioré leur position concurrentielle malgré l'arrêt de certaines livraisons. Les principaux courants d'échanges des autres grandes firmes ne se sont développés qu'après la guerre, si bien qu'ils ont été établis en tenant compte, dès le départ, de la frontière. Par contre, parmi les moyennes entreprises de transformation traditionnellement installées dans la région, qui ne constituent cependant qu'un petit groupe, deux firmes ont déjà établi des projets concrets de changement d'implantation vers le centre du marché commun.

La Luitpoldhütte n'a pratiquement pas subi d'influence négative de l'intégration européenne sur son marché. La société dispose de meilleures conditions de transport vers ses marchés bavarois que la concurrence.

Les débouchés de la Maxhütte — société beaucoup plus importante et dont le programme de production est tout à fait différent — ne peuvent évidemment pas se concentrer uniquement sur la Bavière. La société dépend de l'ensemble du

Ventes de la Luitpoldhütte 1963/1964

Produit	En pourcentage du chiffre d'affaires	Marchés
a) Fer brut	35 %	Région (MH) 14 % Bavière env. 45 % Exportation (Hongrie, Autriche) 17,5 % Groupe (extérieur de la Bavière) env. 38,5 %
b) Tubes	33 %	Région 5,5 % Bavière env. 90 % Exportation (Scandinavie 41 %, Italie 25%) 9 %
c) Fonte commerciale	17 %	Bavière: moulages env. 75 % fonte canal 100 % fonte machines env. 57 %

Ventes de la Maximilianshütte (en %)

	Exercice 64/65	1961
Bavière (Région moins 1 %)	44,5	59,0
Bade-Wurtemberg	36,9	28,0
Hesse	8,0	4,6
Exportations (pays C.E.C.A. 50 %)	.	5,4

marché de l'Allemagne du Sud, qui absorbait, en 1963, 56 % des importations de la République fédérale en produits laminés (1).

Les tôles, à elles seules, constituaient 43,8 % du chiffre d'affaires. Les usines d'automobile absorbent environ 30 % des ventes de tôle. Par rapport à 1964 (27 411 tonnes par mois) les ventes de tôles n'ont pas progressé de façon sensible au cours du dernier exercice 1964/1965, après avoir augmenté de près de 90 % avec la mise en service du laminoin à froid de Haidhof (1962). En ce qui concerne la tôle, le concurrent le plus sérieux est la France, puis, dans une moindre mesure, la Sarre. La production de tubes, également importante, prend une part croissante dans le chiffre d'affaires (1963/1964 = 13,8 %). Inversement, la part des laminés marchands (17,1 %) et du matériel lourd de laminage (17,8 %) diminue. En ce qui concerne les laminés marchands, la Maxhütte se

(1) C'est ainsi que 30 % environ des besoins de l'Allemagne du Sud en produits laminés sont couverts par des importations, alors que le chiffre correspondant pour l'ensemble de la République fédérale n'est que de 16 %.

heurte à la concurrence étrangère, sur le marché de l'Allemagne du Sud, qui reste en partie favorisée par des mesures, fiscales notamment, prises par l'État.

L'augmentation de la production du laminoir à froid de Haidhof — les « coils » (1) sont importés d'Autriche (2) — et la tendance régressive de la production de matériel de chemins de fer de Rosenberg ont déplacé le centre de gravité des différentes usines vers Haidhof. Du point de vue des distances de fret, la situation de la société n'a pas été modifiée. En effet, selon les déclarations de cette société, l'avantage de fret n'est réel que jusqu'à environ 30 km à l'ouest d'une ligne Wurtzbourg—Ulm—Friedrichshafen ; quant aux livraisons au delà de cette ligne, une partie des bénéfiques nets (sans fret) est annulée par les frais de transport. Cependant, relativement, les taxes sur les marchandises ont été influencées dans leur ensemble.

34. *La dépendance de la région à l'égard de la politique des transports*

Outre les grosses entreprises qui se plaignent de la longueur et de la médiocrité des voies de communication lors de leurs échanges personnels avec les sièges de groupes situés à l'extérieur de la région, toutes les industries orientées vers des marchés éloignés pâtissent de leur emplacement marginal en raison de l'importance des trajets parcourus par leur production, de même que par la longueur de ceux empruntés par les matières premières et les combustibles (cf. les points précédents). Une firme comme la DETAG, dont les produits ne sont pas tous stockés et qui dépend donc, à la saison des constructions, de transports rapides par poids lourds, est particulièrement défavorisée par la lenteur des communications (cf. A 1).

La Buchtal GmbH, autre grosse entreprise, qui transporte 80 % de sa marchandise par route, à l'intérieur du pays, a complètement modifié son programme de production et l'a orienté vers les produits ouvrés, ceci notamment en raison des charges résultant du fret. Autrefois, elle produisait essentiellement des matériaux réfractaires au prix moyen de 280 DM/t grevés de 15 % de frais de transport. Aujourd'hui elle produit surtout de la céramique de construction qu'elle vend au prix moyen de 700 DM/t et qu'elle transporte à moindres frais.

Les mêmes critères ont incité la Maxhütte à accroître sa production de tôles et de tubes dont les prix sont plus élevés. Ils ont amené la Luitpoldhütte à s'adjoindre un secteur de transformation de ses produits. Jusqu'à un producteur de kaolin et de sable quartzeux qui a l'intention de transformer prochainement sa production, les frais de transport grevant jusqu'à 30 % de son chiffre d'affaires.

De toutes ces entreprises handicapées par le coût du fret, c'est la fabrique d'oxygène d'aluminium située près de Schwandorf qui est la plus mal lotie : l'acheminement des matières premières vers Schwandorf et le transport de la marchandise fabriquée représentent 25 % du prix de vente de ses produits.

(1) Coils = bobines de tôle.

(2) En 1963/1964, environ 15 000 tonnes par mois.

Le pourcentage est presque aussi élevé pour les fabriques de béton et pour les producteurs de chamotte et de terre cuite.

A la Luitpoldhütte, l'incidence du transport est de 8 % (7 millions de DM) du chiffre d'affaires. A la Maxhütte, pour les seuls frets d'entrée, elle est d'environ 5 %, soit 25 millions de DM. Par rapport aux usines sidérurgiques situées dans l'ouest de l'Allemagne, la Luitpoldhütte a calculé qu'en versant de 55 à 60 DM/t de fret d'entrée pour la fonte, elle payait de 25 à 30 DM de plus à la tonne (soit 10 %) que les usines comparables.

Pour la Maxhütte, les frets de sortie sont encore plus importants (17 millions de DM) en raison de la longueur des trajets d'expédition, or ces frais ne peuvent être imputés aux clients que dans une faible mesure, surtout depuis qu'une harmonisation avec les prix de Sarrebruck a été décidée. La charge totale des frais de transport de la Maxhütte, selon ses déclarations, atteignait en 1963/1964 environ 9 % (frets payés : 42 millions de DM) soit deux fois et demie à trois fois plus élevée que celle des entreprises de la Ruhr.

En ce qui concerne les entrées, le tarif spécial 6 B 31 (charbon, coke), très discuté il y a quelques années, a perdu toute signification pour la Maxhütte ; à présent la société fait venir son coke par trains complets au tarif spécial 6 B 90, ce qui lui revient — avec la prime de régularité — à 18 DM/t au lieu de 21,50 DM/t au tarif 6 B 31. Quant au transport du minerai au tarif spécial 7 S 2, il revient aux deux usines de Emden à 13,50 DM/t ; mais ce même minerai quand il est transporté par bateau via Rotterdam pour être livré à une usine située au bord du Bas-Rhin ne coûte plus que 2,50 DM/t environ. Enfin, le transport des quelque 400 000 t de minerai acheminées annuellement par voie ferrée depuis sa propre mine d'Auerbach distante de 67 km, à destination de la Maxhütte, lui revient à 3,50 DM/t (1).

La région est donc nettement défavorisée sur le plan de la concurrence par rapport à la Ruhr depuis le tracé de la frontière de l'est ; elle l'est également à l'égard de la France et de la Belgique depuis l'ouverture du Marché commun et cela malgré une atténuation des différences entre la ristourne d'impôts sur le chiffre d'affaires et la taxe compensatoire. La situation concurrentielle de la région s'est encore détériorée ces derniers temps. En effet, la canalisation de la Moselle, décidée pour des raisons politiques, a favorisé les aciéries lorraines aux dépens de celles de la Sarre (2). Ensuite, le tarif spécial 8 B 14, qui est accordé à la Sarre depuis le printemps 1964, en incluant un canal Sarre—Palatinat, influence désormais les rapports de concurrence en Allemagne du Sud dans un sens négatif pour la Maxhütte (le tarif spécial 8 B 40 est valable pour l'Allemagne du Nord). Dans la zone de débouchés d'Allemagne du Sud, Sarrebruck devint la parité la moins chère, c'est-à-dire que le tarif spécial 8 B 14 détermina les prix. D'autres exemples de défalcation permettent de supposer que l'existence de ce tarif fera

(1) Ce prix a baissé depuis l'annulation de l'impôt sur le transport des marchandises ; il atteignait autrefois 3,70 DM/t.

(2) La Lorraine et le Luxembourg ont obtenu des tarifs concurrentiels pour le canal de la Moselle.

perdre plusieurs millions de marks à la Maxhütte (1). Autrefois, lors de ses livraisons vers Stuttgart à la parité Oberhausen ou Essen (T.S. 8 B 37), la société faisait un bénéfice de 3,20 DM/t grâce à la réduction des frais de transport. A présent, ce bénéfice se transforme en perte de 11,10 DM/t lors des livraisons à la parité Sarrebruck. Pour citer un autre exemple : Wurtzbourg enregistre une perte de 4,20 DM/t lors des ventes à cette même parité alors que précédemment, à la parité Oberhausen, elle gagnait 6,90 DM/t entre tarif de base et frais de transport par route (cf. tableau 8 a).

2. Par contre, le tarif spécial 8 B 37, lui aussi entré en vigueur au printemps 1964, peut être considéré comme véritablement concurrentiel dans la mesure où il ne concerne que des lieux « mouillés » ou « semi-mouillés » (2). Ce tarif réduit de 35 % le transport de l'acier fini et de 25 % celui des demi-produits. En temps qu'usine « à sec », la Maxhütte ne bénéficie pas de ce tarif, mais il permet à la Ruhr d'expédier des marchandises vers l'Allemagne du Sud, zone de débouchés qui jusque là ne l'intéressait guère. Les chemins de fer fédéraux auraient l'intention d'introduire un tarif analogue au 8 B 37 pour la fonte mais il ne concernerait pas non plus la Luitpoldhütte ; au contraire, il risquerait d'entraîner une détérioration de sa situation concurrentielle puisqu'il doit apporter aux expéditeurs jusqu'à 5 DM/t et aux clients jusqu'à 2 DM/t de bénéfice alors que la Luitpoldhütte ne pourrait en bénéficier.

3. Le canal Rhin-Main-Danube, qui atteint Bamberg dès 1964, a déjà fait perdre des débouchés à la Maxhütte et à la Luitpoldhütte dans cette région. Et l'on peut s'attendre à une pénétration accrue de la concurrence par cette voie fluviale (en particulier de la France et de la Belgique) et du fait des tarifs concurrentiels des chemins de fer. Les sociétés ne pourraient améliorer leur sort financier qu'en possédant leur propre port, évitant ainsi les frais de transbordement (par exemple, plus tard, dans le port de Nuremberg).

L'exemple suivant prouve que, même pour les petites entreprises industrielles de la région, la situation marginale du Haut-Palatinat présente de gros inconvénients découlant des modifications de tarifs et de l'entrée en vigueur du Marché commun : une entreprise du secteur des produits alimentaires (10 millions de chiffre d'affaires), depuis 1962, voit appliquer à son produit fini des tarifs plus élevés qu'à celui des matières premières régionales. De cette façon, le consommateur est incité à faire transformer désormais la matière première plus près du lieu de consommation (cf. B 2432).

(1) En supposant qu'en Allemagne du Sud, avant l'entrée en vigueur du tarif spécial 8 B 14, la parité Oberhausen, sans exception, ait déterminé tous les prix, la double conversion (1° de Oberhausen à Sarrebruck, 2° du tarif général de Sarrebruck au tarif spécial 8 B 14) aurait fait perdre 5 millions de DM à la Maxhütte (cf. tableau 8 b).

(2) Localisation à proximité du réseau de circulation d'un port.

Remarque : Après l'achèvement de la présente étude (octobre 1965), un tarif spécial 8 B 45 a été accordé à la Maxhütte (cf. tableau 8).

C — La situation sociale de la région

Bien que la région en étude fasse partie des vieilles régions industrielles orientées vers les industries extractives, on ne peut la comparer à des contrées comme le Borinage, en Belgique, où la situation économique est bien plus compromise.

Le processus de reconversion entrepris dans l'industrie locale s'est déroulé jusqu'à présent sans véritable tension sociale. Malheureusement, la phase de reconversion ne coïncide pas avec une période de forte expansion et il est donc inévitable que les entreprises et les travailleurs se trouvent aux prises avec des difficultés d'adaptation. Ces difficultés, la Luitpoldhütte doit s'attendre, elle aussi, à les rencontrer sur quelques plans (cf. 2^e partie).

La légère tendance à l'émigration qui continue à se manifester notamment dans l'ouest de l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg ne donne pas lieu à inquiétude sur le plan social ⁽¹⁾, mais seulement dans la mesure où la population ne vieillit pas, grâce à la forte natalité des arrondissements ruraux, et que la pyramide des âges de la main-d'œuvre industrielle et commerciale reste favorable, grâce à l'apport de main-d'œuvre jeune venant du secteur agricole.

1. *Caractéristiques du marché du travail*

Depuis plusieurs années, le problème du chômage ne se pose plus dans la région. Dans son ensemble, le marché du travail n'est toutefois pas aussi tendu que dans les zones industrielles plus urbanisées. Ce n'est que tout récemment que quelques entreprises ont engagé, en nombre restreint, des travailleurs en régie. Les entreprises plus importantes par contre semblent disposer encore de réserves pour leur rationalisation puisque le nombre de manœuvres ou de travailleurs spécialisés depuis peu est très élevé dans la région : leur pourcentage dans le total des salariés d'une entreprise atteint 89 %, parmi la main-d'œuvre féminine (chez Siemens) ; cette proportion est presque aussi forte dans les entreprises à main-d'œuvre essentiellement masculine. La Maxhütte occupe actuellement 82 % de manœuvres et d'ouvriers spécialisés, parmi lesquels, d'après les indications de la société, 20 à 35 % ont reçu une formation professionnelle complète sans travailler pour autant dans la profession qu'ils ont apprise. Ce dernier pourcentage se retrouve approximativement à la Luitpoldhütte (27 %) ⁽²⁾, mais, selon cette société, le nombre des manœuvres et ouvriers spécialisés ne serait que de 35 %. Les pourcentages de main-d'œuvre masculine non spécialisée et spécialisée dans les autres grosses entreprises de la région (BBI, Buchtal, Vereinigte Flußspatwerke) se situe entre 45 % et 70 % ; il est inférieur à 10 % dans les petites et moyennes entreprises d'Amberg et Sulzbach-Rosenberg.

(1) Du point de vue de la politique régionale, les émigrations d'une petite région industrielle relativement bien équipée peuvent ne pas être souhaitables (cf. 3^e partie).

(2) Ce pourcentage est, dit-on, de 19,9% dans une usine Krupp de transformation de métaux employant 1 900 personnes.

Une enquête personnelle indique que les besoins futurs en suppléments de main-d'œuvre des firmes actuelles, dans la mesure où ces besoins apparaîtront véritablement et où ils ne seront pas compensés par des fermetures (BBI) ou des mesures de rationalisation (Buchtal), ne joueront qu'un rôle secondaire dans l'effectif de main-d'œuvre masculine disponible : les entreprises moyennes disposant d'un effectif d'ouvriers qualifiés bien formés auraient essentiellement besoin de manœuvres auxiliaires masculins, qui pourraient être recrutés parmi la main-d'œuvre agricole libérée (1).

Inversement, à l'avenir, les grosses firmes engageront surtout des ouvriers qualifiés car le progrès technique élève fortement le niveau exigé des salariés. Les 18 % d'ouvriers qualifiés de la Maxhütte seront 25 % d'ici dix ans.

Bien que la BBI et le « Nabwerk der Vereinigten Aluminiumwerke » forment plus d'apprentis qu'elles ne pourront en engager à la fin de leur apprentissage comme ouvriers qualifiés, la main-d'œuvre qualifiée manque. Ce phénomène peut s'expliquer par l'évolution de la région où coexistent depuis longtemps les petites exploitations agricoles et les grosses entreprises industrielles du secteur des matières premières. Contrairement à ce qui se passe dans les régions industrielles, du Wurtemberg par exemple, les petites entreprises industrielles de produits exigeant une haute qualification, développées à partir de l'artisanat, font défaut dans la région en étude. Il s'en est suivi diverses conséquences pour le marché du travail : la formation de l'effectif d'ouvriers très diversement qualifiés nécessaire au développement des manufactures spécialisées ne s'est faite autrefois que dans une faible mesure ; d'autre part, les éventualités de promotion sociale — devenir un travailleur indépendant, par exemple — étaient rares en raison même de la structure industrielle de la région. La situation géographique de nombreuses entreprises, peu favorisée sur le plan culturel, éloigne beaucoup d'ingénieurs sortant de l'université ou de grandes écoles et aussi de techniciens supérieurs, auxquels ces entreprises offrent cependant souvent des traitements plus élevés que la moyenne afin de les attirer. A titre d'exemple, le recrutement chez Siemens, qui a besoin de spécialistes, est malaisé ; de même celui des firmes disposant de services de développement ou de conseils à une certaine clientèle, et l'on peut craindre que cet état de choses ne perdure.

En ce qui concerne la main-d'œuvre féminine, les chefs d'entreprise signalent une forte pénurie dans l'industrie. Par contre, à titre d'exemple, un grand magasin en expansion, installé à Amberg, a pu engager, sans difficulté, 300 femmes, assez âgées il est vrai.

Traditionnellement, la région déterminée par l'industrie des matières de base offrait peu d'emplois aux femmes, en dehors de l'agriculture. Après la deuxième guerre mondiale, cette situation s'est modifiée de façon décisive. La seule grosse entreprise qui se soit installée récemment dans la région occupe

(1) Les statistiques du bureau de la main-d'œuvre pour les arrondissements d'Amberg, Sulzbach-Rosenberg, Schwandorf et Burglengenfeld indiquent que 10 % seulement des emplois offerts concernent le personnel auxiliaire masculin non qualifié.

1 800 femmes environ, soit 55 % du total de la main-d'œuvre. Deux autres firmes locales ont embauché de plus en plus d'ouvrières au cours de la reconversion de leur production (60 et 15 % respectivement). D'ailleurs, les petites et moyennes entreprises qui se sont installées dans la région occupent surtout une main-d'œuvre féminine (+ de 50 % de l'effectif). L'extension des services commerciaux, de son côté, a fourni des emplois à de nombreuses secrétaires.

Les résultats du recensement des lieux de travail indiquent que les villes d'Amberg et de Schwandorf occupaient en 1961, par rapport au total des personnes actives, 34 % de femmes, chiffre qui correspond à la moyenne des villes comparables (moyenne bavaroise : 37 %). Le pourcentage dans la ville de Sulzbach-Rosenberg, par contre, est très faible (26 %), chiffre qui correspond à celui de la Sarre. Parmi les localités bavaroises comparables, Penzberg (district du jais) et Pegnitz (notamment industrie minière) et six autres communes sont les seules à présenter un pourcentage inférieur à 30 %.

La ville de Sulzbach-Rosenberg ne compte que deux entreprises à main-d'œuvre féminine : une filiale des Bayerische Bekleidungswerke (vêtements) et une section de la Dynamit Nobel AG, Fürth ; ces deux entreprises totalisent environ 300 emplois industriels occupés essentiellement par une main-d'œuvre féminine non qualifiée. L'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg occupe seulement 27 % de femmes ; en effet, la région de Nuremberg offre de bonnes possibilités d'embauche facilitées par le transport quotidien par bus tandis que le secteur des services est particulièrement peu représenté dans le secteur rural. Cet arrondissement, comme celui d'Amberg (29 %), a une structure agricole, si bien que les femmes sont le plus souvent occupées à l'exploitation de la ferme.

Agriculture et industrie se complètent très avantageusement dans la région : 2 à 10 % des salariés des grosses entreprises d'Amberg et de Sulzbach-Rosenberg possèdent leur propre exploitation agricole. Plus nombreux encore sont ceux qui habitent chez des membres de leur famille qui sont propriétaires agricoles (cf. mouvements de migrations alternantes à partir des communes agricoles). Même dans les zones plus rurales autour de Hirschau-Schnaittenbach et dans les communes plus industrialisées de l'arrondissement de Nabburg, les possibilités de travail dans l'industrie signifient pour beaucoup l'assurance de conserver une exploitation agricole secondaire et un mode de vie campagnard.

Les zones rurales fournissent à l'industrie une main-d'œuvre essentiellement jeune ⁽¹⁾. Une des conséquences du recrutement industriel est l'accroissement de la productivité agricole : moins de personnes pour cultiver les mêmes superficies. L'attachement de ces travailleurs à leurs terres et la stabilité de leur milieu social expliquent les faibles fluctuations à l'intérieur de la région :

(1) Voir le pourcentage des navetteurs de moins de 25 ans.

Ancienneté moyenne des travailleurs dans les entreprises en 1964
(par années d'ancienneté)

Entreprises	Ouvriers	Employés
Maxhütte	13,5	15,4
Luitpoldhütte	13,8	12,2
Bayerische Braunkohle-Industrie (industrie du lignite de Bavière)	13,5	14,4

L'ancienneté moyenne à la Buchtal GmbH dépasse également dix ans. Nous ne disposons pas de renseignements pour la DETAG mais l'ancienneté doit y être également importante. Sauf la Luitpoldhütte, les firmes citées n'ont pas à craindre qu'une grosse entreprise voisine ne leur enlève leur personnel. Non seulement en tant qu'employeurs traditionnels, contribuables des communes correspondantes mais également en tant que promoteurs de la vie sociale en général, ces entreprises occupent une place prépondérante qu'elles seules peuvent encore avoir dans les régions rurales. Les nouvelles générations leur donnent peu de souci. Un inconvénient en résulte cependant : l'obligation de rationaliser fait souvent défaut à ces entreprises.

2. *Lieu de travail et domicile*

Les mouvements de migrations alternantes naissent de la séparation du lieu de travail et du domicile. L'étude des migrations journalières (navetteurs quotidiens) fait apparaître les interdépendances des communes sur le plan de la main-d'œuvre.

On peut déduire du nombre de navetteurs dans une région l'importance de l'activité économique de cette région : plus le nombre de navetteurs quotidiens par rapport à la population active est élevé, plus la région est développée.

21. *Les navetteurs et leurs caractéristiques*

En 1961, on constate dans la région en étude un excédent de 2000 navetteurs-sortants habitant pour la plupart des communes d'arrondissements ruraux, car les villes ont un excédent de navetteurs-entrants (1) :

(1) Il n'existe pas, en français, de terme consacré pour désigner les travailleurs qui entrent dans une région pour y occuper un emploi mais qui gardent leur domicile en dehors de cette région, ou encore pour désigner ceux qui sortent de la région où ils sont domiciliés pour aller chaque jour ou chaque semaine ou par saison dans une autre région. Il nous a été impossible de répéter ces définitions chaque fois qu'il en est question dans le texte ou les tableaux. Nous désignerons donc ces deux catégories de travailleurs par les termes de « navetteurs-entrants » et « navetteurs-sortants ».

	Navetteurs-entrants		Navetteurs-sortants		Excédent de nav. entrants (+) et sortants (-) 1961	Nav. en % des travailleurs du lieu	Nav.-sortants en % des per- sonnes actives 1961
	1961	1950 = 100	1961	1950 = 100			
Ville d'Amberg	6 746	255,3	779	380,0	+ 5 967	29,2	4,6
Ville de Schwandorf	2 340	239,8	1 748	227,9	+ 592	31,4	25,5
Arr. rural Amberg	2 376	262,0	8 190	224,3	- 5 814	15,3	38,3
Arr. rural Burglengenfeld	7 022	175,2	8 183	184,2	- 1 116	38,6	42,1
Arr. rural Nabburg	3 078	360,8	4 044	391,9	- 966	24,6	30,0
Arr. rural Sulzbach- Rosenberg	2 091	317,3	2 750	299,6	- 659	14,4	18,1
Bavière		229,2		226,4		21,6	21,9

Sources: Cahier 231 a des suppléments aux statistiques de la Bavière et autres documents du Bayerisches Statistisches Landesamt.

Depuis 1950 les mouvements de migrations alternantes ont augmenté davantage dans la région qu'en Bavière, exception faite de l'arrondissement de Burglengenfeld, où leur développement a été inférieur à la moyenne du fait des fortes interdépendances existant déjà en 1950.

La structure de ces mouvements de navettes n'a pas changé depuis 1950 : la *ville d'Amberg* enregistre un excédent de navetteurs-entrants supérieur à celui de la ville comparable de Weiden (4149). Avec 29,2 % contre 23,7 % (moyenne fédérale pour les villes sans leur arrondissement = 22,2 %), le pourcentage des navetteurs-entrants dans le total des travailleurs du lieu est, lui aussi, plus élevé à Amberg. L'excédent de navetteur-entrants de la *ville de Schwandorf* est inférieur à celui de la ville de Neumarkt (1389) car les industries situées autour de Schwandorf exercent une forte attraction (les navetteurs-sortants représentent 25,5 % des personnes actives). Dans les quatre arrondissements ruraux, l'excédent des sorties reste constant. Entre 1950 et 1961, le pourcentage des personnes exerçant une profession mais occupant un emploi à l'extérieur de la région a augmenté dans une moindre proportion que le pourcentage des navetteurs-entrants venant d'arrondissements extérieurs. Pourtant, on ne peut conclure à l'augmentation du pouvoir d'attraction de la région, car l'excédent absolu des navetteurs-sortants a augmenté de 1 000 personnes :

	Total des navetteurs-entrants	Région venant d'arrondissements extérieurs	Total des navetteurs-sortants	Région vers arrondissements extérieurs
1950	10 045	6,1 %	10 992	14,2 %
1961	23 635	9,6 %	25 649	16,6 %

Pour les années 1950 et 1961, les interdépendances des divers arrondissements de la région en étude, nées des entrées et des sorties de navetteurs, sont indiquées dans le tableau 9 de l'annexe.

On constate, dans la région en étude comme en Bavière, que les courants de migrations alternantes existant déjà en 1950 se sont renforcés sans que de nouveaux courants soient apparus. Parmi les pèlerins de la région peu de travailleurs quittent les arrondissements d'Amberg et de Sulzbach-Rosenberg pour aller vers l'est. Dans le Naabtal, les migrations se font essentiellement le long de la voie de communication vers le sud et vers le nord (Weiden—Schwandorf—Ratisbonne); mais les courants qui se sont le plus renforcés depuis 1950 sont presque tous orientés vers l'ouest. Ceci vaut aussi bien pour les 1006 navetteurs-entrants venant des trois arrondissements forestiers situés à l'est, Oberviechtach, Neunburg v. W. et Roding, dont 94 % travaillent dans les arrondissements voisins de Nabburg, Schwandorf, Burglengenfeld, que pour les 1605 navetteurs-sortants de la région et se dirigeant vers la zone industrielle de la Moyenne-Franconie, qui démontre ainsi son pouvoir d'attraction. En raison de ses voies de communication l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg est nettement orienté vers l'ouest.

La structure sociale des courants de navette a certaines caractéristiques :

1. Dans la région, les pourcentages les plus faibles de navetteurs-sortants de moins de 25 ans sont ceux des villes d'Amberg (21,8 %) et de Schwandorf (25,3 %). Ce pourcentage est beaucoup plus élevé dans les arrondissements ruraux, en raison sans doute du grand nombre de jeunes travailleurs venus de l'agriculture pour trouver du travail en ville (Burglengenfeld : 34,6 %, Nabburg : 37,6 %, Amberg : 37,7 %, Sulzbach-Rosenberg : 38,5 %).

2. Parmi les navetteurs, les salariés sont les plus nombreux (99 %). Parmi ceux qui entrent dans la ville d'Amberg, 43,7 % sont chefs de famille, 49,5 % possèdent leur propre maison.

3. En Bavière, environ 30 % des navetteurs sont des femmes alors que dans la région elles représentent 26,3 %. Le chiffre de 34,5 % de navetteurs-entrants prouve la puissance d'attraction de la ville d'Amberg. Parmi les navetteurs venant des arrondissements forestiers situés à l'est de la région, 7,9 % seulement sont des femmes, alors qu'elles représentent 45,8 % des navetteurs-sortants de la région et allant dans la zone de Nuremberg.

4. L'appartenance des navetteurs à un certain secteur économique dépend uniquement des emplois offerts.

Dans la ville d'Amberg, les pourcentages se sont quelque peu modifiés, depuis 1961, du fait des fermetures qui ont eu lieu dans l'industrie minière. La majorité des navetteurs-entrants occupent dans cette ville un emploi dans l'industrie manufacturière (52,8 %), tandis que pour la ville de Schwandorf ce pourcentage n'est que de 26,4 % ; à Ratisbonne il est de 41,2 %, à Weiden de 37,6 %. Dans la commune de Schwandorf, commune dotée de services et d'admi-

Répartition des navetteurs par secteur économique (1) (dont en %)

Zone d'entrée des navetteurs	Total	Industrie minière et énergétique	Industrie manufacturière	Bâti- ment	Com- merce	Trans- port	Ser- vices	Corporations régionales
Ville d'Amberg	6 746	6,9	52,8	18,1	8,2	3,3	3,3	5,8
Ville de Schwandorf	2 340	4,1	26,4	25,5	12,3	18,9	5,0	4,1
Arr. rural Amberg	2 376	2,9	51,1	17,0	4,0	3,6	4,1	11,6
Arr. rural Burglengenfeld	7 022	14,9	61,7	14,4	2,0	1,7	1,8	1,2
Arr. rural Nabburg	3 078	8,3	60,7	16,5	4,6	3,0	2,1	2,6
Arr. rural Sulzbach- Rosenberg	2 091	18,5	55,2	15,1	3,0	3,4	1,9	1,2

(1) On ne tient pas compte des secteurs agriculture (qui emploie 4,3% des navetteurs entrant dans l'arrondissement d'Amberg), banques et organisations sans caractère lucratif ; dans aucun arrondissement ils ne représentent guère plus de 1% des navetteurs-entrants.

nistrations, de nombreux navetteurs viennent de l'arrondissement Burglengenfeld pour s'employer dans le secteur tertiaire. D'autres navetteurs du secteur des services quittent également l'arrondissement de Burglengenfeld pour se diriger vers Ratisbonne ; d'autres encore quittent l'arrondissement de Nabburg pour celui de Weiden, ou l'arrondissement rural d'Amberg pour la ville elle-même.

5. Le temps moyen que mettent les navetteurs-sortants pour faire le trajet entre leur domicile et leur lieu de travail varie d'un arrondissement à l'autre :

Arr. rural Burglengenfeld	31 minutes	Arr. rural Nabburg	36 minutes
Ville de Schwandorf	32 minutes	Arr. rural Sulzbach-Rosenb.	51 minutes
Arr. rural Amberg	32 minutes	Ville d'Amberg	60 minutes

L'ensemble des navetteurs-entrants de la ville d'Amberg (1) consacrent un peu moins de 4000 heures à faire le trajet jusqu'au lieu de travail, pour un parcours moyen de 35 minutes. 39 % de ces navetteurs-entrants se déplacent en voiture, 25 % en omnibus, 22,8 % à bicyclette et 9,1 % seulement par le train (le pourcentage de ceux qui utilisent le chemin de fer diminue d'autant plus que la commune d'habitation est proche de la ville).

Parmi les navetteurs-sortants de la région, 15,5 % parcouraient en 1961 un trajet de moins de 14 minutes, mais 4,6 % un trajet de plus de 90 minutes. La plupart des navetteurs-sortants ayant un trajet particulièrement long vers les arrondissements de la Moyenne-Franconie et également vers l'arrondissement rural de Neustadt sont occupés dans l'industrie de production ; d'autres, assez nombreux, ont un emploi dans le secteur du commerce et des transports, mais très peu travaillent dans les services privés et publics.

(1) Sans tenir compte des navetteurs à l'intérieur de la ville.

22. Les centres d'immigrations régulières

La ville d'Amberg détient le nombre de navetteurs-entrants (6746) le plus élevé de la région, mais elle n'est qu'un centre de moyenne importance, qui correspond à peu près aux deux villes de Basse-Bavière, Landshut (7960) et Passau (6610). Outre Amberg, on dénombre — en dehors de Burglengenfeld — sept centres ayant chacun au moins 450 navetteurs-entrants (voir carte p. 92) ⁽¹⁾.

1. Ville d'Amberg. — En 1961, les navetteurs-entrants provenaient, au total, de 30 arrondissements urbains et ruraux ⁽²⁾. Ainsi que l'indique la carte, les deux zones intérieures de recrutement (50 % des navetteurs) des villes de Sulzbach-Rosenberg et d'Amberg se chevauchent. La zone intérieure autour d'Amberg comprend 13 communes et a un rayon de 7 km. La zone comprenant 75 % de ces navetteurs a 16 km de rayon ; elle totalise 50 communes, dont les villes de Sulzbach-Rosenberg et de Hirschau, et elle atteint, dans l'arrondissement rural de Nabburg, les zones de recrutements intérieurs de Schwarzenfeld et Nabburg (ville). 14 % des navetteurs-entrants d'Amberg sont employés par la Luitpoldhütte, un peu plus de 11 % chez Siemens et quelque 3 % à l'Amberger Flaschenhütte. Les navetteurs de la Luitpoldhütte, située à la limite de la ville, viennent pour la plupart des communes-dortoirs voisines de l'arrondissement rural. Chez Siemens au contraire, parmi les 750 salariés habitant la région transportés chaque jour, par bus de l'usine, jusqu'à Amberg, 30 % seulement viennent de la zone de Schwandorf : les ouvriers ont des trajets plus longs que les employés, car 74 % des employés habitent la ville et 88 % dans les environs immédiats (jusqu'à 10 km), alors que 44 % seulement des ouvriers viennent de la ville et que les deux tiers habitent dans un rayon de 10 km. 45 % des salariés de l'Amberger Flaschenhütte sont des navetteurs. Une autre entreprise, récemment ouverte, à main-d'œuvre féminine, compte aussi un pourcentage de navetteurs (33 %) supérieur à la moyenne. Ceci indique bien le manque de main-d'œuvre féminine à Amberg. A Sulzbach-Rosenberg, au contraire, une entreprise de situation comparable ne doit recruter qu'un peu plus de 10 % de navetteurs.

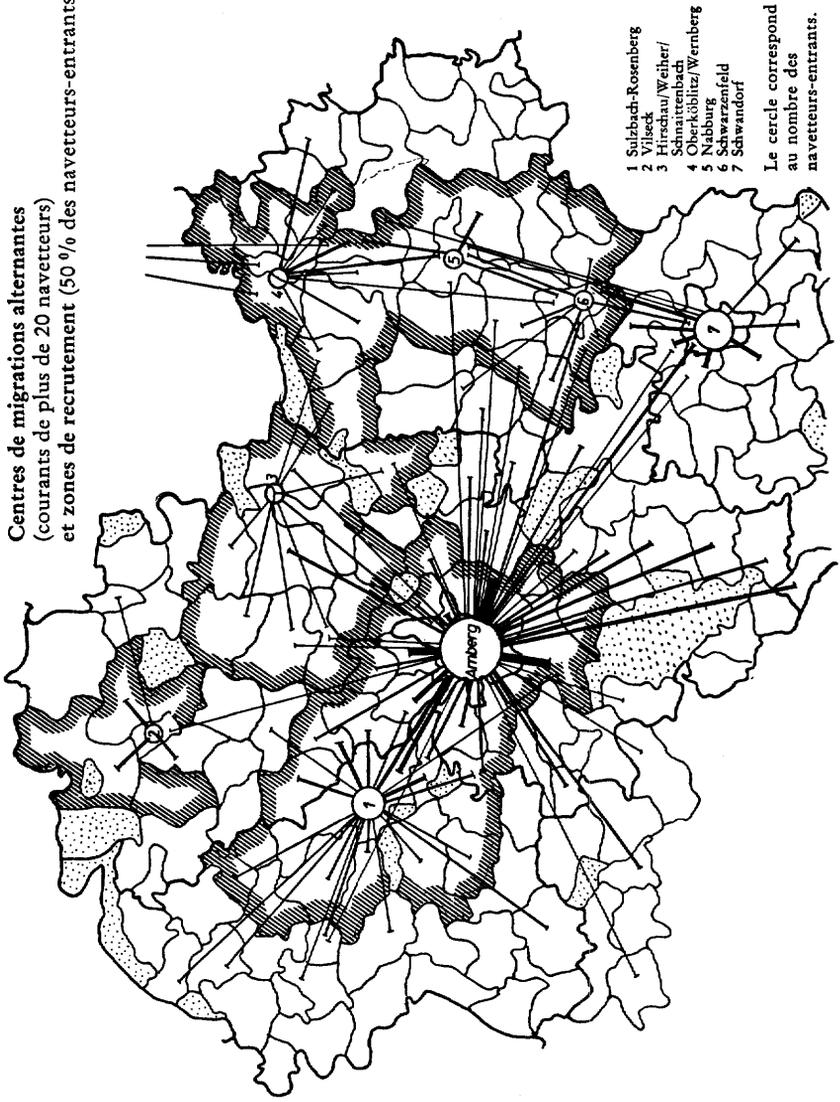
Du fait de la péréquation des patentes et de l'importante proportion de navetteurs-entrants parmi la population active (29,2 %), la ville est alourdie de charges ; en 1962 ces charges étaient les plus élevées parmi les cinq villes sans arrondissement du Haut-Palatinat.

	Amberg	Ratisbonne	Weiden	Schwandorf	Neumarkt
Péréquation des patentes (net) en %	9,2	6,1	4,0	2,4	2,4

(1) En dehors des villes plus importantes, il y a deux communes d'émigration de plus de 500 navetteurs-sortants ; ce sont les deux communes-dortoirs d'Amberg : Köfering et Gärnersdorf.

(2) Ces indications émanent du Bayerisches Statistisches Landesamt.

Centres de migrations alternantes
 (courants de plus de 20 navetteurs)
 et zones de recrutement (50 % des navetteurs-entrants)



En 1958, les communes où sont installées les entreprises, essentiellement dans la zone de Nuremberg, ont perçu 12 200 DM ; en échange, on a versé 187 700 DM aux communes-dortoirs. Le solde de 175 500 DM est passé à 427 000 DM en 1963. Les paiements de péréquation aux communes-dortoirs ont atteint, en 1964, 388 200 DM, dont 80,6 % perçus par des communes de l'arrondissement d'Amberg.

2. Ville de Sulzbach-Rosenberg. — 50 % des 1738 navetteurs-entrants de la ville viennent de 13 communes situées dans un rayon maximum de 9 km autour de la ville (voir carte). Avec ces communes, 9 autres communes (y compris la ville d'Amberg) qui voisinent avec les premières au nord-ouest et au sud-ouest fournissent au total 75 % des navetteurs-entrants, dans un rayon de 12 km au maximum.

La Maxhütte occupe la majeure partie des navetteurs-entrants de la ville (57 %) ; 500 des 986 navetteurs-entrants de la société viennent des communes voisines de Michael-Poppenricht (15,7 %), Hahnbach (13,3 %), ville d'Amberg (10,2 %), Ammerthal (6,2 %) et Iber (5,3 %). Alors qu'à Sulzbach-Rosenberg 23 % seulement des salariés de la Maxhütte sont des navetteurs-entrants, ils représentent dans les quatre autres ateliers d'usinage Maxhütte-Haidhof, Fronberg, Auerbach et Vilshofen, 63,6 %, ce pourcentage étant déterminé par l'importance variable des communes.

Les moyennes et petites entreprises de la ville emploient peu de navetteurs.

En 1963, dans le cadre de la péréquation de la patente pour les navetteurs imposables, la ville a versé 134 395 DM à 47 communes-dortoirs et perçu 62 000 DM de 9 communes de travail (77 % de la seule ville d'Amberg).

3. Nord de l'arrondissement d'Amberg. — 50 % des 470 navetteurs-entrants de la ville de Vilseck proviennent de 3 communes, distantes en moyenne de 4 km. Bien que le nombre absolu des navetteurs-entrants paraisse faible en comparaison des grands centres, si on le rapporte à 1000 habitants, il est de 217 contre 159 à Amberg. 47 % de ces navetteurs-entrants sont employés dans le secteur économique des « services privés et publics » (proximité du centre d'entraînement des troupes) et 36 % seulement dans le secteur de la production.

Au sud-est de la zone de recrutement (50 %) de la ville de Vilseck se rattache le centre du kaolin Hirschau-Schnaittenbach-Weiher ; la zone de recrutement (50 %) de ce centre a un rayon d'environ 9 km et comprend également deux communes de l'arrondissement de Nabburg. 85 % des navetteurs-entrants sont employés dans le secteur de production, parmi lesquels 30 travailleurs en régie.

4. Les centres urbains de l'arrondissement rural de Nabburg. — Les zones de recrutement intérieur des trois principaux centres situés dans le Naabtal, Wernberg/Oberköblitz (6 km de rayon), ville de Nabburg et Schwarzenfeld (chacune 8 km de rayon), se chevauchent assez nettement et comprennent de 6 à 9 com-

munes. L'attraction de la ville de Weiden, au nord de l'arrondissement rural, et l'influence de la ville de Schwandorf, au sud, se font sentir de façon, décisive lorsqu'il s'agit de petites communes ; les firmes comme la DETAG à Oberköblitz (1000 salariés) doivent recruter dans d'autres communes.

5. Ville de Schwandorf et centres voisins situés dans l'arrondissement rural nord de Burglengenfeld. — Au sud-est de la ville de Schwandorf se trouve la zone de lignite autour de Wackersdorf, où travaillent 905 navetteurs. La Bayerische Braunkohlenindustrie (BBI) occupe la majeure partie de ces navetteurs. A Dachelhofen, (localité située dans l'arrondissement rural de Burglengenfeld et qui enregistre le chiffre le plus élevé de navetteurs-entrants après celui de la Maxhütte-Haidhof), les navetteurs travaillent essentiellement aux « Vereinigte Aluminiumwerke ».

Les 2340 navetteurs-entrants de la ville de Schwandorf sont compensés simultanément par les 1748 navetteurs-sortants ; les charges financières de la ville, dans le cadre de la compensation des patentes, ne sont donc pas très lourdes : en 1956, les paiements aux communes-dortoirs étaient, « per saldo », de 19 200 DM ; pour 1964, le budget de la ville prévoyait 70 000 DM.

23. Les migrations régulières à longue distance

Les statistiques officielles n'indiquent que le pourcentage, dans la population résidente, de personnes ayant, au 6 juin 1961, une seconde résidence dans une autre commune, c'est-à-dire pouvant être qualifiées de « navetteurs à longue distance entrant dans la région en étude » (1). Ces statistiques indiquent, d'autre part, le nombre de personnes ayant une seconde résidence et faisant partie de la population résidente dans une autre commune (« navetteurs à longue distance sortant de la région »). Les navetteurs à longue distance qui entrent dans la région se répartissent de la façon suivante dans les différents arrondissements :

	Total	Dont étrangers	Part relative dans la population résidente en %	Pourcentage de femmes
Ville d'Amberg	1 736	48	4,1	25,3
Arr. rural Amberg	353	13	0,8	31,7
Arr. rural Nabburg	281	21	1,0	48,0
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	366	30	1,1	42,3

Presque toutes les communes comptent quelques « navetteurs-sortants à longue distance » ; ceux-ci sont, dans l'ensemble, plus nombreux que les navetteurs-entrants et la même remarque leur est applicable (voir note en bas de page) :

(1) Sont compris ici, outre les ouvriers, d'autres catégories de personnes comme par exemple les personnes séjournant dans l'établissement qui les emploie et les élèves internes.

	Navetteurs-sortants à longue distance	Pourcentage de femmes
Ville d'Amberg	1 383	32,0
Arr. rural Amberg	956	32,5
Arr. rural Nabburg	1 033	32,0
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	729	34,2

Dans les districts du bureau du travail, on relevait en janvier 1964 le nombre suivant de chômeurs, qui en octobre 1963 avaient encore un emploi dans un autre district de ce bureau :

District du bureau du travail	Dans un autre district bavarois du bureau du travail		Dans un district du bureau du travail hors de la Bavière	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Amberg	78	59	10	1
Schwandorf et Burglengenfeld	75	34	4	3
Nabburg	49	8	3	1
Sulzbach-Rosenberg	19	17	5	—

Ces renseignements fournis par le ministère du travail donnent une idée du nombre de travailleurs saisonniers employés loin de chez eux et qui pendant l'hiver restent sans emploi.

Avec toute la prudence imposée par le manque de renseignements, on peut dire que les « navetteurs à longue distance » ne semblent pas atteindre, dans la région, des proportions comparables à celles de la région en bordure de zone.

3. Niveau des revenus et pouvoir d'achat

Avant la guerre, le niveau des salaires de la région était traditionnellement inférieur d'environ 25 à 30 % à celui de la Ruhr et la main-d'œuvre féminine des régions limitrophes de l'est était relativement encore plus mal payée jusqu'à il y a peu d'années. Bien qu'un certain écart persiste entre le niveau des salaires de la région et celui de régions industrielles comparables, il existe indéniablement une nette tendance au nivellement.

Les deux sociétés sidérurgiques, en tant qu'entreprises à main-d'œuvre masculine les plus importantes, viennent en tête quant à la somme des salaires et traitements : la Maxhütte paye chaque année dans l'ensemble de ses usines environ 78 millions de DM ; la Luitpoldhütte 17,7 ; l'usine Siemens, qui peut

être classée parmi les entreprises à main-d'œuvre féminine, se situe entre les deux avec 25 millions. Les salaires horaires moyens par travailleur offerts par les deux sociétés sidérurgiques sont parmi les plus élevés de la région ; en juin 1964, ils étaient pourtant les plus bas parmi 29 usines de l'industrie sidérurgique allemande⁽¹⁾. Voici un aperçu salaire horaire moyen par travailleur (non compris les salaires d'apprentis) dans les deux sociétés comparé avec l'industrie sidérurgique allemande :

	Exercice 1960/1961		Juin 1964	
	Maxhütte	Luitpoldhütte	Maxhütte	Luitpoldhütte
Salaire horaire moyen	3,03	2,93	3,88	3,65
% du salaire horaire le plus élevé	72,8	70,4	76,8	72,3
% du salaire horaire moyen en Allemagne	82,3	79,6	84,5	79,7
% du salaire horaire des Hess. Berg- und Hüttenwerke des Dillinger Hüttenwerke	81,2	93,0	89,6	88,9

L'écart, exprimé en pourcentage, entre le salaire horaire moyen des deux sociétés et le salaire horaire moyen le plus élevé (dans une usine des Klöckner-Werke) ou avec le niveau moyen correspondant en Allemagne a diminué depuis 1960, mais il a augmenté légèrement entre la Luitpoldhütte et les « Hessische Berg- und Hüttenwerke », dont la structure est la plus semblable. Par contre, les salaires de la Maxhütte ont relativement plus augmenté pendant la même période, ils ne sont plus qu'à 10 % du salaire correspondant des « Dillinger Hüttenwerke ». Alors qu'en 1960/1961, les travailleurs de la Luitpoldhütte gagnaient encore 92,7 % du salaire mensuel moyen d'un travailleur de la Maxhütte, ce pourcentage est descendu en juin 1964 à 88,7 % (mais il faut tenir compte du fait que la structure des deux sociétés différencie de plus en plus). En ce qui concerne les traitements des employés, la Luitpoldhütte et la Maxhütte avec, respectivement, 952 DM et 1020 DM de traitement mensuel moyen par employé se situaient en dessous de la moyenne des usines allemandes (1109 DM) en juin 1964.

Nous ne disposons d'aucune documentation nous permettant d'établir des comparaisons inter-régionales des salaires pour les autres branches. Le salaire horaire moyen à l'intérieur de la région varie, bien sûr, assez fortement d'une branche à l'autre, notamment en fonction du nombre d'entreprises à main-d'œuvre féminine et masculine. Malgré sa situation géographique moins favorable, une entreprise de l'industrie électronique installée dans la région en bordure de zone à l'est de la Bavière (avec une annexe dans l'arrondissement de Nabburg) paie des salaires plus élevés qu'une usine d'Amberg. Dans la

(1) Ces usines réunissent au total plus de 80 % du personnel de l'industrie sidérurgique et assurent 99 % de la production de fonte.

branche économique des « mines et carrières », au niveau de la manufacture, les salaires sont plus élevés qu'à celui de l'extraction des matières premières (2,85 à 3,50 DM contre 3,20 à 3,60 DM); ils sont à peu près au même niveau dans les arrondissements d'Amberg et de Nabburg, mais ils sont légèrement plus bas autour de Schwandorf (3,20 DM). A Schwandorf, les salaires les plus élevés de la région sont ceux d'une carrière d'argile spéciale (4,75 DM) et ceux des « Vereinigte Aluminium-Werke » (4,12 DM); les plus bas sont ceux des entreprises à main-d'œuvre féminine de toutes branches.

Parmi les salaires moyens d'Amberg, la Luitpoldhütte se trouve au milieu de l'échelle des salaires de la main-d'œuvre masculine, mais c'est elle qui paie le salaire horaire le plus élevé (2,90 à 3,20 DM) aux manœuvres nouvellement engagés. Les nouvelles entreprises à main-d'œuvre féminine n'ont pas essayé — ainsi que l'indiquent leurs salaires moyens — d'attirer des effectifs supplémentaires de main-d'œuvre féminine non qualifiée en proposant des salaires plus intéressants.

Nous n'avons pas cherché à établir de comparaison exhaustive des salaires effectifs et des conventions tarifaires. Pour les entreprises importantes, ce genre de comparaison basée sur l'évaluation analytique de l'emploi ne donne aucun résultat concluant. D'après certaines conversations que nous avons eues, il semble que le salaire supérieur au tarif soit exceptionnel et qu'en outre les offres de salaires de la région voisine de Nuremberg soient plus intéressantes; ceci est spécialement valable pour les entreprises à main-d'œuvre.

Il n'est pratiquement pas possible de comparer les revenus industriels et agricoles, les quelques résultats des services de comptabilité agricole étant trop éparpillés et ne pouvant être considérés comme suffisamment représentatifs. En République fédérale, les revenus agricoles suivent une courbe nord-sud nettement décroissante; ils diminuent, en outre, très fortement à l'intérieur même de la Bavière entre la partie la plus favorable, située dans la région de Straubing, et les régions défavorisées de l'est de la Bavière.

Pour l'exercice 1963/1964, les services agricoles des différents arrondissements ont communiqué les résultats des comptabilités de 20 exploitations agricoles qui couvrent de 10 à 20 ha de surface agricole — sauf quelques rares exploitations de plus de 20 ha dans l'arrondissement d'Amberg — et qui font partie du groupe des cultures de céréales-plantes sarclées.

Les chiffres les plus bas sont ceux des exploitations qui cultivent les céréales, couvrant moins de 20 ha S.A. et situées dans l'arrondissement rural d'Amberg, où le revenu par travailleur est de 2857 DM. Le revenu le plus élevé, 10 181 DM, est celui de la main-d'œuvre d'une exploitation de plantes sarclées et céréales de l'arrondissement rural de Nabburg, alors qu'à l'échelle fédérale le revenu moyen atteint 5493 DM. Cependant, le revenu moyen des exploitations par ha S.A. paraît être une meilleure échelle de comparaison que le revenu du travail par travailleur; en effet, l'effectif de main-d'œuvre par ha S.A. tel que l'indi-

Arrondissement rural	Revenu des exploitations par ha S.A.(1)			Revenu du travail par travailleur (2)		
	le plus bas	moyen	le plus élevé	le plus bas	moyen	le plus élevé
Amberg	568	636	746	2 857	3 400	4 253
Nabburg	566	914	1 281	4 122	7 109	10 181
Sulzbach-Rosenberg	757	1 063	1 446	4 085	6 015	7 426

(1) Rendement de l'exploitation (recettes d'exploitation en espèces, production en nature) moins dépenses matérielles et moins impôts = revenu de l'exploitation.
(2) Revenus de l'exploitation moins intérêts du capital actif = revenu du travail.

quent les services agricoles ne représente que la moitié de l'effectif 1960 et le revenu moyen du travail ainsi calculé semble trop élevé.

Dans les arrondissements de Sulzbach-Rosenberg et d'Amberg, les exploitations d'anciens élèves de l'école d'agriculture obtiennent de meilleurs résultats que les exploitations obligées à tenir une comptabilité ; dans ces arrondissements, certaines petites exploitations ont obtenu des revenus d'exploitations plus élevés par ha S.A., mais leurs revenus au travail par travailleur sont plus bas (effectif de main-d'œuvre trop important). Le développement de l'élevage (nombre de bêtes par 100 ha S.A.) entraîne pour l'exploitation une augmentation du pourcentage des produits transformés dans le total des recettes ; ainsi s'accroissent également les revenus de l'exploitation par ha S.A. et les revenus du travail par travailleur. Selon le « Rapport vert » 1965, les produits de l'élevage constituaient en moyenne fédérale 76,4 % des recettes d'exploitation, alors que dans l'arrondissement de Nabburg ils représentent 77,5 % (72 % dans l'arrondissement d'Amberg).

Non seulement la valeur ajoutée de la région est inférieure à la moyenne, mais son *pouvoir d'achat*, lui aussi, est très faible ; en effet, la région est défavorisée en ce qui concerne les transferts inter-régionaux du pouvoir d'achat et ne bénéficie donc pas, per saldo, de transferts de revenus d'autres régions.

En 1964, la société d'étude de la consommation de Nuremberg a classé l'arrondissement d'Amberg, ainsi que 18 autres arrondissements de Bavière, parmi les arrondissements ayant les chiffres de vente les plus bas de la république fédérale d'Allemagne.

4. *Les possibilités financières des communes*

41. *Structure des dépenses*

Pour un besoin financier donné, né de la nécessité de crédits budgétaires, « la capacité fiscale réelle détermine le degré de liberté de la politique des

dépenses (par le pourcentage de mobilité) et décide ainsi de l'importance des mesures communales d'augmentation du pouvoir d'attraction » (1).

Les charges de personnel de la ville d'Amberg, en 1963, constituaient à elles seules 36 % des dépenses du budget ordinaire (25,6 millions de DM). Les dépenses du budget extraordinaire (1964: 14,2 millions de DM) révèlent l'ordre de priorité des tâches établi par la ville, entre autres : agrandissement d'un hôpital et construction d'un foyer pour infirmières, aménagement des bâtiments des usines de la ville, mise en valeur de la zone destinée au programme de construction — modèle, construction de routes pouvant supporter le passage de chars blindés. Ces dépenses n'ont pu être couvertes qu'à 6,2 % par le budget ordinaire et à 7,5 % par des réserves ; la ville obtint 16,6 % de subventions et le financement des 69,6 % restant n'a pu être assuré que par des emprunts.

A Sulzbach-Rosenberg, il faut tenir compte des fortes interdépendances financières avec l'arrondissement rural (en comparaison d'une ville sans arrondissement comme Amberg) : en 1963, la ville a consacré 1,1 million de DM aux prélèvements de l'arrondissement (74,2 % du rendement de toutes les communes de l'arrondissement). Le budget municipal prévoyait, pour 1965, pour un taux de prélèvement de 49 %, le versement de 1,3 million de DM. En comparaison, la ville (sans arrondissement) d'Amberg n'a versé en 1964 que 0,85 million de DM au district, avec un taux de prélèvement de 16,4 %. Sulzbach-Rosenberg a entrepris la construction d'une école d'enseignement secondaire supérieur et d'un hôpital, bien qu'il s'agisse là de tâches incombant à l'arrondissement rural. La Maxhütte a participé pour 0,2 million de DM à la construction de cet hôpital qui a coûté 2,25 millions de DM (elle a participé également à la construction d'une maison de retraite pour vieillards). L'arrondissement s'est contenté de donner des subventions, mais dernièrement, il a assuré la construction d'une école professionnelle et d'une école moyenne.

A Schwandorf, le financement du budget extraordinaire (3,04 millions) fut encore assuré, à 23,9 % en 1964, par des capitaux ordinaires. La plus grande partie fut affectée aux projets suivants : aménagement d'installations d'épuration biologique des eaux résiduelles, construction d'une piscine, d'une école primaire et d'une salle de gymnastique à l'école d'enseignement secondaire supérieur.

42. *La capacité fiscale réelle des communes*

En 1961, pour 37 % des communes de la région en étude (au sens étroit du terme), les recettes provenant des patentes furent plus importantes que celles de l'impôt foncier ; mais trois de ces communes seulement (outre Amberg et Sulzbach-Rosenberg) ont atteint des sommes supérieures à 500 000 DM : Hirschau, Schnaittenbach et Trasslberg (Luitpoldhütte) ; pour 28 communes les

(1) Norbert Klotten: « Incidences locales des modes d'imposition communale », dans *Les finances communales et la péréquation financière*, publication de Herbert Timm et Horst Jecht, Berlin 1964, p. 147.

recettes des patentes étaient inférieures à 50 000 DM (1). Les 84 autres communes ont enregistré plus de recettes de l'impôt foncier A et B que de la patente.

En ce qui concerne le produit des patentes par habitant, l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg se trouvait en 1963 en deuxième position (avec 112 DM) dans le Haut-Palatinat derrière Burglengenfeld (178 DM) ; mais après déduction de la capacité fiscale de la ville (Kreisstadt), il ne reste pour l'arrondissement qu'un rendement à peine supérieur à celui de l'arrondissement le plus faible (Neumarkt, 30 DM). L'arrondissement rural de Nabburg, 91 DM, se trouvait en troisième position et l'arrondissement d'Amberg, 71 DM, en cinquième position. Malgré le rendement relativement favorable des patentes dans les arrondissements ruraux (moyenne des arrondissements ruraux de Bavière : 74 DM), la structure micro-cellulaire de la région en étude rend difficile le financement et la réalisation de tâches plus importantes.

Du point de vue de la capacité fiscale réelle par habitant, la ville d'Amberg (5,8 millions de DM de patentes en 1964) se trouve au dernier rang des villes bavaroises d'importance comparable, en dépit de sa forte densité industrielle on peut expliquer ce paradoxe de la façon suivante :

1. La zone urbaine est particulièrement restreinte ; la Luitpoldhütte se trouve à la limite de la ville et ses patentes doivent être partagées avec la commune de Traßberg (1964 : Amberg 318 000, Traßberg 208 500 DM).

2. Les trois plus grosses entreprises de la ville forment un trust. Or, les administrations centrales ne siègent pas à Amberg. Après décomposition des bases de calcul de la patente, les paiements à la ville d'Amberg sont ainsi nettement réduits. En 1963, les deux entreprises les plus importantes de la ville payèrent environ 230 DM de patente par salarié, alors qu'une petite fabrique de machines payait environ 1000 DM. Par rapport à 1958, la part de l'industrie dans les bases de calcul de la patente est descendue de 51 % à 45 % en 1964.

3. En ce qui concerne l'impôt foncier B, la capacité fiscale est inférieure à la moyenne des villes (sans arrondissement) du Haut-Palatinat.

La situation, quant aux recettes, est meilleure pour la ville de Sulzbach-Rosenberg, qui bénéficie actuellement des rappels de la Maxhütte : patente 1963 : 3,6 millions de DM, 1964 : 6,9 millions de DM. Environ 50 % des recettes émanent des impôts, l'endettement est donc proportionnellement faible. Mais cette situation favorable va de pair avec une forte dépendance vis-à-vis de la Maxhütte, dont la dette fiscale est en voie de partage avec la F. Flick KG. Tant que les entreprises de Sulzbach resteront en pleine activité ce partage restera favorable à la ville.

En ce qui concerne le rendement des patentes, la ville de Schwandorf, avec 174 DM par habitant contre 149 DM à Amberg, bénéficiait d'un niveau ex-

(1) Comme exemple de commune assez petite mais dont la situation financière est favorable, prenons Schmidgaden, l'une des communes où siègent les entreprises de la Buchtal GmbH et qui est parmi les plus fortes communes du Haut-Palatinat du point de vue financier : 420 DM par habitant.

ceptionnellement élevé, malgré une très faible densité industrielle. Cette situation s'explique par les accords passés entre la ville et les communes environnantes : la ville prélève des sommes importantes sur les paiements d'impôts des entreprises voisines parce que leurs voies industrielles passent par le territoire de la ville. En 1963, l'industrie dans son ensemble contribuait pour 66 % à la base de calcul de la patente. La patente assure 45 % des recettes de la ville, qui atteignent 6,18 millions de DM.

43. L'endettement des communes

L'endettement des communes, évalué en DM par habitant, a beaucoup varié entre fin 1961 et fin 1963 (pour cette année-là, nous ne disposons que d'indications partielles) :

	Endettement par habitant (en DM)	
	fin 1961	fin 1963
Ville d'Amberg	549	761
Ville de Neumarkt	317	—
Ville de Ratisbonne	502	—
Ville de Schwandorf	158	218
Ville de Weiden	318	—
Ville de Nabburg	55	—
Ville de Sulzbach-Rosenberg	226	234
Ville de Burglengenfeld	267	—

En 1961, parmi les cinq villes (sans arrondissement) du Haut-Palatinate, seule Schwandorf avait moins de dettes que la moyenne des communes bavaroises (265 DM par habitant). Dès la fin 1963, l'endettement de la ville d'Amberg (761 DM par habitant) était nettement supérieur à 486 DM, moyenne des villes sans arrondissement de la République fédérale. Le faible rendement de l'impôt s'est maintenu et a accéléré l'évolution défavorable de l'endettement ; celui-ci atteint 976 DM en 1964 et s'approche ainsi de la limite d'endettement. En contrepartie, la ville disposait en 1963 d'un capital de 1743 DM par habitant (Schwandorf : 1215 DM), mais elle n'en retire pratiquement aucun rendement 53 % étant des biens administratifs. Les rappels de patentes de la Maxhütte ont permis à la ville de Sulzbach-Rosenberg de ne contracter que très peu d'emprunts supplémentaires. Sur les 4,7 millions de DM de dettes, payables pour la plupart en 10 à 15 ans, 1 million de DM ont été empruntés pour les usines de la ville et sont donc rentables.

L'endettement de la ville de Nabburg n'est pas seulement le moins élevé parmi les villes du Haut-Palatinate sièges d'une sous-préfecture, il est également inférieur à la moyenne fédérale des communes de 3000 à 10 000 habitants,

moyenne qui était de 208 DM par habitant en 1963. Mais cet exemple montre précisément que non seulement le chiffre de l'endettement est le correspondant négatif de la capacité fiscale, mais encore que l'endettement reflète souvent l'activité de l'administration municipale dans le domaine des investissements communaux.

Deuxième partie

TENDANCES ET PROJECTIONS

Introduction

Dans une économie fondée sur le principe de liberté, l'avenir d'une région dépend des décisions de nombreux individus, décisions souvent prises et exécutées à court terme et, par conséquent, difficiles à prévoir, ne serait-ce que dans leur tendance. Sans doute existe-t-il pour quelques secteurs (transports, grands projets municipaux d'infrastructures etc.) des programmes à court ou à moyen terme établis par les autorités communales ou nationales, cependant, même si les projets des pouvoirs publics étaient parfaitement connus, il faudrait encore s'interroger sur les effets réels des différentes mesures envisagées, car les réactions des entreprises sont conditionnées par de multiples facteurs, notamment par des événements qui débordent le cadre local (cf. 3^e partie).

Si l'on veut néanmoins émettre une opinion, il est possible, il est même nécessaire, étant donné que la plupart des actions visant à aménager le territoire sont à longue échéance ⁽¹⁾, d'établir une prévision à moyen terme aux conditions suivantes :

- Les projections sont faites dans l'hypothèse d'une politique d'action régionale inchangée (cette condition est écartée dans la 3^e partie).
- Les décisions futures des pouvoirs publics — en dehors de l'action régionale au sens strict — sont prises en considération dans la mesure où elles sont connues ; ainsi peut-on renoncer aux hypothèses de rechange (p. ex. en matière de dépenses publiques).
- Dans le secteur privé de même, seules sont décrites les tendances devenues manifestes.
- Si l'on veut préjuger les effets de futures décisions publiques et privées — y compris leurs effets en dehors de la région — les difficultés signalées plus haut ne permettent, en revanche, d'opérer qu'à l'aide d'hypothèses optimistes et pessimistes. Ces hypothèses peuvent en même temps servir de base à d'éven-

(1) Cf. Rapport sur la prévision économique à moyen terme. Conseil scientifique du ministère fédéral de l'économie, 1963.

uelles décisions en matière de politique régionale : elles ont donc leur place au début de la troisième partie.

Une prévision à long terme et à grande échelle se caractérise par l'accent mis sur le potentiel de production, une prévision à court terme par l'évolution de la demande. Étant donné qu'il s'agit ici d'une perspective à moyen terme (4 à 6 ans), concernant un espace restreint, l'accent doit nécessairement être mis plutôt sur le potentiel de production, car une projection de la demande dépasserait largement le cadre de l'étude.

1. *Variations de certains paramètres régionaux*

11. *Infrastructure des transports* (1)

D'ici cinq ans environ, la situation régionale en matière de transport aura subi un changement décisif, qui d'ailleurs ne sera pas exclusivement à l'avantage de la région. Le centre de la région sera relié par autoroute avec la zone de Nuremberg et la région industrielle du Naabtal et par une voie de communication rapide avec le chef-lieu Ratisbonne (Regensburg), ainsi qu'avec Weiden. La circulation des marchandises, de même que les contacts personnels dans les milieux économiques régionaux s'en trouveront facilités et il est possible que les projets de création de voies de transport favorisent également l'implantation d'entreprises (p. ex. en provenance de la région de Nuremberg). Mais il se peut aussi que l'amélioration des moyens de communication détourne, plus facilement que par le passé, une partie de la main-d'œuvre et du pouvoir d'achat vers des pôles d'attraction voisins. Les projets d'aménagement sont les suivants :

Sur le tronçon d'autoroute Nuremberg—Amberg—Pfreimd, la section comprise entre Nuremberg—Aldorfer Kreuz et Amberg (environ 42 km) bénéficiera d'une priorité et sera probablement achevée en 1968 (administration bavaroise des ponts et chaussées). Cette date coïncide à peu près avec la nouvelle tranche d'aménagement du canal Rhin-Main-Danube qui doit atteindre Nuremberg en 1969—1970 (au plus tôt) (2).

La prolongation de l'autoroute vers la région économique du sud-ouest, qui assurerait la liaison avec le centre industriel de Stuttgart suivant le tracé Schwabach—Crailsheim—Weinsberg, ne semble pas pouvoir être réalisée avant 1970, le troisième plan quadriennal de Bade-Wurtemberg (1967—1970) ne prévoyant pas encore l'aménagement de toute la section allant jusqu'à Crailsheim. Vers l'est, il se peut que, d'ici quelques années, le trafic à destination de Prague

(1) En ce qui concerne la politique de tarification des transports, cf. point 321 ci-dessous.

(2) La prolongation du canal vers Kelheim (102 km) est prévue par Beilngries (sud-ouest de la région). Toutefois, en raison des frais considérables entraînés par le franchissement du Jura franconien (au moins 1,3 milliard de DM au total), c'est en 1980 au plus tôt que s'achèveront éventuellement les travaux. Une dérivation reliant Ratisbonne à la région est plus probable que le passage du canal par Amberg, bien que l'on ait estimé un jour (Chambre de commerce et d'industrie de Ratisbonne) à 2,2—3,3 millions de tonnes annuelles le volume possible des marchandises à transporter le long du tracé passant par Amberg.

s'intensifie de nouveau sensiblement. L'aménagement déjà commencé de la route fédérale 14 entre Sulzbach-Rosenberg et Nuremberg sera poursuivi et accéléré pour assurer un meilleur écoulement du trafic est-ouest en attendant l'achèvement de l'autoroute. En ce qui concerne les liaisons nord-sud, il est prévu d'élever au rang de routes fédérales les routes d'État 2165 (Grafenwöhr—Freihung—Gebenbach—Amberg, avec bifurcation à Freihung vers Weiden par la route d'État 2166) et 2238 (Amberg—Kastl—Neumarkt). Cette dernière route, une fois améliorée, offrirait, au départ d'Amberg, un raccourci pour gagner l'autoroute en direction de Munich.

Les chemins de fer fédéraux ayant actuellement tendance à fermer certaines lignes au trafic plutôt qu'à les développer, il ne faut sans doute pas s'attendre à voir d'ici longtemps prolonger vers Wernberg la ligne secondaire qui existe pour l'instant jusqu'à Schnaittenbach. Étant donné la pénurie de capitaux dont souffrent les chemins de fer, on peut également se demander si elle électrifiera dans les prochaines années les grandes voies qui traversent la région : Nuremberg—Sulzbach-Rosenberg—Amberg—Schwandorf—Cham et Ratisbonne—Weiden.

Un point de raccordement avec le réseau de transports aériens existe à Nuremberg. Un projet visant à créer un aéroport au voisinage d'Amberg vient d'échouer ; les besoins semblent ne pas être encore assez importants à l'heure actuelle, mais ils s'accroîtront à l'avenir.

Outre les grands projets qui viennent d'être évoqués, de nombreux autres, plus modestes, seront prochainement réalisés dans le cadre de la région. Ils tendent à décongestionner la circulation urbaine (Amberg) et à mieux relier entre elles de très nombreuses petites localités (reclassification de chemins communaux, transformés en routes départementales, avec l'accélération de leur aménagement qui en résulte, etc.).

12. *Approvisionnement en énergie*

Comparés aux améliorations sensibles (pétrole et gaz) d'un passé récent (v. 1^{re} partie, A. 312), les progrès auxquels on peut s'attendre dans le proche avenir seront modestes. On construit en ce moment un deuxième gazoduc, parallèle au premier, qui assurera l'approvisionnement de la région et de sa périphérie en gaz de la Ruhr (1). Étant donné la proportion non négligeable du gaz de cokerie dans le gaz ainsi amené à longue distance, son prix demeurera encore un peu supérieur à celui du gaz naturel. L'offre de pétrole s'accroît encore : on projette la construction d'une nouvelle raffinerie près de Forchheim, en bordure du canal Rhin-Main-Danube, à une distance à peu près égale à celle d'Ingolstadt (environ 100 km). Le pipe-line transalpin, qui aboutira au centre chimique du sud de la Bavière (Burghausen), influencera indirectement, c.-à.-d. à travers les prix, la situation de la région, dans le domaine de l'énergie. Quant à

(1) L'industrie du verre et de la céramique, implantée sporadiquement dans la région, et qui utilise le gaz principalement pour chauffer ses fours tunnels, sera alors largement approvisionnée. Certaines entreprises soulignent que, pour le moment, le gaz revient plus cher que le fuel.

la source d'énergie dont la région dispose en propre, le lignite, elle continuera de décliner. La Buchtal GmbH envisage de fermer en 1966 sa centrale qui jusqu'à présent fonctionne au lignite extrait de ses propres mines. La date à laquelle la centrale thermique de Schwandorf sera reconvertie pour utiliser le fuel (d'abord partiellement ?) dépend du prix relatif des deux combustibles. Pour l'instant, l'exploitation du lignite dans le bassin de Wackersdorf est encore rentable ; au rythme actuel d'extraction, les réserves couvrent une période de vingt ans au maximum. Si la relation prix de vente/prix de revient se détériorait, il pourrait devenir nécessaire de procéder plus tôt à la fermeture totale ou partielle des mines. Il en résulterait, étalée sur plusieurs années, la disparition de 1580 emplois. Un petit nombre d'ouvriers pourraient continuer quelque temps encore à exécuter des travaux destinés à permettre l'utilisation à d'autres fins du périmètre industriel abandonné. Leur effectif oscillerait, dans les dernières années, entre 30 et 60. En admettant que l'exploitation du lignite dure encore 20 ans et qu'elle n'exige plus l'embauchage d'aucun personnel nouveau, il faudrait créer des emplois pour 800 ouvriers et 70 employés, car, en 1965, 25 % des ouvriers et 39 % des employés ont déjà plus de 45 ans et auront dépassé l'âge de la retraite au moment de la fermeture. Les membres du personnel âgés de 40 à 45 ans en 1965 (200 personnes) seraient mis en retraite-invalidité vers 1985. Si la fermeture partielle intervenait plus tôt, ce qui n'a rien d'impossible quand on considère la rapidité de la transformation du marché de l'énergie, la main-d'œuvre serait libérée, elle aussi, plus tôt ; on estime même que, dans le cas d'une fermeture en 1966, cas peu probable cependant, le licenciement pourrait toucher jusqu'à 1400 personnes. A la mine Mathias (131 salariés), le gisement actuellement ouvert sera épuisé d'ici deux ans au plus tard, mais certains indices laissent espérer que si l'on améliore le contrat d'amodiation passé avec la Maxhütte, propriétaire du gisement, un nouveau champ d'exploitation sera ouvert.

De la prolongation du canal Rhin-Main-Danube vers Nuremberg on ne peut guère escompter une amélioration de la situation énergétique. Étant donné le coût du transbordement à Nuremberg, le prix du transport du charbon acheminé vers la région d'Amberg ne diminuera sans doute pas beaucoup. On ne dispose pas encore d'éléments de calcul. Jusqu'à présent, on ne discerne pas non plus de tendance à la baisse du prix du courant électrique (1). Or, ce prix a justement une importance non négligeable pour les industries de l'acier et de l'aluminium.

13. *L'enseignement*

Dans les prochaines années encore le recrutement de main-d'œuvre qualifiée constituera un sérieux goulot d'étranglement susceptible de gêner les grandes entreprises dans le développement et la modification de leurs programmes de fabrication (2). Tant que l'on ne peut pas compter sur une augmentation rapide

(1) D'ici 1972, on prévoit cependant que la puissance débitée par les entreprises bavaroises sera portée de 3500 MW (chiffre actuel) à environ 6000 MW. Ce dernier chiffre comprend la centrale nucléaire de Gundremmingen (250 MW), qui sera achevée en 1966/1967, ainsi que deux autres centrales nucléaires plus petites, encore à l'état de projet.

(2) Pour ce qui est des besoins futurs des entreprises, cf. notamment 1^{re} partie, C 1.

du pouvoir d'attraction de la région, les efforts devront porter sur la formation des jeunes dans le cadre régional.

On verra probablement les grandes entreprises, notamment les usines sidérurgiques et Siemens, multiplier les initiatives dans le domaine de l'apprentissage et, plus généralement, de la formation de la main-d'œuvre, mais, quels que soient leurs efforts, les résultats seront toujours conditionnés par la qualité de la formation scolaire.

Or, précisément dans les zones rurales de la région, l'enseignement primaire laisse encore beaucoup à désirer. L'école de village, où des élèves d'âges différents sont groupés dans une même classe, est encore la règle. C'est après beaucoup d'hésitations que plusieurs communes se décident à construire ensemble des centres scolaires communs, possédant au moins huit classes et susceptibles de remplir théoriquement les conditions minima d'un enseignement moderne. C'est ainsi qu'en 1965 trois communes de l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg ont édifié une école pour leur commun usage. Dans l'ouest de la même circonscription une autre commune participe à l'activité d'un établissement de huit classes situé au voisinage, mais en dehors de l'arrondissement. Dans l'arrondissement de Nabburg, où jusqu'à présent des intérêts locaux faisaient obstacle, le premier projet du même genre est à la veille de se réaliser. Mais quand bien même quelques autres groupes de communes en viendraient à administrer ensemble des écoles de huit classes, ce type d'établissement ne tarderait pas à devenir insuffisant — si tant est qu'il ne le soit pas déjà aujourd'hui dans certains cas. Dans une région où les relations avec les écoles secondaires (premier et second cycle) du chef-lieu ne sont pas toujours assurées, la rareté des moyens de transports publics contrastant avec le grand nombre des localités, dans une région aussi où il ne saurait bien souvent être question de laisser les élèves pensionnaires à l'école parce qu'ils représentent une main-d'œuvre d'appoint nécessaire dans l'exploitation agricole de leurs parents, c'est dans les écoles primaires rurales que les futures forces de travail reçoivent le plus clair de leur formation. On n'observe encore aucune tentative pour créer des sections d'enseignement prolongé des sciences ou des langues vivantes. On attend toujours la neuvième année d'études ; il arrive même dans les campagnes que les élèves de la huitième classe, lorsqu'ils quittent l'école au début de la fenaison, n'ont pas encore terminé leur huitième année d'études.

2. *L'évolution démographique et l'offre de main-d'œuvre*

Plus un territoire est petit, plus il est difficile d'y prévoir les mouvements démographiques car, dans les limites de quelques arrondissements, les événements contingents ont des répercussions beaucoup plus considérables qu'à l'intérieur d'un Land et surtout à l'échelle fédérale. Toute prévision postule la permanence des conditions politiques et économiques. Les migrations constituent le grand facteur d'incertitude ; aussi ne faut-il en tenir compte qu'après avoir calculé le mouvement de la population sur la base de l'excédent des naissances.

21. L'accroissement naturel de la population

En partant de la situation telle qu'elle se présentait au 31 décembre 1963, on admet que la natalité et la mortalité ne varient que lentement. L'excédent des naissances étant très variable selon les circonscriptions administratives, la prévision se fait par circonscription. Pour la natalité et la mortalité, on retient une limite forte et une limite faible, suggérées par la tendance des dernières années et par l'idée qu'on se fait du mouvement futur de la natalité ⁽¹⁾. On trouvera ci-dessous les valeurs maximales et minimales de l'excédent des naissances par millier d'habitants (population résidente moyenne) :

Excédent annuel des naissances, en ‰ de la population résidente moyenne

Territoire	Valeur maximale	Valeur minimale	Valeur moyenne
Amberg-ville	7	6	5
Schwandorf-ville	8	7	6
Sulzbach-Rosenberg-ville	8	7	6
Arrondissement sans la ville	12	11	10
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	10	9	8
Arr. rural Amberg	16	15	14
Arr. rural Nabburg	16	15	14
Arr. rural Burglengenfeld	13	12	11

De ces chiffres on déduit les coefficients par lesquels on multiplie les chiffres de population au 31 décembre 1963, pour avoir la population résidente au 31 décembre 1975. Sous les conditions indiquées plus haut, on obtient, en chiffres arrondis :

Population prévue en 1975

Territoire	Population maximale	Population moyenne	Population minimale
Amberg-ville	45 000	44 600	44 200
Schwandorf-ville	17 500	17 350	17 200
Sulzbach-Rosenberg-ville	21 150	20 950	20 750
Arrondissement sans la ville	14 950	14 800	14 650
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	36 100	35 750	35 400
Arr. rural Amberg	57 300	56 750	56 200
Arr. rural Nabburg	35 400	35 050	34 750
Arr. rural Burglengenfeld	55 000	54 450	53 900

Si nous retenons comme la plus plausible la valeur moyenne de l'excédent des naissances, l'accroissement naturel annuel de la population jusqu'en 1975 pour la ville d'Amberg et les arrondissements ruraux d'Amberg, de Sulzbach-

⁽¹⁾ A mortalité constante, légère diminution de la natalité due à l'accroissement de population des communes industrielles, où l'on a moins d'enfants qu'à la campagne.

Rosenberg et de Nabburg, qui, selon l'hypothèse moyenne, compteraient 172 000 habitants, serait d'à peine 1 0/0 par an. La densité de population s'élèverait à 111 habitants au km² (1).

22. L'influence des migrations

Il est très difficile de pronostiquer les mouvements migratoires, car les arrondissements sont relativement petits et les soldes migratoires des années écoulées ne révèlent aucune tendance nette. On retiendra donc des hypothèses optimistes et pessimistes, étayées par les considérations suivantes :

- Malgré tous les efforts déployés par la ville d'Amberg pour renforcer son pouvoir d'attraction, le vaste programme de construction déjà mis en route n'a pas réussi à retenir une partie de la population, qui préfère s'installer à la périphérie de la ville dans les cités nouvelles rattachées à l'arrondissement rural d'Amberg.
- La ville de Sulzbach-Rosenberg, où l'on n'envisage pas de constructions importantes, est également désertée par certaines fractions de sa population, qui se portent principalement vers les communes-dortoirs de l'arrondissement d'Amberg.
- Dans les zones rurales des arrondissements de Sulzbach-Rosenberg, Amberg et Nabburg, l'exode se poursuit.
- Dans l'arrondissement de Nabburg, si aucune entreprise nouvelle ne vient s'implanter (ou si les entreprises existantes ne se développent pas) on assistera, une fois terminée l'installation de la police fédérale des frontières et de la Bundeswehr, à une remontée du chiffre des départs.

Sur la base de ces données très grossières, les soldes migratoires moyens s'établissent comme suit :

Territoire	Solde migratoire annuel		Soldes migratoires	
	Prévision optimiste	Prévision pessimiste	Hypothèse optimiste (1964—1975)	Hypothèse pessimiste (1964—1975)
Amberg-ville	— 200	— 400	— 2 400	— 4 800
Schwandorf-ville	+ 50	— 150	+ 600	— 1 800
Sulzbach-Rosenberg-ville	— 50	— 200	— 600	— 2 400
Arr. sans la ville	— 50	— 100	— 600	— 1 200
Arr. rural				
Sulzbach-Rosenberg	— 100	— 300	— 1 200	— 3 600
Arr. rural Amberg	+ 200	— 50	+ 2 400	— 600
Arr. rural Nabburg	0	— 200	0	— 2 400
Arr. rural Burglengenfeld	+ 200	0	+ 2 400	0

(1) D'après le service de planification régionale de Ratisbonne, cette prévision est en très grande partie conforme aux calculs faits par l'Institut DIVO en fonction de la « tendance linéaire ».

Pour obtenir la population probable de 1975 avec ses valeurs limites, il faut ajouter à la population maximale, calculée à l'aide de l'excédent des naissances, le solde migratoire « optimiste » et retrancher de la population minimale le solde migratoire « pessimiste » (1).

Territoire	Limite supérieure de la population résidente	Limite inférieure de la population résidente
Amberg-ville	42 600	39 400
Schwandorf-ville	18 100	15 400
Sulzbach-Rosenberg-ville	20 550	18 350
Arr. sans la ville	14 350	13 450
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	34 900	31 800
Arr. rural Amberg	59 700	55 600
Arr. rural Nabburg	35 400	32 350
Arr. rural Burglengelfeld	57 400	53 900

Dans cette prévision globale, on n'a pas tenu compte du fait que la création d'un grand nombre d'emplois nouveaux dans certains arrondissements pourrait porter la population du territoire étudié au delà de la limite supérieure calculée ici (172 600 habitants, ce qui correspond à une densité de 111 habitants au km²). Même dans les hypothèses pessimistes de migration, la densité atteindra encore 103 habitants au km² en 1975 : il n'y a donc pas lieu de supposer que le solde migratoire négatif égale ou surpasse l'excédent des naissances.

23. La structure probable du peuplement

D'ici 1975 on assistera, dans la région étudiée, à une certaine modification de la structure de la population, que l'on voit dès aujourd'hui s'amorcer très nettement ici et là : les communes de moins de 600 habitants, principalement situées dans les contrées rurales, continueront à perdre du terrain, tandis que les villes industrielles, ou leurs communes-dortoirs, grâce à leur équipement et à leur rôle « central », verront leur importance grandir. Ces modifications structurelles — désertion des zones agricoles et progrès des zones industrielles — sont inévitables en économie de marché ; elles sont même un facteur nécessaire de croissance. Il n'y aurait aucune raison de s'inquiéter s'il ne s'agissait que de la perte de population observée dans les parties rurales de la région, car la main-d'œuvre occupée dans l'agriculture y est encore trop nombreuse et la pyramide des âges favorable, mais le solde migratoire dans l'ensemble négatif contribue à affaiblir la région et renforce surtout la concentration en Moyenne-Franconie.

La croissance des villes des zones industrielles est de plus en plus commandée par leur pouvoir d'attraction, qui, à son tour, dépend en grande partie

(1) On néglige ici le fait qu'en cas de soldes migratoires positifs des excédents de naissances supplémentaires sont possibles, tandis que dans le cas contraire les excédents de naissances s'amenuisent.

de l'esprit d'initiative et des possibilités financières des administrations municipales, ainsi que des futures possibilités d'emploi offertes par l'industrie. A Amberg, qui est le centre de la région, on s'efforce, en multipliant les programmes et les projets (nouveaux quartiers d'habitation, espaces industriels et espaces verts, planification des transports, implantation d'entreprises du secteur tertiaire, etc.) d'augmenter le pouvoir d'attraction de la cité. Mais le rayonnement culturel manque toujours ; certaines difficultés surgiront aussi à mesure que se poursuivra l'extension, car l'exiguïté du territoire communal restreint les possibilités et l'on ne peut guère s'attendre, pour le moment, à une modification des limites administratives. Les villes de Sulzbach-Rosenberg ⁽¹⁾ et de Schwandorf resteront dans l'ombre d'Amberg et conserveront leur rôle complémentaire, bien qu'on ne puisse méconnaître que Schwandorf, eu égard à sa situation et à ses nombreuses installations centrales, demeurera un petit centre relativement indépendant, dont l'hinterland dispose d'un pouvoir d'achat à certains égards meilleur que l'arrondissement rural d'Amberg.

24. Les répercussions sur l'offre de travail

Il résulte de l'évolution démographique que le nombre d'emplois supplémentaires nécessaire sera au moins égal à l'excédent du nombre des élèves terminant leur scolarité sur celui des travailleurs parvenus au terme de leur activité professionnelle. Cette prévision ne concerne que les hommes ; d'une part, en effet, c'est surtout du côté des entreprises à main-d'œuvre masculine que des difficultés pourraient surgir dans la région et, d'autre part, il est infiniment plus difficile de faire un pronostic pour la main-d'œuvre féminine, dont l'activité professionnelle est largement déterminée par des facteurs spéciaux.

La pyramide des âges de la population résidante permet de calculer à l'avance le nombre approximatif des élèves de sexe masculin sortant chaque année des écoles ⁽²⁾ ; en raison de la natalité élevée (en particulier depuis 1957—1958), ce nombre va croître très rapidement. En regard de cette offre de main-d'œuvre masculine, il convient de placer les départs par décès, invalidité précoce et limite d'âge :

	Élèves de sexe masculin terminant chaque année leur scolarité primaire	Main-d'œuvre masculine cessant chaque année d'exercer une activité professionnelle	Excédent annuel de l'offre de main-d'œuvre masculine
1966—1968	1 050	780	270
1969—1971	1 070	820	250
1972—1974	1 210	840	370

(1) La ville semble désavantagée du point de vue de l'urbanisme (division en deux parties, absence de centre, etc.) et des structures (secteur tertiaire peu développé, etc.). Au nord-ouest de la ville, les possibilités de construction sont limitées par la présence d'une bande de terrain de 6 km de long et de quelques centaines de mètres de large, destinée à protéger les gisements de minerai.

(2) On tient compte du fait que, chaque année, le nombre des élèves des écoles primaires qui passent dans l'enseignement secondaire va croissant.

Les besoins nets annuels d'emplois industriels supplémentaires augmenteront donc très sensiblement d'ici 1974. A la main-d'œuvre de formation primaire s'ajoute un certain nombre de jeunes gens (actuellement moins de 250), qui ont achevé des études secondaires du premier ou du deuxième cycle (1). Ces estimations négligent en outre le fait que les migrations peuvent aussi bien augmenter (immigration de main-d'œuvre) que diminuer l'offre (nouveaux départs de travailleurs vers d'autres régions). Si le mouvement émigratoire devait se poursuivre selon la tendance actuelle, il faudrait plutôt compter sur un taux d'excédent moindre.

La diminution du pourcentage des personnes actives par rapport à la population résidante pourrait également contribuer à réduire l'excédent de main-d'œuvre. Parmi les causes d'une telle diminution, on peut citer : l'institution d'une neuvième, puis d'une dixième année d'études primaires, l'augmentation de la proportion des jeunes qui prolongent leur formation (la fréquentation d'écoles de perfectionnement retarde l'entrée dans la vie professionnelle), l'avance de l'âge de la retraite, la multiplication des cas d'invalidité précoce. Ces diverses causes de la réduction du pourcentage de la population active peuvent se manifester à un moment ou un autre au fil des années. D'autres variations sensibles de l'offre de main-d'œuvre se produiront pour les raisons suivantes :

- les travailleurs libérés par l'agriculture sont en quête d'emplois industriels (cf. point 31) ;
- le transfert des travailleurs industriels ayant perdu leur emploi par suite d'une restructuration de l'industrie exige la création d'emplois nouveaux (cf. point 32) ;
- si la demande de main-d'œuvre masculine venait à augmenter, des hommes qui vont chaque jour travailler en dehors de la région (2) pourraient être amenés à prendre un emploi à l'intérieur ; en outre, dans l'arrondissement de Nabburg (mais aussi à Schwandorf et à Burglengenfeld), 170 travailleurs effectuant une migration quotidienne en provenance des zones forestières pourraient être, plus que par le passé, attirés vers la région (3) ;
- il existe enfin une source peu utilisée jusqu'à présent : la main-d'œuvre étrangère, mais il est vrai que les manœuvres ne sont guère demandés, la pénurie ne s'aggravant qu'en ce qui concerne les ouvriers qualifiés.

(1) En 1964 50 élèves sont sortis des écoles secondaires du premier cycle et 200 des établissements du deuxième cycle, dont une partie a entrepris des études supérieures. On n'a pas réussi à déterminer le nombre de ceux qui, au terme de leurs études universitaires, réintègrent la région.

(2) C'est le cas notamment des 600 travailleurs de l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg qui vont chaque jour travailler en Moyenne-Franconie.

(3) Comme le montre l'exemple de Siemens à Amberg, le transport par autobus semble donner de bons résultats.

3. *Les tendances de l'évolution dans certains secteurs économiques*

Quand on examine les différents secteurs économiques ayant une influence déterminante sur l'évolution de la région, il convient de distinguer deux questions :

- Comment se développeront probablement les entreprises implantées dans la région ?
- Quelles limites d'expansion les facteurs futurs de la production imposeront-ils à l'implantation d'entreprises nouvelles ?

On ne peut répondre à la seconde question sans se documenter d'abord sur les problèmes soulevés par la première, c'est-à-dire notamment sur la nature et l'ampleur des processus de transfert des travailleurs. Quant aux perspectives du développement des entreprises déjà implantées, elles impliquent l'examen des questions suivantes :

- Quelles perspectives offre, dans chaque cas, le marché étant donné l'état actuel des programmes de production ?
- Comment évoluent les recettes et les coûts des entreprises (compte tenu de leur localisation) pour des dimensions et des dotations en capital données ?
- Comment évoluent les programmes de production, les dimensions des entreprises et leur capital (1) ?

31. *L'agriculture*

Même si l'on favorise la formation des grandes exploitations, même si l'on agrandit toujours davantage, grâce au remembrement des terres, les superficies cultivées, même si l'on développe l'emploi des engrais artificiels et si l'on pratique une mécanisation plus rationnelle, la médiocrité des conditions naturelles ne permettra pas une augmentation suffisante des rendements. De plus, les chances relativement faibles qu'on a de bien écouler les produits ne laissent espérer qu'une progression modeste du revenu agricole. En effet, à mesure que se réalise le Marché commun, la concurrence se renforcera sur le marché des produits agricoles élaborés. A l'incidence très lourde des frais de transport (éloignement du marché) s'ajoutera l'effet des prix plus bas pratiqués dans les centres de consommation, l'une et l'autre provoquant l'amenuisement du volume des transactions. Les revenus offerts par l'industrie stimuleront le désir de chacun d'améliorer son niveau de vie, dans une région où précisément l'industrie est partout présente. Aussi faut-il s'attendre à une baisse du nombre des exploitations agricoles.

(1) Comme on l'a souligné dans la 1^{re} partie, les entreprises industrielles dominantes sont des filiales ou des succursales. Aussi, quels que soient les bénéficiaires actuels, il ne faut pas oublier que le sort des entreprises ou des sections détachées d'entreprises dépend des décisions prises à l'échelon du groupe entier ou de la maison-mère.

Cette baisse s'accompagnera probablement de la nécessaire restructuration des dimensions des entreprises : on verra se constituer, à titre d'activité principale, un plus grand nombre d'exploitations familiales viables, qui de l'avis des services agricoles compétents devraient avoir au moins 15 hectares (dimension peut-être réaliste à court terme ; mais il semble qu'à plus longue échéance, on n'ait pas encore d'idées précises sur la taille optimale des exploitations, car un rapport sur l'agriculture dans l'est de la Bavière considère comme nécessaires des superficies notablement plus grandes). Il pourrait y avoir également plus d'exploitations constituant une activité d'appoint (cette tendance n'apparaît toutefois pas pour le moment). La superficie agricole diminuera, car on boisera probablement les terres en pente et autres surfaces se prêtant mal à la culture ; on verra peut-être aussi apparaître des colonies de vacances familiales.

La transformation en produits élaborés se fait seulement sur la base des céréales produites localement car les frais de transport rendent les achats complémentaires d'aliments pour bétail peu rentables. Certains produits pourront peut-être à l'avenir être transformés dans la région en produits alimentaires prêts à la consommation, moins sensibles au coût du transport.

Dans la région, la productivité du travail agricole est à peu près deux fois moindre que celle des autres branches économiques, ce qui suppose l'immobilisation d'un personnel excessif. Les résultats du recensement de 1960 permettent d'évaluer l'excédent de main-d'œuvre agricole susceptible d'être rendu disponible d'ici 1975. On retient les hypothèses suivantes :

1. Seuls peuvent être libérés des membres de la famille de l'exploitant entièrement occupés et des personnes étrangères à la famille occupées en permanence. On suppose qu'une grande partie de la main-d'œuvre familiale partiellement occupée à la ferme exerce déjà une activité dans l'industrie.

2. Les exploitations de moins de 5 hectares de superficie agricole (= S.A.) (activité procurant un gain complémentaire) sont exclusivement exploitées par des travailleurs masculins occupés à temps partiel, en partie également par une main-d'œuvre féminine à temps complet.

3. La superficie agricole correspondant aux unités de plus de 5 hectares S.A. exploitées par des travailleurs à temps complet sera la même en 1975 qu'en 1960 (les sols marginaux abandonnés par l'agriculture, les surfaces nouvelles requises par l'industrie, les transports et le logement sont retranchés de la superficie agricole et classés dans la catégorie inférieure à 5 hectares S.A.).

4. On suppose que d'ici 1975 le nombre de travailleurs (1) occupés à temps complet sera ramené à 14 par centaine d'hectares de surface agricole utilisable (il s'agit d'une valeur moyenne, car la quantité de main-d'œuvre occupée varie selon le mode de faire-valoir, la dimension des exploitations et le taux d'utilisation des terres).

(1) Un travailleur est assimilé à une personne, on ne fera donc pas la conversion prévue par le « rapport vert ».

Surface agricole représentée par les exploitations de plus de 5 hectares S.A. (1975) :

Arrondissement rural Amberg	27 400 ha
Arrondissement rural Nabburg	18 000 ha
Arrondissement rural Sulzbach-Rosenberg	12 300 ha
(Arrondissement rural Burglengenfeld	13 800 ha)

D'où l'on déduit le nombre de travailleurs à temps complet (1) :

	Arrondissement rural Amberg	Arrondissement rural Nabburg	Arrondissement rural Sulzbach-Rosenberg	Arrondissement rural Burglengenfeld
Hommes	1 534	1 010	690	773
Femmes	2 302	1 510	1 032	1 159

La différence entre l'effectif de 1960 et la prévision 1975 de la main-d'œuvre à temps complet représente le nombre des travailleurs que l'agriculture pourra libérer :

	Arrondissement rural Amberg	Arrondissement rural Nabburg	Arrondissement rural Sulzbach-Rosenberg	Arrondissement rural Burglengenfeld
Hommes	1 161	823	772	495
Femmes	2 133	1 304	1 424	976

Or, il ne faut pas oublier qu'une partie des forces encore actives aujourd'hui dans l'agriculture est trop âgée pour aller occuper un emploi dans l'industrie. Si nous fixons la limite à 45 ans, la structure des âges de la main-d'œuvre occupée à temps complet montre qu'à l'heure actuelle 48 % environ des hommes et 52 % des femmes ont franchi cette limite. Après correction faite, le nombre des travailleurs de sexe masculin susceptibles d'être rendus disponibles dans le territoire étudié est le suivant :

Arrondissement rural Amberg	597
Arrondissement rural Nabburg	446
Arrondissement rural Sulzbach-Rosenberg	390
	1 433
Arrondissement rural Burglengenfeld	262

Il est beaucoup plus difficile de se prononcer sur le dégagement de main-d'œuvre féminine. D'une part, en effet, des femmes continueront de travailler

(1) La répartition entre main-d'œuvre masculine et féminine a été faite sur la base de la proportion moyenne pour l'Allemagne, à savoir 40 : 60.

à temps complet dans les exploitations d'appoint de moins de 5 hectares S.A. ; mais, d'autre part, les épouses d'ouvriers ou d'employés gagnant bien leur vie ne cherchent pas toutes à s'employer dans l'industrie. Le potentiel (48 %) de main-d'œuvre féminine susceptible d'être libérée doit donc être encore sensiblement réduit et ramené à 30 %. Il en résulte les chiffres suivants :

Arrondissement rural Amberg	640
Arrondissement rural Nabburg	391
Arrondissement rural Sulzbach-Rosenberg	427
	<hr/>
	1 458
Arrondissement rural Burglengenfeld	293

Dans les conditions retenues comme hypothèse, le nombre des travailleurs de sexe masculin et féminin que l'agriculture pourrait libérer sera à peu près égal.

Quant à la répartition régionale de cette main-d'œuvre, elle est très difficile à prévoir. De plus, jusqu'en 1965 une proportion inconnue a déjà abandonné l'agriculture. En admettant des départs s'effectuant à un rythme régulier le nombre des travailleurs masculins qui abandonneront l'agriculture au cours des périodes ci-dessous serait le suivant :

1960—1965	1966—1975	par an
478	955	96

Comparé aux 1770 élèves qui terminent actuellement chaque année leur scolarité primaire (dont environ 50 % de sexe masculin), le nombre de ces travailleurs rendus disponibles dans la région apparaît faible.

Mais il se pourrait qu'un nombre un peu plus grand de travailleurs soit dégagé au profit de l'industrie si l'on retient les hypothèses suivantes :

- en 1975 il y aura moins de 14 travailleurs par centaine d'hectares S.A. ;
- des travailleurs quittant l'agriculture viendront en supplément apporter leur aide dans les exploitations constituant une activité principale et ils remplaceront des travailleurs à temps complet ;
- la possibilité de travailler à temps partiel pourrait aussi, le cas échéant, accélérer les départs dans l'agriculture et entraîner une proportion plus forte de dégagements.

Un autre grand facteur d'incertitude réside dans les travailleurs agricoles des zones forestières, qu'une offre accrue d'emplois industriels pourrait gagner à la région. Les entreprises locales comptent toutefois ne faire appel à cette source que pour couvrir seulement à court terme leurs besoins de main-d'œuvre.

32. *L'industrie*321. *L'industrie sidérurgique*

La sidérurgie restera, à moyen terme du moins, la principale activité économique de la région, les taux de croissance continuant probablement, en l'occurrence, d'être déterminés à l'avenir par la Maxhütte.

3211. *Maxhütte*

Compte tenu de tous les facteurs (y compris les résultats financiers et le capital), l'évolution la plus récente autorise à conclure que la Maxhütte pourra continuer à soutenir la concurrence, pour autant que celle-ci ne soit pas gravement faussée au profit d'autres régions par des interventions dans le domaine de la tarification des transports ou, par exemple, dans celui du commerce international.

En 1962—1963, période caractérisée par la plus mauvaise conjoncture sidérurgique que l'Allemagne ait connue depuis la guerre, l'entreprise a réussi à maintenir ses résultats, malgré les risques auxquels l'expose sa localisation. En 1963—1964, on a pu parler pour la première fois, comme d'ailleurs pour l'ensemble du territoire fédéral, d'une bonne année. A côté d'un bénéfice net de 6 millions de DM, qui correspondrait à un dividende de 10 % sur le capital social, on note des impôts sur les résultats (Ertragssteuern) de 31,1 millions (année précédente : 20,8), qui, même compte tenu de rappels considérables, versés entre autres à la ville de Sulzbach-Rosenberg, et de produits financiers hors exploitation, ont augmenté dans une proportion non négligeable (8,44 millions de DM) par rapport à 1961—1962. Les raisons de cette évolution relativement favorable depuis quelque temps doivent être recherchées surtout du côté des recettes (influencées par les services nouveaux).

Depuis qu'a été construit à Haidhof un laminoir à froid (achevé en 1962), les tôles et les tubes — produits coûteux — représentent environ 60 % du chiffre

Maxhütte	Chiffre d'affaires (en DM)		Effectifs	Chiffre d'affaires par travailleur occupé	
	total millions	par tonne d'acier laminé		Maxhütte	Luitpoldhütte ⁽¹⁾
1960/1961	326	629	9 025	36 121	40 023
1961/1962	336	623	9 158	36 689	38 067
1962/1963	389	642	9 002	43 212	35 667
1963/1964	454	658	9 173	49 493	40 246
1964/1965	255				
1 ^{er} semestre					

(1) La Luitpoldhütte est citée à titre de comparaison (cf. 3212).

d'affaires. Il s'ensuit que si l'on calcule des « ratios » tels que chiffre d'affaires par tonne d'acier laminé et chiffre d'affaires par travailleur occupé, on obtient des valeurs supérieures à celles de mainte usine de la Ruhr. A l'usine à tubes (construite en 1954, utilisée pour la première fois à pleine capacité en 1963—1964) et au laminoir à tôles, la productivité du travail est largement au-dessus de la moyenne des autres services.

Les résultats financiers de la Maxhütte évolueront-ils à l'avenir de façon relativement favorable ? C'est là, d'abord, une question de concurrence étrangère sur le marché du sud de l'Allemagne, en voie de développement rapide (à moins que des débouchés plus importants ne soient trouvés vers l'est). On admettra ici que dans l'avenir proche des importations anormalement élevées continueront de peser sur les prix ⁽¹⁾. D'autre part, pour sonder les perspectives ouvertes à l'entreprise, il faudrait savoir jusqu'à quel point la hausse des coûts de fabrication (notamment ceux de la production de fonte) sera compensée par la production de qualité supérieures, de prix plus élevé.

L'évolution des coûts est commandée, dans le cadre de l'entreprise, par les facteurs suivants :

- Le début de l'année 1963—1964 a été marqué par le fonctionnement à pleine capacité des « services de transformation », situation qui pourrait s'avérer durable, selon l'état du marché. Le laminoir à froid, en particulier, a pu atteindre sa capacité d'environ 20 000 tonnes par mois. Le seuil de rentabilité étant ainsi atteint, la dégressivité des coûts pourrait, dans une usine à immobilisation aussi forte de capitaux, se faire maintenant sentir.
- Environ 75 % de la production d'acier brut continuent d'être obtenus dans des convertisseurs, c'est-à-dire par un procédé relativement bon marché, ce qui, d'une part, a permis dans le passé d'aller de l'avant en pratiquant l'injection d'oxygène par le procédé LDAC et, d'autre part, d'obtenir aujourd'hui de nouvelles améliorations de qualité en appliquant le procédé de coulée sous vide.
- Il n'existe sur place aucune possibilité de coopération avec d'autres entreprises sidérurgiques ; pour retenir la clientèle, il faut conserver dans les « vieux » services (laminés marchands, etc.) un très large éventail de production, sans qu'une coopération inter-entreprises permette d'augmenter les lots livrés.
- Du côté de l'usine sidérurgique, où depuis des années la capacité est inchangée, la production de fonte ⁽²⁾ est relativement coûteuse malgré les efforts déployés

(1) Sur le marché du sud de l'Allemagne la Maxhütte est concurrencée principalement par les importations de produits français et italiens et par des livraisons sarroises ; ces livraisons sont favorisées en partie par des ristournes de taxes sur le chiffre d'affaires et par les taux de change, en partie par les voies d'eau et les tarifs de concurrence potentielle des chemins de fer (cf. 1^{re} partie, B. 33 et 34). De nouvelles interventions faussant la concurrence sont à redouter dans le proche avenir, si l'on s'en rapporte aux toutes récentes déclarations du gouvernement français qui, dans le cadre du nouveau plan quinquennal, entend renforcer son aide à la sidérurgie française en lui accordant des prêts à des conditions avantageuses.

(2) 520 000 tonnes par an ; cinq hauts fourneaux sont en activité ; le sixième ne sera pas mis en service.

pour utiliser les installations à leur capacité optimale. Tant que le minerai ne sera pas préalablement aggloméré — et il n'existe pour le moment aucun projet d'investissement dans ce sens — la qualité du minerai extrait par la société (forte teneur en stériles et finesse de grain) maintiendra, même à l'avenir, les coûts spécifiques de mise en œuvre (faible capacité des fours) et de combustible, à un niveau élevé.

- Les vastes programmes de rationalisation et les améliorations de qualité réalisés à la mine Auerbach ont abaissé les coûts de minerai ; aussi les matières premières produites par la société pourront-elles, à l'avenir encore, constituer la base de l'approvisionnement de l'usine sidérurgique (1), bien qu'un appoint de minerais étrangers soit nécessaire tant pour des raisons technologiques que pour économiser le coke.

		Coût moyen du minerai (Maxhütte) (en DM par tonne)
1951/1952		20,73
1960/1961		27,65
1963/1964	Auerbach (2)	17,60
	Sulzbach	21,19

Certes les hausses de salaires peuvent à l'avenir renchérir le minerai produit par la société, cependant que les minerais importés pourraient passagèrement encore baisser de prix, ou encore que les taux de fret pourraient être réduits. Mais l'usine reste optimiste quant à l'utilisation économique future de son propre minerai.

Tirant les conséquences de la situation du marché, les programmes prévoient ce qui suit, avec les investissements que cela implique :

- La production de la matière de base ne sera pas développée. On ne dépassera pas les 70 000—75 000 tonnes d'acier brut par mois, qui semblent devoir être déjà presque atteintes en 1965 ; c'est en fonction de cet objectif que demeure réglée l'activité des mines de fer et des hauts fourneaux dans le cadre de leurs capacités actuelles.
- Sur la base d'une production d'acier sensiblement stationnaire, la part des produits de qualité sera augmentée par traitement ultérieur ou par des modifications apportées au programme de fabrication.
- Les trains finisseurs ne suffisant pas pour absorber toute la production d'acier brut et aucun projet de développement n'étant envisagé de ce côté, l'écoulement de l'acier de qualité sous forme de demi-produits sera accru. Il existe déjà des débouchés.

(1) A Auerbach les réserves couvrent au moins 70 ans, à Sulzbach 10 à 20 ans.

(2) Le prix du transport jusqu'à Rosenberg représente un supplément de 3,5 DM par tonne.

- Dans le cadre des capacités existantes en trains finisseurs, des améliorations des produits seront également recherchées (traitement de surface, etc.) et des qualités nouvelles seront ajoutées au programme.
- La production de fonte sera rendue moins coûteuse, même en l'absence d'un projet d'usine d'agglomération.
- La production de la fonderie de Fronberg sera portée de 700 à 1000 tonnes par mois.

En résumé, le premier objectif est un nouvel effort de perfectionnement et de rationalisation, l'expansion (pour les produits de haute qualité) venant seulement en second lieu.

Du point de vue de la structure du capital, il existe des conditions assez propices au développement. En regard d'un capital social de 60 millions de DM, il y avait 100 millions de DM de réserves en 1962–1963. Les fonds propres couvraient les immobilisations à concurrence de 60 %, soit 6 % de plus que le chiffre moyen observé dans les principales usines sidérurgiques allemandes. En 1963–1964 toutefois, une transaction avec la société-mère a réduit cette proportion.

Le financement des immobilisations nouvelles par les amortissements a été variable au cours des dernières années :

	Immobilisations nouvelles (en millions de DM)	Amortissements
1961/1962	28,39	22,02
1962/1963	12,84	19,24
1963/1964	24,4	19,24

Après le grand projet de laminoir à froid, réalisé à Haidhof en 1960–1962 au prix d'une dépense de plus de 60 millions de DM, les investissements des années à venir se répartiront entre des projets multiples, visant à atteindre les objectifs indiqués plus haut.

Comme conséquence de ses efforts de rationalisation, la Maxhütte espère, d'ici 5 à 10 ans, avoir un effectif de quelque 8000 travailleurs (contre 9000 environ en 1965). En ce qui concerne plus spécialement les mines de fer, on escompte que le nombre des ouvriers mineurs ne tombera pas au-dessous de 700 (contre 947 le 30 septembre 1964). A l'usine de Sulzbach-Rosenberg 250 travailleurs seront très prochainement mutés, tandis qu'on embauche en petites quantités à la fonderie de Fronberg. Au sein du personnel, la proportion des éléments qualifiés aura tendance à augmenter (cf. 1^{re} partie, C. 1). Il existe suffisamment d'indices montrant qu'à l'avenir encore l'entreprise s'efforcera de former une main-d'œuvre capable de faire face aux exigences accrues des procédés modernes de fabrication.

3212. *Luitpoldhütte*

A la différence de la Maxhütte, la Luitpoldhütte est soumise aux mouvements de la conjoncture, en particulier sur le marché de la fonte :

Luitpoldhütte	Chiffre d'affaires (en millions de DM)	Effectifs	Chiffre d'affaires par travailleur occupé
1959/1960	86,5	2 521	34 311
1960/1961	101,7	2 541	40 023
1961/1962	96,5	2 535	38 067
1962/1963	81,5	2 285	35 667
1963/1964	88,3	2 194	40 246

Autrefois la Luitpoldhütte faisait porter l'essentiel de ses investissements sur le secteur des matières de base (hauts fourneaux, cokerie et réseau de transport de gaz à longue distance, services auxiliaires) ; elle y a investi environ 70 millions de DM entre 1955 et 1958—1959. Ces décisions correspondaient aux objectifs et aux recommandations publiés à l'époque par la Haute Autorité, elles semblaient également défendables eu égard aux goulots d'étranglement qui existaient alors (coke, ferraille) et compte tenu de la situation énergétique en Bavière. Les conséquences des transformations structurelles intervenues depuis lors ressortent clairement d'une comparaison des chiffres d'affaires par travailleur, faite avec la Maxhütte pendant les cinq dernières années : au moment où a été développée la branche transformation, la Maxhütte a dépassé la Luitpoldhütte (cf. tableaux).

Aujourd'hui encore, la vente de la fonte représente un tiers environ du chiffre d'affaires ⁽¹⁾, mais les véritables supports de l'activité commerciale sont les tubes destinés aux conduites sous pression et tout le reste de la fonderie. Du côté des tubes à pression, il faut s'attendre d'ici peu à des fluctuations, peut-être même à des baisses du chiffre d'affaires (1963—1964 = 29 millions de DM). Les tubes en fibro-ciment ou les tubes en matières plastiques constituent en effet des produits de substitution. Mais justement pendant la phase de reconversion de ses activités, l'entreprise ne peut se passer de maintenir son chiffre d'affaires dans ce secteur, qui lui procure l'essentiel de ses ressources (cf. également 3^e partie, point 221).

Lorsque le chiffre d'affaires, entre 1961—1962 et 1962—1963, a fléchi de 14,9 millions de DM (= 18 %), le secteur hauts fourneaux y était à lui seul pour 12,1 millions de DM ; mais dans la remontée ultérieure de 6,8 millions de DM, les ventes de fonte ne sont intervenues que pour 1 million de DM :

(1) Avec les produits de cokerie, la fonte représente aujourd'hui 45 % (contre largement plus de 50 % précédemment).

	Chiffre d'affaires hauts fourneaux (en millions de DM)
1961/1962	42,4
1962/1963	30,3
1963/1964	31,3

Instituée au début de 1964 ⁽¹⁾, la taxe temporaire sur la fonte, freinant les progrès des importations, a sans nul doute atténué les pertes. De plus, pour la première fois depuis deux ans, l'année 1964 a redonné un coup de fouet à l'industrie de la fonderie (+ 14 % de la production en tonnes de la République fédérale, + 11,5 % sur 324 000 tonnes en Bavière). On ne sait pas exactement à l'heure actuelle combien de temps encore le droit sur la fonte restera en vigueur. Tout pronostic sur l'activité de la fonderie comporte donc nécessairement de nombreux facteurs d'incertitude. Si les perspectives semblent encore riantes pour 1965, l'avenir plus lointain des fonderies dépend :

- des commandes de l'industrie des biens d'équipement (environ 50 %) et du bâtiment (23 % des ventes) ;
- de la persistance d'une tendance au recul de la fonte devant l'acier, les métaux non ferreux et les matières plastiques (la tendance étant par ailleurs à des pièces moulées plus légères) ;
- de l'évolution des salaires (la main-d'œuvre représente 45 % du total des coûts).

Même si l'industrie de la fonderie se développait favorablement, il se pourrait cependant que la tendance à utiliser davantage la ferraille d'acier ait pour effet de freiner les ventes de fonte.

Il n'y a eu aucune année depuis la guerre où la Luitpoldhütte ait pu verser un dividende ; quant à la constitution de réserves, elle a été modeste en égard aux besoins importants d'amortissement. Quand bien même la fonte viendrait à se vendre mieux, les inconvénients de la localisation de l'entreprise (cf. 1^{re} partie, B. 3), joints aux petites dimensions des unités de la cokerie et des hauts fourneaux, entraîneraient à la longue, dans le secteur des matières de base, des pertes qui ne sauraient être compensées par une activité de transformation, elle-même en cours de reconversion. Aussi l'entreprise a-t-elle compris depuis plusieurs années déjà que son secteur « matières de base » ne pourra pas se maintenir très longtemps. Elle a donc projeté et commencé à appliquer des mesures pour compenser, au moins en partie, la baisse attendue de son chiffre d'affaires ⁽²⁾. Les objectifs assignés à ses investissements de reconversion sont les suivants :

- consolider et développer les fabrications existant déjà dans le domaine de la seconde transformation ;

(1) 15 janvier 1964 : droit minimum ad valorem porté de 3 % à 5 %, ou : droit spécifique de 7 \$ par tonne. 12 février 1964 : selon les cas, le plus élevé des deux.

(2) En 1963—1964 le chiffre d'affaires dans le secteur « matières de base » été de 40 millions de DM.

— lancer de nouvelles fabrications ayant de bonnes perspectives d'écoulement sur le marché.

Pour parvenir à la réalisation de ces objectifs, l'entreprise a mis au point un plan d'investissements concernant la fonte marchande, les ateliers de transformation et la production de matières synthétiques ; ce plan prévoit des investissements de plus de 30 millions de DM.

Près de la moitié des investissements de reconversion (l'essentiel portant sur les moulages marchands) ont déjà été réalisés. Les répercussions positives sur le volume des affaires devraient se manifester dès l'exercice 1964—1965.

Après démarrage de toutes les activités en projet, le chiffre d'affaires devrait, d'après les estimations des dirigeants, accuser une hausse maximale de l'ordre de 30 millions de DM au cours des 5 à 6 années à venir.

La majeure partie de cette augmentation du chiffre d'affaires devra provenir de l'atelier de transformation mécanique qui permet, dès maintenant, le façonnage de la fonte (tambours de freins, etc.) mais dont la section construction d'appareils n'est encore qu'au stade du développement ; cette section tardera encore un certain temps à faire naître une augmentation du chiffre d'affaires. Les augmentations classées en deuxième et troisième position dans l'ordre d'importance devraient provenir de l'installation d'une entreprise à deux niveaux pour la fonte marchande et de la réalisation de la deuxième et de la troisième tranche de l'usine à tubes en matières plastiques (1).

Quant aux perspectives qu'a la société de financer par elle-même les reconversions, elles ne sont pas défavorables. Certes, à côté d'un capital social de 40 millions de DM, il y a seulement 3,5 millions de réserves, mais les immobilisations (48 millions de DM) sont couvertes à 91 % (Maxhütte = 60 %). Beaucoup plus significatif est le montant des amortissements annuels, qui dépassent largement les immobilisations nouvelles :

	Immobilisations nouvelles		Amortissements en millions de DM	Résultats
	Total	dont participations (1)		
1961/1962	5,3	0,2	9,0	équilibré
1962/1963	8,0	1,8	10,7	perte — 0,43
1963/1964	6,4	1,3	15,1	équilibré

(1) Ferngas Nordbayern GmbH.

(1) La première tranche de l'usine à tubes en matières plastiques fonctionne déjà dans des conditions satisfaisantes depuis le dernier exercice. A noter cependant que, sur le marché des tubes en plastique, la lutte des prix est très âpre.

Pour 1964–1965 on peut raisonnablement escompter un résultat analogue.

Si l'on observe en outre qu'en 1963–1964 une provision de 2,6 millions de DM a pu être dégagée pour couvrir les charges de restructuration et si l'on note que le fond de roulement, lui aussi, est en grande partie financé à long terme, il apparaît que la structure financière de la société est satisfaisante et qu'un autofinancement des reconversions est du domaine du possible, pour autant — soulignons-le — que le produit financier ne se détériore pas gravement (par suite de l'activité commerciale dans le secteur des tubes en fonte, etc.).

Toutes les données relatives au produit financier (Ertrag) sont naturellement sujettes à des marges d'erreurs considérables et l'évolution du chiffre d'affaires dépendra notamment de la possibilité, pour l'entreprise, de trouver une main-d'œuvre qualifiée.

*Besoins de main-d'œuvre supplémentaire
pour les nouveaux services exploités*

	Effectifs	
1. Moulages marchands (deuxième poste)	80	(plus 30 travailleurs mutés)
2. Ateliers d'usinage	340	(ouvriers qualifiés permanents recrutés à long terme)
3. Transformations des matières plastiques		
31. Usine à tubes 2 ^e et 3 ^e tranches	40	
32. Autre transformation	35	
	495	

La main-d'œuvre supplémentaire recherchée ne peut naturellement, pour des raisons professionnelles notamment, être identique à celle qui est rendue disponible par les fermetures. De plus, dans les nouveaux services, les besoins sont continus, alors que, pour des raisons économiques, la fermeture du secteur « matières de base » doit se faire à très court terme. Des considérations sociales incitent toutefois à procéder à la fermeture en trois étapes étalées sur un an.

Étapes de la fermeture

Étape	Service	Effectifs
1.	cokerie	90
2.	un haut fourneau (1)	env. 100
3.	haut fourneau avec services auxiliaires	env. 300–360

(1) A la fin de 1965 il y avait 2 hauts fourneaux en service, le 3^e était en veilleuse.

C'est le degré de développement atteint par les autres services qui déterminera entièrement le nombre de travailleurs susceptibles d'être réembauchés à la date, non encore précisée, de la fermeture. Tout en insistant sur le caractère très aléatoire d'une prévision en cette matière, la société prévoit et le réembauchage d'environ 360 personnes et le licenciement d'environ 190 à 200 travailleurs. Mais, dans la zone Amberg/Sulzbach-Rosenberg, on ne trouve des salaires comparables ou meilleurs (par rapport à la moyenne actuelle des salaires) que dans les cimenteries ⁽¹⁾, chez un fabricant de compresseurs, peu ambitieux dans ses projets d'expansion en raison de sa localisation défavorable, ainsi que dans une malterie occupant peu de personnel ⁽²⁾. Seule la Maxhütte peut offrir, en plus de bons salaires, les avantages du régime spécial d'assurances sociales des mineurs. Lors de la fermeture des mines de fer de la Luitpoldhütte la Maxhütte n'avait pas enregistré un afflux considérable de mineurs en quête d'emploi, bien qu'elle fût à cette époque disposée à en embaucher. Il est possible, de toute manière, que la Luitpoldhütte abandonne le secteur « matières de base » à un moment où la Maxhütte réduit aussi (légèrement) ses effectifs. De plus la Maxhütte recherche elle-même par priorité des spécialistes qualifiés pour développer ses fabrications de haute qualité.

En dehors de la zone centrale peu d'entreprises de la région offrent des revenus susceptibles d'intéresser des ouvriers sidérurgistes : les Vereinigte Flußspatwerke (exploitation minière et chimique), défavorisés, il est vrai, du point de vue des moyens de transport, l'usine de la VAW dans la vallée de la Nab et la Buchtal GmbH. Toutes les autres entreprises ont des salaires inférieurs à ceux de la Luitpoldhütte ⁽³⁾. Si l'on mesure aux salaires de début (du personnel non qualifié) la capacité de la région d'absorber les ouvriers licenciés par la Luitpoldhütte, ces derniers ne trouveront pour le moment dans aucune des entreprises régionales — Maxhütte exceptée — le moyen d'avoir le même revenu tout en conservant leur spécialité professionnelle ; le risque existe donc d'une émigration vers la zone de Nuremberg, qui est un centre métallurgique.

En résumé, on peut dire que pendant la période de fermeture il faut s'attendre à une baisse sensible du chiffre d'affaires. Aux frais de démarrage des services nouveaux et à l'incertitude pesant sur les recettes futures du secteur « matières plastiques » s'ajoutent les pertes imputables à la fermeture. L'entreprise est donc très vulnérable à toute amputation de ses ressources qui pourrait résulter, par exemple, d'un fléchissement de ses ventes de tubes en fonte en Bavière, ou de la suppression du droit sur la fonte ou de l'institution d'un tarif ferroviaire analogue au tarif spécial AT 8 B 37 (cf. 3^e partie).

(1) Les deux cimenteries ne semblent pas devoir embaucher de personnel supplémentaire (cf. 1^{re} partie, B 2222).

(2) A l'heure actuelle, l'usine Siemens d'Amberg paie également un salaire moyen supérieur à celui de la Luitpoldhütte. Mais il faudrait sans doute des cours de rééducation professionnelle pour qu'elle puisse occuper d'anciens ouvriers sidérurgistes.

(3) Des informations à ce sujet ont été communiquées par 31 des principales entreprises régionales ; manquent les chiffres de la DETAG et des Amberger Kaolinwerke.

322. *Les autres industries orientées vers les matières premières*3221. *Minéraux, verrerie et céramique*

Parmi les entreprises purement extractives, les producteurs de sable kaolinique, feldspathique et quartzueux devraient, sous certaines réserves (renforcement de la concurrence étrangère ⁽¹⁾) par le futur canal Rhin-Main-Danube, avoir des perspectives favorables, les entreprises ayant été prospères jusque-là. Depuis la deuxième guerre mondiale, les prix du kaolin brut n'ont presque pas cessé d'augmenter, les seules baisses ayant été enregistrées en 1961 et 1962 pour le kaolin lavé. La valeur du produit est, en Bavière, de 73 DM par tonne extraite, soit presque le double de ce qu'elle est en Rhénanie-Palatinat (37 DM). Depuis 1950 (27,15 DM par tonne) le feldspath n'a lui-même cessé d'augmenter de valeur (1963 = 50,85 DM par tonne). Cette évolution profite particulièrement aux Amberger Kaolinwerke, qui se présentent elles-mêmes comme le plus gros fournisseur de feldspath d'Europe.

Ces dernières années, les entreprises ont eu la sagesse de mécaniser et de moderniser leurs exploitations à ciel ouvert et leurs installations de préparation. Aussi les produits jumelés, le feldspath (pour la fabrication de la porcelaine et du verre, ainsi que pour les vernissages et émaillages) et le sable quartzueux (pour la production de verre, comme additif pour la fabrication de la céramique fine et grossière, pour les travaux de fonderie, etc.) ont-ils également pu être écoulés en dépit de frais de transport élevés, sans que soit compromise la rentabilité de l'extraction. Pour l'avenir, on s'efforce de développer des succursales à l'étranger et de pousser un peu plus loin la transformation des produits. Le personnel des entreprises, demeuré à peu près constant depuis 1953 (environ 1620 personnes), demeurera probablement stable, ce qui est l'exception dans les industries extractives allemandes. Les réserves suffisent encore, dans bien des cas, pour permettre une exploitation, même intensifiée, pendant plusieurs dizaines d'années.

Tandis que, dans leur majorité, les producteurs de sables kaoliniques et quartzueux se sont déjà adaptés à un besoin accru de qualité, les nombreux propriétaires de carrières d'argile, le plus souvent également propriétaires des entreprises locales de l'industrie céramique, commencent seulement à envisager pour le proche avenir des actions communes en vue d'améliorer les qualités. Avec le recul des produits en terre cuite, les argiles impures s'avèrent de plus en plus difficiles à vendre. La plus grosse entreprise, la Buchtal GmbH, qui doit d'ores et déjà se procurer à l'extérieur de grandes quantités d'argile, n'a cessé, aux prix de 4 à 5 millions de DM d'investissements par an, d'adapter son programme et ses méthodes de fabrication aux besoins nouveaux. Tandis que, depuis 1955, son chiffre d'affaires augmentait d'environ 300 % pour atteindre près de 40 millions de DM, l'effectif ne s'accroissait que de 50 %. Des prépara-

(1) Les producteurs de kaolin de l'arrondissement rural d'Amberg représentent, semble-t-il, environ 4 à 5 % de la production mondiale. Les principaux pays producteurs sont les États-Unis et la Grande-Bretagne. Aux U.S.A. le produit extrait contient 80—90% de kaolin, à Amberg de 10 à 30%. L'Angleterre a l'avantage d'un climat doux qui permet de faire sécher le kaolin en plein air. Les concurrents sont donc mieux placés et peuvent ainsi livrer jusqu'en Bavière (en franchise de droits de douane).

tifs sont en cours pour le lancement d'une production de tubes en matières synthétiques. Parmi les entreprises de moindre importance, l'usine de céramique grossière de la Porzellanfabrik Kahla à Schwandorf fait l'objet, cette année et la suivante, d'une vaste opération de modernisation qui coûtera 8 millions de DM d'investissements.

Parmi les autres transformateurs régionaux de matières premières minérales, on peut citer les nombreux producteurs de matériaux de construction et les fabricants de verre. Dans la première catégorie, deux cimenteries sont contraintes, pour des raisons spécifiques, de se reconverter. On sait que l'usine de Rosenberg (100 ouvriers) de la Portland Zementwerke Heidelberg AG est actuellement en pleine réorganisation et que cette cimenterie doit devenir une simple usine de broyage. Juridiquement indépendante jusqu'en 1964, elle a été absorbée par la société-mère. Une autre entreprise, qui transforme le laitier des hauts fourneaux de la Luitpoldhütte, va se voir privée de sa matière première par les opérations de fermeture envisagées. Il s'agit, là encore, d'une succursale (62 personnes occupées).

Chez les producteurs de verre, l'usine d'Amberg du groupe Rosenthal fonctionne à un taux d'utilisation satisfaisant ; comme le groupe devra, à l'avenir encore, se procurer du verre brut à l'extérieur, on continuera d'avoir besoin de la production d'Amberg. On ne semble toutefois pas songer à créer à Amberg des services de transformation. L'autre verrerie, la Amberger Flaschenhütte AG, apparentée au groupe de Gerresheim, se reconvertit et s'automatise depuis plusieurs années dans de bonnes conditions.

Amberger Flaschenhütte AG	Chiffre d'affaires	Effectifs
1961	17,5	440
1962	22,9	508
1963	24,6	521
1964	26,0	501

Grâce à sa position solide sur le marché, l'entreprise paraît avoir de bonnes chances de continuer à écouler sa production (bouteilles à bière et à vin de couleur verte et brune). La main-d'œuvre qui sera économisée (une centaine de personnes) sera dirigée vers le service de conditionnement, en expansion constante. — Quant à la plus grosse verrerie régionale formatrice de verre coulé (1000 travailleurs), elle réalise, elle aussi, des accroissements annuels substantiels de son chiffre d'affaires pour ses deux principaux produits : le verre de sécurité (80 % destinés à l'industrie automobile) et le verre isolant (bâtiment et chemin de fer). L'achat en 1964 d'une fabrique de meubles voisine a permis à l'entreprise de s'étendre et, du même coup, étant donné la conjoncture favorable, d'augmenter de 25 % sa capacité pour le verre isolant. L'usine en est encore au début de sa mécanisation ; elle recherche, comme par le passé, surtout une main-d'œuvre féminine non qualifiée.

Dans l'accroissement (8 à 9 % en 1964) du volume d'affaires de l'industrie de la porcelaine, la région intervient surtout comme fournisseur des matières premières. Une seule usine — une succursale — produisant de la porcelaine de ménage se trouve à Schwandorf ; comme la Tonwarenfabrik de Schwandorf, elle appartient à la fabrique de porcelaine Kahla (1).

3222. Industrie chimique et mines de spath fluor

Abstraction faite de petites fabriques de colorants et de laques, qui transforment les minerais colorants du sous-sol, l'industrie chimique est représentée dans la région par l'usine d'oxyde d'aluminium des Vereinigte Aluminiumwerke et l'usine chimique des Vereinigte Flußspatwerke. Le groupe VAW, qui en 1964 intervenait pour 77,3 % dans la production d'aluminium métallurgique de l'Allemagne occidentale, mais qui n'approvisionnait que 33,7 % du marché de la République fédérale (15,7 % de celui de la C.E.E.) en aluminium métallurgique et de refusion, n'a pas été en mesure, en 1964 encore, de couvrir des besoins accrus, et cela bien que ses capacités soient utilisées au maximum. Étant donné que la consommation nationale — 8,7 kg par tête, contre 15,2 aux États-Unis — soit encore très faible, les perspectives seraient dans l'ensemble favorables pour l'entreprise, si l'insuffisance du capital n'entravait pas l'expansion. Ainsi s'explique qu'au cours des 10 dernières années les importations d'aluminium brut de la République fédérale aient sextuplé, passant de 20 000 à 120 000 tonnes, tandis que les importations de bauxite et d'alumine ne progressaient que d'un tiers.

L'usine d'oxyde d'aluminium, située près de Schwandorf, qui tire de la bauxite l'avant-produit nécessaire à la fabrication de l'aluminium, fait jusqu'à présent venir sa matière première du sud-est de l'Europe (Yougoslavie et Hongrie), environ 60 % du tonnage transporté étant acheminé par voie ferrée. Les frais de transport, qu'une localisation côtière permettrait d'épargner, représentent, pour la totalité des achats, presque la valeur de la marchandise (transport non compris). La production de l'usine obéit à la demande de la métallurgie. Elle a progressé de 11 % en 1964. Des besoins supplémentaires d'oxyde d'aluminium ont dû être couverts par des achats à l'étranger. À l'avenir la Yougoslavie produira elle-même de l'aluminium. S'il fallait alors faire venir la bauxite du littoral de la mer du Nord, les coûts de production, grevés par le transport d'environ 270 000 tonnes de matières premières par an au tarif de 16 DM par tonne, augmenteraient d'à peu près 10 %. L'usine, qui n'est raccordée à aucune voie d'eau, paierait alors, au titre du transport, une somme égale à plus de 25 % de son chiffre d'affaires. Nul ne sait encore, étant donné les projets existant dans les pays en voie de développement, dans quelle mesure une production aussi handicapée par la localisation de l'usine pourra être maintenue dans un avenir éloigné (le groupe a en outre à supporter le prix du transport entre la fabrique d'oxyde et l'usine métallurgique de Töging/Inn).

(1) 1964: 50,64 millions de chiffres d'affaires (+ 10,6%, légère tendance à la progression), 14 + 2% de dividende. L'avenir de l'industrie de la porcelaine est déterminé, entre autres, par le pourcentage des frais de personnel dans le chiffre d'affaires (env. 51%) et par la libération éventuelle des importations en provenance des pays tiers (Japon).

Les besoins du groupe VAW en acide fluorhydrique et en autres composés du fluor sont en grande partie couverts par les Vereingte Flußspatwerke (VFG). Tandis que les progrès d'autres États (Mexique) et l'instabilité du marché mondial font reculer sans cesse ⁽¹⁾ les mines allemandes (et, partant, les mines régionales) de spath fluor, il se pourrait que, grâce surtout à leur activité de transformation (chimie du fluor), les VFG réussissent à tenir tête à leurs concurrents. Tout récemment, pour élargir leurs assises, elles ont fait construire une petite usine de béton à gaz (40 000 à 50 000 m³), dont les coûts d'investissement s'élèvent à 4 millions de DM et qui occupe 70 personnes. Cette usine transforme notamment les sables extraits en même temps que le spath fluor. On envisage le doublement ultérieur de la capacité, bien que le Haut-Palatinat et la Basse-Bavière soient bien pourvus en autres matériaux de construction. L'avenir de la production de béton à gaz résidera donc dans la fabrication de carreaux de revêtement mural, domaine où l'on assiste, il est vrai, à une forte expansion de concurrents plus favorisés du point de vue des transports. Si l'on compare avec la Suède, où le béton à gaz entre pour 60 % dans la production de matériaux pour revêtements muraux en béton, contre 4 à 6 % dans la République fédérale, on est tenté de tirer des conclusions pour ce dernier pays, mais la comparaison n'est pas absolument valable.

Les VFG possèdent des réserves de matières premières suffisantes pour assurer la production pendant plusieurs dizaines d'années encore. Dans les autres mines, au contraire, les recettes n'incitent manifestement pas à une action systématique de prospection et de reconnaissance des gisements. Plusieurs mines ont même été fermées ces dernières années. Les gros utilisateurs de spath fluor, qui sont parfois aussi propriétaires des mines, semblent s'orienter vers l'importation. Ils « font durer » leurs propres réserves ; les mines sont mises en veilleuse, prêtes à produire seulement si les prix viennent à monter. Il faut s'attendre à une légère baisse des effectifs (au maximum 100—150).

323. *Électrotechnique et transformation des métaux*

Le secteur du matériel électrique est dominé par une entreprise non autonome, l'usine d'appareillage d'Amberg des Siemens-Schuckertwerke, qui, de son côté, a créé en 1963 seulement à Cham une succursale occupant environ 1000 personnes. L'entreprise ne voit pour le moment dans la région d'Amberg que de minces possibilités de couvrir des besoins éventuellement très accrus en main-d'œuvre féminine. Il ne faut donc compter voir se développer sous peu l'usine édiflée en 1951 que si la région attire un plus grand nombre de personnes. Étant donné le gonflement constant de la demande d'appareils de contrôle et de commande électriques en provenance de l'industrie des biens d'équipement, une extension paraît certes s'imposer, mais Ratisbonne, qui serait en soi un lieu favorable d'implantation, doit être de prime abord écarté. En effet, la firme-

(1) On extrait dans la région (61 000 tonnes en 1963), dans le sud de la Forêt-Noire (40 000 t/an) et en Haute-Franconie (3000 t/an). La production baisse légèrement depuis quelques années. Les effectifs occupés dans les mines de spath fluor de la République fédérale ont diminué de plus de moitié depuis 1952 (1952 = 1453, 1963 = 647). Les possibilités d'exportation s'amenuisent de plus en plus.

soeur Siemens & Halske y construit actuellement une nouvelle usine, de sorte qu'avec les installations existantes la firme Siemens ne tardera pas à disposer à Ratisbonne d'environ 8500 emplois et à exercer sur le marché de la main-d'œuvre une demande en rapport avec son importance. Une autre entreprise de la même branche, occupant 700 travailleurs, qui possède un établissement à Nabburg, projette de transférer éventuellement dans cette ville son siège, actuellement situé plus à l'est dans l'arrondissement voisin. On ne sait rien, par contre, de l'extension d'un établissement Grundig existant à Hirschau. Un accroissement de la main-d'œuvre (principalement féminine) occupée dans l'industrie régionale du matériel électrique dépend donc, en premier lieu, de la question de savoir si Siemens se développera dans le proche avenir à Amberg.

Bien que l'industrie transformatrice des métaux doive en général être comptée parmi les secteurs en expansion, cette branche perd de son importance dans la région étudiée dans la mesure où les petites et moyennes entreprises qui y sont traditionnellement implantées ou bien sont vétustes, ou bien sont gênées dans leur expansion par une mauvaise localisation, même si des débouchés intéressants semblent s'ouvrir aux produits inscrits à leurs programmes de fabrication (compresseurs, réfrigérateurs, etc.). Aucune de ces entreprises ne paraît avoir l'intention ou la possibilité financière de procéder à des gros investissements. Trois unités nouvelles — occupant environ 190 à 260 travailleurs et réalisant de 4 à 6 millions de DM de chiffre d'affaires — sont venues s'ajouter depuis 1945. Deux d'entre elles sont des établissements transférés de la région de Nuremberg, centre de transformation des métaux. On ne sait rien d'autres transferts de même provenance ; une entreprise de la branche automobile, qui possédait déjà une petite succursale dans la région, s'en est retirée.

33. *Le secteur tertiaire*

Ne serait-ce qu'en raison de la structure du peuplement, qui comporte relativement beaucoup de petites communes rurales et un faible nombre de centres urbains, il ne faut pas s'attendre à voir progresser très rapidement le pourcentage — inférieur à la moyenne — des personnes occupées dans le tertiaire. On trouve certes à Amberg la proportion d'entreprises commerciales et de services normale dans les villes de cette taille et l'on est encore en train d'y construire un grand magasin de plus. Mais il y manque les services administratifs et les entreprises qui couvrent les besoins de services à l'échelle interrégionale et attirent le pouvoir d'achat d'autres régions. Or, il ne faut pas compter voir affluer ce genre d'entreprises (sièges administratifs de compagnies d'assurances, grandes firmes financières, agences de publicité, firmes commerciales, etc.), non seulement à cause du sous-développement du secteur urbain, mais aussi en raison de la situation périphérique, qui rend difficiles les contacts personnels et majore sensiblement le coût des télécommunications.

La région ne devra pas non plus compter beaucoup sur le tourisme pour animer le secteur tertiaire car, pour aller au delà des quelques résultats déjà

acquis, il manque les installations qui pourraient compenser l'insuffisance du paysage.

Du secteur des services, qui travaille surtout pour les besoins régionaux, on peut espérer qu'il s'adaptera rapidement à la demande. Quant à la demande régionale elle-même, elle s'adaptera avec un certain retard aux habitudes de consommation des grands espaces industriels. La condition nécessaire à cet effet est toutefois l'augmentation du pouvoir d'achat qui, étant donné la localisation ne peut être obtenue ni dans l'agriculture, ni dans la partie du tertiaire couvrant des besoins à distance, et qui doit donc, de ce fait, être attendue presque exclusivement de la croissance de l'industrie régionale (1).

4. Conclusion

Depuis longtemps déjà, grâce à une grande variété de gisements de matières premières, la région d'Amberg était devenue un petit centre d'activité industrielle, au milieu d'espaces agricoles et forestiers peu productifs, sans que la région ait jamais entièrement dépouillé son caractère rural : il n'y a pas eu ici, comme dans les bassins charbonniers, une période spéculative caractérisée par un essor fulgurant, on n'y a pas vu non plus les entreprises se concentrer en un seul point, les gisements minéraux (fer, spath fluor, alumine, sables quartzeux, etc.) et de lignite étant au contraire dispersés.

Étant donné l'attachement de la population à son sol, on ne constate à peu près nulle part, malgré une légère émigration, les signes d'un dépérissement qui pourrait paralyser la vie économique et sociale. La pyramide des âges ou encore la cadence des constructions neuves se comparent avantageusement avec les moyennes bavaroises. La région ne souffre donc pas d'un déclin accéléré, mais plutôt d'un ralentissement de sa croissance, particulièrement frappant dans les arrondissements de Sulzbach-Rosenberg et (en partie) de Nabburg. Bien que depuis 1961 la croissance industrielle ait pu s'accélérer légèrement, force est bien d'admettre qu'à l'heure actuelle le développement économique est loin d'avoir atteint un niveau approchant celui de régions industrielles comparables. On peut à cet égard invoquer les raisons suivantes.

Du point de vue de l'écoulement des produits, la localisation des entreprises traditionnelles dans la région n'a jamais été spécialement favorable : le pouvoir d'achat est faible dans les environs immédiats et l'on se trouve très éloigné des grands marchés, Nuremberg mis à part. Cette situation a été aggravée après la deuxième guerre mondiale, quand s'est opérée la séparation d'avec la zone industrielle thuringo-saxonne. A l'éloignement des marchés s'est ajouté au

(1) D'après Isenberg, on range parmi les sources primaires de revenu tous les secteurs régionaux couvrant des besoins à grande distance, c'est-à-dire qui « exportent » par-delà les frontières de la région et y font rentrer des « devises » ; l'agriculture et la production de matières premières, qui, toutes deux épargnent des « devises », entrent aussi dans cette catégorie. Seuls les revenus créés par les sources primaires de ce genre peuvent alimenter une demande solvable de services locaux et régionaux. Ainsi se trouvent induites les entreprises régionales de services (sources secondaires de revenus).

(G. Isenberg, *Tragfähigkeit und Wirtschaftsstruktur*, Bremen-Horn 1953, p. 9 etc.).

cours des dernières décennies, qui coïncident avec l'« âge du charbon », un autre désavantage géographique : la difficulté d'avoir accès à la houille, ce qui constituait du point de vue des prix de revient, un handicap qui n'a pu être atténué que tout récemment, depuis que l'on transporte par canalisations des produits de substitution là où ceux-ci peuvent être utilisés (dans une très faible mesure, par exemple, au haut fourneau). Mais avant même que ne s'atténue ce traditionnel désavantage géographique en matière d'énergie, l'entrée en scène de nouveaux pays fournisseurs de matières premières rendait relativement moins intéressante, sur le plan des coûts, la possibilité, pour les entreprises régionales, d'utiliser leurs propres matières premières. Encore plus important toutefois paraît le fait qu'avec les progrès de l'intégration économique de l'Europe, les programmes de fabrication (stades de transformation souvent peu poussés) et la structure des coûts ⁽¹⁾ de mainte entreprise ancienne dans le pays n'ont plus été en mesure de satisfaire aux exigences accrues de marchés élargis. Le besoin s'est fait sentir d'appliquer des programmes de reconversion et d'adaptation qui entre temps ont été mis en œuvre par la plupart des sociétés. Dans la mesure où certaines d'entre elles ont réussi à fabriquer désormais des produits de haute valeur spécifique, en les fabriquant rationnellement et en les écoulant comme « articles de marque », elles ont pu, malgré l'inconvénient d'une situation périphérique, obtenir des résultats supérieurs à la moyenne. On trouvera, dans le secteur minéral et de la production de verre, quelques bons exemples de reconversion déjà en grande partie réalisée. Caractéristique est également l'essor pris par la Maxhütte depuis le lancement d'un nouveau laminoir à froid.

On peut compter qu'à l'avenir le processus de consolidation se poursuivra dans toutes les entreprises traditionnelles. Cela signifie, pour l'activité professionnelle, que si rien ne vient modifier les conditions actuelles, la région ne pourra absorber qu'une faible quantité supplémentaire de main-d'œuvre masculine non qualifiée. Par contre, avec les reconversions de production et le développement des services commerciaux, les besoins en éléments qualifiés continueront à augmenter. Pendant la période de reconversion les entreprises resteront, des années durant, sensibles aux fluctuations conjoncturelles et aux distorsions de la concurrence dans le marché commun. En effet, aux coûts de démarrage des fabrications nouvelles s'ajoutent parfois des charges supplémentaires de transport, qu'il faut supporter pour se procurer les matières premières et les demi-produits (meilleurs) exigés par la production d'articles de qualité, sans oublier des frais de distribution plus élevés, puisque dans la région, il n'existe qu'une faible interpénétration entre les industries.

Tandis que Ratisbonne, jusque-là peu industrialisée, connaissait un remarquable essor après la deuxième guerre mondiale, tandis que la région économique de Nuremberg voyait des entreprises nouvelles s'implanter en grand nombre, que l'on venait s'y installer en foule ou y travailler au prix de migrations

(1) Comme toute la partie est de la Bavière, la région était caractérisée par les salaires traditionnellement bas. Aussi les entreprises avaient-elles (et ont-elles parfois encore) un coefficient de main-d'œuvre excessif. Mais dans l'intervalle, l'interpénétration croissante des régions a provoqué une forte hausse des salaires et, partant, des charges de main-d'œuvre.

quotidiennes, l'arrivée des entreprises s'effectuait ici à un rythme fort calme, malgré un notable potentiel de développement. La mentalité de la population, la difficulté de transport, le sous-développement de l'habitat urbain et d'autres raisons peuvent en avoir été la cause. Parmi les nouvelles venues dominaient les entreprises occupant un gros contingent de main-d'œuvre, qui avaient profité des avantages réels et apparents du marché du travail (bas salaires et offre latente). Il s'agissait d'entreprises qui, d'une part recrutaient surtout des femmes (non qualifiées) et qui, d'autre part, possédaient rarement en propre des services de vente, des bureaux d'études ou autres services fonctionnels. Si maintenant, dans les cadre d'un effort accru pour écouler leurs produits, quelques-unes des entreprises traditionnelles ne créaient pas des services du même genre, occupant un personnel d'employés, les couches sociales intéressées risqueraient de se développer ici dans une mesure moindre que dans les régions industrielles comparables. Mais il existe des indices montrant qu'à la faveur d'une hausse du pouvoir d'achat et de l'extension à long terme d'un secteur tertiaire jusqu'ici sous-représenté, grâce aussi aux efforts de municipalités actives, la région accroîtra à longue échéance son pouvoir d'attraction.

On aperçoit néanmoins un grand facteur d'incertitude dans les relations de la région avec Nuremberg et les autres agglomérations dotées d'une grande force de rayonnement (cf. 3^e partie, 1^{re} section). Il est encore trop tôt pour savoir si, en perfectionnant son réseau de transports, la région saura s'affirmer avec sa structure actuelle (ou améliorée), ou si elle deviendra de plus en plus économiquement et culturellement dépendante des zones de concentration voisines.

Troisième partie

PROBLÈMES D'APPLICATION D'UNE POLITIQUE RÉGIONALE DANS LA RÉGION D'AMBERG

Introduction

Les deux premières parties de cette étude apportaient un diagnostic et un pronostic. Il s'agit maintenant de s'interroger sur les conséquences possibles d'une action de politique régionale dans la région d'Amberg. Cet exposé ne sera pas essentiellement centré sur les mesures à prendre dans un but précis (puisque'il n'y a pas, a priori, de but visé), mais plutôt sur la nécessité de discuter de certaines alternatives d'une intervention régionale (2^e partie) ainsi que des problèmes liés au développement d'une région déjà industrialisée (3^e partie).

Avant d'étudier les mesures qui pourraient être prises en fonction de la situation actuelle, des tendances de l'évolution et des données politiques, il convient de s'interroger sur la nécessité de cette action de politique régionale. La réponse est dans l'importance de l'écart entre une évolution du statu quo et l'évolution préconisée par les autorités compétentes du Land. Le premier paragraphe de cette troisième partie sera donc consacré à l'étude globale dans le cadre général de l'évolution future de la région.

La structure fédérale de la république d'Allemagne, la large indépendance des communes et l'actuelle péréquation financière ont conduit à des conceptions et à des actions divergentes en matière de politique régionale et ont empêché la formation d'une conception unique. La loi sur l'aménagement du territoire fédéral, promulguée en 1965, n'a rien changé à cet état de fait.

Dans une économie où règne la division du travail, l'avenir d'une zone à dimensions aussi réduites que celles de la région en étude ne peut être considéré isolément. Les données de l'évolution des régions environnantes, jusqu'aux pays du Marché commun, l'influencent en proportion des interdépendances économiques et de la dépendance à l'égard des moyens de communication.

1. *La région par rapport aux grandes tendances du développement territorial*
11. *Tendances de l'évolution en République fédérale*
111. *Les concentrations*

Aucun aménagement territorial n'est valable à long terme dans une économie en développement. Les modifications dans la production, la demande et les

autres conditions du marché occasionnent inévitablement des fluctuations dans la répartition de la population, la localisation des entreprises et l'utilisation du sol. Un processus de transformation à long terme étroitement lié à une évolution de la structure générale de production et au passage d'une production primaire à une production secondaire, et finalement tertiaire, a conduit pour une période de plus de 150 ans, en liaison avec la formation politique d'États, aux zones de structure actuelle (1) de la République fédérale avec ses différences de densité de populations régionales. De fortes immigrations ont fait naître au cours de ce processus séculaire neuf zones de forte concentration (2) qui, après la guerre, du fait des immigrations massives de l'est vers l'ouest, se sont accrues dans des proportions variables. La partie ouest de la République fédérale n'a pas été la seule à bénéficier de cette évolution des migrations est-ouest mais également dans une large mesure le sud-ouest. On constate en outre un déplacement nord-sud si l'on considère la relative stagnation à Hambourg et la tendance à la concentration dans les régions en bordure des Alpes, les côtés régressives du reste de la Bavière, du Schleswig-Holstein, de la Basse-Saxe, de la Hesse du Nord et de la partie ouest de Rhénanie-Palatinat ainsi que les augmentations absolues et relatives en Rhénanie du Nord, en Westphalie, Hesse du Sud, Rheinhesse, Palatinat et Bade-Wurtemberg (3).

Ces derniers temps, les points critiques de l'accroissement à l'intérieur des zones de concentrations se situent principalement en bordure de zone et dans les arrondissements traversés par les voies de communication entre les grands centre (par exemple les voies de communication entre les grandes zones de concentration Rhin-Main et Rhin-Neckar (4).

Bien que ces zones, qui jouent le rôle de centres moteurs de la croissance économique, continuent à s'accroître en valeur absolue, il peut arriver qu'elles perdent de leur importance relative à l'égard de nouvelles agglomérations plus petites (5) ; ceci est vérifié par les changements intervenus dans l'importance des facteurs de localisation (cf. point 112). Les petites et moyennes agglomérations, qui se glissent de plus en plus nombreuses entre les grands centres et les régions rurales, sont aujourd'hui bien plus en mesure d'exercer sur leur environnement immédiat un pouvoir d'attraction semblable à celui des zones de concentration

(1) Norbert Klotten « Incidences . . . », op. cit. page 123 et suivante.

(2) Gerhard Isenberg, « Les zones de concentration en République fédérale », tirage hors commerce, Bad-Godesberg, 1957.

(3) Norbert Klotten, en collaboration avec Winand Kau et Leo Kowalsky, « Variations de la structure d'implantation industrielle en République fédérale » dans : « Variations de la structure économique en Rép. fédérale », travaux de l'association de politique sociale, vol. 26, Berlin 1962, page 298.

(4) Norbert Klotten, Heinz Müller, en collaboration avec Bruno Dietrichs, Karl Keinath et Paul Klemmer, « Politique structurelle régionale et croissance économique dans l'économie de marché », Tubingen et Fribourg 1965, texte non publié, page 120.

(5) Parmi ces agglomérations, on distingue (d'après Isenberg) les agglomérations moyennes (jusqu'à 400 000 h) dont font partie en Allemagne du Sud Karlsruhe et Augsburg, et les petites agglomérations (villes-noyaux) de plus de 75 000 h (de 1000 à 150 000 h périphérie comprise, comme Ingolstadt) ; enfin les zones industrielles plus peuplées encore et sans ville-noyau prédominante (la zone autour de Cobourg et de Hof, par exemple). Si l'on considère le nombre d'habitants, cette répartition est certainement à modifier géographiquement car, pour la Bavière et notamment sa partie est, les chiffres seraient moins élevés.

sur leur plus vaste zone de recrutement. Ces agglomérations ne se développent plus à présent dans les limites étroites des centres mais sur leur pourtour et il arrive fréquemment qu'une zone verte reste intercalée si bien qu'on ne peut plus parler de centre précis (noyaux de cristallisation) dont les bords s'étendraient uniformément mais plutôt de superposition de zones de concentration à plus petite échelle, comportant les lieux de travail et de domicile. Il existe parfois même une troisième localisation des lieux de consommation, dans le centre urbain où réside également l'administration.

De ces mouvements de population naissent des zones inoccupées ⁽¹⁾ car les habitants des petites et très petites communes situées en-dehors des zones industrielles préféreront, à long terme, habiter des communes capables de répondre aux besoins accrus en services publics. Si l'on voulait empêcher une telle évolution, il faudrait soit éparpiller les aides publiques à un point tel que l'ensemble de la population en profiterait moins, soit défavoriser volontairement les habitants des petites communes.

112. *Les facteurs de détermination de l'évolution géographiques et leurs modifications*

Les mouvements de concentration démographiques et industriels sont corrélatifs et sont influencés par les facteurs qui ont déterminé la structure géographique. Nous ne citerons que quelques uns de ces facteurs. Depuis le 19^e siècle, les plus fortes impulsions à l'évolution de la structure géographique ont été données, sans aucun doute, par la technique ; l'exploitation des gisements les plus importants de charbon et de minerais et l'amélioration des communications ont contribué à la naissance d'agglomérations. Dans la région d'Amberg, ainsi que dans le Siegerland, l'absence de voie d'eau favorable à l'accès du charbon a sans doute empêché la naissance d'une concentration industrielle importante.

La construction de lignes de chemin de fer et l'amélioration de la navigation intérieure ont étroitement lié l'industrialisation à ces voies de communication et ont favorisé, en particulier, les points d'intersection, alors que d'autres régions se dépeuplaient. Les aménagements ultérieurs de grandes voies de circulation exercèrent également cette action contradictoire d'encouragement et de dépeuplement. L'apparition de l'électricité, facteur d'énergie omniprésent, et du camion ainsi que l'amélioration du réseau routier, ont plutôt contribué à un éparpillement. D'autre part, grâce aux automobiles, la circulation individuelle croissante sur des routes meilleures a entraîné une certaine décentralisation de la population mais non de l'industrie.

Dans le cadre de l'évolution de la géographie économique (parallèlement à la décroissance relative de l'importance des mines de charbon et de l'industrie

(1) La proportion des communes de moins de 1000 habitants (— de 600 h dans la région en étude car les communes-dortoirs entourant le centre sont très petites) diminue sans cesse dans la plupart des régions.

du fer et de l'acier), les industries mécanique, électro-technique et chimique gagnent constamment du terrain, grâce à une diversification croissante des produits et de leur qualité.

A long terme, cette forte expansion de l'industrie de transformation entraînera un amenuisement de l'influence de la localisation sur les frais d'équipement et de transport.

. . . « En ce qui concerne les frais d'équipement, ceci est dû notamment à l'amélioration des procédés d'extraction . . . ; aux substitutions dans le domaine des matières non ferreuses et aux apports chimiques ainsi qu'à l'apparition de l'électricité et du pétrole en tous lieux et à des prix voisins ; en ce qui concerne les frais de transport, cela découlera notamment de la fabrication de produits transportables, de l'installation de conduites, de la concurrence croissante dans le secteur des transports et de l'augmentation de la valeur spécifique des produits industriels » (1).

De même, cette augmentation de la valeur spécifique des produits facilitera l'implantation en dehors du centre des débouchés. En somme, la sensibilité aux frais de transport diminuera également en ce qui concerne les débouchés.

L'utilisation accrue des transports routiers et quelques facteurs de localisation de moindre importance, influencent également la structure géographique, déterminant toujours davantage le choix du lieu d'implantation : . . . « Les facteurs d'implantation, soit : réserves de main-d'œuvre, terrains disponibles, accès aux principales voies de communication (dont les autoroutes), réserves d'eau, sources d'énergie, investissements sociaux et économiques de la commune, sont, dans l'ensemble largement éparpillés, que ce soit sur le plan régional ou sur le plan local » (2).

Si l'on excepte certains inconvénients bien connus, les grandes zones de concentration particulièrement actives bénéficient de nombreux avantages : un potentiel de main-d'œuvre qualifié, sur place ; un pouvoir d'achat concentré — et donc, des débouchés — ; des voies traditionnelles d'échanges commerciaux, une concentration des services, un réseau serré de transport, des voies de communications internationales, des services culturels, etc.

113. *L'évolution des régions rurales*

Les régions rurales connaissent une émigration traditionnelle liée étroitement à l'évolution de la productivité et donc du revenu agricole, au problème de la taille des exploitations, à celui des générations, ainsi qu'aux différences d'équipement entre la ville et la campagne. La faible productivité du travail « des traditionnelles exploitations de subsistance » (3) entraîne une très médiocre rentabilité de ces entreprises qui, le plus souvent du fait même de leur taille, sont trop petites pour constituer une source de revenu unique. Actuellement, ces

(1) Norbert Kloten, Standortentwicklungen

(2) Par opposition aux entreprises agricoles fortement développées.

revenus sont partiellement augmentés grâce à l'aide à l'agriculture qui se traduit essentiellement par des subventions de superficie. Comme, d'autre part, les autorités compétentes déconseillent aux paysans d'abandonner une exploitation même non rentable, l'indispensable processus de reconversion s'en trouve ralenti.

Les premiers résultats de l'aide bavaroise à l'agrandissement des exploitations (v. B 241) permettent d'espérer l'accélération de l'évolution liée à la libération de main-d'œuvre qui devrait favoriser la naissance d'exploitations rentables en tant qu'activité principale et d'entreprises exploitées à titre d'activité secondaire.

Les petites communes des régions rurales ne disposent pas de moyens suffisants pour créer de nouveaux aménagements communaux, sociaux et culturels ou pour moderniser ceux qui existent déjà. Ces différences d'équipement par rapport à la ville se maintiendront, ne serait-ce qu'en raison de l'impossibilité du partage de certaines aides publiques. Les subventions publiques justifiées par les exigences actuelles ne peuvent être accordées à chaque village. Les densités de population y sont très faibles et le seront encore plus à l'avenir avec la diminution croissante des besoins en main-d'œuvre pour l'exploitation productive des surfaces agricoles (1).

Cet isolement social provoque finalement une émigration sélective des jeunes générations, qui prennent conscience du caractère rétrograde et du bas niveau de vie des régions rurales. D'autre part, les nouvelles générations semblent très peu disposées à s'occuper d'une exploitation à titre d'activité secondaire.

En résumé, l'importance économique des régions essentiellement rurales diminue de plus en plus par rapport à celles occupées par les entreprises industrielles et les services. Malgré l'importance de l'excédent des naissances, la densité des populations de ces régions rurales peu peuplées continuera de diminuer par rapport aux grands centres et aux agglomérations moyennes en raison de l'émigration traditionnelle. Le taux d'accroissement des agglomérations dépend de ces émigrations rurales. Il est possible que l'importance des grands centres actuels décroisse en faveur d'agglomérations moyennes en dépit des avantages qu'ils présentent et cela en raison des modifications intervenues dans les facteurs de détermination des lieux d'implantation industrielle.

12. *La situation particulière de la région d'Amberg*

121. *La proximité de la zone de Nuremberg*

Seuls les traits caractéristiques du processus d'évolution des alentours d'Amberg seront analysés ici.

La pondération des différents facteurs est complexe. Pourtant il est possible d'avancer quelques raisons supplémentaires au fait qu'en 1961, plus de 1600 migrants (160 % de plus qu'en 1950) se sont déplacés quotidiennement de

(1) D'après Priebe, il n'y aurait plus que 10 à 20 personnes au km² dans les villages purement agricoles.

Sulzbach-Rosenberg et Amberg vers la Moyenne-Franconie où il est relativement facile de se rendre. Dans l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg la Maxhütte est à peu près la seule entreprise à procurer des emplois à la main-d'œuvre masculine. Les communications étant plus faciles vers l'ouest et les offres d'emploi insuffisantes à Amberg, la main-d'œuvre qui ne trouve pas à s'employer à la Maxhütte est donc contrainte de se diriger vers Nuremberg (1). La forte proportion de femmes (45 %) parmi les migrants s'explique par les conditions favorables qui leur sont offertes sous forme de travail à mi-temps, de transport collectif par autobus, etc. ; en outre, dans l'arrondissement de Sulzbach-Rosenberg, les femmes ne trouvent que depuis quelques années seulement des possibilités d'emploi dans deux entreprises moyennes occupant au total 400 personnes.

122. *L'essor de Ratisbonne*

Cet essor a été particulièrement rapide au cours des dernières années, l'industrialisation de cette ville n'ayant été amorcée qu'après la deuxième guerre mondiale. La densité industrielle est passée de 109 en 1959 à 151 en 1964, alors que le nombre d'entreprises industrielles réparties sur des secteurs très divers est resté inchangé. On constate une certaine prépondérance de l'électrotechnique encore récemment accentuée par la création d'une nouvelle filiale d'un important cartel d'entreprises électroniques occupant 3000 personnes. En 1961, un courant d'environ 700 navetteurs (dont environ 55 % de femmes) habitant l'arrondissement pourtant fortement industrialisé de Burglengenfeld (densité industrielle 180) s'orienta vers Ratisbonne.

De sa position de chef-lieu du Haut-Palatinat, la ville tire des avantages certains, car les aides à l'ensemble du district proviennent essentiellement des autorités gouvernementales. Ceci est également valable pour le vaste secteur des services, hormis l'administration : toutes les catégories de banques, par exemple, sont représentées à Ratisbonne (la Banque du commerce a ouvert dernièrement une filiale). Le projet du centre d'achat Danube, qui doit être ouvert d'ici septembre 1967, fait de rapides progrès. Les magasins prévus dans ce centre d'achat couvriront une surface totale de 11 000 m² et comprendront des supermarchés, des magasins de meubles et autres commerces. Ils concentreront la demande effective d'une vaste zone d'influence et retireront une part de leurs revenus à d'autres zones, dont les arrondissements de Burglengenfeld, Nabburg et Schwandorf.

Le port de Ratisbonne pourrait acquérir une importance croissante grâce à l'extension du commerce vers l'est et à l'aménagement définitif du canal Rhin-Main-Danube ; il deviendra port de transbordement pour un vaste arrière-pays auquel appartiennent certaines parties de la région étudiée.

Mais le rayonnement le plus important qui s'exercera dans un proche avenir sur le Haut-Palatinat proviendra sans aucun doute du développement culturel

(1) Les différences confessionnelles entre Amberg et Sulzbach-Rosenberg favorisent également cette orientation vers l'ouest.

né de la création d'une université grâce à laquelle les jeunes et les adultes seront incités à parfaire leur formation et à élever leur niveau.

Allant de pair avec l'essor culturel, on peut prévoir que l'industrialisation croissante découlant d'une amélioration des transports (port, autoroutes) et que l'installation de centres des services publics et privés accroîtront largement le pouvoir d'attraction sur certaines catégories des populations qui souhaitent quitter les régions de l'ouest, en bordure de zone, et les régions du nord (arrondissement de Burglengenfeld).

123. *L'évolution de la région en bordure de zone*

La partie limitrophe située à l'ouest de la région ne peut être considérée comme zone à structure uniforme. Elle doit être divisée en deux parties au moins : la moitié nord présente une petite zone industrielle qui a pour centre, Weiden, et où prédomine la fabrication du verre et de la porcelaine. La moitié sud est traditionnellement vouée à l'exploitation agricole et forestière et ne présente aucun centre urbain ou commercial (1) à l'exception de Cham, élevée au rang de commune centrale en 1961.

L'implantation de nouvelles entreprises industrielles dans la région rurale en bordure de zone s'explique par le manque de main-d'œuvre et de terrains disponibles dans les régions industrialisées. Cette implantation a également été favorisée par l'amélioration des conditions de l'infrastructure et par une politique d'encouragement dont l'efficacité est cependant difficile à mesurer. Malgré une augmentation de 119 % du nombre des personnes actives dans l'industrie entre 1950 et 1964, dans la sous-région de Cham, la densité industrielle de cette zone n'est plus que de 66 contre 131 dans la sous-région de Weiden où les travailleurs industriels ont augmenté de 67 % depuis 1950. Notons que l'industrialisation de cette zone est moins le fait d'entreprises à main-d'œuvre masculine que des filiales de l'industrie de l'habillement et de l'électro-technique qui utilisent principalement des femmes.

Parmi les entreprises textiles nouvellement installées, certaines sont dotées d'un capital confortable ; d'autres, par contre, connaissent d'ores et déjà une situation difficile (2) ; pour ces dernières il semble nécessaire de prévoir des mesures d'aide sans lesquelles elles ne pourront subsister après 1969, quand l'intégration dans le marché commun sera complètement réalisée.

L'implantation et l'aménagement de nouvelles entreprises à main-d'œuvre féminine pourraient se ralentir en raison du manque d'ouvrières disponibles qui ne peuvent être remplacées par des hommes, remplacement qui n'est d'ailleurs pas souhaité étant donné le niveau plus élevé des salaires masculins.

Quant aux raisons du manque d'implantations nouvelles d'entreprises à main-d'œuvre masculine, elles paraissent se définir ainsi :

(1) Dans la « sous-région » de Weiden, la proportion des personnes occupées dans l'agriculture et la sylviculture est encore de 28 % ; elle est de + de 40 % dans la sous-région de Cham.

(2) Cf. Rapport annuel de la Chambre du commerce et de l'industrie, 1964, p. 36, Ratisbonne.

1. Investissements plus élevés, par rapport à l'unité d'emploi, que pour les entreprises à main-d'œuvre féminine ;
2. Frais de transport généralement plus élevés ;
3. En raison du salaire plus élevé, les hommes s'astreignent mieux que les femmes aux longs déplacements quotidiens et acceptent éventuellement plus aisément une navette hebdomadaire ;
4. Les hauts salaires offerts aux ouvriers du bâtiment, compte tenu des indemnités pour arrêts saisonniers, diffèrent très peu de ceux offerts dans d'autres régions ou dans de grands centres, contrairement à ce qui se passe pour la main-d'œuvre féminine. Sur le plan du coût des salaires, l'installation de filiales n'est donc pas rentable puisqu'il faut augmenter les salaires pour attirer et garder une main-d'œuvre masculine.
5. Les entreprises à main-d'œuvre masculine font généralement partie
 - soit de l'industrie des matières premières (et, excepté le bois, la zone située à l'est de la région possède peu de matières premières et de richesses naturelles),
 - soit de l'industrie de transformation qui nécessite d'importants contingents d'ouvriers qualifiés et de personnel d'entretien.

La main-d'œuvre dans cette zone est trop réduite et trop peu qualifiée pour permettre l'extension de ce type d'industries et, à l'exception de la fabrication du verre et de la porcelaine (dans la partie nord), on n'y trouve aucune tradition industrielle ; enfin il existe peu de communications avec les grands marchés offrant des débouchés.

Contrairement aux entreprises à main-d'œuvre féminine situées dans la région en bordure de zone, les entreprises à main-d'œuvre masculine actuellement existantes, des branches : verre, mines et carrières et transformation du bois, ne semblent pas offrir de nombreux emplois. On y trouve les mêmes problèmes que dans la région d'Amberg : les mesures de reconversion et de rationalisation rendent certains emplois superflus ; quelques entreprises en expansion créent de nouveaux emplois mais, au total, ils n'augmentent que faiblement. Les chiffres de main-d'œuvre disponible indiqués lors de l'étude de la zone limitrophe dans l'est de la Bavière (voir plus haut) sont relativement élevés ; cependant comme l'indique la faible densité de la population, les lieux d'habitation des travailleurs sont très éparpillés en raison de l'absence générale, surtout dans la partie sud, de centres adéquats avec leur zone de recrutement correspondante. Une entreprise désireuse de faire face à la concurrence dans le cadre de la C.E.E. doit être d'une certaine importance et doit donc pouvoir disposer sur place d'un certain contingent de main-d'œuvre. « Malgré les techniques modernes de production et la diminution des frais de transport des produits de consommation à haute valeur spécifique, la création de nouveaux centres industriels, étant donné la dynamique de l'intégration européenne, ne peut se faire qu'en des

lieux géographiquement favorables. Il est impossible de parvenir à un aménagement complet de la structure par l'industrialisation des régions montagneuses isolées et peu peuplées » (1).

La structure de l'habitat, les moyens de transport et le manque de pouvoir d'achat ont pour conséquence un retard considérable du secteur tertiaire de cette région limitrophe par rapport à la Bavière et à la moyenne fédérale : Dans la sous-région de Cham, seules 21 % des personnes actives travaillent dans le secteur tertiaire (29 % dans l'Oberpfalz). Les environs de Cham appartiennent partiellement à la zone d'influence des villes de Ratisbonne et de Schwandorf et ils bénéficient par la même occasion de certains de leurs services ; on ne peut donc raisonnablement s'attendre à un renforcement sensible des fonctions centrales de Cham.

Du fait de son éparpillement géographique l'industrie n'a pu maintenir la population dans la région limitrophe. D'après le groupe de projets du G.R.S. pour l'est de la Bavière, les hypothèses les plus optimistes quant à l'évolution future prévoient un accroissement de la population de l'ensemble de la région limitrophe égal à la moitié de l'excédent des naissances. On peut imputer cette persistance du mouvement migratoire, d'une part, à la tendance générale à l'émigration que connaissent toutes les régions rurales (cf. paragraphe 113) et, d'autre part, à la progression trop lente des implantations d'entreprises nouvelles attractives ; cette lenteur elle-même s'explique par le manque de noyaux de concentration, la faible densité de la population, le manque de qualification de la main-d'œuvre et un climat industriel peu favorable en particulier par manque de services commerciaux, de contacts, de transports.

Il est difficile de prévoir dans quelle mesure la région d'Amberg accueillera à l'avenir des portions de la population en provenance des zones limitrophes situées à l'est ou encore de prévoir l'accélération de sa capacité d'expansion économique grâce à une amélioration de son potentiel de développement. Il en est de même de l'influence exercée par Nuremberg, Ratisbonne et même par Munich : ces zones auront-elles une influence positive ou négative sur les tendances de l'évolution dans la région quand elles disposeront de meilleures communications ? Les multiples interventions de facteurs d'importances variables ne permettent pas de donner une réponse précise à cette question. L'évolution probable de la région étudiée ne peut donc être prévue que dans un certain cadre, délimité par des suppositions optimistes ou pessimistes.

13. Possibilités d'évolution

Les possibilités d'évolution de la région en étude sont examinées sur les bases suivantes :

- les données de la situation dans la région elle-même ;
- l'évolution dans les régions avec lesquelles existe une forte interdépendance ;

(1) Hans Apel : Raumordnung und Regionalpolitik.

- l'étude des conséquences probables de projets publics déjà connus (amélioration de l'infrastructure des transports) ;
- l'étude des conséquences des décisions prises dans le cadre de la politique économique générale, non assorties de mesures spécifiques de politique régionale.

On ne peut procéder ici à une analyse complète des causes et des effets, étant donné l'interdépendance existant entre la plupart des facteurs et l'influence contradictoire de nombreuses mesures. En se basant tout d'abord sur des hypothèses optimistes puis sur des hypothèses pessimistes, on se limitera donc à l'étude du développement du produit national brut, de la population et de l'emploi ; ces trois domaines étant, bien entendu, déterminés par l'évolution des secteurs industriels, agricoles et sociaux mais exerçant à leur tour une influence certaine sur ces secteurs.

131. *Hypothèses optimistes*

Malgré les indispensables mesures de reconversion, le produit social de la région augmente sans accuser de fluctuations annuelles sensibles et se rapproche de la valeur moyenne de l'accroissement en Bavière. La population se maintient dans la région dans la mesure de son accroissement naturel. Le nombre d'emplois offerts dans le secteur secondaire augmente dans les mêmes proportions que le nombre des personnes quittant les établissements scolaires et que la main-d'œuvre libérée par l'agriculture et l'industrie.

Les entreprises industrielles existantes peuvent adapter leur programme de production à la situation du marché. Le commerce avec l'est est accru. La diminution du chiffre d'affaires et du nombre d'emplois dans certaines entreprises, du fait de la reconversion, est largement compensée par la croissance dans d'autres entreprises.

- La rationalisation dans le domaine de la production va de pair avec une extension de la production et ne supprime que peu d'emplois. La construction de l'autoroute améliore les conditions de transport et la capacité de concurrence.
- L'accroissement du chiffre d'affaires de la Maxhütte se maintient, grâce à la nouvelle orientation de sa production vers des produits de qualité qui trouvent des débouchés sur le marché de l'Allemagne du Sud en voie de stabilisation.

La Maxhütte se charge en partie elle-même de la formation professionnelle des manœuvres afin de disposer de la main-d'œuvre qualifiée qui lui est nécessaire à la fabrication de produits de qualité.

- Les commandes de l'industrie des biens d'investissements et du bâtiment restent importantes et contribuent au plein emploi des fonderies de la Luitpoldhütte. Grâce à la Bavière, les achats de tuyaux de pompe se maintiennent encore

quelques années dans les mêmes quantités ; la taxe sur la fonte brute est maintenue pendant la période de reconversion. Les conversions indispensables se déroulent de façon continue et n'entraînent, en cas d'abandon du secteur matières de base, qu'un licenciement maximum de 200 travailleurs.

- Le nombre de personnes actives dans les entreprises du secteur « Mines et Carrières » reste constant et le chiffre d'affaires de ces entreprises augmente grâce à un léger accroissement de leur production. Des installations communes de transformation des produits améliorent encore la rentabilité.
- Jusqu'à épuisement des réserves de lignite dans 20 ans, la société DKW Schwandorf fonctionnera entièrement au lignite ; la rationalisation entraînera une lente diminution du nombre d'emplois à la BBI.
- Malgré une localisation défavorable, les VAW maintiennent leur niveau de production.
- Aucune des petites et moyennes entreprises de l'industrie de transformation des métaux ne quitte la région. Seules quelques entreprises mineures sont abandonnées (tuileries, scieries).
- Une entreprise d'électronique, à Amberg, augmente ses effectifs jusqu'à 1000 personnes environ dont une majorité de femmes ; une autre entreprise de la même branche employant 700 personnes va s'installer à Nabburg.
- Seules quelques petites entreprises de la région de Nuremberg sont incitées par l'amélioration de l'infrastructure des transports à installer des filiales dans la région d'Amberg. Il faut plutôt s'attendre à ce que les entreprises existantes augmentent leur nombre d'emplois et installent éventuellement des services administratifs, diminuant ainsi le côté « succursale ».

Le nombre des exploitations agricoles diminue régulièrement, parallèlement à une concentration accrue des entreprises familiales constituant une activité principale et des entreprises secondaires qui apportent un revenu supplémentaire au revenu industriel ou commercial. Les débouchés se multiplient grâce à l'augmentation de la densité de population. La main-d'œuvre rendue disponible trouve en grande partie à s'employer dans les entreprises industrielles ou commerciales de la région. L'augmentation de la productivité du travail élève le niveau des revenus.

L'aménagement de l'infrastructure des transports de la région facilite les déplacements en fin de semaine des travailleurs et les excursions. Le secteur des services s'en trouve stimulé et développé.

Afin de lutter contre l'émigration et les « navettes », les salaires sont amenés au niveau de ceux de Nuremberg (élévation du niveau du revenu individuel mais aussi des charges des entreprises).

Au total, l'émigration ne se fait plus que dans des proportions insignifiantes ; la population se concentre davantage dans les zones industrielles. Il ne faut

certes pas espérer une absorption de portions de populations venant de régions limitrophes mais, au moins, l'octroi d'emplois aux navetteurs habitant cette région.

132. *Hypothèses pessimistes*

L'augmentation du produit social de la région reste loin d'atteindre l'accroissement moyen de la Bavière, tend à la stagnation et est soumise, du fait des mesures de reconversion et des fermetures, à d'importantes fluctuations annuelles. Seule une partie de l'accroissement naturel de la population peut être maintenue dans la région. Le nombre des emplois dans l'agriculture et même dans l'industrie plafonne ou diminue.

Les entreprises industrielles ne parviennent pas à se reconvertir suffisamment pour s'adapter au marché. Les moyens de financement des investissements, d'une part, la main-d'œuvre qualifiée d'autre part, sont insuffisants. Le commerce avec l'est n'est pas étendu. L'aménagement du canal Rhin-Main-Danube jusqu'à Nuremberg fait perdre des acheteurs au profit de la concurrence ouest-allemande ou européenne.

- Des livraisons en provenance de France, d'Italie et de Sarre affluent de plus en plus sur le marché de l'acier de l'Allemagne du Sud. De ce fait, la Maxhütte perd des acheteurs, son chiffre d'affaires ne progresse plus ou presque plus. Le déficit de la production de fonte augmente par rapport aux usines de la Communauté (pour l'extraction du minerai, son traitement, etc.).
- La taxe sur la fonte brute est supprimée ; les autorités bavaroises jugulent les ventes de tuyaux en fonte de la Luitpoldhütte. Le secteur des hauts fourneaux n'amortit plus ses dépenses et doit finalement être stoppé. Les tuyaux en fonte étant remplacés toujours davantage par des tuyaux en fibrociment ou en matières synthétiques, le déficit du chiffre d'affaires ne peut être compensé, d'autant plus que la chute des prix dans l'industrie de transformation des matières synthétiques se confirme et que l'on ne dispose pas de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire à ces nouveaux secteurs d'entreprises. Les reconversions n'étant pas planifiées, 600 personnes sont licenciées dans le secteur des matières de base.
- La plupart des entreprises de production se contentent du niveau de rationalisation déjà atteint ; elles n'augmentent pas le nombre de leurs emplois et leur accroissement est inférieur à la moyenne.
- La DKW Schwandorf est convertie prématurément à l'utilisation du pétrole, l'extraction du lignite est arrêtée avant épuisement des réserves, la région perd ainsi un grand nombre d'emplois et environ 1300 travailleurs sont licenciés.
- La détérioration du rapport prix de revient/prix de vente oblige les petites mines de fluor à fermer ; aucune intervention de la Communauté n'est accordée pour encourager l'amélioration de la qualité de l'argile d'où de nouvelles

fermetures ; une usine de transformation des métaux quitte la région. On ne parvient pas à attirer de nouvelles entreprises.

Le nombre des exploitations agricoles diminue mais sans qu'il y ait concentration en vue d'augmenter le nombre d'exploitations principales rentables. La population n'augmentant pratiquement pas, les possibilités de débouchés ne s'améliorent pas pour les produits agricoles. La main-d'œuvre rendue disponible ne trouve pas d'emplois dans la région.

Le manque de pittoresque du paysage et l'insuffisance du nombre d'organismes de tourisme n'augmente pas le pouvoir d'attraction et la venue de touristes, malgré l'amélioration des moyens de communication. Le produit national brut étant stagnant, le pouvoir d'achat l'est aussi, si bien qu'on ne peut espérer voir augmenter sensiblement la demande de services.

Le manque d'emplois attrayants entraîne une émigration accrue, en particulier dans les zones rurales où la main-d'œuvre agricole rendue disponible est obligée de se tourner vers les grands centres. Les transports plus rapides incitent les travailleurs de zones limitrophes à faire de longs trajets du domicile au lieu de travail (en direction de Nuremberg pour ceux habitant les arrondissements de Sulzbach-Rosenberg et Amberg, en direction de Ratisbonne pour ceux de Burglengenfeld). Des populations émigrantes de la zone en bordure de région ne sont pas absorbées et les navetteurs habitant cette zone ne trouvent pas d'emplois.

L'évolution probable se situera sans doute entre ces deux extrêmes dont les détails ne ressembleront d'ailleurs pas à ceux supputés plus haut, au cas où des évolutions particulières interviendraient, comme par exemple une stagnation de l'accroissement du produit social dans la république fédérale d'Allemagne ou une mauvaise conjoncture des branches dont font partie les entreprises déterminantes de la région.

2. *Possibilités d'une action de politique régionale*

21. *Introduction*

Les pouvoirs publics peuvent s'occuper du développement d'une région en particulier (politique économique et régionale adaptées), même s'ils prennent constamment des mesures ayant une répercussion régionale quelconque — ou encore, dans le cadre d'un plan, prévoir et réaliser des programmes d'action à but précis qui donneraient l'impulsion nécessaire.

Comme pour toute intervention de politique économique, il est nécessaire de préciser ici les objectifs et les moyens de les atteindre. Le paragraphe suivant sera consacré à l'étude des moyens propres à réaliser tel ou tel objectif. L'exposé des conceptions présidant à la détermination des objectifs sera volontairement omis ⁽¹⁾.

(1) La détermination des objectifs est affaire du gouvernement ou des autorités compétentes. On indiquera seulement certains problèmes qui peuvent se poser (cf. entre autres 3^e partie, paragraphe 24).

D'autre part, il ne sera pas établi ici d'inventaire des moyens de politique régionale générale, dont il faudrait détailler chaque conséquence possible sur chaque phase du développement. Enfin, il faut renoncer, dans le cadre trop étroit de cette étude, à une discussion générale de la conformité des mesures de politique régionale qui entrent très souvent en conflit avec les principes d'une économie de concurrence. On pourra encore moins traiter in extenso, dans l'analyse d'une petite fraction de territoire, des questions de consistance et de coordination de programme de politique régionale et de leur application, celles-ci étant étroitement liées à l'organisation administrative et aux principes de la politique économique du moment. On s'orientera plutôt, pour répondre aux nécessités pratiques, vers la discussion d'un choix de moyens, dicté par la situation particulière de la région d'Amberg.

22. *Aides à la reconversion des entreprises locales* (1)

La région fait partie des zones industrielles affrontées à des problèmes de développement et de restructuration. Pour que le processus de reconversion puisse se dérouler normalement même en cas de crise affectant l'apport de capitaux, la rentabilité et, surtout, le marché du travail, il faut que les pouvoirs publics apportent leur soutien sous forme d'intervention dirigée ; de cette façon seulement, ils contribueront à la stabilité du climat social et à l'augmentation du pouvoir d'attraction de la région.

Dans les cas de fermetures dans la sidérurgie, la Haute Autorité est prête à contribuer à la réadaptation professionnelle de la main-d'œuvre (2) ; mais l'initiative d'une demande d'aide publique temporaire revient aux chefs d'entreprises sidérurgiques. La formation professionnelle devrait être accordée également à la main-d'œuvre provenant d'autres secteurs industriels, dont l'industrie minière et le secteur agricole. Il en est de même de l'extension des mesures d'aide aux transports qui devraient concerner un cercle plus large d'industries.

On a donné aux deux usines sidérurgiques la première place dans cette analyse uniquement parce qu'elles constituent les deux plus importantes entreprises à main-d'œuvre masculine de la région.

221. *Problèmes de reconversion de la Luitpoldhütte*

Ainsi qu'il a été indiqué dans la 2^e partie (3212), la Luitpoldhütte a mis au point un programme d'adaptation de l'entreprise aux nouvelles conditions locales et de marché et elle a déjà réalisé certaines parties de ce programme. La question des effectifs et la diminution temporaire du chiffre d'affaires constituent les problèmes principaux.

- (1) On ne procédera pas à une analyse particulière du secteur agricole. Les problèmes de restructuration agricole dans la région ne diffèrent pas suffisamment de ceux des autres régions pour déterminer des points de vue nouveaux, étant donné le grand nombre des projets d'amélioration déjà publiés.
- (2) Directives pour l'attribution de subventions aux travailleurs des mines de houille, mesures prises en application de l'article 56, paragraphe 2, du traité de la C.E.C.A. du 12 juin 1964. Ces directives sont également valables pour les industries du fer et de l'acier.

2211. *Problèmes d'effectifs*

Les mesures d'arrêt du travail concerneront au total environ 500 travailleurs, dont 190 à 200 — selon la date à laquelle cet arrêt aura lieu — devront chercher un nouvel emploi hors de l'entreprise. Si l'on se base sur des hypothèses optimistes (cf. 3^e partie, paragraphe 1), les travailleurs licenciés pourront tous trouver à s'employer dans d'autres entreprises. Cependant, peu d'entreprises régionales peuvent leur offrir des salaires similaires ou plus élevés car celles-ci ne cherchent pas à augmenter leur main-d'œuvre et ne recrutent que dans la mesure où des postes deviennent vacants (voir 2^e partie, fin du paragraphe 3212).

Tant que l'on ne pourra prévoir la structure des salaires et du marché de l'emploi au moment de l'arrêt du travail dans le secteur des matières premières de la Luitpoldhütte, on ne pourra estimer le nombre de travailleurs qui auront besoin d'une réadaptation professionnelle ou de toute autre forme d'aide. Mais, selon les directives de la Haute Autorité évoquées plus haut (voir note en bas de page précédente, voici quelles sont les catégories de personnes pouvant éventuellement bénéficier d'une aide :

Travailleurs ayant trouvé un nouvel emploi dans une autre entreprise :

- 50 % des frais de transport quotidien jusqu'au lieu de travail pendant 12 mois (paragraphe 5 des directives)
- Frais de réinstallation (paragraphe 6) ou indemnité de séparation (paragraphe 7)
- Garantie de salaires (paragraphe 9) d'un pourcentage déterminé du salaire (concerne également les travailleurs déplacés à l'intérieur de l'entreprise).

Entreprise ayant embauché ces travailleurs

- contribution aux frais de formation professionnelle (paragraphe 13) lorsque sans cette aide le « replacé » trouve difficilement un nouvel emploi et qu'il n'atteint un rendement professionnel normal qu'après une certaine période d'adaptation.

Travailleurs licenciés :

- frais de présentation aux nouveaux employeurs éventuels (paragraphe 11) ;
- aide à la réadaptation professionnelle, selon le paragraphe 12 (analogue aux paragraphes 5 et 7 plus argent de poche) ;
- indemnités d'attente (paragraphe 14) pour la durée du chômage ;
- octroi d'aides transitoires après l'expiration de la période d'indemnisation d'attente pour certaines catégories de travailleurs (paragraphe 17).

Organismes chargés de la rééducation professionnelle :

- frais relatifs au fonctionnement des cours (frais de personnel et de matériel) (paragraphe 12).

2212. *Problèmes de financement* (1)

La Luitpoldhütte est parvenue, ces derniers temps, à financer elle-même son programme de reconversion. Il dépendra des facteurs énumérés ci-dessous que cet auto-financement se maintienne pour les phases futures de la reconversion :

- du temps pendant lequel le secteur matières de base continuera à travailler sans entrer dans la phase déficitaire ;
- de la proportion dans laquelle le secteur transformation actuellement en expansion parviendra à couvrir le déficit du secteur haut fourneau.

Le chiffre d'affaire du secteur haut fourneau est lié en grande partie à l'évolution du groupe Salzgitter mais aussi au maintien de la taxe sur la fonte ou, au contraire, de l'importation de fonte à bon marché (comme avant février 1964). Quant à la taxe sur la fonte, c'est de l'attitude future de la Haute Autorité que dépendra la poursuite de la reconversion de la Luitpoldhütte avec ses propres fonds. La Haute Autorité peut accorder des aides à la reconversion soit sous forme de garantie soit sous forme de crédits à des conditions avantageuses : durée de 13 ans maximum, taux d'intérêt de 4,5 % pendant les cinq premières années et de 6,5 % ensuite ; les trois premières années franches. Le montant des crédits ne doit pas excéder 30 % du total de l'investissement.

En ce qui concerne les débouchés du secteur de la transformation, les décisions du Land sont d'une importance non négligeable : une grande partie de la vente des tuyaux de fonte de la Luitpoldhütte dépend des commandes des autorités compétentes du Land de Bavière qui utilise de plus en plus pour l'installation de canalisations d'eau des tuyaux en matière non métallique. Dans la mesure où il s'agit de tuyaux en matières synthétiques, la Luitpoldhütte peut participer au marché. Cependant, les tuyaux en matières synthétiques sont loin de jouer un rôle aussi important dans le chiffre d'affaires que ceux en fonte.

Pendant la période de sa reconversion, la Luitpoldhütte est évidemment tributaire du maintien plus ou moins constant du chiffre d'affaire dans le secteur des tuyaux de fonte. Point n'est besoin pour cela que le Land favorise particulièrement de ses commandes la société aux dépens des entreprises de la zone en bordure de région ; il suffit que lui soit laissée la possibilité de prendre part à la compétition. Ceci n'implique pas nécessairement que l'entreprise doive diminuer sa production de tuyaux en fonte par rapport à l'ensemble de sa production de tuyaux puisque la demande de cette catégorie de produit semble devoir continuer sa progression.

222. *Amélioration des conditions de concurrence*

Les deux usines sont situées à la périphérie du Marché commun. Cette situation excentrique s'est encore aggravée dernièrement en ce qui concerne les débouchés

(1) Outre la Luitpoldhütte, d'autres entreprises régionales connaissent des problèmes de financement, ceux-ci étant directement liés aux mesures politiques et juridiques.

en raison des mesures tarifaires prises par les chemins de fer qui favorisent les localités situées au centre du Marché commun (1).

Actuellement, les prix rendus sont fixés, pour les débouchés de la Maxhütte en Allemagne du Sud, par le tarif spécial 8 B 14 (parité Sarrebruck). De même que les tarifs concurrentiels pour le Luxembourg et la Lorraine, ce tarif doit être considéré comme une conséquence de la décision politique de l'aménagement du canal de la Moselle.

Au nom d'une égalité de traitement, on réclame depuis longtemps un tarif également réduit pour le Haut-Palatinat en arguant de la construction possible d'une liaison fluviale avec le canal Rhin-Main-Danube depuis Ratisbonne et de la concurrence de la route. Entre temps, en octobre 1965 pour éviter que les laminés ne soient transportés par route, les chemins de fer ont accordé à la Maxhütte le tarif spécial 8 B 45 (cf. remarques tableau 8 de l'annexe), qui procure à l'entreprise un premier allègement.

On peut se demander également s'il ne faudrait pas accorder à la Luitpoldhütte un tarif fictif — dans ce cas pour la fonte — si un tarif spécial pour la fonte, analogue au tarif spécial 8 B 37 doit entrer en vigueur, tarif qui favorise unilatéralement les « postes de mouillage » ou de « demi-mouillage » (2) de l'Allemagne du Sud.

Si, afin d'éviter une trop grande multiplication, on ne tient pas à étendre ces tarifs spéciaux aux deux usines mais qu'on ne veuille pas non plus supprimer pour des raisons politiques leur application actuelle, il faudrait envisager un élargissement du programme d'aide aux frais de transport qui ne concerne évidemment pas uniquement les produits du fer et de l'acier. Du point de vue de l'économie politique, l'aide aux frais de transport présenterait l'inconvénient, par rapports aux tarifs spéciaux, de faire encore moins cas des réalités économiques ; en d'autres termes : les livraisons vers des lieux éloignés des grandes voies de communication sont également favorisées alors qu'elles ne seraient pas concernées, par exemple, par le système du tarif spécial. Selon le ministère fédéral des affaires économiques (3), une aide générale aux frais de transport nécessiterait, pour la seule région en bordure de zone (l'aide vise un territoire beaucoup plus vaste qui comprend, notamment, la région d'Amberg) une mise de fonds trois à quatre fois plus importante que les sommes qui y sont actuellement consacrées et qui atteignent environ 25 millions de DM par an. De même qu'une différenciation de l'aide selon les besoins de chaque cas particulier est plus efficace qu'une distribution générale, des tarifs spéciaux dirigés auraient l'avantage de coûter moins cher.

Outre les mesures tarifaires, les aides indirectes à l'exportation accordées par certains États (par exemple : l'offensive d'exportations au moyen de facilités de crédits, etc., prévue dans le nouveau plan quinquennal français) sont con-

(1) Cf. 1^{re} partie, B 34, et 2^e partie, 321.

(2) Lieu à proximité du trafic d'un port.

(3) Frankfurter Allgemeine Zeitung du 27 juillet 1965.

traires à une politique d'égalité des chances. Certaines entreprises sont favorisées à grands frais et sans justification économique réelle, ce qui, à la longue, peut amener d'autres entreprises mieux situées à se retirer de la concurrence ainsi faussée si aucune politique de compensation n'intervient.

23. *L'utilité pratique des programmes publics d'encouragement*

D'après les informations qui ont été fournies précédemment, aucune des grandes entreprises à main-d'œuvre masculine n'envisage d'augmentation importante du nombre des emplois. Au contraire, elles souhaitent fréquemment voir diminuer leurs effectifs grâce à des mesures de rationalisation. Si l'on considère, d'autre part, qu'aucune tendance à l'implantation d'entreprises nouvelles n'a pu être constatée dans la région, il paraît nécessaire de prendre des mesures permettant, pour le moins, de maintenir à leur niveau actuel le nombre des emplois. D'un point de vue économique, ces prérogatives semblent justifiées si l'on considère les disponibilités régionales en capitaux privés et publics et l'augmentation des charges sociales des grands centres. Tant que, comparativement, l'implantation régionale n'offrira pas plus d'avantages financiers à l'entreprise privée ⁽¹⁾, les inconvénients régionaux, supposés ou réels, devraient être compensés de façon durable par une aide des communes et de l'État dans le cadre d'une politique de décentralisation ou encore par des offres de conditions favorables à l'implantation ou à l'extension d'entreprises elles-mêmes créatrices d'expansion.

231. *Intervention des communes*

La commune dispose — selon des moyens — de plusieurs possibilités d'intervention directe en vue d'encourager l'industrialisation. Elle peut, par exemple :

- proposer des terrains industriels à prix réduit (avec voies de communications, etc.) ;
- fixer un taux d'imposition avantageux, surtout en ce qui concerne les patentes ;
- accorder des réductions de prix pour l'usage des services communaux (eau, gaz, égouts, électricité, etc.) ;
- faciliter l'obtention de crédits et en réduire le coût ;
- louer des bâtiments en attendant l'aménagement de zones industrielles.

Les grandes communes de la région considèrent que leur première tâche est d'acquérir un terrain pouvant servir de terrain industriel mais dont la plus grande partie au moins soit située sur le territoire de la commune afin d'éviter une hausse des prix qui empêcherait toute implantation. Parmi les grandes villes de la région, Amberg surtout a déjà procédé à l'achat préalable de terrains adéquats ⁽²⁾.

(1) En partie parce que, dans les grands centres, les frais sociaux ne sont pas à la charge de ceux qui les occasionnent.

(2) En ce qui concerne la vente de terrains industriels, il faut prendre en considération aussi bien les intérêts des firmes qui s'établissent que la volonté légitime des communes de ne céder que les terrains réellement aptes à la construction industrielle.

Les communes, d'autre part, peuvent créer un climat d'expansion susceptible d'attirer de nouveaux habitants. Amberg est entrée dans cette voie de différentes façons : en projetant la construction prochaine d'un grand magasin, en favorisant le développement du secteur bancaire, en procédant à de vastes aménagements pour le sport et la santé, en créant des parkings dans la ville et, avant tout, en promouvant la construction planifiée de logements modernes.

Sulzbach-Rosenberg et Schwandorf disposent de terrains industriels adéquats mais la plupart de ces terrains sont propriété privée. Tout comme Amberg et certains centres de la région, ces deux villes entreprennent de gros efforts dans les domaines scolaire et hospitalier de même que dans la construction de routes, dans le but, notamment, d'augmenter leur pouvoir d'attraction. Un problème cependant n'a pas encore été abordé au niveau des communes, c'est le problème crucial de l'amélioration de la qualification professionnelle.

Toute activité d'une commune se fait, forcément, aux dépens du développement d'autres communes. Il est donc indispensable, quand il s'agit de projets importants, de prévoir un minimum de consultations réciproques. Dans une région où les limites administratives sont étroites, la coopération entre communes devrait être la règle. Elle permettrait de concentrer les mises de fonds, ce qui assurerait déjà une augmentation sensible de l'attraction de la région. Au moment de déterminer l'ordre des priorités, la position de chacune des communes à l'intérieur d'un système hiérarchisé (fonction de l'importance des tâches) devrait être fixée en gardant à l'esprit que les émigrations de populations se font vers les zones industrielles (cf. 1^{re} partie, B 21) ou, tout au moins, vers les localités d'une certaine importance.

Il n'y a pas lieu de discuter ici des différents projets et de leur harmonisation ; ceci pourrait être la tâche d'un comité de planification ou autre organisme semblable. Ajoutons cependant que, pour atteindre un objectif commun, il faut obligatoirement renoncer à certains droits de souveraineté si l'on veut servir les intérêts d'une région et non ceux d'une commune souvent d'importance mineure. Une double participation des communes marginales aux comités régionaux de planification serait souhaitable. Il est évident que ces comités, pour désirables qu'ils soient, ne remplacent qu'imparfaitement la coordination à l'échelon supérieur.

232. *Intervention des pouvoirs publics*

En dehors de l'encouragement à l'arrondissement de Nabburg (cf. ci-après) et du programme d'aide aux frais de transport, les projets de la région n'ont été soutenus que par le programme bavarois d'aide aux régions susceptibles de développement (1). Selon la volonté du gouvernement fédéral, une grande partie des fonds d'encouragement régional est versée au profit de la région en bordure de zone, à laquelle la région d'Amberg n'appartient que dans une très faible me-

(1) Certaines indications permettent de supposer que l'aide de ce programme était relativement réduite.

sure. La part revenant à la région en étude est donc très réduite, cette région paraissant prospère en regard des régions rurales économiquement faibles qui la côtoient (pas de chômage d'hiver, produit social plus élevé par habitant, etc.).

En comparaison d'autres régions industrielles, la région d'Amberg enregistre des taux de croissance assez faibles et n'a donc pu faire l'objet d'application des mesures d'encouragement régional. L'importance des demandes de fonds pour l'application de mesures d'aménagement du territoire, a obligé la République fédérale comme les Länder à limiter volontairement leur programme régional. C'est pourquoi le principe d'une aide systématique aux petites agglomérations industrielles, disposant d'un potentiel de développement suffisant et destinées à compenser l'attraction des grandes agglomérations, n'a pas trouvé audience jusqu'à présent. Mais il ne faut pas confondre ce genre de plan avec le « Zentrale-Orte-Programm » de la République fédérale, qui a de bonnes raisons de poursuivre un autre but, raisons que nous supposerons connues. De même, le « Zentrale-Orte-Programm » ne peut être comparé au principe de concentration des mises de fonds qui est actuellement pratiqué aux Pays-Bas.

2321. *Programme fédéral d'aide aux centres de développement*

Etre choisi pour faire partie des centres de développement ne représente pas seulement le bénéfice des avantages prévus par les dispositions juridiques (1). Grâce aux expériences faites à court terme — depuis 1959 — par le « Programme d'aide aux centres de développement », la prise en charge d'une localité apporte à celle-ci avec la publicité ainsi faite, des prémisses favorables à l'expansion et qui ne se traduisent pas uniquement par l'implantation d'industries nouvelles. Cependant, pour cela il faut — et on l'oublie souvent — que la localité dispose d'un pouvoir de rayonnement suffisant ; ce rayonnement est fonction des dimensions et de l'équipement de la localité autant que des distances qui la séparent du pôle de développement le plus proche.

Il dépendra des décisions du ministre des affaires économiques que les localités de la région en étude soient prises en charge par ce programme d'aide aux centres de développement.

On a envisagé de déterminer, en 1966, une nouvelle série de « pôles de développement » dont les régions en bordure de zone seraient le centre de gravité. Si ceci concerne non seulement les régions rurales mais également les régions qui bénéficient déjà d'une certaine industrialisation et auxquelles il suffirait de donner « un coup d'envoi » pour accélérer sensiblement leur expansion économique, il faudrait alors proposer l'arrondissement de Nabburg (Pfreimd compris, si possible). Nabburg, en effet, dispose d'un potentiel non négligeable d'équipement central et de terrains bien situés pour l'aménagement desquels il suffirait de surmonter quelques difficultés locales. De plus, et surtout, du fait

(1) Prêts au taux d'intérêt de 3,5 %, pour une durée de 15 ans, aux chefs d'entreprises industrielles ou commerciales ; indemnités jusqu'à 50 % des frais occasionnés et prêts à 2 % supplémentaires jusqu'à 25 % du total des frais pour acquisition d'un terrain industriel, entre autres.

des projets d'aménagement de la Nationale 15 (l'autoroute ira de Nuremberg à Pfreimd), des entreprises d'une certaine importance se sont intéressées à une implantation éventuelle. Cependant, ces entreprises posent, pour la plupart, comme condition, la construction d'une école secondaire, école qui serait d'ailleurs souhaitable même sans implantation de nouvelles entreprises mais que ces installations favoriseraient évidemment.

Dans l'état actuel des choses, on ne peut imaginer que d'autres villes de la région puissent être choisies comme « pôle de développement », pas plus d'ailleurs que les petites localités (1). Par contre, alors que l'aménagement d'un petit centre dans l'arrondissement rural de Sulzbach-Rosenberg (c'est-à-dire dans l'ouest de la zone peu peuplée) pourrait atténuer la tendance émigratoire, et que les deux petites localités existantes : Neukirsche et Weigendorf, ne semblent pas capables de trouver en elles-mêmes la force de se développer et de lutter contre l'exode rural, l'aménagement de Nabburg constituerait sans aucun doute un stimulant pour l'ouest de la zone industrielle de la région et pour les parties plus rurales qui s'y rattachent à l'est et à l'ouest.

L'exemple de Nabburg incite à se poser la question de savoir si l'encouragement de pôles de développement doit se limiter à la localité choisie ou s'il convient de l'étendre à son environnement (au sens d'une sous-région par exemple).

Les centres de gravité du développement peuvent également se situer à la limite de la ville, dans les communes ou petites villes avoisinantes comme cela s'est produit pour certains petits centres tel que Passau. L'extension géographique de cette aide ne signifierait pas pour autant l'abandon du principe de la concentration des mises de fonds ; elle constituerait simplement une adaptation à la réalité de l'aménagement du territoire.

2322. Aide aux régions en bordure de zone

L'aide particulièrement diversifiée accordée à la région située le long de la frontière de l'Est et qui forme un cordon long de 40 km dont Nabburg fait partie, est basée sur les arguments suivants :

1. La région limitrophe se dépeuple.

Cette émigration — dans la mesure où la région possède une structure agricole — est celle que connaissent toutes les régions qui ne disposent pas de centres urbains attractifs, ce qui est le cas pour certaines zones de la région en étude.

2. L'industrie de la région limitrophe a souffert, et souffre encore, de la séparation d'avec l'Est.

(1) Vilseck ou Schmidmühlen, par exemple, n'ont pas une situation centrale puisqu'elles se trouvent en bordure du grand centre d'entraînement des troupes, centre dont la plupart des personnes actives profitent soit directement, comme employés civils, soit indirectement, dans les services des communes en question. D'autres localités, comme Wernberg et Oberköblitz, sont tellement investies par une grosse entreprise que des implantations nouvelles auraient peu de chance de se développer.

L'industrie sidérurgique de la région d'Amberg, elle aussi, a enregistré des pertes importantes, tant en ce qui concerne les approvisionnements que les débouchés, du fait de la division de l'Allemagne. La production, bien entendu, a été nettement réorientée au cours des vingt années qui ont suivi la guerre, cependant le rallongement de voies de transport aux parités demeure.

Ces deux arguments ne justifient pas la délimitation géographique de l'aide à la région limitrophe mais ils rendent attentifs aux conséquences, pour une région donnée, de l'exclusion de cette même région du programme d'aide, ainsi que le démontre le cas d'Amberg. Il faut cependant tenir compte du fait que la région limitrophe a été délimitée avec précision à l'intérieur de la République fédérale ; aucun Land ne peut donc établir une nouvelle délimitation partielle de la région frontalière et l'utiliser comme instrument de politique régionale.

L'efficacité de l'aide à la région frontalière ne peut être analysée dans le cadre de cette étude. Il convient cependant d'évoquer certains états de fait : Dans l'arrondissement rural de Nabburg, les possibilités d'aide, dont apparemment il a été fait trop peu usage, n'ont eu manifestement que peu de succès (1).

L'arrondissement rural de Nabburg était inclus dans :

- le programme fédéral d'assainissement (1951—1954) ;
- et fait aujourd'hui encore du :
- programme fédéral d'encouragement régional (depuis 1954) et du
- programme d'aide aux régions frontalières de Bavière (depuis 1954).

L'industrie a seulement bénéficié de prêts et cela presque uniquement au cours de l'année 1957. Aucun autre stimulant ne lui a été accordé directement. Au cours des dernières années, cette aide a porté surtout sur la formation professionnelle et les transports alors que, depuis 1955, aucun encouragement n'a aidé les mises en valeur. L'aide accordée par le Bayerische Grenzhilfeprogramm à l'arrondissement de Nabburg s'est faite dans des conditions identiques ; ici encore, depuis quelques années, elle ne vise que les domaines de l'enseignement et de la culture ainsi que celui des transports (en 1962, respectivement 160 000 et 200 000 DM affectés aux domaines cités contre 25 000 DM seulement à l'industrie et à l'artisanat (2)).

Les effets, très modestes, de l'aide reçue — aide peu importante d'ailleurs — peuvent s'expliquer bien sûr par la mentalité de la population et par le manque

(1) Cf. par exemple « L'évolution du produit social 1957—1961 ».

(2) Les modalités de prêts à des entreprises industrielles ou artisanales existantes, consentis par le Bayerische Grenzhilfeprogramm et par le programme d'aide aux régions susceptibles d'expansion, comportent un taux d'intérêt de 5 % et une durée de 15 ans. Les crédits pour les implantations nouvelles ont la même durée mais leur intérêt n'est que de 3,5 %. Le programme d'aides régionales du gouvernement fédéral prévoit les mêmes conditions de crédit à l'implantation, mais, en bordure de zone, les prêts ne sont accordés qu'aux régions classées « zones d'encouragement fédéral » ou à celles qui, pour des motifs particuliers, nécessitent l'implantation d'entreprises déjà existantes ; elles comportent un taux d'intérêt de 4 % mais leur durée n'est que de 10 ans. Les conditions d'admission dans la catégorie des « zones d'encouragement fédéral » ôtent à la région tout espoir d'y entrer et de bénéficier du programme d'aide.

L'arrondissement rural de Nabburg a bénéficié des aides suivantes :

	Subventions DM	Prêts DM	Total DM
a) <i>Dans le cadre des programmes d'assainissement et d'encouragement régional 1959—1964:</i>			
1. Agriculture et sylviculture	57 150	155 000	212 150
2. Industrie et artisanat	—	219 000	219 000
3. Transport	910 000	173 000	1 083 000
4. Distribution d'eau et d'énergie et mesures d'aménagement	108 090	50 000	158 090
5. Tourisme	—	161 000	161 000
6. Hôpitaux et établissements d'aide sociale	—	—	—
7. Construction et aménagement d'écoles primaires et professionnelles et autres projets culturels	585 500	98 000	683 500
Total	1 660 740	856 000	2 516 740
b) <i>Dans le cadre du programme d'aide aux régions frontalières de Bavière 1954—1964:</i>			
1. Agriculture et sylviculture	98 700	233 200	331 900
2. Industrie et artisanat	—	408 000	408 000
3. Transport	486 000	—	486 000
4. Distribution d'eau et d'énergie et mesures d'aménagement	85 000	798 000	883 000
5. Tourisme	—	50 000	50 000
6. Hôpitaux et établissements d'aide sociale	50 500	415 000	465 500
7. Construction et aménagement d'écoles primaires et professionnelles et autres projets culturels	647 190	347 500	994 690
Total	1 367 390	2 251 700	3 619 090

d'initiative communale — pratiquement, aucune implantation d'entreprise « réfugiée » ne s'est faite dans l'arrondissement — mais il faut savoir aussi que le Bureau d'organisation du travail conseille aux entreprises de s'implanter plus à l'est, là où par exemple, en 1962, le chômage d'hiver atteignait encore 16,7 % des personnes actives (arrondissement d'Oberviechtach) contre 3,5 % à Nabburg. L'explication réside peut-être encore davantage dans le principe de répartition générale de l'aide appliqué dans la région frontalière pour des raisons politiques. Pendant des années il n'a pas été possible de mettre au point une conception précise de la répartition géographique de l'aide ; en conséquence, c'est la volonté de donner aux chômeurs un emploi aussi proche que possible de leur domicile et les exigences locales des firmes qui déterminèrent — de cas particulier en cas particulier — la répartition des aides.

24. *Essai d'une conception exhaustive*

Les types d'interventions et de programmes évoqués ci-dessus ne concernaient généralement que des aspects partiels de l'aménagement du territoire et, en particulier, du développement régional. Or, il est nécessaire d'harmoniser toujours davantage ces programmes entre eux (1).

La détermination des objectifs de développement régional devrait tenir compte de la structure et des tendances de l'évolution démographique et économique de la région en étude, et aussi de l'évolution générale à l'échelle du pays (dans la mesure des interdépendances), elle devrait tenir compte également des décisions politiques (type et ampleur de l'intervention) et des organisations politiques générales (administration des finances). Enfin, si l'on veut que cette détermination des objectifs soit réaliste, il paraît nécessaire d'étudier l'application la plus efficace des moyens financiers disponibles et de prévoir les réactions qu'elles déclencheront.

Voici ce que l'on pourrait envisager pour la région d'Amberg : afin de faire face à la croissance des moyennes et grandes concentrations démographiques, il est nécessaire de créer des agglomérations plus petites mais à pouvoir d'attraction semblable, dans les environs de ces grands centres, là où existent déjà une certaine amorce de développement (2). Comparée aux régions avoisinantes, Amberg dispose d'un potentiel extensible d'investissements privés, communaux et publics qui, s'il était stimulé, pourrait donner naissance à une zone d'agglomérations de moyenne importance. Il serait rationnel d'encourager avant tout l'expansion du centre et des sous-régions à activités industrielles et de doter les autres parties de la région de fonctions complémentaires.

(1) Le but du Zentrale-Orte-Programm est la « décentralisation régionale par la concentration locale ». Au contraire, le Zonenrandprogramm ne vise aucun pôle de développement mais une distribution plus ou moins générale dans les régions peu développées.

(2) La région d'Amberg comporte bien un centre — Amberg/Sulzbach-Rosenberg — mais l'activité industrielle se répartit entre deux sous-régions (cf. I^o partie, B 21).

3. *Principaux problèmes d'une politique régionale*

Nous traiterons ici, de façon globale, deux des problèmes cruciaux que la politique régionale allemande ne semble pas avoir considéré avec suffisamment d'attention, jusqu'à présent :

- Quelle est la répartition géographique des hommes et des moyens économiques la plus apte à réaliser rapidement l'objectif d'harmonisation des conditions de vie en République fédérale (où un aménagement déterminé du territoire est à fois le but et moyen) (1) ?
- Quels sont les problèmes qui surgissent lorsque la politique régionale vise non seulement le plein emploi pour chaque région mais encore des objectifs d'expansion de certaines régions afin de décharger les grands centres ?

31. *La répartition géographique des activités économiques*

La nécessité qui existe en politique économique générale de n'entreprendre des mises de fonds que dans un but précis et de les coordonner avec celles d'autres régions, est également valable en matière de politique régionale car ces interventions géographiques entraînent à long terme, inévitablement, une pénurie de terrains.

Ces objectifs peuvent être politiques ou économiques et, en tant que tels, ils sont susceptibles d'être critiqués quant à leur conformité avec les objectifs prioritaires de la politique sociale et économique. Les objectifs de politique régionale ne doivent certes pas s'aligner totalement sur les tendances visibles de l'évolution (cf. paragraphe 1) ; il est cependant inconcevable qu'une politique régionale soit en opposition absolue avec les transformations géographiques liées à la croissance économique.

En République fédérale, le Bund et les Länder sont d'accord sur le principe d'une « action territoriale efficace » (2) mais pas toujours sur l'organisation géographique des activités économiques qui doit réaliser ce principe.

Dans son programme publié en 1962 : « Bases et objectifs de l'aménagement du territoire en Bavière », la Bayerische Landesplanung distingue :

- les zones de sécurité, c'est-à-dire des zones
 - 1) à croissance démographique supérieure à la moyenne,
 - 2) à activité économique intense,
 - 3) à important trafic de « navetteurs » dont, par exemple, Amberg/Sulzbach-Rosenberg (3), la zone de Nuremberg, Ratisbonne/Burglengenfeld, etc.

(1) Principes pour les mesures prises par le Bund . . . en matière d'aménagement du territoire, communication du ministère fédéral de l'économie du 27 juillet 1962.

(2) Cf. loi sur la politique régionale du 8 avril 1965 (J. O. p. 306).

(3) La croissance démographique n'y est pourtant, comme le montre le reclusement, aucunement supérieure à la moyenne.

- les zones à encourager, c'est-à-dire les régions
- 1) à structure mixte (mi-agricole, mi-commerciale et industrielle),
 - 2) à structure agricole susceptible d'amélioration et émigration générale constatée dans l'agriculture.

Seul de la région en étude, le Naabtal fait partie de cette catégorie, les autres zones se rangeant dans la catégorie des « zones à aménager », c'est-à-dire

- 1) à structure économique très faible,
- 2) avec tendances émigratoires de la population (1).

Cette répartition ne constituait pas une division de la Bavière en zones d'aménagement. D'après les conceptions de la « Landesplanung », de telles zones ne peuvent être délimitées qu'à partir de critères fonctionnels ; des travaux sont en cours à ce sujet. Le chemin est ainsi ouvert à l'élaboration de plans de développement régional dont la coordination dépend de lignes d'action communes ; en d'autres termes, ils doivent répondre à une conception unique de politique régionale.

La Bayerische Landesplanung (planification régionale bavaroise) se montre favorable à l'encouragement de points de cristallisation « soigneusement choisis » qui sont les points critiques du développement dans les « zones à encourager » et les « zones à aménager ». La question de la taille et des conditions à remplir par les centres d'encouragement reste ouverte. Cette question semble pourtant soulever de gros problèmes lors de la décision et de la réalisation politique, problèmes dont la solution ne relève pas exclusivement de considérations pratiques.

La réponse peut sans doute être trouvée dans les données géographiques des villes comme Amberg et Sulzbach-Rosenberg qui, situées dans la zone d'influence de Nuremberg, nécessitent plus d'équipements, de services et autres attraits qu'une ville située loin d'un grand centre, si elle veut pouvoir attirer les habitants de sa périphérie et devenir un centre de développement indépendant. En d'autres termes, les exigences d'équipement et d'importance d'un centre diminuent quand la distance de la prochaine zone de concentration ou du prochain pôle de développement plus important augmente. Le minimum d'importance du centre dépend des exigences de la population. Seuls les centres suffisamment grands pour aménager une structure de services (qui, dans une certaine mesure, est une image réduite des grands centres) pourront prétendre, à long terme, maintenir pour le moins leur chiffre de population. Le fait que les aides communales ne puissent être partagées mettrait déjà un frein au choix de pôle de développement trop petits.

(1) Une délimitation plus précise et plus objective ne ferait pas entrer dans la catégorie des « zones économiquement les plus faibles » l'actif petit centre de Hirschau/Schnaittenbach, pour citer un exemple de la région. La Landesplanungsstelle indique toutefois dans l'introduction à l'ouvrage en question que « les sous-régions d'un groupe . . . offrent une image aux aspects multiples . . . ».

Mais les entreprises posent également leurs conditions en ce qui concerne la taille des lieux d'implantation :

- Les problèmes de main-d'œuvre ne permettent qu'aux petites entreprises non spécialisées de s'installer dans des villages mal desservis du point de vue des transports ; l'existence de ces petites entreprises sera fortement menacée si, abandonnées à elles-mêmes, elles doivent affronter la concurrence dans le Marché commun. C'est pourquoi il s'agit le plus souvent de simples ateliers de fabrication de grandes entreprises. Les entreprises comportant des services administratifs et nécessitant une main-d'œuvre spécialisée choisissent de préférence une implantation dans une ville ou dans la zone industrielle correspondante.
- Déjà au niveau des petites agglomérations il existe pour les entreprises industrielles et celles assurant des prestations de service de nombreuses possibilités de contact qui, toutes conditions égales par ailleurs, ont une action favorable sur les revenus ; les services publics de transport et ceux de distribution d'énergie ont un taux d'utilisation plus élevé ; les coûts de l'économie publique ou privée, par unité, s'abaissent jusqu'à un certain ordre de grandeur de l'agglomération, qui n'est certainement pas encore atteint dans la région d'Amberg.
- Les entreprises assurant des prestations de service avec un bon niveau de rendement ont besoin, pour atteindre une dimension optimale, de se trouver dans des zones d'attraction à pouvoir d'achat élevé et suffisamment peuplées.

Il est certainement possible d'attirer des entreprises en dehors des petits centres, grâce à des mesures de soutien. Les expériences faites dans certains pays européens voisins prouvent cependant qu'il est plus aisé d'influencer les tendances des migrations et de l'évolution en concentrant l'application des mesures d'encouragement. Ainsi les grands centres ne sont-ils pas renforcés et les aides publiques sont-elles accordées là où, avec une mise de fonds minimum, elles peuvent obtenir un effet stimulant sur le potentiel de développement existant ; enfin, une telle attitude d'adaptation aux tendances de l'évolution est celle qui provoque le moins d'intrusion dans la libre organisation de base (pas de mesures restrictives, de subventions de durée, etc.).

32. *Problèmes de l'encouragement des entreprises dans une région industrialisée*

321. *Majoration de l'encouragement en cas de marché du travail détendu*

Une opinion très répandue veut qu'une politique d'encouragement industriel ne soit pratiquée que dans les zones disposant de réserves de main-d'œuvre suffisantes (1), zones où l'on ne retire aucune main-d'œuvre aux entreprises locales et où aucune pression n'est exercée sur les salaires. On oublie seulement que l'accroissement de la productivité en République fédérale, et en particulier dans

(1) Il s'agit de moins en moins des régions à chômage saisonnier (en régression) ou de régions où sont pratiqués des arrêts de travail (dernièrement, p. ex. dans l'industrie du jais, en Bavière).

les zones industrielles très actives, se fait depuis de nombreuses années à partir d'un marché du travail parfaitement stable. Les raisons suivantes expliquent qu'il y ait accroissement malgré un nombre constant des heures de travail :

- déplacement d'une main-d'œuvre d'un secteur à productivité relativement faible (en partie agriculture, en partie artisanat) à un secteur à haute productivité ;
- conversions au sein d'un secteur économique en faveur des entreprises à haute productivité ;
- investissements de capitaux accrus par poste dans tous les secteurs économiques, d'où libération d'une main-d'œuvre qui, du fait de l'expansion, peut être réemployée à un autre poste ;
- améliorations techniques et de gestion dans certains secteurs (administration publique, certains services, etc.).

Lorsqu'il s'agit d'une région qui, comme c'est le cas pour la région en étude, dispose d'un marché du travail peu important et peu différencié (où, du côté des demandes d'emploi, prédomine la main-d'œuvre non qualifiée et, du côté de l'offre, la main-d'œuvre spécialisée) ; il faut ajouter que dans le processus de développement, les reconversions sont alors rendues difficiles (1). C'est pourquoi une zone relativement petite dépend soit de l'apport extérieur d'ouvriers spécialisés (les villes, avant tout, devraient exercer une certaine attraction) soit de possibilités de réadaptation professionnelle des travailleurs d'autres secteurs.

Malgré les fréquentes libérations de main-d'œuvre, les entreprises désirant s'agrandir ou s'implanter obtiendront difficilement des services de l'emploi ou des communes la promesse d'une main-d'œuvre disponible sur place, étant donné les conditions actuelles du marché du travail (navettes facilitées, salaires élevés dans les zones industrielles, etc.). Les libérations sont réparties en petites quantités sur la région et dans le temps. La main-d'œuvre se disperse parmi les navetteurs dans le bâtiment, dans d'autres zones industrielles ou encore, individuellement, dans les entreprises locales. Ces travailleurs ne sont presque jamais portés sur les registres des services de l'emploi. Les calculs qui ont été faits quant à ces libérations de main-d'œuvre (cf. 2^e partie, 24) ne peuvent servir, dans cette situation, qu'à titre indicatif des disponibilités latentes. Il dépend des conditions offertes aux travailleurs que les entreprises puissent réellement trouver de la main-d'œuvre ; actuellement, ces conditions peuvent être encore un peu moins bonnes que celles offertes dans les grandes zones de concentration industrielle lorsqu'il s'agit de main-d'œuvre non qualifiée et cependant être acceptées par les travailleurs.

Tout processus de développement nécessite d'importants investissements qui ne peuvent être effectués que dans la mesure où la demande des marchés est proportionnellement aussi importante. Ce qui signifie qu'au cours du processus

(1) Lorsqu'il est possible d'obtenir un développement vigoureux et efficace dans une région, il s'agit le plus souvent de moyennes ou de petites agglomérations industrielles comme le prouvent quelques exemples (Karlsruhe, Ingolstadt). Dans une région peu industrialisée comme celle située en bordure de zone, une reconversion est pratiquement impossible.

de développement il est nécessaire que les revenus réels augmentent si l'on veut éviter que ce processus ne s'interrompe. En termes de politique économique et syndicale actuelle, cela revient à dire que les salaires sont en hausse. Une région pourra, certes, se soustraire temporairement à ce phénomène mais elle ne le pourra pas à long terme. L'inconvénient de la hausse des salaires ne peut donc être reproché à une politique régionale orientée, par exemple, vers la productivité.

322. *Aide sélective*

Dans une économie dominée par la concurrence, la politique régionale se trouve devant un dilemme : d'une part il s'agit de prendre des mesures qui faussent le moins possible la concurrence, d'autre part il faut parvenir à un encouragement aussi rationnel que possible, qui soit adapté aux données de la région en question et qui soit donc sélectif. Prenons à nouveau comme exemple les Pays-Bas qui ont réalisé la politique régionale la plus étudiée et la plus harmonisée d'Europe ; le procédé qui consiste à accorder des aides à la constitution du capital (primes d'investissements ou contribution à l'achat de terrains) dans le but de stimuler l'implantation ou l'expansion d'une entreprise, a visiblement obtenu de bons résultats. Comparées aux « subventions à long terme » (bonifications d'intérêts, prêts à de conditions favorables, etc.) les aides à la formation du capital ont la réputation de moins fausser la concurrence. Aux Pays-Bas, ces subventions ne sont cependant pas accordées à toutes les entreprises capables de financer elles-mêmes une partie de leurs investissements (au moins 30 %) ; la distribution dépend de certaines potentialités : les autorités administratives peuvent favoriser ou écarter certaines entreprises. En République fédérale, un peu comme aux Pays-Bas, les autorités font leur choix parmi les entreprises qui nécessitent des apports de fonds, les critères d'après lesquels de telles décisions sont prises, sont certes inventoriés et même souvent publiés officiellement, mais il est dans la nature d'un tel processus de décision, qu'il se fasse à l'intérieur d'une marge très précise d'évaluation. Tout encouragement sélectif fait donc naître deux problèmes : celui de la discrimination et celui du manque de capacité de prévision en ce qui concerne les conditions futures de marché, ce qui est particulièrement vrai pour le choix des branches. Le respect des principes fondamentaux de l'État oblige la politique régionale à s'orienter vers une non-discrimination. En d'autres termes, les entreprises doivent être toutes traitées de façon analogue. Cependant, comme il est très difficile de comparer les entreprises, il est nécessaire de laisser à l'administration la faculté d'appréciation des opportunités, en se basant sur un maximum d'informations quant à la structure régionale et les tendances de l'évolution et de décider, dans chaque cas, des efforts qui seront consentis pour l'implantation ou l'expansion d'une entreprise plus particulièrement adéquate, sans pour autant éloigner les autres entreprises qui sont prêtes à financer elles-mêmes leur implantation ou leur aménagement. Cette règle ne doit souffrir d'exceptions que dans des cas extrêmes. Dans certains cas particuliers, les décisions sont difficiles à prendre, car les conditions futures du marché et les chances de développement de certaines entreprises sont peu pré-

cises (par exemple, du fait du progrès technique). De telles décisions exigent donc un soin tout particulier et une conscience des responsabilités qui dépasse le cadre habituel.

L'étude de la région d'Amberg peut servir à accorder plus d'attention à certaines entreprises qu'à d'autres ; voici encore quelques indications générales à ce sujet :

1. Structure des facteurs de production

Dans la région d'Amberg, il serait inutile d'encourager particulièrement l'implantation ou l'expansion de grandes entreprises à forte main-d'œuvre et avec une majorité de femmes, si l'on ne cherche pas simultanément à attirer des migrations de population et à augmenter le pouvoir d'attraction de la région.

Sans immigration, sans récupération des « navetteurs » et sans reconversion dans la région, on peut compter chaque année sur environ 450 travailleurs supplémentaires disponibles, dont une très faible proportion de qualifiés. Au moment de la fermeture du secteur hauts fourneaux de la Luitpoldhütte, le chiffre sera majoré d'environ 200. Les entreprises de services disposeront tout au plus d'une portion de main-d'œuvre féminine supplémentaire. L'augmentation de ces effectifs dépendra de l'attrait des nouveaux emplois : les entreprises à capital relativement intensif offrent habituellement des salaires plus élevés (bien qu'assortis quelquefois de conditions de travail moins favorables) ; les entreprises à travail intensif ont donc plus de mal que celles à capital intensif à attirer la main-d'œuvre, même si leurs salaires doivent, par la suite, atteindre le niveau de ceux d'autres lieux d'implantation (1).

2. Structure des propriétés et de l'importance des entreprises

La mise en valeur sociale et économique de la région est favorisée avant tout par les entreprises disposant non seulement de simples ateliers de transformation mais également de services de vente, de développement et d'autres services administratifs (entreprises autonomes). Les filiales de grandes entreprises, surtout lorsqu'elles n'emploient que quelques centaines de personnes, possèdent peu de ces services. Elles sont cependant avantageuses lorsqu'elles sont soutenues par le capital d'une grande entreprise ou d'un groupe, dans la mesure où leurs installations sont très modernes, où la vente de leurs produits se fait selon des voies commerciales éprouvées et où les conditions essentielles permettant d'atteindre un niveau élevé des salaires et des prestations sociales sont réunies. Les communes perçoivent même, dès la période de démarrage des filiales, des sommes versées au titre de l'impôt sur les bénéfices des exploitations industrielles et commerciales, étant donné que les recettes de la société mère sont réparties entre les différentes communes exploitantes proportionnellement au total des salaires versés par les filiales. Toutefois, avec ce système, une commune ne

(1) La disparité interrégionale des salaires tendra certainement à se niveler dans un proche avenir ; la hiérarchie interindustrielle des salaires offre, en revanche, une remarquable constance.

profite que faiblement d'une filiale ayant d'importantes recettes lorsque celle-ci travaille avec un total de traitements et salaires peu élevé.

De grandes entreprises seraient favorables précisément pour la région d'Amberg, avec son manque de spécialistes, étant donné que, chez elles, la formation des jeunes et le perfectionnement des travailleurs ainsi que, d'une façon générale, la capacité de prestation sociale se situent à un niveau notablement plus élevé que dans les petites entreprises, la capacité concurrentielle (dans le cadre de la C.E.E.) étant également, en fin de compte, atteinte plus tôt.

Pour attirer les grandes entreprises ou pour les inciter à s'agrandir, il faut toutefois des stimulants puissants, et c'est là un fait dont on tient compte aux Pays-Bas sous la forme d'un échelonnement des primes d'investissement. On sait que les grandes entreprises à forte capacité productive trouvent également dans les zones de concentration des terrains et de la main-d'œuvre, de sorte qu'il est plus difficile de les déterminer à un transfert (partiel).

3. Interpénétration

De nouvelles entreprises de l'industrie des produits de base ne bénéficieraient pas davantage de coûts comparables en se fixant à Amberg ; premièrement, parce que de nouvelles sources de matières premières sont improbables ; deuxièmement, parce qu'il n'existe pas à proximité de marché suffisamment grand pour tirer profit des « economies of large scale production » ; et, enfin, parce que la région ne dispose d'aucun moyen bon marché de transport par voie d'eau. Si toutefois une telle entreprise s'établissait, on ne peut espérer qu'elle obtienne des résultats financiers particulièrement importants en raison de ses désavantages relatifs de coût résultant du transport des matières premières et de l'envoi de produits généralement pondéreux. Étant donné que les qualités négatives du lieu d'implantation ne peuvent être compensées que par des subventions permanentes relativement élevées (aides au transport), l'implantation industrielle doit, pour procéder rationnellement, être orientée vers des types d'entreprises dont le pourcentage des dépenses en matériaux et, par conséquent, celui des frais de transport sont relativement faibles.

Les entreprises qui s'intègrent à l'économie régionale sont avantagées du point de vue des contracts et des conditions de transport.

En ce qui concerne l'utilisation des disponibilités (acier, fonte, installations électriques), le secteur de la fabrication de machines, essentiellement orienté vers l'exportation, pourrait convenir lorsque les débouchés du lieu d'implantation sont relativement peu favorables. Une entreprise de transformation des métaux en produits à haute valeur spécifique dont le centre des débouchés se situerait dans la zone de Nuremberg, ou tout au moins en Allemagne du sud, ne présenterait pas les inconvénients évoqués. Dans le secteur « Mines et Carrières », un aménagement qualitatif (installations d'exploitation) pourrait éviter à la région les importations de matières premières de qualité et améliorer les débouchés. Plus tard (fermeture de la BBI, abaissement du coût de l'énergie électrique),

l'implantation dans la zone de Schwandorf d'une entreprise de l'industrie chimique nécessitant de grandes surfaces et d'importantes sources d'énergie, pourrait être intéressante. Il ne faut pourtant pas oublier que l'appartenance d'une entreprise à une certaine branche économique n'est qu'un premier indice de ses possibilités de rendement individuelles, c'est-à-dire de son importance locale en tant que « payeur » d'impôts et de revenus. Les transformations structurelles entraînées par l'intégration de grands marchés peuvent rendre trop rapidement caduques les prévisions de la conjoncture et de l'accroissement, ces prévisions ne peuvent donc être les seules à présider au choix des entreprises.

33. *Conclusions*

L'essentiel de cette étude a été l'analyse de la structure et des possibilités de développement de la région d'Amberg, en supposant un maintien de la conception de politique régionale des autorités bavaroises et du Bund ; on n'a donné aux promoteurs aucune directive quant au choix des objectifs leur imposant la mise au point d'un programme d'action.

L'inventaire a modifié les données à partir desquelles avait été fixée la distribution des tâches :

1. Les deux usines sidérurgiques sont, certes, les deux plus importantes entreprises à main-d'œuvre masculine de la région, elles détiennent cependant moins qu'on aurait pu le penser la puissance économique de l'ensemble de la région. Elles ont chacune une importance régionale très différente. La Maxhütte règne sur la vie économique et sociale de l'ouest de la région ; sa rentabilité a été améliorée grâce à l'addition de secteurs de production à haute valeur spécifique et cette amélioration est suffisamment importante pour écarter dans la région toute menace immédiate née de la faiblesse du marché de l'acier.

La Luitpoldhütte, pendant la période de sa reconversion, c'est-à-dire jusqu'à la consolidation définitive de l'entreprise à un niveau sans doute inférieur, reste extrêmement sensible aux fluctuations du marché du secteur acier brut et fonderies. Malgré la grande importance que garde cette usine comme employeur de main-d'œuvre masculine, le centre de la région présente, lorsqu'on inclut le secteur des services, une certaine harmonisation de la structure industrielle.

2. Le processus de reconversion et d'adaptation aux exigences des grands marchés a fait de nets progrès dans plusieurs entreprises industrielles et agricoles ainsi que, dans certains cas, dans le secteur des services de la région. La poursuite de projets déjà en cours de réalisation et l'addition de nouveaux développements peuvent cependant être menacés par le manque de capitaux que les interdépendances des groupes ne peuvent pas toujours combler, mais également par le manque de main-d'œuvre qualifiée. Les entreprises anciennement installées partagent, malgré elles, cette situation : leur emplacement limitrophe, excentrique et l'obligation de trouver, au moins partiellement, des substituts à leurs

propres matières de base sous la pression des importations de pays tiers ont empêché la constitution de réserves financières suffisantes ; en outre, la formation scolaire, longtemps négligée et l'orientation traditionnelle de l'industrie régionale vers l'exploitation des mines, ont freiné l'apparition progressive d'un type moderne d'ouvriers spécialisés qualifiés, ou tout au moins ne l'ont favorisé à aucun moment. Enfin, le voisinage de la zone fortement industrialisée de Nuremberg ne contribue pas à l'allègement des difficultés d'adaptation.

Même si le processus de reconversion parvient un jour à être mené à terme, un autre danger risque de menacer la région : il n'y a pas eu jusqu'à présent suffisamment d'efforts d'expansion susceptibles de créer de nouveaux emplois masculins et de compenser totalement les licenciements. On ne peut espérer la création d'emplois masculins attrayants tant que la région offre comparative-ment peu d'avantages financiers, et que les nombreux inconvénients résultant des frais de transport ou, par exemple, la formation de main-d'œuvre qualifiée, ne sont pas compensés par des aides des pouvoirs publics. On ne peut encore juger si les difficultés de la région sont susceptibles d'être écartées ou allégées directement, par exemple, grâce à des subventions ou des aides en capital accordées aux entreprises, ou plutôt indirectement par l'encouragement aux projets d'infrastructure. Tout développement dans la région subit dans une certaine mesure l'influence des interventions des pouvoirs publics. Il est pourtant difficile de déceler, sur le plan de la politique régionale, les effets concrets exercés par les interventions publiques ; du fait des étroites interdépendances régionales, trop de facteurs influent sur toute évolution et les réactions des chefs d'entreprise et de la main-d'œuvre sont trop incertaines. En d'autres termes, une conception de politique régionale doit constamment vérifier son efficacité et, le cas échéant, modifier ses lignes de conduite.

Les décisions prises par les autorités compétentes devraient suivre des lignes de conduite rationnelles, tenant compte non seulement de la situation de la région mais également de l'évolution de l'ensemble du territoire. Ces décisions peuvent se fonder sur les informations fournies dans cette étude, qui indique les tendances de l'évolution telles qu'elles se dessinent au moment de son achèvement (automne 1965). Il est cependant nécessaire de continuer à l'avenir l'observation scrupuleuse de l'évolution des modifications actuellement imprévisibles pouvant intervenir, du fait, notamment de certaines interventions spécifiques.

ANNEXE

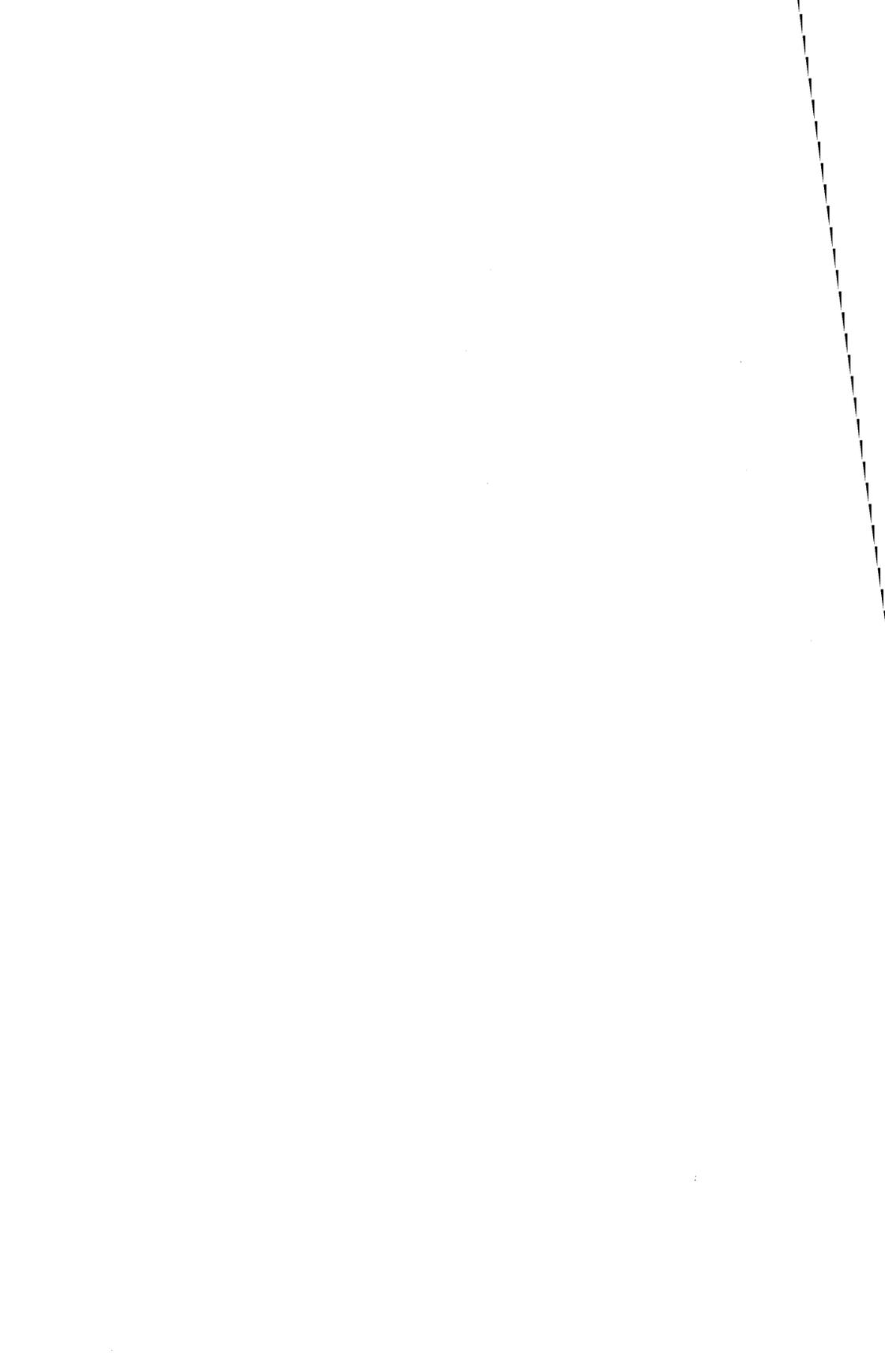


TABLEAU 2
Classement de toutes les communes et des communes rurales en fonction de leur importance

Région	Classe d'importance des communes (habitants)	Communes au			Communes rurales au						
		13-9-1950 Nombre d'hab. en %	6-6-1961 Nombre d'hab. en %	31-12-1964 Nombre d'hab. en %	13-9-1950 Nombre d'hab. en %	6-6-1961 Nombre d'hab. en %	31-12-1964 Nombre d'hab. en %				
Ville d'Amberg	5000 et +	1	100	1	100	—	—	—	—	—	—
	— de 200	4	1,5	6	1,8	7	2,0	3	3,1	6	6,0
	200 à 600	33	29,1	33	27,8	31	24,1	29	68,9	28	72,8
	600 à 1000	11	19,3	10	17,0	11	17,3	6	28,0	4	21,2
	1000 à 2000	7	19,3	5	13,6	7	18,0	—	—	—	—
2000 à 5000	5	30,8	6	39,8	6	38,6	—	—	—	—	
5000 et +	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14 172 h)
Arr. rural Nabburg	— de 200	5	2,8	9	4,9	9	4,5	5	7,6	9	15,2
	200 à 600	25	33,1	21	27,0	21	25,8	22	76,1	19	74,0
	600 à 1000	4	10,2	4	10,4	4	10,3	1	6,8	—	—
	1000 à 2000	4	15,3	3	12,0	3	12,1	1	9,5	1	10,8
	2000 à 5000	3	38,6	3	28,3	3	30,3	—	—	—	—
5000 et +	—	—	1	17,4	1	17,0	—	—	—	—	(9 396 h)
Arr. rural Suizbach-Rosenberg	— de 200	2	1,0	4	2,0	5	2,6	2	3,8	4	9,0
	200 à 600	22	25,6	20	19,7	19	19,7	20	87,3	18	82,3
	600 à 1000	4	9,8	3	6,9	3	7,1	1	8,9	1	8,7
	1000 à 2000	2	8,0	3	11,3	3	11,5	—	—	—	—
	2000 à 5000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5000 et +	1	55,6	1	60,1	1	59,1	—	—	—	—	(7 274 h)
Région d'étude	— de 200	11	1,2	19	2,0	21	2,1	10	4,6	19	9,6
	200 à 600	80	21,5	74	18,0	71	17,0	71	75,6	65	75,5
	600 à 1000	19	10,3	17	8,7	18	9,1	8	16,9	5	11,7
	1000 à 2000	13	10,9	11	8,9	13	10,6	1	2,9	1	3,2
	2000 à 5000	8	17,4	9	17,7	9	18,4	—	—	—	—
5000 et +	2	38,7	3	44,7	3	42,8	—	—	—	—	(30 429 h)

Enquête personnelle.

TABLEAU 3

Ventes de terrains à bâtir dans les localités d'une certaine importance 1961—1963

Région	Prix des terrains/km ²		Classe de prix DM par km ²
	terrain à bâtir (1)	terrain prêt à bâtir	
Haut-Palatinat	7,51	9,27	—
Ratisbonne	30,45	39,54	20—100
(Région)			
Amberg	19,11	23,88	16—40
Schwandorf	12,25	13,15	—
Sulzbach-Rosenberg	11,01	12,92	8—16
Schwarzenfeld	7,46	7,15	2—8
Hirschau	4,00	4,91	2—6
Oberköblitz	4,04	4,72	2—6
Vilseck	3,32	5,80	4—6
(Villes frontalières de l'est)			
Weiden	17,76	27,09	18—40
Cham	11,76	12,23	—
Neustadt	8,70	.	6—12
Oberviechtach	8,02	8,35	4—12
Roding	7,94	8,88	6—12
Furth i. W.	7,86	7,99	6—12
Vohenstrauß	5,49	.	2—8
Neunburg	5,38	5,64	2—8
<p>Source : Rapports statistiques du « Bayerisches Statistisches Landesamt », MI6/S : prix du terrain à bâtir dans le district du Haut-Palatinat.</p>			

(1) Terrain à bâtir = terrain prêt à la construction et tous les autres types de terrains à bâtir tels que : terrains à bâtir bruts, terrains destinés aux voies de circulation, terrains industriels, ou surfaces libres.

TABLEAU

District administratif	Année	Total du produit national brut	Contribution des secteurs économiques			
			Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	Énergie et industries extractives	Industries de transformation	Bâtiment
Ville d'Amberg	1957	174 405	593	2 579	81 362	15 286
	1961	257 581	2 620	2 768	119 993	25 361
Arr. rural Amberg	1957	81 081	27 182	111	27 726	3 491
	1961	129 567	38 988	145	46 903	6 094
Arr. rural Nabburg	1957	92 840	14 060	7 951	48 928	3 244
	1961	105 016	15 895	11 218	45 115	5 262
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	1957	112 931	14 499	98	68 403	3 712
	1961	135 207	20 680	128	75 603	5 631
Région en étude	1957	461 257	57 334	10 739	226 419	25 733
	1961	627 371	78 183	14 259	287 614	42 348

Source: Étude inédite du « Bayerisches Statistisches Landesamt ».

Le produit national brut aux prix du marché par secteurs économiques pour les années
1957 et 1961

en 1000 DM)

Commerce	Transports et information	Banques et assurances	Location de logements	Autres services, fournis par des entreprises et des professions libérales	Sociétés régio- nales et assurances sociales	Ménages et organisations privées à caractère non lucratif
23 350	7 064	3 308	3 339	9 807	23 643	3 064
32 026	11 013	4 039	6 086	14 387	35 699	3 589
4 845	3 510	606	2 737	2 835	6 611	1 427
7 647	7 377	1 062	3 870	4 049	11 596	1 836
5 646	2 387	1 421	2 010	2 125	3 917	1 151
6 316	3 985	3 532	3 038	3 084	6 242	1 329
8 736	3 460	1 102	2 388	3 918	5 164	1 461
7 236	5 407	2 673	3 682	4 913	7 672	1 582
42 577	16 421	6 437	10 474	18 685	39 335	7 103
53 225	27 782	11 306	16 676	26 433	61 209	8 336

Autre source concernant le produit national brut :

Publications communes des services statistiques des Länder, calculs du produit social brut des Länder, cahier 1, « Le produit national brut des villes sans arrondissement et des arrondissements ruraux en République fédérale allemande en 1957 et 1961 », Wiesbaden 1964.

TABLEAU 5a
La répartition des salariés (1) dans les différents secteurs économiques des villes sans arrondissement et des villes avec arrondissement, en 1961

Région	Salariés		Agriculture et sylviculture		Énergie, industrie extractive, industrie transformatrice		Construction		Commerce		Transports et informations		Banques et assurances		Autres services		Organismes sans caractère lucratif, sociétés régionales, sécurité sociale	
	Total	f %	Total	f %	Total	f %	Total	f %	Total	f %	Total	f %	Total	f %	Total	f %	Total	f %
Ville d'Amberg	17 118	36	366	37	7 780	30	1 368	6	2 346	58	711	10	239	38	2 202	61	2 106	37
Ville de Schwandorf	6 862	31	90	56	2 839	30	552	5	755	61	897	4	60	43	715	67	954	22
Ville de Nabburg	1 646	40	138	65	577	36	151	6	211	57	110	5	46	39	202	63	211	40
Ville de Sulzbach-Rosenberg	8 122	32	375	67	5 290	23	438	4	711	66	170	14	87	46	649	65	402	40

TABLEAU 5b
La répartition des salariés dans les différentes branches économiques des arrondissements urbains et ruraux en 1961

Région	Salariés		Agriculture et sylviculture		Industries de production		Commerce, transports, et messageries		Autres branches (services)					
	Total	f %	Total	f %	Total	f %	Total	f %	Total	f %				
Ville d'Amberg	17 118	36	366	2	37	9 148	53	27	3 057	18	47	4 547	27	49
Arr. rural Amberg	21 385	40	7 164	34	59	10 385	49	23	1 745	8	47	2 091	9	50
Arr. rural Nabburg	13 483	41	4 664	35	58	6 343	47	28	1 238	9	37	1 238	9	51
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	15 155	38	4 165	27	60	8 135	54	21	1 336	9	48	1 519	10	54
Région en étude	67 141	39	16 359	24	58	34 011	51	25	7 376	11	45	9 395	14	50
Ville de Schwandorf	6 862	31	90	1	56	3 391	49	26	1 652	24	30	1 729	26	41
Arr. rural Burglengsfeld	19 310	32	3 488	18	60	11 734	61	18	1 956	10	42	2 132	11	54
Haut-Palatinat	409 736	41	114 046	28	57	176 334	43	28	57 653	14	38	61 703	15	50

(1) Cf. note en bas de page, 1^{re} partie, B 21.
Source : Bayerische Gemeinde-Statistik 1960/1964, 1^{re} partie, Population et Emploi, volume A, cahier 231a des compléments aux Statistiques de Bavière, publications du Bayerisches Statistisches Landesamt.

TABLEAU 6
Nombre de salariés de l'industrie (au 30 septembre)

Région	1950	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Ville d'Amberg	5 350	7 764	6 310	6 492	7 408	7 303	6 056	6 356
Arr. rural Amberg	2 020	2 321	4 002	5 004	5 154	5 190	5 014	5 208
Arr. rural Nabburg	2 020	3 278	3 140	3 208	3 455	3 580	3 394	3 943
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	3 502	5 198	5 486	5 911	5 889	5 804	5 698	5 656
Région en étude	12 892	18 561	18 938	20 615	21 906	21 877	20 162	21 163
Ville de Schwandorf	1 084	1 151	1 141	1 057	1 064	1 067	1 088	1 094
Arr. rural Burglengenfeld	5 401	7 060	7 139	8 028	8 169	8 695	8 760	8 208

Sources : Statistiques officielles de l'industrie, d'après : rapports annuels de la Chambre du commerce et de l'industrie de Ratisbonne.
Les cercles figurant sur la carte de l'implantation industrielle (extrait) sont proportionnels au nombre des salariés des différentes entreprises.

TABLEAU 7
L'utilisation de la surface d'exploitation agricole et forestière en 1960

Région	Surfaces exploitées		dont en %		S. A.		dont (en %)		Répartition des terres labourées (en %)	
	Ha	Forêts	Forêts	S. A.	Ha	Prairies	Labours	Céréales	Plantes sarclées	Plantes fourragères
Arr. rural Amberg	76 336	55,6	40,0	30 551	37,0	62,2	66,1	22,3	11,4	
Arr. rural Burglengenfeld	38 223	49,3	41,6	15 922	26,7	71,8	63,5	22,6	13,3	
Arr. rural Nabburg	36 410	39,5	54,8	19 958	39,5	59,3	66,3	23,6	9,8	
Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	30 427	44,1	46,4	14 121	36,3	62,8	61,6	24,7	13,1	
Arr. ruraux (non comprises les villes sans arrondissements)	181 396	49,1	44,4	80 552	35,5	63,5	64,8	23,1	11,7	
Haut-Palatinat	879 689	43,3	51,6	453 528	33,2	65,8	63,3	22,0	14,0	

Sources : La mise en valeur du sol dans l'économie agricole et forestière de la Bavière, cahier 230 des compléments aux Statistiques de Bavière, publ. du « Bayerisches Statistisches Landesamt ».
Autres chiffres concernant l'économie agricole et forestière : cahiers 226, 227, 229, 234, 239, 244, 258 des compléments aux Statistiques de Bavière (Résultats du recensement des exploitations agricoles de 1960).

TABLEAU 8
Comparaison des frais de transport des laminés (DM/tonne)

a) Recettes ou pertes de la Maxhütte par tonne de laminés après déduction des frais de transport lors des échanges avec les centres de débouchés, évaluées en comparant le tarif de base appliqués à partir de certaines parités et les frais de camionnage payés par la Maxhütte à partir de Sulzbach-Rosenberg.

Sélection de débouchés de la Maxhütte		Oberhausen	Départ parité Essen	Sarrebruck
Stuttgart	T. B.	30,70 ⁽²⁾	30,70 ⁽²⁾	17,40 ⁽³⁾
	F. C.	<u>27,50</u> ⁽¹⁾	<u>27,50</u> ⁽¹⁾	<u>27,50</u> ⁽¹⁾
		3,20	3,20	— 10,10
Munich	T. B.	43,80 ⁽²⁾	43,20 ⁽²⁾	36,50 ⁽³⁾
	F. C.	<u>18,20</u> ⁽¹⁾	<u>18,20</u> ⁽¹⁾	<u>18,20</u> ⁽¹⁾
		25,60	25,—	18,30
Wurtzbourg	B	29,10 ⁽²⁾	27,80 ⁽²⁾	18,— ⁽³⁾
	R	<u>22,20</u> ⁽¹⁾	<u>22,20</u> ⁽¹⁾	<u>22,20</u> ⁽¹⁾
		6,90	5,60	— 4,20
Nuremberg	T. B.	37,70 ⁽²⁾	36,90 ⁽²⁾	26,60 ⁽³⁾
	F. C.	<u>13,90</u> ⁽¹⁾	<u>13,90</u> ⁽¹⁾	<u>13,90</u> ⁽¹⁾
		23,80	23,—	12,70

b) Pertes (DM/tonne), dues au fait que seul puisse entrer en ligne de compte le tarif spécial le moins cher au lieu du tarif général, comme parité.

Sélection de débouchés de la Maxhütte		Oberhausen	Départ parité	Sarrebruck
Stuttgart	Tarif général	35,60 ⁽¹⁾		23,60 ⁽¹⁾
	Tarif spécial	<u>30,70</u> ⁽²⁾		<u>17,40</u> ⁽³⁾
		4,90		6,20
Wurtzbourg	Tarif général	33,70 ⁽¹⁾		27,50 ⁽¹⁾
	Tarif spécial	<u>29,10</u> ⁽²⁾		<u>18,—</u> ⁽³⁾
		4,60		9,50
Nuremberg	Tarif général	38,20 ⁽¹⁾		33,— ⁽¹⁾
	Tarif spécial	<u>37,70</u> ⁽²⁾		<u>26,60</u> ⁽³⁾
		—,50		6,40
(1) = Tarif général M I		T. B. = Tarif de base		
(2) = Tarif spécial 8 B 37		F. C. = Frais de camionnage de Sulzbach-Rosenberg jusqu'à chacun des centres de débouchés indiqués dans la première colonne.		
(3) = Tarif spécial 8 B 14				
Source : D'après les indications de la Maxhütte.				

Remarque : Cette comparaison était valable jusqu'à la fin de cette étude (octobre 1965). Depuis octobre 1965, la Maxhütte bénéficie du tarif spécial 8 B 45, qui est accordé à titre de tarif concurrentiel pour les ventes de la société à des distances allant jusqu'à 120 km 25—30 % et à des distances de plus de 120 km (jusqu'à 420 km) env. 10—20 % du tarif général. En d'autres termes, les chiffres des frais de transport de la Maxhütte, tels qu'ils sont indiqués dans le tableau 8, doivent être diminués de 10—30 %, si l'on veut avoir une idée exacte du niveau des frais de transport après 1965.

TABLEAU 9
Les interdépendances des arrondissements, nées des migrations journalières de travailleurs en 1950 et 1961 (1)

Domicile (Navetteurs-sortants)		Ville d'Amberg	Ville de Schwandorf	Arr. rural Amberg	Arr. rural Burglengenfeld	Arr. rural Nabburg	Arr. rural Sulzbach-Rosenberg	Arr. rural Ratisbonne, Neun- burg, Oberviechtach	Arr. rural Eschenbach, Neustadt, Ville de Weiden	Arr. rural Neunmarkt Parsberg	Arr. rural Hersbruck
Ville	1950	16	16	2 341	32	27	148	8	13	39	—
d'Amberg	1961	224	224	4 849	388	364	522	43	21	227	4
Ville de	1950	·	·	15	727	101	—	85	18	—	—
Schwandorf	1961	·	·	50	1 570	308	5	273	6	1	—
Arr. rural Amberg	1950	61	—	673	49	15	23	—	69	5	—
	1961	203	10	1 719	47	118	30	20	171	18	—
Arr. rural	1950	—	700	17	3 043	11	—	113	—	10	—
Burglengenfeld	1961	9	1 245	50	4 792	94	6	705	3	19	—
Arr. rural	1950	13	15	5	10	746	—	43	11	—	—
Nabburg	1961	15	78	30	43	2 607	1	204	37	—	—
Arr. rural	1950	27	—	275	7	—	337	—	6	—	—
Sulzbach-Rosenberg	1961	175	4	713	7	3	1 067	3	24	12	56
Ville de	1950	17	21	22	229	18	—	—	—	—	—
Ratisbonne	1961	13	64	9	687	21	9	—	—	—	—
Ville de	1950	9	—	66	—	73	7	—	—	—	—
Weiden	1961	—	10	124	—	248	—	—	—	—	—
Arrondissements de	1950	13	—	6	—	—	372	—	—	—	—
Moyenne-Franconie (2)	1961	242	48	268	48	27	972	—	—	—	—
Arr. rural	1950	51	—	226	—	18	8	—	—	—	—
Neustadt, Eschenbach	1961	38	—	290	—	55	94	—	—	—	—
Parsberg, Ratis-	1950	—	5	—	298	10	6	—	—	—	—
bonne, Neunburg,	1961	—	47	27	530	136	—	—	—	—	—
Oberviechtach											

Source : matériel statistique inédit du « Bayerisches Statistisches Landesamt ».
(a) Ville de Nuremberg A. R. Hersbruck A. R. Lauf
(1) Les « navetteurs-entrants » et les « navetteurs-sortants » ne figurant pas dans ce tableau sont dans la rubrique « Autres arrondissements ».
Sources concernant les navetteurs à longue distance : rapports annuels du ministère du travail et des affaires sociales de Bavière « Travail et économie en Bavière » ainsi qu'un matériel statistique inédit du « Bayerisches Statistisches Landesamt ».

SOMMAIRE

Avant-propos de M. R. Reynaud, membre de la Haute Autorité	3
Préface de M. le Dr Schedl, ministre d'État bavarois de l'économie et des transports	5
Avant-propos	7
Introduction	8
<i>Première partie: Analyse de la situation</i>	9
A — Description générale de la région en étude	9
1. Situation géographique	9
2. Situation démographique	12
21. La population résidante et son évolution de 1939 à 1963	12
211. Niveau et évolution de la population résidante	12
212. Structure d'âge et proportion relative des réfugiés	14
213. Le mouvement démographique	15
22. Structure de l'habitat	16
221. La région urbaine d'Amberg/Sulzbach-Rosenberg	16
222. Classes d'importance des communes 1950—1964	19
223. Les communes rurales	19
224. L'évolution à long terme	20
3. Approvisionnement et équipement de la région	21
31. Adduction d'énergie et d'eau	21
311. Énergie primaire	21
312. Énergie secondaire	23
313. Distribution d'eau et évacuation des eaux résiduelles	24
32. Les transports	25
321. Circulation routière	25
322. Transports publics	27
33. Terrains et logements	28
34. Éducation	31
341. Écoles publiques	31
3411. Enseignement général	31
3412. Écoles professionnelles à temps plein, à temps partiel et écoles techniques	33
342. Les établissements d'enseignement supérieur les plus proches	35
343. Formation professionnelle et enseignement complémentaire	35
35. Les villes à caractère plus ou moins central	36

B — Le produit social régional et ses sources	38
1. Le produit national brut (PNB)	38
11. Comparaison de la puissance économique régionale	38
12. Les sources du PNB par ville et par arrondissement de la région	39
13. La contribution de chaque secteur économique au PNB à l'intérieur de la région	41
2. Les lieux de travail	42
21. Concentrations régionales et sectorales	42
22. Les entreprises industrielles	44
221. Niveau et évolution des emplois de l'industrie dans la région	44
222. Les types d'entreprises	46
2221. Les grosses entreprises	47
2222. Les moyennes et les petites entreprises	49
23. Le secteur tertiaire	51
24. Économie agricole et forestière	53
241. Les données naturelles et économiques de la région	53
242. Superficies d'exploitation et conditions de propriété	56
243. Comparaison de la structure des exploitations agricoles en 1949 et en 1960	58
2431. Les exploitations et leur rang d'importance	58
2432. Utilisation du sol, rendement et débouchés	58
2433. Élevage et marché du bétail	61
244. La main-d'œuvre	62
245. La mécanisation	64
3. Structure et interdépendances locales	65
31. Modification des facteurs locaux	65
32. Les interdépendances de la région	72
33. La situation du marché	78
34. La dépendance de la région à l'égard de la politique des transports	81
C — La situation sociale de la région	84
1. Caractéristiques du marché du travail	84
2. Lieu de travail et domicile	87
21. Les navetteurs et leurs caractéristiques	87
22. Les centres d'immigrations régulières	91
23. Les migrations régulières à longue distance	94
3. Niveau des revenus et pouvoir d'achat	95
4. Les possibilités financières des communes	98
41. Structure des dépenses	98
42. Capacité fiscale réelle des communes	99
43. L'endettement des communes	101
<i>Deuxième partie : Tendances et projections</i>	<i>103</i>
Introduction	103
1. Variations de certains paramètres régionaux	104
11. Infrastructure des transports	104
12. Approvisionnement en énergie	105
13. Enseignement	106

2.	L'évolution démographique et l'offre de main-d'œuvre	107
21.	L'accroissement naturel de la population	108
22.	L'influence des migrations	109
23.	La structure probable du peuplement	110
24.	Les répercussions sur l'offre de travail	111
3.	Les tendances de l'évolution dans certains secteurs économiques	113
31.	L'agriculture	113
32.	L'industrie	117
321.	L'industrie sidérurgique	117
3211.	Maxhütte	117
3212.	Luitpoldhütte	121
322.	Les autres industries orientées vers les matières premières	126
3221.	Minéraux, verrerie et céramique	126
3222.	Industrie chimique et mines de spath fluor	128
323.	Électrotechnique et transformation des métaux	129
33.	Le secteur tertiaire	130
4.	Conclusion	131

Troisième partie : Problèmes d'application d'une politique régionale dans la région d'Amberg 135

	Introduction	135
1.	La région par rapport aux grandes tendances du développement territorial	135
11.	Tendances de l'évolution en République fédérale	135
111.	Les concentrations	135
112.	Les facteurs de détermination de l'évolution géographique et leurs modifications	137
113.	L'évolution des régions rurales	138
12.	La situation particulière de la région d'Amberg	139
121.	La proximité de la zone de Nuremberg	139
122.	L'essor de Ratisbonne	140
123.	L'évolution de la région en bordure de zone	141
13.	Possibilités d'évolution	143
131.	Hypothèses optimistes	144
132.	Hypothèses pessimistes	146
2.	Possibilités d'une action de politique régionale	147
21.	Introduction	147
22.	Aides à la reconversion des entreprises locales	148
221.	Problèmes de reconversion de la Luitpoldhütte	148
2111.	Problèmes d'effectifs	149
2212.	Problèmes de financement	150
222.	Amélioration des conditions de concurrence	150
23.	L'utilité pratique des programmes publics d'encouragement	152
231.	Intervention des communes	152
232.	Intervention des pouvoirs publics	153
2321.	Programme fédéral d'aide aux centres de développement	154
2322.	Aide aux régions en bordure de zone	155
24.	Essai d'une conception exhaustive	158
3.	Principaux problèmes d'une politique régionale	159
31.	La répartition géographique des activités économiques	159

32. Problèmes de l'encouragement des entreprises dans une région industrialisée	161
321. Majoration de l'encouragement en cas de marché du travail détendu	161
322. Aide sélective	163
33. Conclusions	166

Nomenclature et sources des figures

Limites et situation géographiques de la région	9
L'évolution démographique 1939—1963	13
La région urbaine d'Amberg/Sulzbach-Rosenberg	17
Modifications du peuplement des communes 1950—1961	18
Réseau de distribution du gaz à longue distance (d'après une carte du ministère de l'économie et des transports de Bavière — service de la planification régionale)	24
Carte des transports 1963 (Services de la construction du ministère de l'intérieur de Bavière)	26
Localisation des écoles moyennes et des écoles secondaires	32
Produit national brut par tête de la population économique en 1961 (Publications communes des Offices de statistiques des Länder)	39
Localisation de l'industrie (Carte de la localisation de l'industrie, publiée par le service de planification des districts du gouvernement du Haut-Palatinat)	44
Surfaces des exploitations agricoles en 1949 et 1960	59
Centres de migrations alternantes (courants de plus de 20 navetteurs) et zones de recrutement (50 % des navetteurs-entrants)	92

Index des tableaux de l'annexe

Tableau 1: L'évolution démographique dans les arrondissements urbains et ruraux ainsi que dans les villes principales de la région en étude, en comparaison avec le Haut-Palatinat et la Bavière de 1939 à 1964	171
Tableau 2: Classement de toutes les communes et des communes rurales en fonction de leur importance	172
Tableau 3: Ventes de terrains à bâtir dans les localités d'une certaine importance 1961—1963	173
Tableau 4: Le produit national brut aux prix du marché par secteurs économiques pour les années 1957 et 1961	174
Tableau 5a, b: La répartition des salariés dans les différents secteurs et branches économiques 1961	176
Tableau 6: Nombre de salariés de l'industrie 1950—1964	177
Tableau 7: L'utilisation de la surface d'exploitation agricole et forestière 1960	177
Tableau 8: Comparaison des frais de transport des laminés	178
Tableau 9: Les interdépendances des arrondissements, nées des migrations journalières de travailleurs, 1950 et 1961	179

2. *Programmes de développement et de conversion*

- I. Étude du développement économique des régions de Charleroi, du Centre et du Borinage (Belgique) *paru en 1962*
- II. Étude sur la zone de Piombino (Italie) *paru en 1963*
- III. La reconversion de la mine de Champagnac (Puy-deDôme, France) *paru en 1964*
- IV. Développement industriel de la région de Montceau-les-Mines (France) *paru en 1963*
- V. Étude régionale sur l'Ombrie (Italie) *paru en 1965*
- VI. Étude sur la zone de Carbonia (Italie) *paru en 1966*
- VII. **La région d'Amberg (R.F. d'Allemagne)**
Tendances et possibilités de développement économique
- VIII. Incidences de l'implantation d'une aciérie sur la région Gand-Zelzate (Belgique) *paru en 1966*

FF 22,- FB 220,- DM 17,70 Lire 2750 Fl. 16,-

SERVICES DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
3898 / 2 / 67 / 1